

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°379

OCTOBRE 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAK: LANCEMENT DE L'OPÉRATION CONTRE DAECH À MOSSOUL**
- **TURQUIE : L'ARRESTATION ARBITRAIRE DES DEUX CO-MAIRES DE DIYARBAKIR SOULÈVE L'INDIGNATION**
- **TURQUIE: RÉPRESSION ET GUERRE CONTRE LES KURDES VONT DE PAIR**
- **ROJAVA: MALGRÉ LES ATTAQUES TURQUES, LES KURDES PARTICIPERONT À L'ATTAQUE SUR RAQQA**
- **DEUX FEMMES KURDES YÉZIDIENNES HONORÉES PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'EUROPE**
- **APPEL D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR SAUVER LA VIE DE ZEINAB SEKAANVAND LOKRAN**
- **PARUTIONS RÉCENTES**

IRAK : LANCEMENT DE L'OPÉRATION CONTRE DAECH À MOSSOUL

La préparation systématique de l'offensive visant à reprendre Mossoul, la seconde ville d'Irak avec ses 1,5 millions d'habitants, occupée par Daech depuis juillet 2014, s'est poursuivie au début de ce mois. Les troupes assemblées pour l'opération ont poursuivi leur encerclement et rapprochement progressifs de la ville, à partir notamment de la ville et de la base aérienne de Qayyarah, sur le Tigre, à environ 60 km en aval et au sud de Mossoul, dont l'armée irakienne s'était assuré le contrôle fin août (et où s'est notamment déployé un contingent français équipé en artillerie lourde). A l'ouest, les miliciens

chiites ont poursuivi leurs tentatives pour couper les voies de communications de Mossoul avec la Syrie, sans encore y parvenir. À 20 km au nord-est, un bataillon irakien composé d'Arabes sunnites, ainsi qu'un contingent américain, arrivé le 3, se sont déployés sur la base militaire installée par l'armée irakienne en vue de Bashiqa, ville toujours aux mains des djihadistes, et près de laquelle se trouve également une base turque controversée, symbole des difficultés politiques rencontrées dans la préparation. Si celle-ci a pris autant de temps, c'est en effet que, outre la complexité de l'opération et le grand nombre de partenaires impliqués, il a fallu surmonter les

divisions entre les différents participants: objectifs différents, positions divergentes sur la gestion future des territoires repris à Daech. Ces désaccords, qui ont parfois mené à des accrochages entre les différentes forces, ont ralenti le processus. Au cours de cette période, les États-Unis, pressés par le gouvernement irakien, ont graduellement augmenté le nombre de leurs troupes sur le sol irakien : 200 soldats envoyés en avril, 560 en juillet, puis finalement encore 615 ce mois-ci, ce qui porte leur nombre total à près de 7.000 (6.762 exactement), dont 1.500 «affectés à des missions de courte durée». L'accord finalement obtenu prévoit que ni les milices chiites ni

les peshmergas kurdes ne rentreront dans Mossoul. La Turquie, elle-même écartée de l'opération, a menacé d'intervenir si les milices chiites ne respectaient pas l'accord, tout en tentant jusqu'au bout mais en vain de «forcer le passage» pour sa participation, alors que le PKK annonçait de son côté la sienne! Enfin la milice arabe sunnite *Hashd al-Watani* sera pour la durée de l'opération placée sous le commandement des peshmergas kurdes, comme l'a confirmé le 5 son porte-parole, Zuhair Hazin Jabouri: cette option a probablement permis d'éviter un commandement par des chiites... Durant cette longue préparation, les combats avec les djihadistes se sont poursuivis : une attaque au sud de Kirkouk, au cours de laquelle deux peshmergas ont été blessés, a été repoussée le 6, puis le 8, une explosion dans le district de Tuz Khurmatu en a blessé deux autres.

C'est finalement tôt le matin du lundi 17 que le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, est apparu à la télévision nationale entouré des principaux commandants des forces armées pour annoncer officiellement le lancement de l'offensive. Pour rassurer les habitants sunnites de la région, auxquels il a demandé leur coopération, il a pris soin de préciser que seules l'armée et la police irakiennes seraient autorisées à entrer en ville. Cette annonce a été précédée durant trois jours d'une augmentation des frappes américaines sur la ville puis d'un largage massif par les avions irakiens de millions de tracts annonçant l'offensive et tentant de rassurer les habitants en précisant que les civils ne seraient pas visés et... leur conseiller de s'éloigner des positions de Daech. Une source proche des peshmergas a estimé les attaquants à plus de 50.000, un nombre plus tard réévalué à 94.000 – dont des dizaines de milliers de peshmergas. Ceux-ci ont en fin de journée annoncé se trouver à seulement 7 km à l'est de Mossoul après avoir pris 9 villages, tandis

que l'armée irakienne pénétrait au sud-est dans le district de Gwer. Le lendemain de l'annonce du Premier ministre, le Président kurde Massoud Barzani a déclaré que 200 km² avaient été repris à Daech, et le 19, un commandant de peshmergas a annoncé que ceux-ci avaient repris le contrôle de toutes les zones kurdes entourant la ville assiégée. Ce n'est cependant que le tout début de combats qui seront vraisemblablement de longue durée, les assaillants devant se rapprocher au maximum des faubourgs de la ville avant d'entamer l'investissement des quartiers. Les attaquants craignent que Daech, qui selon les estimations de l'armée irakienne compterait à Mossoul entre 5 et 6.000 combattants, n'utilise les techniques de défense déjà mises en œuvre lors des reprises des villes précédentes, Tikrit, Sinjar ou Fallouja: mines, tunnels, snipers, usage de civils comme boucliers humains, et surtout attaques suicides avec de nombreux véhicules piégés. D'ores et déjà, les djihadistes ont enflammé pour ralentir les attaquants du pétrole versé dans des tranchées creusées autour de la ville. Américains, Kurdes et Nations-Unies ont tous exprimé leur inquiétude que Daech ne recoure à des armes chimiques – les Nations Unies ont annoncé le 27 préparer une assistance médicale adaptée – et le 19, le général de peshmergas Sirwan Barzani a déclaré que la reprise de la ville pourrait nécessiter deux mois, une durée que Massoud Barzani, dans une déclaration du 28, a portée à trois mois. Enfin, après la fin des opérations militaires, se posera la question de la stabilisation *politique* de la ville: les Américains évoquent la possibilité d'une force sunnite de 25.000 hommes, à la composition non encore clarifiée...

Autre inquiétude, le sort des civils. Les habitants de ce milieu urbain densément peuplé risquent d'être piégés dans les combats ou de fuir en grand nombre en débordant les capacités d'accueil. Les autorités

kurdes continuent à se préparer en vue de cette possibilité: jeudi 13, Farhad Atrushi, le gouverneur de la province de Dohouk, a déclaré à *BasNews* s'attendre à l'arrivée de 100.000 déplacés, un chiffre dépassant largement les capacités d'accueil de la province, et a appelé à l'aide les organisations internationales. Le 17, le Haut commissaire aux réfugiés des Nations Unies a aussi exprimé son inquiétude et a lancé un appel pour un don supplémentaire de 61 millions de dollars afin de préparer des fournitures hivernales pour les déplacés affluant en Irak et pour ceux qui fuiront en Syrie ou en Turquie. Lise Grande, coordinatrice humanitaire de l'ONU pour l'Irak, a déclaré que l'organisation avait constitué des réserves de tentes et de matériel mais qu'elle pensait la capacité des camps existants insuffisante. Enfin, le 28, onze jours après le lancement officiel de l'offensive, la porte-parole des Nations Unies pour les Droits de l'homme, Ravina Shamdasani, a déclaré que Daech avait enlevé en ville près de 8.000 familles, soit jusqu'à 50.000 personnes, pour s'en servir comme boucliers humains en les forçant à se réinstaller dans des quartiers qu'il compte ainsi protéger des attaques. 232 personnes, dont 190 anciens soldats irakiens, ont été exécutées immédiatement pour avoir refusé d'obéir aux ordres. Une des rares notes positives à propos des civils déplacés: 8.600 familles qui avaient fui Daech vers Kirkouk ont finalement pu en début de mois regagner leurs provinces d'origine, Anbar, Diyala et Salahaddin, libérées par l'armée irakienne. La question du déplacement des populations est aussi un important enjeu politique car elle peut influencer sur le sort des territoires concernés. Ainsi, avant même le lancement de l'offensive, les peshmergas qui ont repris certains territoires à population mixte ont été accusés de nettoyage ethnique, de nombreux résidents arabes n'étant pas revenus chez eux. Certains ont collaboré avec les djihadistes, mais d'autres ont pu avoir

peur de rentrer sans pour autant être coupables... Face à ces accusations, le responsable des relations internationales du GRK, Falah Mustafa Baker, a déclaré le 10 à Reuters: « Le gouvernement kurde ne peut pas laisser le sacrifice des pechmergas [morts au combat contre Daech] avoir été accompli en vain en laissant se perpétuer l'arabisation, la politique de l'ancien régime [de Saddam Hussein]. Le processus d'arabisation doit absolument être inversé ». En contrepoint, le général pechmerga Bahram a indiqué (*Libération* du 17 octobre) que la participation des Kurdes était conditionnée à l'existence d'un accord sur un mode de gestion équilibré des territoires libérés: «C'est une ville peuplée de minorités. Si l'une d'elles est marginalisée, d'une façon ou d'une autre, un nouvel EI [Etat Islamique] apparaîtra».

Dès le 18, les peshmergas ont annoncé une pause dans leur avance, l'armée irakienne devant continuer la sienne. Le 19, l'armée irakienne a libéré Qaraqosh, à 15 km au sud-ouest de Mossoul, qui était avant l'arrivée des djihadistes la plus grande ville chrétienne du pays avec 50.000 habitants, à présent tous enfuis, tandis que les forces kurdes repoussaient une attaque sur le Sindjar et que la question de la fuite des djihadistes vers Raqqa provoquait une polémique: la Syrie a en effet accusé la coalition de laisser volontairement à ceux-ci une voie de passage vers son territoire, tandis que l'allié russe du gouvernement syrien exprimait également son inquiétude; le Premier ministre irakien a déclaré qu'il était «de la responsabilité de la coalition de couper la voie de la Syrie à Daech». Le 20, une réunion organisée à Paris sur le devenir de Mossoul a été l'occasion de nouvelles tensions entre Bagdad et Erbil, les responsables du GRK ayant accusé le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères irakiens, Ibrahim Al-Jaffari, de les avoir exclus des discussions: «Le GRK [dit la déclaration] condamne fermement

l'attitude inappropriée du Ministre des affaires étrangères irakien et ses actes unilatéraux. [...] Il est surprenant que le Gouvernement fédéral et son Ministre des affaires étrangères persistent à exclure la délégation du GRK des conférences internationales concernant l'Etat islamique, la question des personnes déplacées et des réfugiés, [alors que] la Région du Kurdistan a fourni un abri à plus d'1,8 millions de déplacés et de réfugiés, ce qui lui a imposé une lourde charge ». Au cours de cette réunion cependant, le Premier ministre irakien, qui y intervenait par téléconférence, a déclaré que l'opération se déroulait plus vite que prévu et que la coordination entre milices chiïtes et Kurdes montrait l'unité de l'Irak dans son opposition à Daech.

Alors que les troupes irakiennes et kurdes poursuivaient leur avance vers Mossoul, notamment près de Bashiqa, région où 30.000 pechmergas ont repris 7 villages dans la seule journée du 20, Daech a lancé dans la nuit du 20 au 21 une importante attaque de diversion sur Kirkouk. Selon les déclarations à la télévision kurde *Rûdaw* d'un responsable de sécurité de la ville, des commandos-suicide comptant sans doute une centaine de djihadistes ont réussi à pénétrer en ville sans être repérés en utilisant les égouts, et s'en sont ensuite pris à des bâtiments administratifs: le commissariat central a été attaqué vers 3 heures du matin par quatre porteurs de ceinture explosives, et une centrale électrique en construction près de Dibis, à 40 km au nord-ouest de la ville, a été vers 6 heures la cible d'une attaque où 12 administrateurs irakiens et 4 ingénieurs iraniens ont perdu la vie. En centre-ville, les combats se sont poursuivis durant plusieurs heures autour de bâtiments où s'étaient retranchés des snipers djihadistes. Bien que les forces de sécurité de la ville aient été renforcées par une brigade de peshmergas envoyée de Suleimaniyeh ainsi que par des combattants du PKK, les accrochages se sont poursuivis jusqu'au lendemain,

le 22, où le Président du conseil provincial de Kirkouk, Rebwar Talabani, a déclaré à la chaîne kurde NRT que les forces de sécurité avaient repris aux djihadistes 90% de la ville. Le gouverneur de la province, Najmaddin Karim, a déclaré que le but des assaillants était de «prendre le contrôle du gouvernorat, du commissariat central et des bureaux de partis politiques, mais ils n'ont réussi à prendre aucun de ces objectifs». Les combats ont fait 46 morts et 133 blessés, pour la plupart des membres des services de sécurité de la ville; au moins 25 djihadistes ont été tués. Le surlendemain, le 23, les forces de sécurité de Kirkouk ont annoncé avoir repris totalement le contrôle de la ville et avoir tué 48 djihadistes. Cependant, le 25, alors que 5 djihadistes supplémentaires étaient arrêtés, on annonçait qu'il pourrait y avoir encore au moins une trentaine de membres de Daech en ville. Les autorités kurdes, soupçonnant que le commando aurait pu recevoir de l'aide d'une cellule dormante de Daech, ont fait quitter la ville à 250 familles arabes sunnites, ce qui a fait réagir Lisa Grande, coordinatrice humanitaire de l'ONU pour l'Irak, parlant de risque de punition collective. Le 30, le chiffre de 47 djihadistes tués dans les opérations sur un commando de 200 a été annoncé. Enfin, les forces de sécurité de Suleimaniyeh ont annoncé le 31 qu'elles avaient fait échouer une attaque similaire et planifiée au même moment que celle lancée contre Kirkouk en arrêtant une quarantaine de djihadistes.

Bien que meurtrières, ces tentatives de diversion, qualifiées le 27 par Massoud Barzani de « désespérées », n'ont pas empêché la poursuite des progrès de l'offensive sur Mossoul. Le 23 à l'aube, les pechmergas et les Forces spéciales irakiennes ont relancé leur attaque sur la ville de Bashiqa, dont la plus grande partie a été reprise par les pechmergas dans la journée. Une tentative des djihadistes pour reconquérir la ville a été repoussée

le 28 au soir, mais ils en tenaient encore le 30 certains quartiers que les Kurdes se préparaient à leur disputer. Le 31, le commandement général des pechmergas a annoncé que les combattants kurdes avaient repris à Daech depuis le lancement de l'offensive plus de 500 km² et 28 villages, et que certaines de leurs unités se trouvaient à présent à 5 km de Mossoul. Cependant, elles ne pénétreraient pas dans la ville, se contentant selon l'accord passé de demeurer sur leurs positions qu'ils avaient maintenant stabilisées. Selon le député kurde Bestun Fayaq, responsable de la Commission des territoires contestés, les pechmergas avaient à cette date repris à Daech le contrôle de près de 90% des territoires originellement disputés entre Bagdad et Erbil.

Ces importantes opérations militaires se sont déroulées alors que la crise financière de la Région du Kurdistan se poursuivait: tandis que le Ministre du Plan du GRK annonçait le 1^{er} un plan drastique de réduction du secteur public, les enseignants de Suleimaniyeh, Halabja, Garmian, Raparin et Dohouk ont boycotté la rentrée scolaire, déjà retardée à deux reprises, en protestation contre les retards de paiement de leurs salaires. Ils ont été rejoints dans la rue le 5 par les employés du Bureau du commerce et de la distribution de la nourriture à Suleimaniyeh, tandis que d'autres bureaux, comme celui du logement, des impôts ou de l'agriculture, annonçaient à leur tour des grèves. Le 9, les enseignants de Suleimaniyeh, Kirkouk et Koya (dans cette dernière ville notam-

ment des professeurs de l'Institut technique) ont poursuivi leur mouvement, rejoints le 10 par ceux de la faculté d'ingénierie d'Erbil, et le 19 par la police de la route de Suleimaniyeh. Avec les températures hivernales et la diminution, voire la disparition annoncée, de la distribution de tickets de kérosène par le gouvernement, les habitants du Kurdistan ont repris une pratique qu'ils pensaient révolue depuis la période de l'embargo des années 90: couper les arbres pour se chauffer. Quant au blocage politique qui a mené à l'arrêt du fonctionnement du Parlement d'Erbil, il ne semble pas que les réunions annoncées en début de mois entre PDK, UPK, *Gorran* (Changement), *Yekgirtû* et *Komal* (islamiques) aient permis de progresser vers une solution...

TURQUIE : L'ARRESTATION ARBITRAIRE DES DEUX CO-MAIRES DE DIYARBAKIR SOULÈVE L'INDIGNATION

Diyarbakir, avec son 1,8 millions d'habitants, est la ville la plus importante du Kurdistan de Turquie, et elle est considérée comme sa capitale politico-culturelle. Après des mois d'un conflit destructeur qui a mis la vie de ses résidents en danger et provoqué des atteintes sans doute irrémédiables à son patrimoine, la ville est à présent victime d'une nouvelle exaction de l'État. Ses deux co-maires, Gültan Kışanak et Fırat Anlı, ont été incarcérés par la police le 25 octobre à 9 h du matin.

Comme toutes les municipalités administrées par des élu(e)s du parti «pro-kurde» HDP, Diyarbakir est dirigée par deux co-maires, une femme et un homme – un exemple peu suivi par les autres partis du pays. La co-maire de la ville, Gültan Kışanak, est de fait la première femme dans l'histoire de la

Turquie à se trouver à la tête d'une aussi grande ville. Kurde, alévie, laïque et féministe, Mme Kışanak représente tout ce que peut détester le Président Erdoğan, conservateur et islamiste, lui qui ne cesse de prêcher le retour de la femme turque au foyer pour faire des enfants et s'occuper d'eux... Elle a été appréhendée à l'aéroport de la ville alors qu'elle revenait d'Ankara, où elle avait été auditionnée comme témoin par une commission parlementaire enquêtant sur la tentative de coup d'État ratée du 15 juillet dernier. Après cinq jours de garde à vue, elle a été placée en détention provisoire dans une cellule du quartier de haute sécurité de la prison de Kocaeli, à 1.240 km à l'ouest de Diyarbakir, ainsi que le co-maire homme de la ville, Fırat Anlı, qui avait quant à lui été arrêté à son domicile. Juste après l'incarcération des deux élus, l'accès internet a

été coupé dans toute la ville afin d'empêcher l'organisation de manifestations de protestation, une coupure qui se prolongeait encore deux jours plus tard.

En parallèle, les policiers ont encerclé et perquisitionné la mairie à la recherche de documents pouvant justifier les deux incarcérations, ne permettant à personne d'accéder au bâtiment. C'est que la Cour des comptes turque vient d'achever un audit de la comptabilité municipale qui a duré un an, se terminant par une inspection de trois semaines dans les locaux de la municipalité, pour tenter de trouver dans la gestion de la ville des irrégularités pouvant justifier des inculpations – le tout en vain, puisque les inspecteurs de la Cour des comptes ont dû admettre n'avoir rien trouvé de répréhensible. Ce sont donc les motifs habituellement mis en avant pour démettre et arrêter

les élus HDP qui ont une fois de plus été utilisés pour tenter de trouver un semblant de justification légale à ces arrestations: «incitation à la violence», «liens avec le PKK». En place de preuves, qui n'ont pu être trouvées, l'accusation a utilisé des déclarations faites par les élus lors de meetings ou de réunions. Le choix de ces motifs fait relever

ces arrestations du délit d'opinion, et donc de l'arbitraire le plus total.

Un sous-préfet en poste à Ankara a été désigné comme administrateur de la municipalité en lieu et place des co-maires arrêtés, manière pour l'État de bafouer une fois de plus les droits des électeurs qui avaient

choisi leurs représentants pour Diyarbakir en 2014.

L'Union des Municipalités du Sud-Est Anatolien (GABB, *Güneydoğu Anadolu Bölgesi Belediyeler Birliği*), dont Gültan Kışanak est également co-présidente, a publié juste après l'arrestation un communiqué de protestation:

Urgent: *Le gouvernement turc détient les co-maires de la ville kurde de Diyarbakir!*

La police turque a arrêté Mme Gültan Kışanak et M. Firat Anlı, co-maires de Diyarbakir, vers 21 heures le 25 octobre 2016. Mme Kışanak a été appréhendée à l'aéroport de Diyarbakir, sur le chemin de retour d'Ankara, alors que M. Anlı a été appréhendé à son domicile dans le centre-ville de Diyarbakir.

La police a lancé à 21 h des raids sur les résidences des deux co-maires, qui ont duré environ 2 heures et demie. Le bâtiment de la Municipalité métropolitaine de Diyarbakir a été cerné par la police et une fouille a commencé à 21h00 qui se poursuit toujours à 23h30, sans qu'aucun membre du personnel municipal, y compris les avocats, ne puisse pénétrer dans le bâtiment.

Diyarbakir est la capitale culturelle de la région kurde en Turquie et la municipalité métropolitaine de Diyarbakir est considérée comme l'institution politique locale la plus importante et la plus avancée dans la région. Mme Kışanak est également co-présidente de l'Union des municipalités de la région de l'Anatolie du Sud-Est (GABB), un organisme officiel qui regroupe 117 municipalités.

À ce jour, 27 co-maires kurdes se trouvent en prison en Turquie, tandis que 43 d'entre eux ont été démis. Le 11 septembre 2016, le gouvernement central a nommé des gouverneurs adjoints en tant qu'administrateurs pour remplacer les maires kurdes démis, ce qui constitue l'acte le plus destructeur de l'histoire récente de la démocratie locale en Turquie.

[...] Nous lançons un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle agisse immédiatement et proteste avec force contre l'incarcération de nos deux co-maires, et fasse pression sur le gouvernement turc pour obtenir leur libération immédiate.

25 octobre 2016

TURQUIE: RÉPRESSION ET GUERRE CONTRE LES KURDES VONT DE PAIR

Le 2 octobre, la police a arrêté dans la province d'Izmir le frère du prédicateur Fethullah Gülen, Kutbettin Gülen, accusé d'«appartenance à un groupe terroriste armé». Le lendemain, la Turquie a reconduit pour 90 jours à compter du 19 octobre l'état d'urgence instauré suite au coup d'État manqué du 15 juillet, soit jusqu'au 19 janvier. Les attaques du gouvernement turc contre les médias se sont

également poursuivies. Suite à une demande écrite du RTÜK, le Conseil supérieur turc de la radio et de la télévision, la société française *Eutelsat* a stoppé le 3 octobre à 11 h du matin la diffusion par satellite de la chaîne «pro-kurde» *MED Nûçe TV*. *Eutelsat* avait déjà stoppé en 2012 la diffusion des émissions de *Roj TV*. Le 4, la police a effectué à Istanbul un raid contre la station de télévision *IMC-TV*, stoppant immédiatement ses transmis-

sions. Cette action violente, qui a été diffusée en direct jusqu'à ce que les techniciens accompagnant le raid déconnectent physiquement les câbles de la salle de contrôle, fait suite au décret de fermeture pris le 30 septembre dernier en même temps que pour 12 autres stations accusées de «propagande terroriste». *IMC-TV* avait été supprimée le 29 du satellite *TürkSat* mais demeurait accessible par *HotBird* et sur Internet. Les

employés de la station ont résisté jusqu'à la fin à la fermeture, se regroupant dans les studios et chantant «Les médias libres ne seront pas réduits au silence». A Istanbul mardi soir, des centaines de personnes se sont rassemblées à Taksim avec des banderoles reprenant les paroles des employés lors du raid ou «Tous ensemble contre le fascisme», pour dénoncer cette fermeture, sous une forte présence policière. La décision d'*Eutelsat* a été condamnée par la Fédération européenne des journalistes, et les deux co-présidents du HDP ont écrit à la société pour exprimer leur incompréhension de cette décision unilatérale à un moment d'attaques «sans aucune base juridique» contre les médias. Le 11, *Eutelsat* a, toujours à la demande du RTÜK, arrêté la diffusion de la chaîne kurde *Newroz TV*, qui diffuse en soranî, kurmancî et guranî des programmes concernant le Kurdistan d'Iran, rendant la chaîne – toujours diffusée par NileSat – inaccessible en Europe. Dernière attaque du mois contre les médias kurdes, la police a lancé le 31 un raid contre la station *Ozgur Radio*, après que le personnel ait refusé de stopper ses émissions, et y a arrêté 15 employés. Le même jour à l'aube, une dizaine d'employés du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* ont été arrêtés dans un raid ainsi que son rédacteur en chef, Murat Sabuncu, accusé par le procureur d'Istanbul d'avoir «légitimé la tentative de coup d'Etat par le contenu de ses articles».

Policiers et magistrats ont également été visés. Le 4, 12.801 policiers ont été suspendus pour leurs liens supposés avec le mouvement Gülen. Le 13, sur ordre du procureur général d'Ankara, la police a lancé un raid sur la cour d'appel de Turquie et d'autres tribunaux, munie de

mandats d'arrêt pour 189 juges et procureurs, y compris des juges de la Cour de cassation et du Conseil d'État, le tribunal administratif suprême. Le 24, l'Allemagne a annoncé que depuis le coup d'Etat manqué de juillet dernier, 35 porteurs de passeport diplomatique turc avaient déposé une demande d'asile politique... Le 27, 45 pilotes de chasse ont été incarcérés à Konya – et 29 autres déjà incarcérés ont été formellement inculpés. Tous appartiennent à un groupe de 73 officiers visés par des mandats du bureau du procureur général de Konya pour soupçons de liens gülenistes. Depuis juillet, ce sont près de 100.000 membres des forces de police, du système judiciaire ou de l'armée, dont des militaires de haut rang, qui ont été suspendus ou licenciés et plus de 32.000 personnes arrêtées.

Enfin, l'Etat a poursuivi sa ligne de répression des victimes dans l'affaire de l'attentat suicide du 10 octobre 2015 près de la gare d'Ankara, le pire dans l'histoire récente de la capitale, qui avait fait 130 victimes et près de 500 blessés, majoritairement des Kurdes. Le 10, la police a réprimé la commémoration, pourtant autorisée, organisée par les familles des victimes pour son 1^{er} anniversaire. Un barrage de camions de police, de canons à eau et d'une vingtaine de policiers munis de boucliers anti-émeute avait été déployé et, face à plusieurs centaines de manifestants portant des pancartes et des drapeaux de différentes associations et scandant «Etat assassin», les policiers ont utilisé du gaz lacrymogène et des balles en plastique. Certains protestataires ont répliqué par des jets de bouteilles et de pierres, d'autres ont été matraqués alors qu'ils se dispersaient. La commémoration était aussi une protestation exprimant la frustration des

familles face à une enquête au point mort: un an après les faits, il n'y a toujours aucun suspect! On est bien loin de la rapidité avec laquelle la justice turque traite les soupçons de «terrorisme» auxquels sont soumis femmes et hommes politiques kurdes.

Le lendemain de la répression de cette commémoration, la police a justement effectué à Diyarbakir de nombreux raids aux domiciles de politiciens kurdes, arrêtant 55 personnes, dont la co-présidente du Parti des régions démocratiques (BDP) de la province de Diyarbakir Hafize İpek, les co-président(e)s du HDP de la Province de Diyarbakir Cebbar Leygara et Gulşen Özer, le co-président du HDP du district de Peyas (Kayapınar) Abbas Ercan et d'autres militants des DBP et HDP. Puis deux jours plus tard, le 13, au moins 49 personnes, dont plusieurs militants des sections locales du HDP, ont été arrêtées pour «propagande terroriste» et «appartenance à un groupe terroriste» dans le cadre d'une opération contre le PKK dans les provinces de Van et Hakkari. Puis le 25, la police a cerné et perquisitionné la mairie de Diyarbakir tandis que les deux co-maires de la ville, Gültan Kışanak et Fırat Anlı, étaient arrêtés, l'une à l'aéroport, l'autre à son domicile, pour «liens avec le PKK» et «incitation à la violence» (voir l'article précédent). Le HDP a qualifié ces arrestations d'«illégales et arbitraires» et a appelé la communauté internationale à réagir face à ces «accusations fabriquées». Des heurts violents ont éclaté après l'arrestation près de la mairie, la police ayant utilisé matraques, gaz lacrymogène et canons à eau, pour disperser environ 200 protestataires, dont 25 au moins ont été arrêtés. Selon l'AFP, l'accès internet avait été coupé en ville toute la matinée

pour empêcher la coordination des manifestants. Le 31, un tribunal a demandé l'incarcération des deux co-maires sur l'accusation d'«appartenance à une organisation terroriste armée» et «fourniture d'un soutien logistique à une organisation terroriste armée». Parallèlement, le maire HDP de Siirt, Tuncer Bakirhan, a été condamné le 29 à un an de prison pour «propagande terroriste». Le 30, la co-présidente du HDP, Figen Yuksegdağ, s'était vue signifier l'interdiction de quitter le pays, la cour justifiant cette mesure par la crainte que l'élue, accusée d'«appartenance à une organisation terroriste armée» et de «propagande terroriste», ne s'enfuit à l'étranger: prélude à une arrestation programmée?

Seule nouvelle que l'on pourrait qualifier de positive, le 8 octobre, le responsable pour Şırnak du BDP (Parti des régions démocratiques), Hurşit Kutler, qui avait disparu de cette ville le 27 mai au moment de l'assaut des forces de sécurité, est réapparu à Kirkouk, déclarant qu'après avoir été arrêté et gardé durant près de deux semaines dans une cave où il avait été torturé physiquement et psychologiquement par ses geôliers qui voulaient le forcer à espionner pour eux, il avait réussi à s'échapper et à passer en Irak après s'être caché à Şırnak pendant plus d'un mois. Ceci au moins met fin à l'inquiétude pour sa vie qui s'était largement exprimée après son arrestation.

Concernant le changement constitutionnel tant souhaité par le président Erdoğan pour élargir ses pouvoirs, on peut se demander s'il est toujours nécessaire: grâce au coup d'État manqué de juillet, le président turc dispose maintenant de tous les pouvoirs dont il peut rêver, puisque l'état d'urgence permet au gouvernement de gouverner par décrets, et que pour le

gouvernement AKP de Binali Yıldırım, un fidèle du Président, les désirs de M. Erdoğan sont des ordres... Pourtant, Erdoğan a repris ce thème lors d'une intervention devant ses partisans, le 12 octobre, déclarant notamment: «La Turquie doit donner à la situation de fait un statut légal». Le chef du parti ultra-nationaliste MHP, Devlet Bahçeli, a confirmé par sa réaction le 18 la satellisation par l'AKP de son parti, en déclarant que le MHP, bien que favorable au maintien du système parlementaire actuel, ne s'opposerait pas à la tenue d'un référendum sur le sujet. Avec 40 voix au parlement, les ultra-nationalistes apporteraient donc à l'AKP, qui dispose de 317 sièges, au-delà des 330 voix nécessaires pour aller au référendum...

Parallèlement, les affrontements entre forces de sécurité et guérilla kurde du PKK se sont poursuivis tout au long du mois. Le 6, un attentat à la motocyclette piégée a fait 10 blessés près du commissariat de Yenibosna, non loin de l'aéroport Atatürk d'Istanbul. Il a été revendiqué deux jours plus tard par les TAK ou «Faucons de la liberté du Kurdistan» (*Teyrêbazên Azadiya Kurdistan*), groupe scissionniste ou émanation du PKK selon les sources. Le 8 à Ankara, un homme et une femme interceptés par la police à bord d'une voiture piégée ont fait sauter leurs charges explosives. Selon le gouverneur d'Ankara, le type de bombe utilisé les désignait comme liés au PKK – cependant les TAK ont revendiqué cette action le 17. Toujours le 8, une attaque suicide utilisant une camionnette chargée de 5 tonnes d'explosifs a frappé la gendarmerie du village de Durak, à 20 km de Şemdinli (province d'Hakkari). Selon les autorités, au moins 18 militaires turcs ont été tués et 11 blessés, plus 16 civils. L'attaque a été revendiquée le lendemain par les HPG (aile militaire du PKK), qui indiquent un bilan de 32 soldats tués. Le 14, quatre

attaques différentes ont eu lieu: 3 soldats ont été tués et 12 autres blessés dans trois attaques à la bombe différentes sur leurs convois, les trois morts dans la première entre Diyarbakir et Mardin, et 8 et 4 blessés respectivement lors des deux autres dans les provinces de Van et de Hakkari. La quatrième attaque de la journée s'est produite dans la région d'Antalya, une roquette ayant frappé un magasin de poisson au bord de la route et a tué 5 policiers. Après que la police ait arrêté le 15 au moins 25 suspects soupçonnés de liens avec le PKK, l'attaque a été revendiquée le lendemain par les TAK. Le 19, une autre attaque à la roquette a frappé un minibus transportant des gardes de village revenant d'une opération dans la province de Diyarbakir, faisant 2 morts et 3 blessés. Le 21, l'armée a annoncé avoir tué 12 militants kurdes dans le district de Cukurca (province de Hakkari), et 6 autres dans des frappes sur la région de Basyan au Kurdistan d'Irak. Le 23, deux policiers ont été tués et cinq autres blessés dans la province de Bingöl, ainsi que 14 civils, dans l'explosion d'une bombe déclenchée au passage de leur véhicule près du bureau du gouverneur du district. Le 29, une attaque au mortier près de Cukurca a provoqué la mort de trois soldats et en a blessés cinq autres. Par ailleurs, la chasse turque a annoncé avoir lancé des frappes contre les positions du PKK dans les montagnes de Qandil le 7 et le 13. Selon l'agence ANF, proche du PKK, l'un des appareils F-16 turcs ayant participé à ces frappes a été abattu le soir du 7.

Enfin, la guérilla a également frappé des cibles non militaires. Les HPG ont revendiqué avoir abattu deux administrateurs nommés par l'AKP en remplacement d'élus kurdes arrêtés: le 11 Aydın Muştu, à Özalp (district de Van), puis Deryan Aktert, du district de Dicle à Diyarbakir, abattu dans son

bureau pour avoir «collaboré avec l'Etat dans la lutte contre le PKK». Le 20, trois administrateurs désignés par le gouvernement pour remplacer des élus locaux kurdes ont démissionné: Ramazan Hekimoğlu, qui avait remplacé le co-maire Aygun Taşkınand à Ergani (province de Diyarbakir), et Ali İpek, qui avait remplacé Hasip Demirtekin, membre du conseil municipal. Après ces démissions, le 3^e administrateur de la municipalité, Mustafa Yalçın, qui avait

remplacé le membre du conseil municipal Sabiha Alçiçek, a également renoncé à son poste.

Les forces de sécurité semblent incapables d'enrayer la progression de ces actions, et selon le quotidien *Habertürk* du 22 octobre, le ministre de l'intérieur Süleyman Soylu a annoncé le recrutement de 5.000 nouveaux gardes de village (officiellement «gardes de sécurité»). Le 4 septembre dernier, la gendarmerie avait déjà décidé

d'en recruter 1.000. Le 25, le ministre des Affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu, a annoncé envisager des opérations au sol contre le PKK au Kurdistan d'Irak. La dernière incursion turque en Irak remonte à février 2008, et... avait été rapidement interrompue suite à une réaction américaine pour le moins négative. Mais quelles que soient les «réponses» militaires apportées à la situation, elles ne sauraient remplacer une solution politique.

ROJAVA: MALGRÉ LES ATTAQUES TURQUES, LES KURDES PARTICIPERONT À L'ATTAQUE SUR RAQQA

Le 2, l'armée syrienne et les forces d'auto-défense kurdes ont repris aux rebelles syriens dans une opération conjointe la zone industrielle de Shkeif, située dans les faubourgs d'Alep. Si la guerre en Syrie est plus que jamais multi-latérale, avec des alliances conjoncturelles qui répondent à des circonstances locales, il demeure des constantes. Ainsi les Kurdes de Syrie sont toujours sous le feu simultané de la Turquie au nord et de Daech au sud. Lundi 3 octobre, un attentat visant une fête de mariage kurde à Hassakeh a fait selon l'OSDH 34 morts et 90 blessés, certains gravement. La ville, siège en août dernier de combats entre milices pro-régime et combattants des YPG (combats ayant plutôt tourné à l'avantage de ces derniers), est tenue majoritairement par les Kurdes. Le 4, le Premier ministre turc, Binali Yıldırım a menacé devant le parlement de détruire les YPG «comme cela a été fait pour Daech», en référence à l'incursion turque à Jerablous, alors que la plupart des observateurs ont remarqué que les djihadistes s'étaient retiré de cette ville quasiment sans combattre... Le lendemain, des frappes aériennes nocturnes, lancées vers minuit, vraisemblablement par

l'aviation turque, ont selon l'OSDH tué au moins 19 civils, dont trois enfants, dans le village majoritairement kurde de Thultana, dans la province d'Alep, qui se trouve dans une zone contrôlée par Daech. Ce ne sont pas les premières frappes turques dans cette région. Suite aux bombardements de leurs villages au nord d'Al-Bab après l'incursion turque du 24 août, près de 2.000 résidents civils avaient déjà dû trouver refuge dans le canton d'Afrîn. Le 8, tandis que Daech reprenait aux rebelles soutenus par la Turquie plusieurs villages près de Dabiq, des factions appartenant à la Coalition nationale syrienne – soutenue par la Turquie – ont de nouveau bombardé le quartier kurde de Cheikh Maqsoud à Alep, contrôlé par les YPG, tuant 3 civils. Le 11, une attaque suicide de Daech près de Manbij, sur le village de Mashi, récemment repris aux djihadistes, a fait 11 morts et 6 blessés, et une autre a touché le village de Dandanah.

Le 13, une brigade de l'Armée syrienne libre (ASL) a rejoint les Forces démocratiques syriennes (FDS). Hussam Al-Awak, chef adjoint de l'Union des officiers libres, a déclaré dans une confé-

rence de presse tenue à Hassakeh: «Nous assistons à présent à l'effondrement progressif des groupes rebelles liés aux Frères musulmans après leur coopération avec la Turquie», accusant ces groupes de se battre contre le peuple syrien au profit de la Turquie.

Le 20, l'armée de l'air turque a annoncé avoir effectué le mercredi 19 octobre 26 frappes aériennes contre 18 cibles du YPG et avoir tué 160 à 200 militants, détruit 9 bâtiments, un véhicule blindé et 4 autres véhicules des YPG. Les autorités kurdes et d'autres sources ont confirmé que la chasse turque avait lancé plus de 20 raids contre les FDS dans le canton de Shahba, intégré à l'administration de la Fédération auto-proclamée du Nord syrien. Selon l'OSDH, les zones bombardées, en particulier les villages d'al-Hassiya, Oum al-Qoura et Oum Hosh, avaient été prises à peine quelques jours auparavant par les YPG à Daech. Mahmoud Barkhadan, un commandant des YPG, a plus tard confirmé ces attaques, tout en contestant le chiffre des pertes annoncé par les militaires turcs. Il a déclaré à *Associated Press* que le bilan n'atteignait pas 10 combattants tués, et a accusé la Turquie

de chercher à aider Daech en frappant les Kurdes alors qu'ils sont occupés à combattre les djihadistes... Le même jour, le commandement des YPG d'Afrin a appelé au soutien des forces des YPG «pour défendre la région contre les bandes de Daech, la Turquie qui les soutient et toutes les autres menaces durant cette résistance historique», réaffirmant son soutien à *Jaysh al-Thuwar* (Armée des révolutionnaires, un groupe arabe membre des FDS) et à toutes les forces révolutionnaires luttant contre Daech. Ce même jour, des membres de l'administration du Rojava ont déclaré que la Turquie avait mené ces attaques pour protéger ses propres mercenaires, et que ces attaques étaient aussi une réaction après que le pays ait été écarté de l'attaque sur Mossoul. Enfin, un membre du Mouvement pour une société démocratique a déclaré que «le silence international à propos des frappes turques [...] risquait d'avoir des conséquences désastreuses». Le Conseil démocratique syrien (expression politique des FDS) a condamné les frappes turques, les qualifiant «d'acte outrageux», et a demandé une intervention de la communauté internationale. L'armée syrienne a réagi aux attaques turques sur son sol, annonçant le jeudi 20 qu'elle abattrait tout appareil turc pénétrant de nouveau dans l'espace aérien syrien. Le lendemain, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a exprimé l'inquiétude de la Russie à propos des frappes turques sur les Kurdes de Syrie. De son côté, le co-président du PYD, Salih Muslim, a déclaré dans une interview à l'agence russe *Sputnik* que les Turcs avaient frappé des zones résidentielles civiles, qualifiant de mensonges les chiffres de pertes publiés par l'armée turque (160 à 200 tués), et parlant de 11 membres des forces locales kurdes. Muslim a également réfuté les accusations de lanciers de

roquettes depuis Afrin vers le Hatay, précisant que les YPG n'avaient aucun différend avec la Turquie. Le 22, la Turquie a frappé les YPG kurdes pour la 2nde fois en 3 jours, utilisant cette fois l'artillerie. A Jerablous, deux combattants de l'opposition syrienne soutenus par la Turquie ont été blessés lorsque les YPG ont ouvert le feu. Par ailleurs, une force de rebelles syriens appuyée par des blindés turcs, après avoir franchi la frontière près de Marea, a commencé à avancer vers la ville de Tell Rifaat. Selon l'OSDH, 13 combattants rebelles et 3 YPG ont été tués. Le 25, le ministre des Affaires étrangères turc Mesut Çavuşoğlu a déclaré mardi lors d'un entretien sur la chaîne *Kanal 24* que si les YPG ne se retiraient pas de la ville de Manbij, à l'ouest de l'Euphrate, qu'ils ont contribué à conquérir des mains de Daech, la Turquie devrait «prendre des mesures contre eux». Le 24, alors que l'armée turque annonçait avoir lancé de nouvelles frappes contre les YPG et Daech au cours des dernières 24 h une attaque à la bombe utilisant une motocyclette et visant un convoi des YPG a tué un civil et en a blessé gravement deux autres dans le quartier industriel Sharqi de l'est de Qamishlo.

Le 26, un hélicoptère suspecté d'appartenir à l'armée syrienne a selon les militaires turcs largué des barils d'explosifs sur des rebelles soutenus par la Turquie positionnés dans un village situé à 5 km au sud-ouest de Dabiq, repris par les rebelles à Daech dans le courant de ce mois. L'attaque a fait deux morts et cinq blessés parmi les rebelles. Il s'agit de la première confrontation directe entre les forces du régime et les rebelles soutenus par la Turquie depuis l'incursion entamée par cette dernière en août.

Le même jour, le représentant (PYD) du Rojava en France, Khaled Issa, a tenu à Paris une

conférence de presse durant laquelle il a accusé la Turquie de profiter de ce que l'attention des médias se concentrait sur l'opération contre Daech à Mossoul pour attaquer massivement le Rojava: «Si l'artillerie et les avions turcs bombardent massivement les positions des FDS dans cette zone et dans le district d'Afrin, c'est d'une part pour les empêcher de couper les lignes d'approvisionnement de Daesh à Raqqa et d'autre part pour permettre à la Turquie de conserver le contrôle de 70 kilomètres de frontière avec la Syrie», a-t-il dit. «Nous ne pouvons pas aller combattre à Raqqa alors que l'armée turque nous bombarde... Les conditions ne sont pas réunies pour prendre Raqqa». Issa a demandé à la France et aux autres membres permanents du Conseil de sécurité de «mettre un terme aux actions irresponsables d'Erdoğan», qu'il a accusé de «voler au secours» des djihadistes. Ce dernier a justement déclaré que la Turquie envisageait la possibilité d'une intervention militaire pour forcer les combattants kurdes à quitter Manbij, ainsi qu'une zone dans le nord de la Syrie s'étendant «entre les villes turques de Kilis et Kırıkhan». Kilis est située en face de la ville-frontière d'Azaz, au nord, mais Kırıkhan se trouve en plein milieu du Hatay turc, à un peu moins de 20 km à l'est d'Iskenderun (Alexandrette) et à 30 km à l'ouest de la capitale du canton d'Afrin! Une intervention turque dans la zone syrienne située entre ces deux villes reviendrait donc à lancer une attaque plein est depuis le Hatay pour prendre à revers le canton d'Afrin, déjà menacé sur son flanc est par l'incursion turque sur la région de Jerablous et les frappes sur le canton de Shahla. Le lendemain, Salih Muslim a exprimé de nouveau les inquiétudes exprimées par Issa à Paris en déclarant que le PYD craignait un «coup de poignard dans le dos» de la Turquie si les FDS par-

ticipaient à l'offensive sur Raqqa, par exemple une attaque sur Kobanê ou Tell Abyad, et a demandé aux États-Unis d'assurer la non-intervention de la Turquie en cas de participation. Le même jour, le lieutenant-général Stephen Townsend lui a apporté une réponse indirecte en déclarant lors

d'un point de presse que la coalition anti-Daech dirigée par les États-Unis souhaitait isoler au plus vite la ville de Raqqa car elle servait de base à la préparation de nombreux attentats à l'étranger. Selon l'agence *Reuters*, Townsend a déclaré: «La Turquie ne veut pas que nous travaillions avec le SDF,

et en particulier à Raqqa. Nous sommes en pourparlers avec la Turquie et nous allons aborder la question par étapes. La seule force capable d'agir à court terme est les FDS, dont les YPG sont une part importante. Nous allons prendre la force que nous avons et irons à Raqqa rapidement avec elle».

DEUX FEMMES KURDES YÉZIDIENNES HONORÉES PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

L'activiste yézidie Nadia Mourad a reçu le 10 octobre au Palais de l'Europe à Strasbourg le quatrième «Prix Vaclav Havel des Droits de l'homme», qui rend hommage aux contributions exceptionnelles dans ce domaine. La cérémonie a eu lieu le jour même de l'ouverture de la session plénière d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Nadia Mourad avait en septembre dernier été nommée ambassadrice de bonne volonté pour la Dignité des survivants au trafic d'être humains. Deux semaines plus tard, le 27, le Parlement européen a distingué Nadia Mourad et une autre femme yézidie, Lamiya Aji Bashar, en leur décernant le «Prix Sakharov pour la liberté de pensée et d'expression». Ces deux femmes kurdes de la communauté irakienne Yézidie avaient été, comme des milliers de femmes et de jeunes filles, kidnappées et détenues comme esclaves sexuelles par les combattants du soi-disant Etat islamique après avoir été capturées par les djihadistes durant l'été 2014 dans leur village de Kocho, près de Sindjar, dans le nord-ouest de l'Irak. Après être parvenue à s'échapper, Mourad a entamé une action militante pour témoigner des souffrances subies et appeler à la reconnaissance du massacre des Yézidis comme génocide.

Le jour même où Nadia Mourad recevait le prix Vaclav Havel, la directrice adjointe pour la recherche du bureau d'*Amnesty International* à Beyrouth, Lynn Maalouf, critiquait

la communauté internationale pour ne pas apporter un soutien et une assistance suffisants aux femmes yézidiennes qui avaient survécu à l'horreur du génocide et de l'esclavage sexuel subis de Daech. Plusieurs témoignages de survivantes font état de grave dépression et de tentatives de suicide, et Maalouf a déclaré: «Ces témoignages affligeants mettent en lumière le besoin urgent d'un soutien international plus important pour aider les survivant(e)s à faire face au traumatisme physique et psychologique à long terme des abus qu'ils/elles ont subis et dont ils/elles ont été les témoins [...]. La communauté internationale doit traduire en actions concrètes son choc et son horreur aux crimes de Daech ».

Les enquêteurs d'*Amnesty* qui se sont rendus en août dernier dans la Région du Kurdistan d'Irak pour rencontrer des survivantes du génocide perpétré par Daech contre les yézidis de Dohouk ont rapporté des témoignages terrifiants de familles de victimes. Une femme a raconté que sa fille de 13 ans s'était immolée par le feu après sa libération et était morte de ses brûlures trois jours plus tard. Toutes les demandes de sa mère pour que l'adolescente puisse obtenir un traitement post-traumatique à l'étranger étaient demeurées sans réponse.

Les victimes doivent surmonter simultanément le traumatisme consécutif à ce qu'elles ont subi, le manque de structures de soins adaptées à leur état, et une vie sou-

vent humiliante dans des camps de personnes déplacées. De plus, certaines familles se sont endettées de sommes colossales pour payer l'évasion ou la rançon de leurs proches, tandis que d'autres sont toujours sans nouvelles de membres qui se trouvent encore dans les zones tenues par les djihadistes, et que d'autres encore doivent faire le deuil des personnes assassinées, parfois sous leurs yeux.

Amnesty a déclaré qu'une organisation devrait être mise en place rapidement pour évaluer les besoins des yézidis déplacés et des fonds alloués pour entamer des actions de soutien et de thérapie.

Enfin, faut-il le rappeler, alors que les femmes font déjà partie des groupes les plus menacés dans les situations de conflit, dans l'opération militaire en cours contre Daech à Mossoul, la plupart des femmes et jeunes filles encore prisonnières de l'organisation djihadiste se trouveraient dans la ville assiégée. Le responsable du Bureau des Affaires des Yézidis du Gouvernement régional du Kurdistan, Khayri Bozani, a estimé à 3.735 le nombre de femmes yézidiennes qui n'ont pas pu s'enfuir et qui n'ont pas été libérées, ce qui signifierait qu'elles sont plusieurs milliers dans la ville. Elles sont tenues recluses afin que personne ne soit tenté de leur venir en aide, et certaines d'entre elles auraient trouvé la mort dans les frappes aériennes qui ont touché la ville depuis l'accélération de l'opération au cours de ce mois.

AMNESTY INTERNATIONAL : APPEL POUR SAUVER LA VIE DE ZEINAB SEKAANVAND LOKRAN

La question des violences faites aux femmes dépasse largement les crimes contre l'humanité commis par l'organisation djihadiste Daech, qui n'en constituent malheureusement, pour ainsi dire, que la «partie émergée de l'iceberg». En témoigne le sort dramatique de la jeune Zeinab Sekaanvand Lokran, une femme kurde iranienne de 22 ans a propos duquel l'organisation de Droits de l'homme *Amnesty International* a lancé le 8 octobre un appel à twitter pour tenter de lui sauver la vie. En effet, selon l'organisation, la jeune femme a été lors d'un projet inéquitable condamnée à mort en octobre 2014 au nom du *qesas*, équivalent en droit iranien de la «Loi du talion». Mariée à l'âge de 15 ans, la jeune femme a été arrêtée en février 2012 pour le meurtre de son mari qui lui faisait subir de mauvais traitements. Elle a d'abord avoué l'avoir

poignardé, mais s'est rétractée dès qu'elle s'est trouvée devant la Cour, déclarant que ses aveux lui avaient été extorqués par la torture, les hommes de la police l'ayant battue sur tout le corps. Elle a également déclaré que son mari l'avait soumise durant des mois à des mauvais traitements physiques et moraux tout en refusant ses demandes de divorce. Zeinab Lokran a enfin déclaré au juge que c'était son beau-frère, qui avait abusé d'elle à plusieurs reprises, qui avait assassiné son mari, ajoutant qu'il avait tenté de la persuader d'endosser la responsabilité du meurtre en lui déclarant qu'il pourrait alors la sauver en utilisant la possibilité offerte par le droit iranien aux proches des personnes assassinées de pardonner à l'assassin et d'accepter un dédommagement financier plutôt que réclamer une peine. Le tribunal n'a cependant pas pris ses déclarations en considération, n'a ordonné

aucune enquête complémentaire, se basant pour la condamner à la mort par pendaison uniquement sur ses aveux antérieurs. De plus, bien que l'accusée ait été mineure au moment des faits, la cour n'a pas appliqué la loi du code pénal islamique de 2013 relative aux peines pour mineurs. L'accusée a ensuite épousé dans la prison d'Oroumieh un autre prisonnier, et est tombée enceinte. L'exécution de sa condamnation a alors été retardée jusqu'à son accouchement qui a eu lieu le 30 septembre 2016, et durant lequel elle a donné naissance à un enfant mort-né. Les médecins ont attribué la catastrophe au choc provoqué par l'exécution de son second mari deux jours avant l'accouchement, déclarant que l'enfant était alors mort dans la matrice. Zeinab Sekaanvand Lokran n'a jamais reçu aucun soin postnatal ni soutien psychologique...

PARUTIONS RÉCENTES

- *La Revue des deux mondes*, septembre 2016.

Cette livraison de la revue mensuelle fondée en 1829 propose un dossier intitulé «L'occident face à la Syrie», dont un sous-thème «En première ligne contre Daech; Histoire et destin du peuple kurde», présente notamment quatre articles: pp. 76-84, « Minorités syriennes », par Richard Millet (qui débute étonnamment par une relation de l'entretien que Maurice Barrès eut lors d'un voyage au Levant en 1914 avec un yézidi), puis pp. 113-128, un entretien avec Gérard Chaliand fait par Valérie Toranian, sous le titre «Aucune puissance ne souhaite un Kurdistan indépendant», où le spécialiste des conflits irréguliers

– et grand connaisseur des Kurdes – rappelle leur histoire avant d'analyser leur présent rôle au Moyen Orient. Suit «Rojava: une révolution communaliste au Kurdistan syrien?», pp. 129-135, par Bruno Deniel-Laurent, où l'auteur, sans se limiter à la situation au Rojava, pointe les divisions et les différences de vision du monde entre les deux entités kurdes toutes deux en lutte à mort contre Daech en Irak et en Syrie. Dernier article concernant les Kurdes, celui de Juliette Mincez, «À la rencontre des femmes combattantes au Kurdistan», pp. 136-143, où elle rapporte son séjour au Kurdistan d'Irak en compagnie de l'écrivaine et photographe Sophie Mousset, pour rencontrer notamment une unité

de femmes yézidiennes non affiliées au PYD.

* * * *

- *Esprit*, septembre 2016

Dans cette livraison, on trouvera un article d'Hamit Bozarslan, « Le coup d'Etat raté en Turquie » (en accès libre sur le site de la revue), où l'auteur revient sur les événements du 15-16 juillet dernier et depuis, avant d'en partir pour analyser l'évolution inquiétante des institutions étatiques turques – leur quasi-dissolution dans le rapport direct voulu du peuple au leader, et celle non moins inquiétante du président d'une Turquie « devenue bateau ivre ».

Le « Charles-de-Gaulle » prépare la bataille de Mossoul

Des raids aériens, lancés vendredi depuis le porte-avions, annoncent une « action majeure » à venir pour reprendre à Daech son fief au nord de l'Irak.

ALAIN BARLUET  @abarluet

LA BATAILLE pour reconquérir Mossoul, fief de Daech en Irak, se rapproche. Vendredi matin, des avions de combat ont décollé du porte-avions *Charles-de-Gaulle* pour mener des opérations contre les forces de l'État islamique qui contrôlent la ville depuis juin 2014. Huit avions de chasse Rafale (1) ont quitté avant 7 heures le navire déployé depuis quelques jours en Méditerranée orientale avec son groupe aéronaval (GAN).

« Ce n'est pas le début de la bataille de Mossoul, c'est la suite des opérations de soutien qu'on apporte à la coalition. Bientôt l'action majeure va être déclenchée, mais ce n'est pas pour tout de suite », a déclaré vendredi Jean-Yves Le Drian, en visite à Concarneau. Plusieurs responsables occidentaux, dont Barack Obama, ont laissé entendre que l'offensive pourrait être lancée en octobre, avec l'objectif de reconquérir la ville d'ici à la fin de l'année. Mercredi, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a annoncé l'envoi en Irak de 600 hommes supplémentaires - ils seront au total 5 200 militaires - pour aider les forces irakiennes à progresser vers Mossoul.

4 000 militaires français déployés

Le *Charles-de-Gaulle* va « renforcer nos capacités de renseignement » et « améliorer l'information des forces qui seront amenées à reprendre le territoire de Mossoul », a estimé Jean-Yves Le Drian. Le porte-avions, avec à son bord 24 Rafale, deux avions de guet aérien Hawkeye et quatre hélicoptères, avait appareillé le 20 septembre de Toulon. C'est sa troisième mission opérationnelle depuis février 2015 au sein de la coalition internationale anti-El dirigée par les États-Unis. Celle-ci sera d'une durée relativement courte, « de fin septembre à fin octobre », a précisé le ministre de la Défense.

Pour le navire amiral de la Marine nationale, il s'agit du dernier déploiement avant un arrêt technique de 18 mois qui débutera en janvier. Une période durant laquelle les deux centrales nucléaires du porte-avions de 65 000 tonnes doivent être réapprovisionnées en combustible et son système de combat remis à neuf. Le déploiement opérationnel de cette véritable base flottante, avec près de 2 000 marins à bord (2 900 pour l'en-



semble du GAN), constitue un signal diplomatique et militaire fort. Il permet aussi théoriquement de tripler la capacité de frappes aériennes françaises dans la région, où 12 Rafale sont déjà stationnés en Jordanie et aux Émirats arabes unis. À l'état-major des armées (EMA), on souligne toutefois que l'entrée effective du porte-avions dans l'opération militaire française « Chammal » au Levant ne se traduira pas mécaniquement par un triplement des frappes, les missions de reconnaissance représentant une part importante des missions.

Actuellement, environ 4 000 militaires français sont déployés dans la région, en comptant les bases aériennes en Jordanie et aux Émirats (500 personnels) et les instructeurs militaires présents en Irak (500). Au total, depuis son entrée en action contre Daech en septembre 2014, l'aviation française a réalisé 857 frappes et détruit 1 468 objectifs depuis son entrée en action, selon l'EMA.

Un volet humanitaire préoccupant

Une étape importante sur la route de Mossoul a été, fin août, la prise de la ville de Qayyarah, à 65 kilomètres au sud. Dotée d'une base aérienne, Qayyarah a vocation à être une plateforme logistique lors de l'offensive sur Mossoul. L'armée française vient d'y déployer quatre canons d'artillerie de 155 millimètres Caesar, d'une portée maximale de 45 kilomètres, qui sont entrés en action à trois reprises depuis le 20 septembre pour appuyer des troupes irakiennes au sol.

Ce détachement d'artillerie, qui comprend environ 150 soldats français, a été

Des hommes s'affairent autour d'un avion de chasse Rafale sur le pont du *Charles-de-Gaulle*, vendredi en Méditerranée orientale. ERIC FEFERBERG/AFP

baptisé task force Wagram. Cette force doit « offrir un appui à la progression des forces irakiennes à 60 ou 80 km de Mossoul et contribuer à la manœuvre d'encercllement de la ville », a expliqué le ministre de la Défense. « Mais en aucun cas, ces soldats présents ne participeront aux initiatives d'action directe sur Mossoul », a-t-il affirmé.

Militairement, la reprise d'une cité qui comptait naguère 2 millions d'habitants avant de tomber dans les mains de Daech, pourrait être ardue. Il s'agira notamment de neutraliser un à un des snipers, dans un environnement urbain potentiellement piégé, et surtout face à des hommes prêts à mourir. Le volet humanitaire s'annonce préoccupant. Des centaines de milliers de réfugiés - jusqu'à un million selon l'ONU - pourraient tenter de fuir pendant les combats. Les affrontements et les règlements de comptes, pendant et après la libération de la ville, inquiètent également les partenaires occidentaux de la coalition. ■

(1) Le Rafale est fabriqué par le Groupe Dassault, propriétaire du Figaro.

REUTERS

Fighting in Turkey's Kurdish southeast kills 20 militants, two soldiers

October 3, 2016 REUTERS

FIGHTING in Turkey's mainly Kurdish southeast has killed 20 militants and two soldiers, security sources said on Monday.

Kurdistan Workers Party (PKK) rebels in the mountainous Daglica area of Hakkari province, which borders Iraq, detonated explosives on a road as a military vehicle passed, killing two soldiers and wounding a third, the sources said.

Separately, soldiers killed a total of 20 PKK fighters in two days of operations

in the Beytusebab region of neighbouring Sirnak province, according to a statement from the governor's office and information provided by security sources.

The autonomy-seeking PKK, deemed a terrorist organisation by Turkey, the United States and European Union, took up arms in 1984, and more than 40,000 people, mainly Kurds, have died in the conflict since then.

A ceasefire in Turkey's southeast collapsed last year, and thousand of rebels, soldiers and police and civilians have died in the ensuing violence. ●

LE FIGARO

samedi 1^{er} - dimanche 2 octobre 2016

Le Pentagone renforce son dispositif militaire

PHILIPPE GÉLIE [@gelieflg](#)
CORRESPONDANT À WASHINGTON

CONFIRMANT l'imminence d'un assaut sur Mossoul - sans doute vers la mi-octobre -, le Pentagone a annoncé mercredi le déploiement en Irak de 615 soldats américains supplémentaires, « en soutien » des forces locales chargées de mener l'offensive. C'est le troisième renfort de troupes au sol depuis que le secrétaire à la Défense, Ashton Carter, et le chef d'état-major, le général Joseph Dunford, ont donné le signal de la reconquête de la ville en février dernier.

À la demande de Bagdad, Barack Obama a déjà déployé 200 hommes supplémentaires en avril et 560 autres en juillet. Le contingent américain en Irak s'élève désormais à 5 262 soldats, chiffre officiel de l'opération « Inherent Resolve », auxquels il faut cependant ajouter quelque 1 500 personnels « affectés à des missions de courte durée ». Le gros de ces troupes est chargé de la formation et du soutien logistique des soldats irakiens. Mais de l'artillerie au sol, des forces spéciales et des unités de renseignement sont également à l'œuvre, directement engagées contre Daech. Trois Américains ont été tués dans des affrontements avec l'EI. Le nouveau détachement contribuera aux capacités de renseignement et devra équiper la base aérienne d'al-Asad, dans la province d'Anbar, pour les opérations aériennes de nuit.

La durée du déploiement américain n'est pas précisée. Malgré la reprise de Ramadi en février et de Falloujah en juin aux djihadistes, l'aviation américaine a dû mener 98 raids aériens ces trois derniers mois dans cette région à l'ouest de Bagdad, montrant que la pacification du terrain ne se fait pas du jour au lendemain.

Moisson de renseignements

Le Pentagone a aussi annoncé l'élimi-

Je suis confiant dans le fait que nous allons parvenir à priver l'EI de sa base territoriale

JOHN KERRY,
SECÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

nation de 18 responsables de Daech le mois dernier, dont 13 dans la région de Mossoul. Une fois la ville reprise, les responsables américains espèrent récolter « une moisson colossale de renseignements », en particulier sur les réseaux djihadistes occidentaux, à l'instar du trésor découvert dans des ordinateurs abandonnés par l'EI à Minbej, en Syrie (20 000 milliards de données).

La bataille de Mossoul représente déjà le plus fort engagement américain en Irak depuis le retrait des forces d'occupation par Barack Obama fin 2011. Le président insiste cependant sur « la différence d'échelle » - 6 700 hommes contre 170 000 au plus fort de l'occupation - « et surtout de mission ». Si une intervention massive de la puissance américaine permettrait d'éliminer plus rapidement l'État islamique, la Maison-Blanche considère qu'une victoire acquise de la sorte serait de courte durée. Quitte à prendre du retard dans la reconquête, il est crucial pour Washington que les Irakiens mobilisent les moyens militaires et politiques de contrôler durablement leur pays. Pour autant, le président sortant ne serait pas fâché d'ajouter rapidement une victoire sur Daech à son bilan international contesté et d'offrir ce bonus à Hillary Clinton, qu'il souhaite voir lui succéder. ■



Le rôle de ces forces (américaines) sera principalement d'aider les forces de sécurité irakiennes, ainsi que les pechmergas (combattants kurdes) dans les opérations visant à reprendre le contrôle de Mossoul

ASHTON CARTER,
CHEF DU PENTAGONE
WIN MCNAMEE/AFP

IS suicide bomber kills 30 at Kurdish wedding in Syria

4 October 2016 <http://www.bbc.com>

At least 30 people have been killed in a suicide bomb attack at a Kurdish wedding in north-eastern Syria.

The bomber blew himself up on Monday night at a hall in Tal Tawil, outside Hassakeh city, reportedly while the bride and groom were exchanging vows.

There were conflicting reports about whether the groom was among the dead.

So-called Islamic State said one of its militants had attacked a "large gathering" of Kurdish fighters with a machine-gun and an explosive vest.

Kurdish-led forces have driven the jihadist group out of most of Hassakeh province, but they have been unable to prevent deadly bomb attacks.

A man who was at the wedding on Monday

told the AFP news agency that as the bride and groom were exchanging their vows, a man passed by him wearing a thick black jacket.

"I thought he looked strange and a few seconds later there was an enormous explosion," he said. "People had fallen on the ground and I saw bodies torn to bits."

Syria's official Sana news agency reported that 30 people were killed and 90 others wounded, while the Syrian Observatory for Human Rights put the death toll at 31.

The UK-based monitoring group said the groom, Zaradesht Mustafa Fatimi, was among those killed.

One relative disputed the report, saying the groom was only lightly wounded but that his father and brother were both killed.



The suicide bomber reportedly blew himself up as the bride and groom exchanged their vows

"He and his new wife are staying at a relative's home. He doesn't want to see anyone," the relative told AFP. "They are really shaken up by this."

Mr Fatimi is reportedly a member of a prominent family involved in the autonomous administration run by Kurdish factions in northern Syria.

The Observatory said Mr Fatimi was also a member of the Syrian Democratic Forces, a coalition of Kurdish and Arab fighters that is battling IS with the support of a US-led multinational coalition.

Earlier on Monday, two bombers blew themselves up in a square in the government-controlled western city of Hama, killing three people, Sana reported. ■

KRG signs oil-audit agreement with Deloitte

By Rudaw.net 5/10/2016

ERBIL, Kurdistan Region—The Kurdistan Regional Government (KRG) signed an agreement with Deloitte, the largest professional and financial services company in the world, to conduct an audit of the Kurdistan Region's oil production, exportation, and revenues.

Bringing Deloitte in is part of the KRG's economic reform plan and to increase transparency in the oil sector. Most of the world's oil companies have dealt with and worked with Deloitte.

"Signing this contract and tasking an independent world famous company, one of the four best-known companies in the world with fame, position and expertise, with auditing in the Kurdistan Region is a very serious and important step of the KRG to provide more transparency in oil and gas revenues and expenditures. It is a sign of the KRG's seriousness and commitment to

reform and transparency," reads a statement published by the KRG, citing comments made by Prime Minister Nechirvan Barzani.

"The KRG will share the auditing reports of this company according to the working standard in this sector to relevant departments and citizens, and of course will take needed action based on the recommendations of these reports."

Deloitte will audit all aspects of the oil and gas industry in the Kurdistan Region, including production, exports, sales, internal use, refineries, and bonuses, the statement detailed.

According to the agreement, from now on no Ministry of Natural Resources (MNR) report will be published without first being reviewed by Deloitte.

"The independent auditing project for all the KRG oil and gas revenues and expenses by an international auditing company was approved in the last Council of Ministers mee-



The Kurdistan Regional Government (KRG) signed an agreement with Deloitte on Wednesday. Photo: official

ting. This independent auditing is for all the KRG oil production and sales," Safeen Dizayee, spokesperson for the KRG, told Rudaw.

According to Dizayee, four large financial service and auditing companies were invited to submit bids and "The chosen company independently will audit all the processes of production, marketing, and oil revenues. And will submit a monthly report."

Deloitte will audit all operations data, production and revenues of all oil companies since they began operating in the Kurdistan Region. The MNR will also provide all of their data to Deloitte.

Deloitte is a multinational professional services firm headquartered in New York City. It is the largest professional services network in the

world by revenue and number of professionals. Deloitte provides audit, tax, consulting, enterprise risk and financial advisory services for more than 244,400 clients globally.

The agreement signed between representatives of the KRG, Prime Minister Nechirvan Barzani Prime Minister, Deputy Prime Minister Qubad Talabani, and representatives of Deloitte, Neil Hargreaves and Robert O'Hanlon. Other KRG officials were also present, including the head of the audit agency and the head of the integrity commission.

The KRG is also in the final stages of signing a similar contract with Ernst and Young, another top international auditing company, to complete the process of auditing the oil and gas industry, the KRG's statement said. ■



October 5, 2016

Iran says 12 Kurdish fighters killed in clashes

Ari Khalidi Ari 5 October 2016
<http://www.kurdistan24.net>

ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan24) – Iran’s Islamic Revolution Guards Corps (IRGC) on Tuesday announced the killing of 12 Kurdish fighters in the western Kermanshan Province.

Kermanshan officially known as Kermanshah is a Kurdish province near the border with Iraq.

Citing the IRGC General Mohammed Pakpour, official news outlets including Tasnim and Fars agencies said Iranian soldiers also seized weapons of the group of “anti-revolutionaries.”

The Iranian media which published gruesome photographs and videos purportedly showing killed Kurdish fighters did not specify their political affiliation.

Moreover, there was no confirmation of any clashes or casualties by any Kurdish faction in Iranian Kurdistan (Rojhelat) as the time of publishing this report.

Several armed Kurdish groups have been fighting the Islamic regime in Iran for decades for wider cultural and political rights.

These groups include the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI), the more leftist Komala, and the Kurdistan Free Life Party (PJAK). PJAK is an offshoot of the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

The semi-official Press TV quoted Pakpour as claiming that “the terrorists were operating under the protection of the United States, Saudi Arabia, and the Zionist [Israeli] regime to create insecurity in the Islamic homeland.”

Pakpour added that three of the IRGC soldiers were wounded in the clashes.

Emboldened by Kurdish gains against the Islamic State (IS) in the two disintegrating states of Iraq and Syria, the PDKI re-launched an armed campaign against Iran in June 2016 after 20 years of ceasefire.



Members of the Party of Free Life of Kurdistan (PJAK) are seen at their base in the Qandil mountains stretching along the Kurdistan Region and Iran border, May 2014. (Photo: AFP)

This year’s clashes have seen scores dead on both sides mainly in mountainous areas near the cities of Mahabad, Piranshar, and Sanandaj (Sine) as the PDKI declared to have killed at least 10 Iranian soldiers in late September. ■



October 6, 2016

Syrian Kurdish bloc calls for entry of Peshmerga after Hasakah’s deadly attack

By: Wladimir van Wilgenburg / October 6, 2016
<http://aranews.net>

HASAKAH – The Kurdish National Council (KNC) has insisted on the return of 2,000 Syrian Kurds, trained as Peshmerga, from Iraqi Kurdistan. After the Islamic State (ISIS) attacked a Kurdish wedding in Hasakah city, the KNC has emphasized the need for increased security in Northern Syria – Rojava (NSR).

Kamiran Hajo, the Chairman of the KNC’s Foreign Relations Office said: “This perfidious crime shows the importance of protecting the Kurdish territories and the security of the people who are living here.”

“The KNC is determined to establish security and to intensify the fight against terrorism. Regarding this, it is indispensable to enable the return of the Peshmerga of Rojava to Syrian Kurdistan to prevent such horrible attacks,” he said.

The Rojava Peshmerga were trained by the Kurdistan Democratic Party (KDP) in Iraqi Kurdistan.

“We demand the [Democratic Union Party] dismiss its claim of exclusive control in Rojava and to give the KNC the opportunity to apply its energies, even more, to protect the Kurdish territories in Syria,” Hajo stated.

The Democratic Union Party (PYD), in a statement, said that the recent attack in Hasakah would not prevent them from “continuing the struggle with all democratic forces and political parties that believe in solving the Syrian crisis [by] moving towards a federal democratic system.”

Speaking to ARA News, Ceng Sagnic, a researcher with the Tel Aviv-based Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies said: “The [PYD] said that the [People’s Protection Units] are the official fighting force of the canton administrations and any other side that wants to contribute to the security of Rojava should join the [People’s Protection Units]. They also argue that the presence of two armies in Rojava will ignite infighting.”

Kurdish PYD officials administer the three cantons which collectively constitute NSR. PYD officials have repeatedly told the KNC and the Rojava Peshmerga that they can join the People’s Protection Units (YPG) as individuals, but not as a separate entity.

Idriss Nassan, the former Minister of Foreign Affairs in the Kobane Canton, told ARA News: “There would be a civil war if they come by their own decision.”

“Because the YPG controls the whole [of Rojava], they would not allow any other force to share the achievements they have made with the drops of blood of their martyrs,” he said.



Rojava’s Peshmerga forces in Barzan town of Iraqi Kurdistan.

On October 3, an ISIS suicide bomber targeted a wedding party of the Kurdish Fatime family in Syria’s northeastern Hasakah city.

In a public statement, the Asayish police said: “According to the preliminary investigations, the attack [was carried out] by a suicide bomber, 16 years old, when he blew himself with an explosive belt inside the club at 8:30 PM, which led to the martyrdom of 34 citizens.”

The victims were all civilians, although some Arab-language opposition media claimed that a YPG military commander was killed.

Among the fatalities, was veteran politician Baha Fatime, a Central Committee member of the Kurdish Union Party in Syria. The party is also known as Yekiti, meaning unity in Kurdish.

This is not the first time that ISIS has targeted Syrian Kurds. In July, over 25 civilians were killed in an ISIS suicide bombing in the city of Hasakah. Another bombing, also in July, killed at least 50 civilians in the city of Qamishli.

The local self-administrations led by the PYD and its allies announced on March 17 the preparations for the establishment for a federal system for Northern Syria – Rojava. The KNC rejected this announcement, claiming that it was unilateral.

The PYD’s platform calls for a geographic federalism that would not be based on ethnicity. The KNC disagrees, seeking a federal Kurdistan region in Syria, analogous to the Kurdistan region in Iraq. u

Le régime turc place les plumes critiques sous haute surveillance

CE DEVAIT ÊTRE un samedi comme un autre. Un de ces week-ends qui se faufilent entre les pages des semaines, à la lisière du voyage. Voilà maintenant quatre ans que Christina Lule tient boutique à l'aéroport Sabiha Gökçen, le deuxième d'Istanbul. Elle y vend des livres, des revues, des BD aux passagers sur le départ. Et puis, ce samedi 10 septembre, son voyage en papier a failli s'arrêter net. Vers 11 heures du matin, une demi-douzaine de policiers en civil font irruption au milieu des ouvrages. « Ils m'ont accusé de vendre des livres de l'opposition, qui insultaient le président », raconte-t-elle. En cause ? Un recueil de caricatures du Brésilien Carlos Latuff se moquant, entre autres, de Recep Tayyip Erdogan. L'ouvrage - publié par une maison d'édition turque - est autorisé à la vente en Turquie, même si l'accès au site Internet du caricaturiste y est interdit. Les policiers, eux, ne veulent rien entendre : ils saisissent les 22 exemplaires et embarquent Christina Lule au commissariat central. « Pendant l'interrogatoire, j'avais beau leur dire que j'étais dans les règles, que d'autres librairies vendaient le même article, ils campaient sur leurs positions en disant qu'un individu avait déposé plainte contre moi. Après avoir pris ma déposition, ils m'ont finalement laissée repartir. Depuis, j'ai repris le travail », poursuit Christina Lule. Mais, en ces temps de répression renforcée, où l'état se resserre sur la société civile, elle ignore si et quand elle sera convoquée devant la justice. « Il y a quelques jours, les policiers sont même revenus pour interroger, cette fois-ci, ma directrice. Elle était absente. Alors, ils sont repartis. Je suis incapable de savoir quelles retombées aura cette histoire. En ce moment, on ne comprend plus rien à ce qui se passe en Turquie », dit-elle.

Christina Lule a ses raisons d'être inquiète. Depuis le coup d'État raté du 15 juillet, les purges visant les sympathisants du prédicateur en exil Fethullah Gülen, accusé d'être à l'origine du putsch, ne faiblissent pas. À ce jour, des dizaines de milliers de personnes, soupçonnées de liens avec « l'organisation terroriste fethullahiste », ont été interpellées, mises en examen ou limogées. Mais la traque s'élargit progressivement à d'autres cibles : écrivains, professeurs, journalistes, libraires... En fin de semaine der-

nière, vingt chaînes prokurdes ont été suspendues. Dans un rapport qui dénonce ouvertement ces abus, Reporters sans frontières (RSF) estime à une centaine le nombre de médias (journaux, radios, chaînes de télévision, etc.) fermés sur ordre du gouvernement, ce qui réduit gravement le pluralisme déjà très compromis ces dernières années. « Au lieu de se mettre à l'unisson du peuple turc qui a résisté aux putschistes du 15 juillet et défendu la démocratie, le gouvernement Erdogan s'est enfoncé dans la voie d'une répression toujours plus large de la liberté d'informer en Turquie », déplore Johann Bühr, responsable du bureau Europe de l'Est-Asie centrale à RSF. Selon lui, la Turquie utilise le prétexte de l'état d'urgence pour emprisonner les journalistes et fermer les médias qu'elle suppose proches de ses ex-alliés de la confrérie Gülen, mais elle le détourne aussi « pour s'attaquer plus généralement à tout média d'opposition ».

La journaliste et activiste féministe Ayşe Düzkan en sait quelque chose. Mardi 20 septembre, elle était convoquée au tribunal Caglayan dans le cadre du procès intenté à Özgür Gündem. Ce journal de gauche, qui défend les droits de la minorité kurde et que les autorités accusent de propagande pro-PKK, a été brutalement fermé le 16 août. Devant la salle d'audience, bondée de confrères venus la soutenir, Ayşe Düzkan lâche sans détour : « Ce procès est un non-sens. Il n'a aucune base juridique. C'est un procès politique. » Elle fait référence à la chasse aux sympathisants de la cause kurde, qui a repris de plus belle depuis l'échec des négociations de paix, l'été 2015, et qui s'est aggravée avec le putsch raté. « Aujourd'hui, le pouvoir a vite fait de ranger tous ses opposants dans la case "terroristes". Que vous soyez djihadiste, güleniste, combattant du PKK ou simple dissident, vous êtes un terroriste. C'est un dangereux amalgame, le genre de raccourci qui encourage l'opinion publique à dénigrer les voix critiques. Une vraie menace pour notre fragile démocratie ! » s'offusque une de ses amies de plume. La jeune femme, qui préfère garder l'anonymat, estime que ce climat de suspicion entretient une culture de la « délation », comme celle dont Christina Lule a récemment fait les frais.

32 000

personnes

ont été arrêtées
en Turquie dans le cadre
de vastes purges
visant des partisans
présumés
de l'ex-prédicateur
Fethullah Gülen

Les libraires dans le collimateur

Souvent, la police n'attend même pas d'être informée pour agir. « Avant la tentative de coup, il lui arrivait de passer de temps en temps à l'improviste. Aujourd'hui, elle débarque une à deux fois par mois, munie de listes d'ouvrages à retirer de nos rayons », confie un bouquiniste de chez Mephisto (qui refuse, lui aussi, de donner son nom). Cette librairie pluraliste de la rue Istiklal, au cœur d'Istanbul, est connue pour ses opus sur la gauche radicale et l'histoire de la guérilla kurde. « L'autre jour, les policiers sont venus pour nous faire retirer de la vente l'autobiographie de Sakine Cansız (une icône du PKK assassinée en 2013 à Paris, NDLR) », dit-il. Les exemplaires en stock ont aussitôt été renvoyés à l'éditeur.

« Ce qui est compliqué, c'est que les lignes rouges évoluent au gré des changements politiques. Durant le processus de paix (2013-2015), les écrits d'Abdullah Öcalan (leader du PKK) étaient placés en bonne position à l'entrée de la librairie, ce qui est désormais impensable. Aujourd'hui, je les ai remplacés par de nouveaux ouvrages anti-Gülen, publiés depuis le coup. Quant aux livres qui critiquent Erdogan, je les ai relégués dans la salle du fond », poursuit le libraire, qui avoue « s'autocensurer pour la première fois en six ans de métier ». Ironie du sort : les ouvrages de la romancière Asli Erdogan et collaboratrice du journal Özgür Gündem, embastillée le 16 août pour « propagande terroriste », ne se sont jamais aussi bien vendus. « Depuis qu'elle est en prison, j'en vends 500 par mois, contre 5 auparavant. Emprisonner les opposants, c'est renforcer leur popularité », souffle-t-il. ■

D. M. (CORRESPONDANTE À ISTANBUL)

Syrie: 34 morts dans un attentat visant un mariage kurde

Par AFP — 4 octobre 2016
<http://www.liberation.fr/>

Trente-quatre personnes ont été tuées lundi soir dans un attentat suicide revendiqué par le groupe Etat islamique (EI) ayant visé un mariage dans une région kurde du nord-est de la Syrie, a indiqué mardi le gouvernement local.

Une centaine de personnes ont également été blessées lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser à l'intérieur d'une salle de fête de Tall Tawil, un village au nord de Hassaké, où était célébré le mariage d'un membre d'un parti kurde.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a quant à lui fait état mardi de 36 morts, dont 11 enfants.

Dans la salle du mariage, des rangées de chaises étaient couvertes de sang mardi matin, a constaté le photographe de l'AFP. Des tuiles brisées jonchaient le sol et du tissu déchiré pendait au plafond.

«Au moment où les mariés s'échangeaient les alliances, j'ai vu un homme vêtu d'une épaisse veste noire passer à côté de moi», a raconté



Des hommes dans une salle de fêtes du village de Tall Tawil, touchée par un attentat dans la province de Hassake, en Syrie, le 4 octobre 2016 Photo DELIL SOULEIMAN. AFP

Ahmad, blessé à la tête. «J'ai trouvé son aspect bizarre et quelques secondes après il y a eu une énorme explosion», a-t-il ajouté.

«Les gens sont tombés par terre, j'ai vu tout de suite des corps déchiquetés».

«Je prenais des photos lorsque j'ai

senti l'explosion», a témoigné Walid Mohammed, le photographe du mariage, affirmant avoir «vu beaucoup de gens mourir, des enfants, des personnes âgées.»

Selon l'administration kurde locale, 34 personnes ont été tuées et environ 90 blessées, parmi lesquelles des

femmes et des enfants.

Les mariés sont sains et saufs mais le père et le frère du marié ont péri dans l'attaque, a indiqué à l'AFP un membre de la famille.

«Les blessures du marié sont légères, il est logé avec son épouse chez un proche. Il ne veut voir personne», a-t-il précisé. «Ils sont profondément choqués par ce qui s'est passé.»

L'époux, Zaradesht Moustafa Fatimi, est issu d'une puissante famille très impliquée dans l'administration semi-autonome kurde dans le nord de la Syrie.

Selon un responsable de cette administration, M. Fatimi est membre d'un parti kurde local. L'OSDH affirme qu'il se bat également auprès des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde qui combat l'EI avec l'appui des Etats-Unis.

L'EI a affirmé dans un communiqué qu'un de ses membres avait tiré sur «un grand rassemblement» de combattants kurdes près de Hassaké, avant de se faire exploser. Selon le texte, qui ne mentionne pas de mariage, l'attaque a fait 40 morts.

Hassaké, tenue quasiment entièrement par les forces kurdes, est fréquemment prise pour cible par l'EI. ♦

Turquie. Arslan Haval : « plus de 200 journalistes qui ont été arrêtés et mis en garde à vue »

Entretien réalisé par Jean-Jacques Régibier 12 Octobre, 2016
Humanite.fr

En quoi la fermeture de votre chaîne est emblématique de ce qui se passe actuellement pour d'autres médias en Turquie ?

Arslan Haval. « En fait notre chaîne a cessé de diffuser le 3 octobre et deux jours avant, c'était 12 chaînes de télé, dont 11 kurdes et une socialiste, qui ont arrêté leur diffusion sur ordre du gouvernement. Ils ont voulu tous nous sortir en même temps. L'essentiel de nos infos concernait la Turquie et le Kurdistan.

A quoi se réduit aujourd'hui le paysage des médias en Turquie ?

A.H. Depuis le coup d'état du 15



Arslan Haval était la présentatrice des journaux de la chaîne de télévision kurde MED-NUCE TV que Erdogan vient de faire fermer.

juillet, il y a plus de 30 chaînes qui ont été fermées, une partie appartenait au groupe Gülen, accusé d'avoir fomenté le coup d'état. Les autres sont toutes des chaînes d'opposition, et à 90% des chaînes et des journaux kurdes. Il y a 90 journalistes qui sont en prison

aujourd'hui, la plupart n'ont pas encore eu de procès. En tout, il y a plus de 200 journalistes qui ont été arrêtés et mis en garde à vue. Et toujours en matière de répression, dans deux villes kurdes, tous les représentants du parti HDP (parti kurde représenté au Parlement

turc NDLR) ont été arrêtés ce matin.

Quels sont les arguments avancés par le gouvernement pour justifier ce gigantesque coup de filet contre les journalistes et les médias ?

A.H. Ils disent que toutes les chaînes, dont nous, mettent l'ordre public en danger et que nous faisons une propagande pour le PKK.

Quelle est la réaction des journalistes face à cette répression ?

A.H. Ils continuent à manifester leur opposition mais ça ne donne pas grand-chose car il n'y a plus aucun média pour relayer ce qu'ils disent. Avec les dernières fermetures, il n'y a plus de média d'opposition en Turquie, ils ont tous été fermés. Les sites d'information sur Internet sont également interdits. Même Twitter, nous n'y avons pas accès. Partout il y a une censure sans précédent envers les médias classiques et les médias sociaux.

Sur qui comptez-vous aujourd'hui pour vous aider à lutter contre ces fermetures ?

A.H. En ce qui nous concerne à MED-NUC TV, comme nous sommes un médias enregistré en Europe, nous comptons sur la justice française et sur l'Europe qui ont toujours défendu la liberté d'expression et la liberté d'information, pour nous donner raison et pour nous défendre en tant que journalistes européens d'origine kurde.

Comment jugez-vous en général l'attitude de l'Europe envers la Turquie aujourd'hui ?

A.H. L'Europe a une attitude paradoxale. D'un côté, elle critique la Turquie sur les arrestations, la tor-

ture qui est devenue systématique aujourd'hui, sur l'emprisonnement d'hommes politiques et de journalistes, sur le non-respect de l'opposition ou du droit des minorités ethniques et religieuses. Mais d'un autre côté, l'Europe fait des concessions à la Turquie sur la question des réfugiés, en lui demandant de retenir le flux des migrants. Mais ce n'est pas en faisant des concessions à la Turquie qu'on va résoudre le problème des migrants. Si des Syriens ou des Irakiens viennent en Europe, c'est parce qu'il y a la guerre dans leur pays. Ce qu'il faut faire, c'est arrêter la guerre au Moyen Orient, et on n'y parviendra

pas en soutenant le gouvernement de l'AKP (le parti de Erdogan NDLR) qui contribue au chaos qui existe aujourd'hui en Syrie et en Irak. Prenons le cas de l'opération militaire sur Mossoul, le gouvernement irakien ne veut pas entendre parler de la Turquie dans cette affaire. Il faut résoudre les problèmes avec les communautés qui vivent là-bas, et en développant la démocratie. La Turquie ne peut pas être un modèle de démocratie pour l'Europe. Les gens au Moyen Orient veulent la démocratie, ils veulent vivre comme ici. La politique de l'Europe n'est pas claire, elle contribue aujourd'hui à la

flambée au Moyen Orient.

Sentez-vous un soutien dans les pays européens ?

A.H. La Fédération Internationale des Journalistes, Amnesty International, et en France, le parti des Verts et le Parti communiste nous soutiennent contre la fermeture des médias en Turquie. On espère que ce soutien grandira. » ●

L'EXPRESS 14 OCTOBRE 2016

En haussant le ton contre l'Irak, la Turquie prépare l'après-Mossoul

Par AFP — 14 octobre 2016 www.lexpress.fr

Istanbul - Le ton véhément de la Turquie envers l'Irak à l'approche de l'offensive pour chasser le groupe Etat islamique de Mossoul traduit la hantise d'Ankara de voir ses rivaux, notamment kurdes, prendre pied dans une région qu'elle considère comme son pré carré.

Après avoir envoyé depuis décembre 2015 des centaines de militaires sur une base à Bachiq, dans la région de Mossoul, pour entraîner des volontaires sunnites en vue d'une reconquête du bastion irakien de l'Ei, Ankara semble tenue à l'écart alors que les préparatifs pour une offensive battent leur plein.

Et quand l'Irak a rejeté début octobre la prolongation par le parlement turc du mandat de ces militaires, les assimilant à «une force d'occupation», les dirigeants turcs ont vu rouge.

Ainsi, le président Recep Tayyip Erdogan n'a pas hésité, sur un ton dédaigneux, à sommer le Premier ministre irakien Haidar Abadi de «rester à sa place».

Vendredi il a menacé de recourir à un «plan B», dont il n'a pas précisé la teneur, si l'armée turque n'est pas associée à l'offensive de Mossoul.

«Vous nous avez invités à Bachiq, et maintenant vous nous dites de partir ? Désolé, mais mes compatriotes sont là : mes frères turkmènes, arabes, kurdes sont là. Et ils nous disent «venez+ et +aidez-nous+», a-t-il ajouté.

Le pouvoir irakien, dominé par les chiïtes, considère en outre comme une ingérence inacceptable les mises en garde turques contre une participation à l'offensive de milices chiïtes ou de groupes armés affiliés à l'ennemi juré d'Ankara, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

M. Erdogan, issu d'une mouvance sunnite conservatrice, estime que la libération de Mossoul, doit se faire uniquement par des forces qui ont des liens ethniques et religieux avec la



Le président turc Recep Tayyip Erdogan, le 12 octobre 2016 à Ankara Photo ADEM ALTAN. AFP

ville, une allusion au fait que la majorité de ses habitants, estimés à un million, est sunnite.

Par ailleurs, plus de 1,5 million de Turkmènes vivent dans le nord de l'Irak, qui fut un territoire de l'empire ottoman pendant quatre siècles.

- ' L'APRÈS-MOSSOUL ' -

Selon des analystes, ce n'est pas tant le déroulement de la bataille que le nouvel équilibre des forces qui en découlerait qui préoccupe M. Erdogan.

«Il est inquiet pour la future composition ethnique et confessionnelle de Mossoul et il veut s'assurer que les Kurdes et les chiïtes n'auront pas la haute main», estime Aykan Erdemir, de la Fondation pour la Défense de la démocratie basée à Washington.

«Ankara ne veut pas rester en dehors du jeu en Irak et Erdogan veut s'assurer qu'il aura son mot à dire sur les développements à venir à Mossoul et en Irak. Ayant entraîné les milices sunnites dans la province de Ninive, il craint de voir les milices chiïtes prendre le dessus», ajoute-t-il.

Pour Soner Cagaptay, directeur du pro-

gramme de recherche turc au Washington Institute, le discours musclé des dirigeants turcs montre qu'ils sont «en train de préparer l'après-Mossoul».

«Ankara réalise que l'Irak restera un Etat faible et veut avoir une zone d'influence dans le nord pour se protéger des risques que fait peser l'instabilité de ce pays» qui partage une frontière de quelque 350 km avec la Turquie, ajoute-t-il.

A cette fin «la Turquie veut avoir une présence militaire la plus profonde possible en Irak et Bachiq lui donne une telle présence», explique-t-il.

Rappelant que le PKK est présent dans la région autonome kurde irakienne voisine de Mossoul, M. Cagaptay estime qu'Ankara cherche à tout prix à empêcher ce groupe rebelle «de prendre le contrôle de territoires» après l'éviction de l'Ei.

Selon lui, Ankara craint par ailleurs de voir l'Iran renforcer son influence dans la région de Mossoul à travers une éventuelle participation des milices chiïtes irakiennes soutenus par Téhéran. «Erdogan sait qu'il ne pourra jamais se mettre d'accord avec l'Iran» sur le dossier irakien, affirme-t-il.

Washington, qui conduit la coalition internationale qui appuiera les forces irakiennes dans l'offensive de Mossoul, s'est gardé de prendre publiquement parti dans la querelle turco-irakienne.

Mais de récentes déclarations du département d'Etat et du Pentagone rappelant que tous les efforts militaires pour libérer Mossoul doivent se faire «en coordination et avec l'accord du gouvernement irakien», ont été interprétées à Ankara comme une prise de position en faveur de Bagdad.■

AFP

Eutelsat a suspendu une chaîne kurde à la demande d'Ankara

Paris, 5 oct 2016 (AFP)

L'opérateur européen de satellites Eutelsat a suspendu la diffusion d'une chaîne de télévision kurde, Med-Nûçe TV, à la demande du régulateur turc de l'audiovisuel, a indiqué mercredi le directeur général du groupe, une décision émanée par la Fédération européenne des journalistes.

"Nous sommes présents en Turquie et dans ce cadre-là nous avons à traiter avec les autorités turques et en particulier avec le CSA (autorité de l'audiovisuel, ndlr) turc qui s'appelle RTÜK", a déclaré Rodolphe Belmer lors d'une audition devant la commission des affaires économiques du Sénat.

"Le RTÜK nous a notifié en nous demandant de suspendre une chaîne kurde qu'il estime enfreindre les lois turques et (c'est) donc ce que nous avons fait (...), en attente de la décision qui serait prise par trois régulateurs de trois pays européens d'où cette chaîne est émise", a-t-il ajouté, précisant qu'il s'agissait des régulateurs belge, norvégien et suédois.

"RTÜK est, je le rappelle, membre du Conseil de l'Europe et membre associé

des organes de régulation de l'audiovisuel européen", a souligné M. Belmer. "On ne fait qu'appliquer les lois de notre pays et de l'Europe", s'est-il défendu.

La décision d'Eutelsat a été dénoncée par les salariés de la chaîne et la Fédération européenne des journalistes (FEJ).

"Selon les sources de la FEJ, Eutelsat SA a subi des pressions de la part du RTÜK (Conseil suprême de la radio-télévision turque) pour supprimer le signal de Med-Nûçe TV considéré comme une chaîne de télévision pro-PKK par les autorités turques", a écrit la FEJ dans un communiqué.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est classé "terroriste" par Ankara.

"La demande fait suite à l'interdiction par (l'opérateur) Türksat, à la demande du gouvernement turc, d'environ 20 chaînes de télévision et de stations de radio d'opposition en vertu de l'état d'urgence", a ajouté la FEJ.

"La fin de la diffusion de Med-Nûçe est avant tout une honte pour l'Europe, mais aussi un signal dangereux qui peut être considéré comme un soutien à la politique répressive en Turquie", ont écrit pour leur part les employés de la chaîne dans un communiqué.

Ils sont en train de déposer un référé pour faire annuler la décision d'Eutelsat, a indiqué leur avocat, Jean-Louis Malterre, à l'AFP. Une manifestation est prévue jeudi matin devant le siège de l'opérateur satellitaire, à Paris.

Le gouvernement turc a décidé lundi de prolonger de trois mois l'état d'urgence instauré depuis le putsch avorté du 15 juillet, en dépit des mises en garde de l'opposition qui accuse le pouvoir d'en profiter pour faire taire ses détracteurs. ●



9 octobre 2016

Une voiture piégée explose dans le sud-est de la Turquie, 10 militaires et 8 civils morts

Par Liberation.fr, avec AFP
— 9 octobre 2016

L'explosion d'une voiture piégée dans le sud-est de la Turquie a tué dimanche 18 personnes, dix militaires et huit civils, devant un poste de police, une nouvelle attaque attribuée à la rébellion kurde.

Au moins 27 personnes ont également été blessées dans cette attaque matinale au point de contrôle qui se trouvait à proximité d'un commissariat à Semdinli dans la province de Hakkari, non loin des frontières avec l'Irak et l'Iran, a précisé dans un communiqué le président turc Recep Tayyip Erdogan. Selon l'agence de presse pro-gouvernementale Anadolu, au moins seize des blessés sont des civils. Le nombre de civils atteints s'explique par le fait que "l'explosion a eu lieu non loin d'un endroit où plusieurs personnes attendaient un minibus", a précisé Anadolu.

"L'attaque a été commise par un kamikaze qui a fait exploser une camionnette au moyen de 5 tonnes d'explosifs", avait affirmé à la mi-journée le Premier ministre Binali Yildirim. "Des soldats ont ouvert le feu sur un véhicule qui refusait de s'arrêter au point de contrôle", avait raconté dimanche soir le gouverneur d'Hakkari. C'est alors que "des membres de l'organisation séparatiste terroriste (expression usuelle pour désigner le PKK, ndlr) ont tiré sur les militaires" avant que le "véhicule explose".

La déflagration a été telle qu'un cratère de 10 à 15 mètres de large, et de six à sept mètres de profondeur, s'est formé,

selon l'agence Anadolu. De nombreux débris jonchaient le sol sur les lieux de l'explosion, un blindé et des carcasses de voitures, dont une camionnette éventrée, se trouvaient au milieu d'une route en terre, au beau milieu d'un paysage quasi-désertique dans une vallée montagneuse. Compte tenu de la violence des images, le Conseil supérieur de l'audiovisuel turc (RTÜK) a interdit aux médias leur diffusion.

La responsabilité de la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été rapidement pointée du doigt dans cette nouvelle attaque.

Poursuite des combats

"L'Etat est déterminé à empêcher l'organisation séparatiste terroriste (kurde) de mener des actions", a déclaré M. Erdogan dans un communiqué. "La Turquie poursuivra avec détermination sa lutte contre les organisations terroristes, qui veulent assombrir l'avenir du pays", avait prévenu plus tôt le Premier ministre Binali Yildirim au cours d'une conférence de presse à Istanbul, alors que le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus dénonçait sur Twitter une attaque "haineuse".

En riposte à cette nouvelle attaque, l'armée turque a entamé une opération sur la zone pour retrouver les assaillants, a précisé l'armée turque dans des propos rapportés par l'agence de presse Anadolu.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, Washington et l'Union européenne, est engagé depuis 1984 dans une guerre contre l'Etat turc qui a fait plus de 40.000 morts. Après une fragile trêve de deux ans, les combats entre les



L'explosion d'une voiture piégée dans le sud-est de la Turquie a tué dimanche 18 personnes, dix militaires et huit civils, devant un poste de police à Semdinli dans la province de Hakkari, une nouvelle attaque attribuée à la rébellion kurde. AFP / IHLAS NEWS AGENCY

insurgés et l'armée turque dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde ont repris en 2015.

Dans un message mi-septembre, le chef du PKK, Abdullah Öcalan, incarcéré sur l'île-prison d'Imrali au large d'Istanbul, se disait prêt à soumettre "des propositions" à Ankara pour que les combats cessent.

Le fondateur de la rébellion avait appelé l'Etat turc à faire un pas pour "mener à bien les discussions et concrétiser en six mois" une trêve. Un appel resté vain, la Turquie poursuivant ses opérations militaires dans le

sud-est et la rébellion ses attaques.

Samedi, un homme et une femme, soupçonnés d'être proches du PKK, avaient fait exploser leurs bombes près d'Ankara à l'arrivée de la police venue les arrêter. Seuls les deux kamikazes sont morts dans cette explosion.

L'armée turque a lancé le 24 août une opération militaire, baptisée "Bouclier de l'Euphrate", pour chasser de sa frontière les rebelles kurdes et les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) à qui sont attribués de sanglants attentats en Turquie. ♦

TIME

OCTOBER 9, 2016

Car Bomb Kills 18 at a Military Checkpoint in Turkey

Cinar Kiper / AP / Oct. 9, 2016
<http://time.com/>

ISTANBUL — Kurdish militants detonated a car bomb outside a military checkpoint in southeastern Turkey on Sunday, killing 10 soldiers and eight civilians, the prime minister said. Turkey immediately launched a military operation against the rebels in response.

At a news conference in Istanbul, Prime Minister Binali Yildirim condemned the attack.

"For the stability of our country, we will continue doing everything we can to save our homeland and our nation from the forces of terrorism," Mr. Yildirim said.

Cuneyit Orhan Toprak, the governor of Hakkari Province, where the attack took place, told the private news channel NTV that 27 others had been wounded in the attack.

Eleven were soldiers, the Turkish military said.

Turkey's state-run Anadolu Agency, citing a statement by the Turkish armed forces, said the attack occurred at 9:45 a.m. outside a checkpoint on the Semdinli-Yuksekovia highway and was the work of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.



IHA/AP Soldiers, security members and locals work at the scene of a car bomb attack in Semdinli, near the border with Iraq, Turkey, on Oct. 9, 2016.

The checkpoint is 12 miles from the town of Semdinli, near the borders with Iraq and Iran.

The attackers fired on the soldiers at the checkpoint to distract them before detonating explosives inside a minivan, Mr. Toprak said.

The explosion produced a crater 50 feet wide and 23 feet deep. An infantry station behind the checkpoint was also heavily damaged.

The Turkish authorities imposed a temporary blackout on coverage of the attack, citing public order and national security reasons.

Energy Minister Berat Albayrak condemned the attack during a speech in Istanbul. "I would like to remind all friendly countries that there is great need to take a common stance and display

solidarity against terrorism," he said.

Turkey has been rocked by a wave of bombings since last summer that have killed hundreds of people. Officials have blamed either the P.K.K. or the Islamic State for the attacks.

Fighting between the P.K.K. and the state security forces resumed last year after the collapse of a fragile cease-fire. Since then, more than 600 Turkish security personnel and thousands of P.K.K. militants have been killed in clashes, according to Anadolu.

Human rights groups say hundreds of civilians have been killed in the fighting. ■

REUTERS

Turkish military says killed 417 Kurdish militants since August

Mon October 10, 2016 REUTERS

TURKISH SECURITY forces have killed 417 Kurdish fighters since late August, helping disrupt the militants' attack plans in the build-up to winter, the army said on Monday.

The announcement came a day after suspected Kurdish militants set off a truck bomb, killing 15 people at a military checkpoint in Hakkari province, a region bordering Iran and Iraq that has borne the brunt of the conflict with the Kurdistan Workers Party (PKK).

Earlier reports had put the death count from one of the southeast region's deadliest recent attacks at 18. There has not yet been a claim of responsibility for the bombing - the PKK usually issues such statements more than a day after an event.

A two-year ceasefire with the PKK collapsed in July last year, adding to the turmoil in a region already struggling with the civil war in neighbouring Syria and the rise of Islamic State there and in Iraq.

The PKK, which launched its separatist insurgency in 1984, is designated a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union - a label it rejects.

The military said Turkish warplanes had carried out air strikes against PKK targets in the Zap region of northern Iraq around midday (0900 GMT) on Sunday, after news of the truck bomb emerged, destroying PKK gun positions and shelters.

Overall operations had limited the PKK's ability to stage attacks, forcing the militants to focus on using improvised explosive devices and suicide bombers, the military said.

"The operations will continue with the same determination until the last ter-

rorist has been neutralised," it added.

BOMBS, SHOOTINGS

Since Aug. 29, 417 PKK militants have been killed, 61 have been wounded, 41 have surrendered and 18 have been captured during a campaign which the military described as "the most effective and comprehensive of recent years".

It said 88 members of the Turkish security forces have been killed and 152 wounded during the same period.

Turkey has been hit by a series of bomb attacks in the last year blamed on both Kurdish and Islamic State militants.

On Monday, police fired tear gas to disperse a crowd in Ankara gathering to commemorate more than 100 victims of a suicide bomb attack blamed on Islamic State at the city's train station a year ago, detaining some people, a Reuters witness said.

Authorities said only relatives of the victims would be allowed into the area, according to media reports.

In the southeast's Van province, PKK militants shot dead a local official from the ruling AK Party at his home in the Ozalp district on Sunday night, the provincial governor's office said.

The weekend violence followed a bomb attack claimed by a PKK offshoot which wounded 10 people near an Istanbul police station on Thursday. Two days later, two suspected PKK militants blew themselves up near Ankara in a stand-off with police.

In the course of the 32-year-old insurgency, PKK attacks have conventionally dwindled in the winter months when the militants seek shelter due to harsh conditions in the mountainous southeastern region. ●

Tangled alliances in the battle for Aleppo

BEIRUT, LEBANON

A lack of leadership and competing interests complicate Aleppo battle

BY ANNE BARNARD

The Syrian civil war, and the intense new ground battle in the divided city of Aleppo, is often seen as a contest between a chaotic array of rebel groups and the Russian-backed government of President Bashar al-Assad. But the reality is that Mr. Assad's side is increasingly just as fragmented as its opponents, a panoply of forces aligned partly along sectarian lines but with often-competing approaches and interests.

There are Iraqi Shiite militiamen cheering for clerics who liken the enemy to foes from seventh-century battles. There are Iranian Revolutionary Guards fighting on behalf of a Shiite theocracy. There are Afghan refugees hoping to gain citizenship in Iran, and Hezbollah militants whose leaders have long vowed to fight "wherever needed."

The Syrians themselves are in a few elite units from an army steeped in a nominally socialist, Arab nationalist ideology, exhausted after five years of war, as well as pro-government militias that pay better salaries. And, yes, overhead there are the Russian pilots who have relentlessly bombed the rebel-held eastern side of Aleppo — trained to see the battle as supporting a secular government against Islamist extremist terrorists.

"The government's fighting force today consists of a dizzying array of hyper-local militias aligned with various factions, domestic and foreign sponsors, and local warlords," said one analyst, Tobias Schneider, in recently summing up the situation.

The battle for eastern Aleppo, where



GEORGE OURFALIAN/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGE

A Syrian soldier inside an army tank last month on the outskirts of Aleppo.



Syrian government forces at a hospital on Sunday after airstrikes in Aleppo. In the past week, Syrian or Russian airstrikes have hit seven hospitals and killed hundreds of civilians.

the United Nations says some 275,000 people are besieged, has raised tensions between the United States and Russia to their highest levels in years, but the Cold War rivals do not wield clear control over their nominal proxies. The competing interests on both sides and lack of clear leadership on either one is part of why the fighting has proved so hard to stop: Mr. Assad is desperate to retain power, Moscow is seeking to increase its clout at the global geopolitical table, and Iran is exercising its regional muscle.

While Washington and Moscow say preservation of Syrian state institutions is a priority, a look at the fight for Aleppo, Syria's largest city, shows that those structures are already atrophying.

At least one elite Syrian Army unit has been filmed seizing positions in Aleppo, but the bulk of the pro-government force is made up of militiamen trained and financed by Iran, the Shiite theocracy that is the Syrian government's closest ally, according to experts, diplomats, regional officials and fighters battling for and against the government.

"Aleppo is Shiite, and she wants her people," goes a song overlaid onto a video posted online of an Iraqi cleric visiting Iraqi Shiite militia fighters on the front lines south of Aleppo. The message ignores the fact that the mainstream Shiite sect that accounts for the bulk of the Iraqi militias makes up less than 1 percent of Syria's population.

The government's Aleppo offensive has moved aggressively in the past week, worsening an epic humanitarian crisis. Syrian or Russian airstrikes have hit seven hospitals and killed hundreds of civilians, in what Moscow and Damascus describe as preparation for a final battle for the city.

There is no precedent in the Syrian war for ground forces' quickly rolling into an area that rebels have held for years. The disjointed forces, many with no local connections, are not strong enough to take fortified urban rebel positions in a frontal assault.

Rather, airstrikes, artillery and starvation sieges have typically been used to force rebels to surrender in exchange for safe passage — a process that has taken months or years in places far smaller and less strategically vital than Aleppo.

But it could go quicker if pro-government forces managed to take control of the water distribution plant and shut off water to the rebel side, or if thousands of Russian soldiers and veterans now working for private security contractors joined the ground battle.

The Russian opposition-leaning newspaper RBK, citing a security service source, said that private Russian military companies had 1,000 to 2,500 employees in Aleppo and in one other Syrian city, Latakia, under the de facto command of Russian military intelligence officers. Russian special forces

are also on the ground in Syria.

The messy mosaic of ground fighters on both sides has challenged Washington's tangled allegiances. The United States is effectively allied with Iraqi Shiite militias to thwart the Islamic State in Iraq, but in Syria, some of those same militias are fighting on the side of the Assad government, which the United States opposes, and against a mix of rebel groups, some of them backed by the Obama administration.

The front lines around Aleppo, as seen on video and described by witnesses, in some ways resemble those around Tikrit and Falluja in Iraq: In both countries, Shiite militia flags fly alongside, or sometimes instead of, those of a shaky national army and government.

Around Aleppo, sectarian battle cries can be heard on both sides. Some Sunni insurgents use slurs against the Shiites who lead their archenemy — Iran — and against the Alawites, the sect Mr. Assad belongs to. And some foreign Shiite militiamen call their enemies by the names of foes from the seventh-century battle of Karbala that split Sunnis from Shiites.

There is more cultural affinity between Russia and senior Syrian Army officers — steeped in secular Baathist ideology and often trained in the Soviet

Union — than between Syria's formal military and Iran and Hezbollah. But militarily, they are all interdependent.

Mr. Assad needs the ground forces provided by Iran and Hezbollah, which in turn need Russian air power.

At the same time, Iranian and Hezbollah officials have said that their fighters provide intelligence from the ground for targeting airstrikes.

Before the war began in 2011, Syria had one of the largest and most professional armies in the region. But it has been eroded by tens of thousands of casualties, by untold numbers of men fleeing the country to avoid conscription, and by the practice of keeping many soldiers from the nation's Sunni majority away from the front lines amid questions about loyalty.

Some Syrian officers and government officials grumble about Iran and Hezbollah impinging on their sovereignty, complaining that their fighters earn more than the Syrians and blow past road checkpoints with the flash of a badge.

Damascus residents complain about the foreign fighters with semiautomatic rifles making stands in neighborhoods once visited by tourists, like the shrine of Sayeda Zeinab, and the Christian quarters of the Old City.

In turn, both Russians and the foreign Shiite fighters have complained about a lack of discipline among Syrian conscripts. But while many Syrian soldiers are weary after years of war, the foreign militia ranks seem to have buoyant morale.

The leader of the Iraqi Harakat al-Nujabaa, for example, can be seen in a video the group posted on Facebook telling his men to keep up the battle against extremists backed by the United States, the "Zionist entity" and "arrogant, colonial forces," then offering "the secret of our victory."

"We are with God," he said. "He won us the big victories."

On the video's soundtrack, a singer then declared that when they see the militia's fighters, "The people of Aleppo are happy."

Reporting was contributed by Maher Samaan from Paris; Hwaida Saad from Beirut; an employee of The New York Times from Damascus, Syria; Falih Hassan and Omar Al-Jawoshy from Baghdad; Thomas Erdbrink from Tehran; and Andrew E. Kramer from Moscow.

Kurdish group TAK claim motorbike bombing in Istanbul: Website

The Kurdistan Freedom Falcons, an alleged splinter group from the PKK, claimed the attack was retribution for the oppression of Kurds in Turkey

<http://www.middleeasteye.net> Friday 7 October 2016

A Kurdish militant group with alleged ties to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) claimed responsibility on Friday for a motorbike bombing near an Istanbul police station.

The claim by the Kurdistan Freedom Falcons (TAK) for Thursday's bombing came after Turkish police detained a suspected female militant from the PKK, who is believed to have perpetrated the bombing.

At least 10 people were wounded when a bomb which authorities said was attached to a motorbike exploded in the Yenibosna district of Istanbul, close to the city's main international airport.

Television pictures showed several cars wrecked and glass scattered across the ground after the blast.

In a statement on its website, TAK - seen as a splinter group of the PKK - claimed the bombing but did not give any information about the individual responsible.

"Our action was done against ... the oppression and persecution of the Kurdistan people," it said, referring to the predominantly Kurdish southeast of Turkey.

The group warned that Turkey was "not a safe country" and threatened expansion of its actions in big cities against the "fascist" Turkish government.

"We make it known that we are able to act everywhere in Turkey," the group said, adding that its militants were ready to act "creatively" across the country.

The group has already claimed three attacks in Turkey this year including a June 7 car bombing in the centre of Istanbul which left 11 people dead. TAK had then warned tourists to stay away from Turkey.

A suicide car bomb attack in March in the capital Ankara left 34 dead. Police have captured the female suspect, along with two other people in



Forensic officers work at the scene of a blast near a police station in Istanbul on 6 October where at least 10 people were wounded when a bomb concealed in a motorbike exploded near a police station (AFP)

Aksaray province in central Turkey, state-run Anadolu news agency reported on Friday.

The latest capture brings the total number of arrests over the bombing up to six.

Although Turkish officials say TAK is linked to the PKK and used for attacks on civilians, the PKK says it has no control over the group and claims it acts on its own.

The PKK, listed as a terror group by Turkey and its Western allies, has resumed deadly attacks since the collapse of a fragile truce in 2015.

Over 40,000 people have been killed since the PKK first took up arms in 1984.

Thursday's strike was the first bomb attack in Istanbul since the failed July 15 coup seeking to oust the government from power. ●



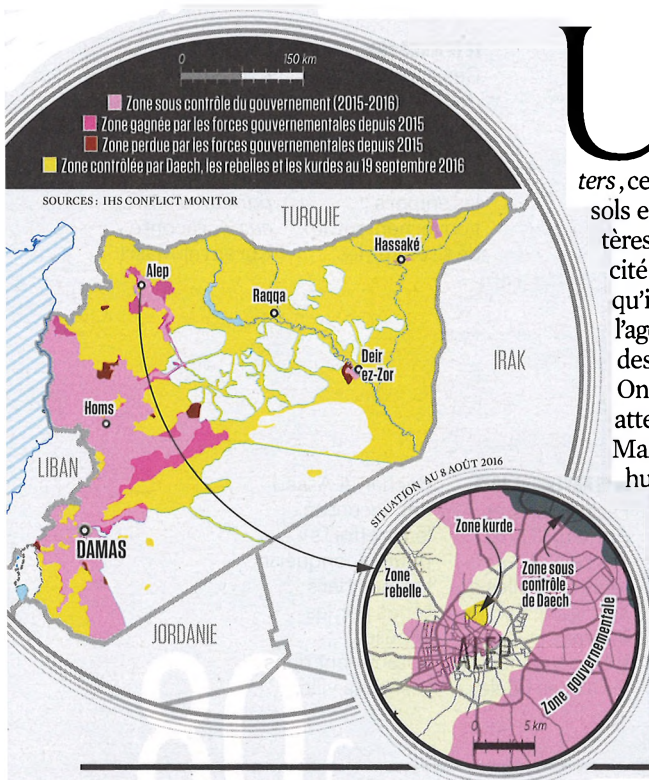
Analyse

PAR Sara Daniel

Alep, la stratégie des barbares

Le président Bachar al-Assad rencontre Vladimir Poutine au Kremlin, le 21 octobre 2015.

Syrie. *Le régime syrien et son allié Vladimir Poutine se livrent à une guerre totale contre les rebelles et les civils. Une tactique qui, pour le président russe, s'inscrit dans un plan global : redonner à son pays le statut de grande puissance*



Une ville, autrefois la plus peuplée de Syrie, vitrifiée, martyrisée, assassinée. Des hôpitaux souterrains détruits par des *bunker busters*, ces bombes qui éventrent les sous-sols et creusent de gigantesques cratères qui redessinent le paysage de la cité antique. Des civils ciblés parce qu'ils sont des civils. Des enfants à l'agonie abandonnés sur des civières, des vieillards qui meurent de faim. On pensait que le conflit syrien avait atteint le paroxysme de l'horreur. Mais, le 19 septembre, un convoi humanitaire de l'ONU à destination d'Alep était touché, selon toute vraisemblance par des bombes russes, mettant un terme à de bancals accords de cessez-le-feu et déclenchant la plus terrible campagne de bombardements jamais lan-

cée sur la ville célébrée par le poète arabe Al-Mutanabbi. Dans les quartiers est d'Alep, où 275 000 personnes sont prises au piège, des crimes de guerre sont commis toutes les heures. Samedi 1^{er} octobre, le plus grand centre de traumatologie de la ville, le M10, était visé par sept missiles tirés par des avions russes et des hélicoptères syriens. « C'est comme s'ils voulaient effacer 250 000 personnes de la surface de la terre », a commenté un des derniers pédiatres qui de la ville, le Dr Hatem. Un héros de tragédie, comme ces casques blancs qui retirent un à un les blessés des décombres.

Est-ce l'ordre du monde, tel que nous le connaissons, qui se joue à Alep aujourd'hui ? Car d'humiliations en renoncations, l'histoire de la guerre en Syrie dessine en creux celle d'une communauté internationale qui ne sortira pas indemne de sa gestion calamiteuse d'un conflit qui a fait plus de 300 000 morts en cinq ans. Bien sûr, chacun a une idée bien précise du tournant décisif, Bachar al-Assad de sanctuariser la « Syrie utile » (l'axe Alep-Damas et le littoral). Mais la victoire n'est pas acquise. L'armée gouvernementale, affaiblie par cinq années de

de la décision criminelle ou de la démission munichoise qui a précipité la Syrie dans le chaos. Est-ce la reculade d'Obama qui a renoncé à intervenir en Syrie après l'utilisation par le régime d'armes chimiques à Ghouta en août 2013, comme il s'y était pourtant engagé ? La France le croit. Le président américain, lui, continue à se féliciter d'avoir su résister à l'appel des armes au Moyen-Orient. Il en a fait une théorie : la « patience stratégique » qui met en garde contre un interventionnisme contre-productif pour les intérêts américains dans la région. Poutine n'a pas fait le même calcul. Amorcée depuis un an, la bataille d'Alep consacre le leadership incontesté de la Russie sur le théâtre de guerre syrien, le régime d'Assad étant devenu le subordonné de son principal allié, sous le regard indigné mais démissionnaire des Etats-Unis.

Quelle stratégie explique le degré de violence déployé par Poutine et son allié Bachar al-Assad, à Alep ? A quoi servent les 160 enfants morts ensevelis sous les ruines au cours des dix derniers jours ? La question est fondamentale et obscène, comme celle dont débattent les polémologues contestant la comparaison entre les batailles d'Alep et de Grozny, sous le prétexte que les morts de civils se comptaient en centaines dans la capitale tchétchène, et non en dizaines comme dans la ville syrienne... La pluie de bombes qui s'abat sur Alep va-t-elle conduire le régime à reconquérir la ville ? La prise serait un tournant décisif de la guerre : elle permettrait à conflit, n'a pas assez d'hommes pour se lancer dans une guérilla urbaine. Les rebelles

ont de plus réaffirmé leur détermination à combattre. « *Bachar devra transformer Alep en sable pour vaincre. Nous n'avons pas d'autre choix que celui de résister* », a déclaré à « The Economist » le porte-parole du plus grand groupe de rebelles d'Alep-Est, Nour al-Din al-Zenki.

Pourtant, quelles que soient l'issue de la bataille et la longueur du siège d'Alep, les Russes ont déjà gagné la partie. Car la violence des bombardements sur Alep aujourd'hui est un acte autant politique que militaire. La tactique de contre-insurrection utilisée par le régime syrien depuis la militarisation de la révolution, puis depuis un an par son allié russe, n'est pas nouvelle. Depuis l'hiver 2013-2014, le régime bombarde Alep-Est pour faire fuir les civils, puis encercle les zones désertées. Or Alep-Est est une des dernières zones de combat où des groupes de rebelles non djihadistes résistent. Les bombardements aujourd'hui devraient les amener à rejoindre les plus organisés d'entre eux, par exemple les djihadistes du groupe Ahrar al-Cham, les seuls à avoir pu rompre brièvement le siège d'Alep en août. Cette radicalisation de l'opposition armée va compliquer les livraisons d'armes et le soutien logistique des Américains. Elle va aussi servir la propagande du ministre des Affaires étrangères russes Sergueï Lavrov : la seule alternative à la barbarie fondamentaliste de Daech et des groupes apparentés ne peut être que le régime syrien, répète-t-il lors de toutes les conférences internationales. Ce qui fait de Poutine, venu à la rescousse de la dictature quand elle allait s'effondrer, le sauveur du

Moyen-Orient contre le chaos djihadiste. Un paradoxe quand on sait que les bombardements russes depuis un an n'ont visé Daech que marginalement : le choix des cibles a montré que l'objectif de Moscou était de protéger la zone alaouite, la « Syrie utile » et les intérêts stratégiques russes (bases de Tartous et de Lattaquié).

« *Ce que fait la Russie [à Alep], ce n'est pas du contre-terrorisme, c'est un acte de barbarie* », s'est indignée l'ambassadrice américaine à l'ONU, Samantha Power. Mais il importe peu à la Russie de violer le droit international. Poutine, nostalgique de la superpuissance soviétique, a compris que le retrait des Etats-Unis lui offrait une belle opportunité. Car, loin d'être empêtrée dans le borbier syrien comme on le lui prédisait il y a un an, la Russie est devenue un acteur incontournable du Moyen-Orient. Et cela à un coût « raisonnable » (20 morts et 3 millions de dollars par jour de bombardements environ selon les déclarations de Poutine en mars dernier). « *Avec la Syrie, la Russie est revenue à la table des négociations comme la 2^e puissance militaire du monde, ce que voulait Poutine* », explique le géographe Fabrice Balanche, *visiting fellow* (chercheur invité) au Washington Institute for Near East Policy. Le volet syrien n'est qu'une partie de la stratégie du président russe : il vise la reconquête de la puissance disparue avec l'URSS. Après l'épisode ukrainien, le martyre de la capitale économique de la Syrie est donc la dernière bataille sanglante de ce que Moscou perçoit comme une nouvelle guerre froide. Les habitants d'Alep en sont les victimes collatérales. ■



« Le Canard enchaîné » – mercredi 5 octobre 2016.

Des armes nucléaires US retirées en secret de Turquie

UNE partie de l'arsenal nucléaire américain, stocké depuis fort longtemps en Turquie, a été transférée en Italie. Précisément sur les bases d'Aviano (Frioul-Vénétie) et de Ghedi (Lombardie), utilisées par l'Otan. Le 10 août, « Le Canard » avait annoncé qu'une étude était en cours, au Pentagone, pour préparer le retour définitif d'une cinquantaine de bombes thermonucléaires B61 vers des pays plus « tranquilles » que la Turquie. Chacune de ces bombes H, pas vraiment à la dernière mode, a une puissance destructrice plutôt modeste, si l'on ose dire, de cinq à six fois supérieure à celle qui détruisit Hiroshima, leur arrière-grand-mère...

Pour quelle raison le Pentagone joue-t-il ainsi au déménageur d'armes nucléaires ? Membre de l'Otan depuis 1952, la Turquie a autorisé l'armée américaine à utiliser quatre bases sur son sol et à entreposer, notamment dans l'une d'entre elles, ces B61 dans des bunkers

réfrigérés. Mais, aujourd'hui, le président Erdogan ne se conduit plus en ami sincère.

Qualifié d'islamo-conservateur par les journalistes polis, et de dictateur insupportable ou de bon disciple des Frères musulmans par leurs confrères mal élevés, Erdogan en prend trop à son aise. Jusqu'à une période récente, il a apporté une aide financière et militaire aux combattants de Daech. Puis, sans vraiment changer de camp, il a, en compagnie des monarques d'Arabie saoudite et du Qatar, fourni le même aimable soutien au Front Al-Nosra, la filiale syrienne d'Al-Qaïda. Des djihadistes en rivalité avec Daech pour les jeux de massacre en Syrie et qui se montraient capables, voilà plus d'un an, de s'installer à Damas. Comme si cela ne suffisait pas à enrichir son CV, Erdogan vient de se réconcilier avec Poutine, tout en accusant Obama d'avoir sympathisé avec les généraux qui, le 15 juillet, ont tenté de le renverser,

voire de le tuer.

Autre déménagement prévu

A Washington, on se méfie de ce Grand Turc incontrôlable et un tantinet mégalomane, qui, durant l'été, a laissé des manifestants s'approcher à plusieurs reprises de la base américaine d'Incirlik pour réclamer sa fermeture ainsi que le départ de tous les militaires US du pays. Alors que c'est notamment d'Incirlik que des avions américains s'envolent pour aller bombarder les positions de Daech en Irak et en Syrie...

Quant aux bombes H qui dorment encore en Turquie, elles pourraient être déposées, par les déménageurs du Pentagone, chez les bons amis de l'Amérique que sont l'Allemagne, la Belgique, l'Italie ou les Pays-Bas. Autant de braves alliés, complaisants, et tout et tout, qui ont déjà reçu en dépôt quelque 150 bombes B61 placées sous bonne garde, américaine, bien sûr.

C. A.

Assad, le maître du chaos

L'intervention russe en Syrie, lancée le 30 septembre 2015, a sauvé le régime Assad. A la tête d'un Etat affaibli, le dictateur sait profiter des faiblesses de ses alliés et de ses adversaires

ENQUÊTE

Beirut - correspondant

Pour la fête de l'Aïd-el-Kébir, lundi 12 septembre, qui correspondait au lendemain de son 51^e anniversaire, Bachar Al-Assad s'est offert un cadeau très personnel : une parade devant les caméras, dans les rues désertes de Daraya. Deux semaines plus tôt, cette banlieue de Damas, haut lieu du soulèvement contre le régime syrien, avait fini par baisser les armes, après quatre années de siège et de bombardement. Sa population avait été évacuée vers des zones sous contrôle gouvernemental, tandis que les combattants étaient transférés par bus vers Idlib, une autre place forte de la rébellion, 300 kilomètres plus au nord.

Accompagné d'une vingtaine de fidèles, le président syrien a donc arpenté d'un pas vif les rues de cette ville fantôme, réduite à l'état de squelette par les barils d'explosifs et les bombes incendiaires. Sur fond de musique dramatisante, mais avec le ton faussement candide qu'il affectionne en interview, M. Assad, en costume gris clair et col de chemise ouvert, a réitéré son leitmotiv : «*Nous sommes déterminés à reconquérir chaque pouce de la Syrie des mains des terroristes.*»

Sans un mot pour le cessez-le-feu, qui devait entrer en vigueur quelques heures plus tard et s'est effondré au bout d'une semaine ; sans la moindre référence aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies, Staffan de Mistura, pour ranimer les négociations de paix. Après des centaines

de milliers de morts et plus de dix millions de personnes déplacées ou réfugiées, Assad ne croit toujours qu'en Assad. Il est persuadé que la politique de la terre brûlée, qu'il mène sans ciller depuis cinq ans et demi, va finir par payer. Et les faits ne lui donnent pas totalement tort.

A l'été 2015, le pouvoir central syrien vacillait sous les coups de boutoir de la rébellion armée par ses deux ennemis intimes, la Turquie et l'Arabie saoudite. Avec le soutien de ces sponsors sunnites, Jaïch Al-Fatah («*Armée de la conquête*»), une coalition de brigades islamistes, avait enfoncé les défenses du régime syrien dans le nord-ouest du pays. Idlib était tombée, ainsi que Jisr Al-Choghour. La route de la plaine côtière, l'autre centre névralgique du pouvoir syrien après Damas, s'ouvrait aux insurgés. Dans le centre-est, les troupes de l'organisation Etat islamique (EI) s'étaient emparées de Palmyre et menaçaient de fondre sur Deir ez-Zor, dans la vallée de l'Euphrate.

Mais, en douze mois, dans la foulée de l'intervention russe, le régime syrien a opéré un rétablissement spectaculaire, sur le champ de bataille comme sur la scène diplomatique. Les ambitions de Jaïch Al-Fatah, emmenée par les salafistes d'Ahrar Al-Cham et les djihadistes du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida (rebaptisé depuis Front Fatah Al-Cham), ont été endiguées par les chasseurs-bombardiers russes.

«FONDÉ DE POUVOIR»

L'afflux de milliers de miliciens chiïtes, venus d'Iran, d'Irak, du Liban et même



Portrait de Bachar Al-Assad, dans les décombres d'une maison, après un attentat perpétré dans la banlieue de Damas, le 11 juin.

OMAR SANADIKI/REUTERS

d'Afghanistan, a pallié, en partie, l'épuisement de l'armée régulière. Maintes fois annoncé, mais toujours de façon prématurée, l'encercllement de l'est d'Alep, capitale de la rébellion dans le nord du pays, est désormais une réalité. Même le fief rebelle de la Ghouta, en banlieue de Damas, commence à craquer sous le harcèlement des troupes loyalistes et des Soukhoï russes.

La brutale intrusion du Kremlin sur le champ de bataille syrien n'a pas déclenché la déflagration régionale prédite par certains commentateurs. Au-delà des protestations d'usage, aucun des parrains de l'opposition n'a osé défier le déploiement de forces russes. Les Etats-Unis se sont épuisés dans d'interminables palabres avec Moscou, qui n'ont débouché que sur l'envoi d'une poignée de convois humanitaires vers les zones assiégées et sur deux trêves de courte durée, Lundi 3 octobre, tirant la conclusion de son échec, le département d'Etat a annoncé la suspension de ces discussions.

L'Arabie saoudite ressasse que Bachar Al-Assad devra partir «*par un processus politique ou par la force militaire*», mais semble beaucoup trop préoccupée par la guerre au Yémen et par la baisse des prix du pétrole pour mettre ces menaces à exécution. Quant à la Turquie, non contente d'avoir soldé son contentieux avec Moscou, né de la destruction d'un avion russe dans le ciel turc en novembre 2015, elle envoie désormais des signaux d'apaisement à Damas.

Le séisme politique déclenché par le coup d'Etat raté du 15 juillet a offert au président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a longtemps juré la perte de son homologue syrien, une excuse pour se détourner d'Alep sans faire de bruit.

Pour Bachar Al-Assad, après cinq ans de guerre acharnée, l'horizon semble donc se dégager. Mais cette embellie a un coût : elle a mis en lumière son embarrassante dépendance à l'égard de ses alliés étrangers.

Damas, 18 juin. Le général Sergueï Choïgou, ministre de la défense russe, pénètre dans le palais présidentiel syrien d'un pas assuré. Ou plutôt, il s'y invite. Ses services n'ont pas annoncé sa venue et il ne s'en inquiète pas. Le maître de Damas doit son retour en force à l'aviation russe, cela vaut bien une entorse au protocole. « *Quelle agréable surprise, je ne m'attendais pas à vous rencontrer en personne* », s'exclame le président, sur les images tournées par la chaîne de télévision russe RT.

La séquence suivante le montre assis à une simple table de travail, un bloc de papier et un stylo devant lui, un homme que l'on devine être un traducteur à ses côtés, face au ministre Choïgou et à deux autres émissaires russes. La mise en scène, qui a l'allure d'un examen de passage, rappelle la visite sous forme de « convocation » de Bachar Al-Assad à Moscou, au mois d'octobre 2015. Le président syrien avait dû se présenter tout seul au Kremlin, sans escorte ni conseiller, en violation, là encore, des usages diplomatiques.

C'est tout le paradoxe de Damas. Jamais le régime syrien n'a paru aussi confiant depuis le début de la révolte en 2011. Et jamais l'Etat syrien n'a semblé aussi inexistant. Généraux à l'ego boursoufflé, milices loyalistes semi-mafieuses, militaires russes et iraniens omniprésents : en plus des rebelles, le président doit composer avec des alliés envahissants, qui ne cessent d'empiéter sur ses attributions. Le roi Bachar trône sans rival, mais ce roi est de moins en moins vêtu. « *Bachar Al-Assad exerce un pouvoir qu'il ne détient pas en propre*, soutient l'historien Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie. *C'est un fondé de pouvoir beaucoup plus qu'un chef d'Etat.* »

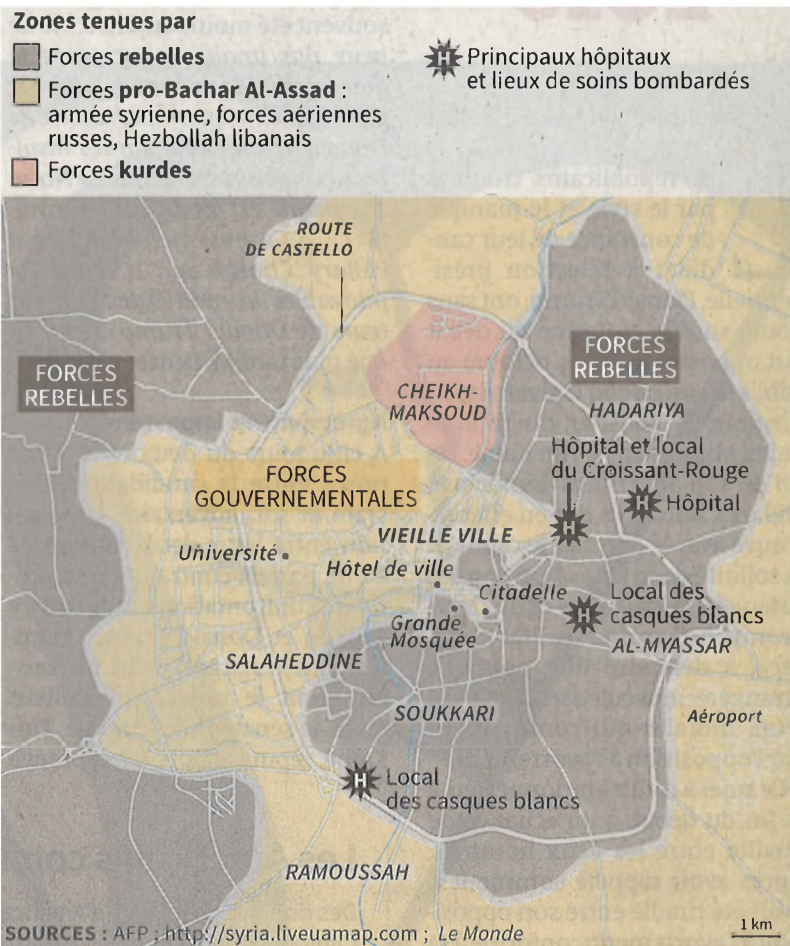
Les anecdotes à ce sujet abondent. « *La résidence d'un homme d'affaires proche du régime, dans une banlieue huppée de Damas, a récemment été réquisitionnée par des soldats, raconte un étranger, habitué de l'élite politique syrienne, qui, pour conserver la possibilité de se rendre à Damas, s'exprime sous le couvert de l'anonymat. Pour éviter qu'elle ne soit pillée, il a offert de l'argent à l'officier, tout en lui faisant savoir, sur ton à moitié menaçant, qu'il connaissait très bien Bachar. "Lui, je m'en fous ! Je ne rends des comptes qu'aux Iraniens", a aussitôt répliqué le militaire.* »

Aussi paradoxal cela soit-il, le dédain du président et de ses représentants, exprimé dans des termes parfois très crus, est fréquent dans la galaxie loyaliste. « *Ce n'est pas pour cet abruti que je me bats, c'est pour moi, pour ma survie* », a confié un haut gradé alaouite, la minorité confessionnelle dont est issu le clan Assad, à un opposant syrien en lien par Skype avec de nombreux officiers.

TENSIONS FEUTRÉES

L'émiettement du territoire syrien et le besoin de galvaniser le camp loyaliste ont fait émerger des généraux « stars » qui font de l'ombre au chef de l'Etat. C'est le cas de Souhaïl Al-Hassan, alias « le Tigre », commandant d'une unité d'élite, qui a remporté de nombreux combats dans les provinces d'Homs et d'Alep.

Dans ces deux régions, Souhaïl Al-Hassan, qui est adulé par les pro-Assad, se comporte en roitelet. Ses subordonnés, recrutés au



sein de l'armée comme de la pègre, se sont rendus coupables de nombreux actes de brigandage et de trafic, sans qu'aucun ait jamais été arrêté. Les hommes du « Tigre » sont intouchables. Hassan lui-même est célèbre pour avoir incendié au téléphone le gouverneur d'Homs, Talal Barazi, pourtant nommé par le président.

« *On a la même situation à Deir ez-Zor, avec le général druze Issam Zahreddine, explique le politologue syrien Salam Kawakibi. Les zones de front deviennent des îlots autogérés. Assad est obligé d'accepter une forme de décentralisation. Il distribue des cacahuètes par-ci, par-là, tout en s'efforçant de garder la plus grosse dans la main. C'est un orfèvre en la matière.* »

C'EST TOUT LE PARADOXE DE DAMAS. JAMAIS LE RÉGIME SYRIEN N'A PARU AUSSI CONFIAINT DEPUIS LE DÉBUT DE LA RÉVOLTE EN 2011. ET JAMAIS L'ÉTAT SYRIEN N'A SEMBLÉ AUSSI INEXISTANT

On constate le même phénomène avec le Hezbollah, le mouvement chiite libanais envoyé par Téhéran au secours du régime. Son leader, Hassan Nasrallah, a fait de la sauvegarde de la Syrie, assaillie, selon lui, par ce qu'il appelle les « *takfiristes* » (dijhadistes) et « *l'axe américano-sioniste* », son grand œuvre. Mais, sur le terrain, ses hommes manifestent une profonde méfiance à l'égard de l'armée régulière syrienne.

Leur quartier général dans la région de Damas, installé dans l'Hôtel Monte-Rosa, tout près de la frontière libanaise, est d'ailleurs interdit d'accès aux officiers syriens. « *Le Hezbollah estime avoir perdu beaucoup d'hommes à cause de l'incompétence ou de la corruption de l'armée, qu'elle soupçonne de vendre des informations à l'opposition* », expose un analyste qui a ses entrées à Damas.

Parfois, Bachar Al-Assad regimbe. On le voit dans les tensions feutrées qui l'opposent à intervalles réguliers à son sauveur russe. Selon un diplomate qui se rend régulièrement dans la capitale syrienne, après que Vladimir Poutine eut annoncé, au mois de mars, le retrait de ses forces de Syrie – annonce contredite dans les faits quelque temps plus tard –, « *les diplomates russes ont été snobés par leurs homologues syriens pendant plusieurs semaines. Toutes les démarches qu'ils menaient pour faciliter l'entrée de convois d'aide dans des zones assiégées étaient ignorées. Et lorsqu'ils ont cessé d'insister, comme par hasard, le régime a donné son accord au passage des camions de l'ONU.* »

Quand ce petit jeu l'agace trop, la Russie réagit à son tour. En juin, elle a imposé des soldats sur certains des points de contrôle encer-

clant les banlieues rebelles de Damas, pour s'assurer que les convois d'aide envoyés par l'ONU ne soient pas dépouillés de l'essentiel de leur cargaison par les soldats syriens.

Moscou voulait mettre un terme, au moins ponctuellement, à ces pillages rituels, qui tournent en ridicule ses efforts, visant à démontrer – ou à entretenir l'illusion, diront les sceptiques – que le dialogue américano-russe peut être bénéfique. Lorsque de la nourriture est entrée, le 10 juin à Daraya, au sud de Damas, pour la première fois depuis novembre 2012, le passage du convoi était supervisé par des Russes.

D'autres divergences sont apparues ces derniers mois. Les déclarations de Bachar Al-Assad, en février, en faveur de la reconquête de tout le territoire syrien, ont irrité le ministère des affaires étrangères russe, qui l'a fait savoir. A plusieurs reprises, durant le printemps, le soutien aérien russe a fait défaut aux troupes loyalistes, une manière pour Moscou de taper sur les doigts de son protégé. Ce fut le cas au mois de mai, dans le sud d'Alep, où de nombreux combattants iraniens et libanais ont été tués par les rebelles. Et à Tabqa, en juin, où les djihadistes de l'EI ont facilement refoulé une offensive de l'armée.

Bachar Al-Assad compose avec ces affronts, parce qu'ils sont mineurs. Même si son maintien au pouvoir n'est pas, pour les Russes, une question de sécurité nationale comme il l'est pour les Iraniens, le dictateur syrien ne craint pas d'être lâché par Moscou. «*La Russie a autant besoin, voire plus, de la Syrie que l'inverse*, argumente un diplomate qui fait la navette entre Beyrouth et Damas. *La Syrie a été le tremplin de Poutine, son ticket de retour sur la scène internationale. Il ne peut pas s'en retirer sans perdre beaucoup de son nouveau prestige. Assad le sait et en joue à merveille pour préserver sa marge de manœuvre.* »

Moscou, qui a justifié son intervention militaire par la lutte contre le terrorisme et la défense de l'Etat syrien, a besoin du dictateur damascène dans le cadre de sa partie de poker menteur avec les Occidentaux. Le processus politique piloté par Staffan de Mistura arrange le président Poutine, en ce qu'il l'érige en interlocuteur obligé des capitales européennes et américaine. Mais rares sont les observateurs pensant qu'il est prêt à imposer une véritable transition, supposant une mise à l'écart de Bachar Al-Assad.

« TOUT LE MONDE A BESOIN DE LUI »

«*Les Russes savent qu'il est dangereux, avance un diplomate occidental. Ils pourraient l'abandonner un jour. Un accident de voiture est vite arrivé... Mais pas maintenant. Ils en ont besoin pour pouvoir dire qu'ils ont eu le dessus sur les Américains.* » «*Les Russes et les Iraniens méprisent ce régime et cela se ressent*, estime un expert de la Syrie. *Mais ils ne veulent pas en changer, car ils pensent que sans Bachar, tout s'écroule. Personne ne le respecte, mais tout le monde a besoin de lui.* » Et le dictateur syrien le sait : «*Si les Russes lui mettent un pistolet sur la tempe, il leur dira: "Allez-y, tirez!"* », poursuit la même source.

Les deux offensives en cours, à Alep et

dans la Ghouta, témoignent des hauts et des bas du pacte Russie-Syrie-Iran. Elles ont été précédées par la réunion à Téhéran, le 9 juin, des ministres de la défense de ces trois pays. Au cours de ce sommet, les alliés ont convenu de former un groupe de contact permanent, pour harmoniser leurs approches politique et militaire.

La République islamique avait été choquée par l'absence de couverture aérienne russe, dans le sud d'Alep, qui lui a coûté de nombreux hommes au printemps. Les combats de l'été, qui ont tourné à l'avantage des loyalistes, ont été mieux coordonnés : avions russes, milices chiites et troupes régulières ont tous œuvré à l'asphyxie des quartiers orientaux d'Alep.

Non sans un nouveau couac : à la fin août, choqué que Moscou se soit vanté haut et fort d'avoir obtenu le droit d'utiliser une base aérienne dans l'ouest de l'Iran pour mener des bombardements en Syrie, Téhéran s'est cabré. La République islamique a brutalement révoqué ce privilège qu'aucune autre puissance étrangère n'avait obtenu depuis la seconde guerre mondiale. Selon Ibrahim Hamidi, spécialiste de la Syrie au quotidien *Al-Hayat*, un autre différend tend la relation entre les deux protecteurs d'Assad.

Il a trait à Israël, la bête noire des ayatollahs, en contact régulier avec le Kremlin. Vladimir Poutine se serait ainsi opposé à l'installation, sur le plateau du Golan, juste en face d'Israël, d'une base logistique des pasdarans, les « gardiens de la révolution ».

La guerre civile syrienne est loin d'être terminée. Compte tenu de la multiplicité des groupes armés et de l'incapacité structurelle du régime syrien à se réformer, les violences pourraient durer encore des années. Le degré de solidité de l'axe Damas-Téhéran-Moscou décidera en partie de l'évolution du conflit. Reste que si le régime Assad parvient à neutraliser la rébellion à Alep-Est et dans la Ghouta, il pourra revendiquer deux percées majeures dans les deux régions les plus importantes du pays.

Après la reprise d'Homs, en 2014, la colonne vertébrale du pays, qualifiée de « Syrie utile », se retrouverait tout entière sous le contrôle de Damas. Pour Assad, ce ne serait pas la victoire totale, mais ce serait un pas très important dans cette direction. ■

BENJAMIN BARTHE

« Mettre Alep-Est à genoux avant la fin du mandat d'Obama »

CE SONT LES PRÉMICES de la grande bataille à venir. Au nord, au sud et à l'ouest des quartiers orientaux d'Alep, les forces loyalistes grignotent les positions rebelles. Elles profitent des bombardements de l'aviation russe et syrienne pour tenter d'avancer sur trois fronts en même temps. La manœuvre est destinée à prendre en tenaille les insurgés et à les forcer à accepter un accord d'évacuation, sur le modèle de ceux mis en œuvre ces dernières semaines à Daraya, une banlieue de Damas, et à Al-Waer, un quartier d'Homs.

Mais l'offensive vise aussi à mettre devant le fait accompli le successeur de Barack Obama, ce dernier quittant la Maison Blanche en janvier. «*Les options offertes à la nouvelle administration américaine seront en grande partie dictées par le terrain*, estime l'analyste Emile Hokayem, spécialiste de la Syrie au International Institute for Strategic Studies. *C'est pour cela que le gouvernement syrien accélère. Il veut finir le travail à Alep avant l'entrée en fonctions du nouveau président.* » Pour Ibrahim Al-Ali, conseiller politique de l'Armée syrienne libre, la branche modérée de l'insurrection, «*Damas et Moscou sont déterminés à mettre Alep-Est à genoux avant la fin du mandat d'Obama.* »

C'est au nord que la poussée des pro-Assad est la plus palpable. Durant le week-end, ces forces se sont emparées de la zone industrielle d'Al-Chokaïef, après avoir repris le contrôle du camp palestinien d'Handarat et de l'hôpital Al-Kindi. Cette progression d'environ 2 km les a menées jusqu'en lisière de Boustan Al-Bacha et Hadariya, deux quartiers d'habitations denses, où l'avancée loyaliste risque d'être moins aisée. Dans le centre, autour de la citadelle, ancien haut lieu touristique de la ville, les troupes pro-gouvernementales progressent rue par rue. Leur priorité est de prendre «*les grands immeubles, d'où ils peuvent surveiller des quartiers entiers* », explique l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Dans le sud enfin, les pro-régime ont lancé une attaque sur le quartier de Cheikh Saïd. Les rebelles ont riposté par des tirs de mortier sur les quartiers ouest, sous contrôle gouvernemental, faisant cinq morts selon les médias officiels syriens.

Les hôpitaux visés

Ces opérations se déroulent sous un ballet de raids aériens ininterrompus. Lundi, le plus gros hôpital d'Alep-Est, bombardé à de multiples reprises, a reçu le coup de grâce et a dû être évacué. Selon l'Organisation mondiale de la santé, six établissements fonctionnent encore, dont un seul peut soigner les grands blessés. «*Le régime Assad et la Russie veulent vider Alep de ses habitants, et ils savent que la façon la plus rapide d'y parvenir est de s'en prendre aux hôpitaux* », souligne le docteur Oussama Aboulezz, de l'Association médicale syro-américaine, basé en Turquie.

Depuis le 22 septembre, 420 civils ont été tués et 1000 blessés, selon l'OSDH. La grande majorité de ces victimes ont été recensées dans la moitié orientale de la ville, où vivent 250 000 personnes selon l'ONU. Selon une source humanitaire, les boulangeries ne disposent plus de farine et de fioul que pour quinze à vingt jours. Dans moins d'un mois, le pain pourrait avoir disparu des rues d'Alep-Est. ■

B. BA. (BEYROUTH, CORRESPONDANT)

Turkey's Kurds are in the crosshairs as government crackdown widens

By Erin Cunningham October 10, 2016
www.washingtonpost.com

ISTANBUL — It was just after noon when police stormed the local television station and cut the feed as employees — stunned but defiant — looked on.

"The truth cannot be silenced!" the reporters chanted as authorities charged through the studio.

The channel, aligned with the Kurdish opposition, was one of dozens of outlets closed last week as Turkey expanded a crackdown that began after a coup attempt in July.

Thousands of soldiers, bureaucrats, professors and doctors have been suspended or detained since the attempted revolt, which the government blames on an Islamic preacher exiled in the United States. But nearly three months later, authorities have shifted their focus to other perceived enemies of the state.

In recent weeks, officials have targeted the country's Kurdish minority community, arresting local leaders and shuttering pro-Kurdish institutions such as the news channel IMC TV. Turkey's government has a history of clamping down on ethnic Kurds, who make up nearly 20 percent of the country's 75 million people and have fought for autonomy for years.

On Sunday, a car bomb detonated by Kurdish militants at a security checkpoint killed 18 people, including 10 Turkish troops, in the southeastern province of Hakkari. The explosion, which left a deep crater, was a reminder of the ongoing conflict between the two sides.

But emergency powers established after the coup attempt have granted officials the authority to go after all opponents and critics. At least 50,000 people have been detained, and more than 100,000 have been suspended or dismissed from state jobs. The Council of Europe, a leading human rights organization, said the government now enjoys "almost unlimited discretionary powers" that threaten the country's already fragile democracy.

"The government had two choices: They could have expanded democracy or become more authoritarian" following the attempted overthrow, said Ugur Guc, president of the Journalists Union of Turkey.

The coup attempt, which took place July 15, saw a rebel faction of the military seize aircraft and send tanks to parliament. But government supporters rushed to the streets to defend the country from army rule.

Now, "they are closing television and radio stations," Guc said of the government, led by the increasingly authoritarian President Recep Tayyip Erdogan. And "societies where there is no freedom of thought and no freedom of expression ... they are not democratic ones," he said.

Indeed, the order to shut IMC TV and more than 20 other outlets — most of them linked with Kurdish political parties or causes — was issued by decree and accused the channels of airing "terrorist propaganda."

The terrorism accusations refer to the militant Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been locked in a guerrilla war with the Turkish state for years. But under Turkey's state of emergency, the cabinet has the power to issue such edicts, which are then signed by the president and leave few avenues for appeal.

"Even before the state of emergency, it was common for academics, NGOs and journalists to feel pressure from the courts," said Erol Onderoglu, Turkey representative for the press freedom watchdog Reporters Without Borders.

Onderoglu was briefly detained this year for "distributing terror propaganda" because of his support for a pro-Kurdish outlet, Ozgun Gundem. More than 100 media outlets have been closed since the coup attempt, Reporters Without Borders said.

"But the decrees that have come from the state of emergency show us that we have bypassed the law" since then, Onderoglu said. "And that they are being used as a tool" to suppress the opposition.

Academics, writers, politicians and professionals have all been affected by the purge. Actors have been dismissed by government-run theaters, and authorities have canceled or confiscated the passports of writers critical of state officials. Health clinics were shut down, and spouses of alleged supporters of the coup attempt detained.

"The state is trying to create one voice," said Nurcan Kaya, a lawyer and coordinator for the Minority Rights Group, an international advocacy organization. "There is a desire [on the part of the



An employee of prominent pro-Kurdish television channel IMC TV cries as Turkish police raid the headquarters of the TV channel on Oct. 4 in Istanbul. (Ozan Kose/AFP/Getty Images)

government] to destroy all opposition."

Kurdish activists and politicians, however, are especially under threat, Kaya said.

In 2015, the pro-Kurdish People's Democratic Party won enough parliamentary seats to threaten the majority of Erdogan's ruling Justice and Development Party. But soon after, the government's two-year-old truce with the PKK fell apart, and Turkey's military renewed operations in Kurdish strongholds in the southeast.

IMC TV, which later grew popular for its progressive news coverage, began reporting on the civilian impact of the offensives, which rights groups say have displaced more than 350,000 in the past year. Another channel, Zarok TV, was pulled off the air despite having exclusively broadcast Kurdish-language cartoons for children.

In September, the government seized control of more than two dozen municipalities in the south, most of which are majority Kurd.

The arrests drew protests and even a statement from the U.S. Embassy, imploring Turkish authorities to quickly hold new local elections.

"The state of emergency is not being used to fight coup plotters ... but to seize the Kurdish opposition," said Veysel Keser, a local official ousted from a district in the province of Van.

In a report released Friday, the Council of Europe called the removal of the local Kurdish mayors "collective sanction." The officials were elected in 2014.

"There has been no court decision," Keser said of the government move to seize Kurdish-run municipalities.

"Even if something did take place," Keser said, denying any wrongdoing, "it is through the judiciary that these alleged crimes would be punished."

The opposition Republican People's Party has filed appeals with the Constitutional Court to repeal some of the decrees. But few activists and opposition leaders believe the decrees will be subject to any legal scrutiny.

"We wanted a country with many voices. We wanted everything to be open for debate," Turgay Olcayto, president of the Turkish Journalists' Association, said at a news conference on the media closures.

"But now there is a police state here," he said. "Turkey is now a country where there is no democracy." ●

Turkey's widening crackdown

The Turkish government has taken action against thousands of its perceived enemies in the nearly three months since a failed military coup.



Sources: Turkish president's office, statements from the prime minister and other cabinet officials, Turkish and U.S. media reports, Turkey's Official Gazette, Reporters Without Borders
CHRIS ALFANTARA / THE WASHINGTON POST

WASHINGTON

Retaking Mosul is seen as a major step in ridding country of ISIS militants

BY HELENE COOPER,
ERIC SCHMITT
AND MICHAEL R. GORDON

As Iraqi and American troops prepare to try to retake the city of Mosul from the Islamic State, the Obama administration is describing the battle as the last major hurdle before declaring victory against the extremist Sunni militancy — in Iraq, at least.

But some former officials and humanitarian aid groups are worried that President Obama will run into the same problem that haunted his predecessor, George W. Bush: beginning a ground campaign without a comprehensive plan for what happens afterward.

“There’s an effort to proclaim mission accomplished, and obviously, getting back Mosul would be a momentous and symbolic defeat for ISIS,” said Vali Nasr, a former State Department official in the Obama administration, using another name for the Islamic State. But, he said, victory in Mosul without a detailed arrangement for how the city and the surrounding province will be governed “does nothing to prevent extremists from resurfacing again.”

Still, Obama administration officials are loath to further delay the operation, which they first envisioned two years ago, in order to sort out in advance the post-conflict political arrangements in and around Mosul, Iraq’s second-largest city. The administration is taking the calculated risk that the future of a region populated by a welter of ethnic and religious groups can be worked out peacefully as the battle unfolds or even after the militants are defeated, with American officials serving as brokers when needed but not imposing a plan.

By all indications, the battle for Mosul will happen in stages. As in the recapture of Ramadi in December, Iraqi forces will first surround and cordon off the city, then gradually tighten the circle in a process that could take months. In a similar situation, American forces would maneuver into the heart of the city, much as they did in their assault on Baghdad in 2003. But Iraqi forces — who do not have the same kind of battlefield support, particularly high-quality medical care — have been far more risk-averse and deliberate in their operations.

A dozen Iraqi Army brigades, each of which includes anywhere from 800 to 1,600 troops, have been gathering at Qaiyara Airfield West, an Iraqi base 40 miles south of Mosul. Kurdish pesh merga fighters, who are positioned to the north and east, will also help isolate

U.S. to open climactic battle in Iraq



BRAM JANSSEN/ASSOCIATED PRESS

The body of an Islamic State militant lay on the ground after a battle near Mosul last week.

the city.

The eventual assault into Mosul will be carried out by Iraq’s counterterrorism service, whose commandos have been trained by American Special Forces and are the country’s most reliable and proficient fighting force. Iraq’s federal police and some Army units will also join the push into the city.

The United States military is poised to influence the battle in potentially decisive ways. Apache attack helicopters equipped with Hellfire missiles have been striking targets in northern Iraq, and American and French artillery can be positioned to provide support. American Special Operations commandos have also been active in northern Iraq.

American intelligence analysts estimate that 3,000 to 4,500 fighters remain in Mosul, a mixture of Iraqi militants and foreign recruits who have been steadily dropping under a barrage of coalition airstrikes over the past several months. One notable loss for the Islamic State was Omar al-Shishani, a Chechen and one of the group’s top field commanders, who was killed in an airstrike in March in a town south of Mosul.

“Their backs are against the wall,” Lt. Gen. Sean MacFarland, who recently stepped down as the overall commander for the United States’ operations in Iraq and Syria, said in a telephone interview. He added that the militants were having trouble drawing new recruits to Syria and Iraq because of tougher border checks by Turkey. “They’re not the ISIS that drove there a couple of years ago,” he said.

Even so, the Pentagon and its allies in the American-led coalition are bracing

for a tough fight against an enemy that has burrowed a network of tunnels throughout Mosul, dug trenches and filled them with oil, and planted improvised explosives so densely they resemble minefields.

Mr. Obama’s aides say he would like to be able to hand the Islamic State issue to the next president with the Iraq portion at least on the right trajectory, if not solved.

The president’s supporters say he does not want to pass to his successor a terrorism threat as bad as or worse than the menace Mr. Obama faced from Al Qaeda when he became commander in chief.

“He talks about being a relay swimmer, about the idea that he’s got this moment where he has to turn things over,” said Derek Chollet, a former assistant defense secretary in the Obama administration.

But Iraq has a way of confounding even the best-laid plans, and the president’s critics see it differently.

“Suppose there are a million refugees from Mosul. What are they going to do?” said Eliot A. Cohen, who was a State Department counselor in the Bush administration. “I’d like to see Mosul retaken, but one thing we all learned from Iraq is that things never simply break your way.”

American military officials acknowledge that retaking Mosul will not defeat the Islamic State, because Raqqa, Syria, the group’s de facto capital, is the heart of its self-declared caliphate.

“It is not the end of the caliphate if Mosul falls,” General MacFarland said. But “if Raqqa falls, the caliphate as we know it really begins to unfold.”

REUTERS

Power Struggle in Iraq In fight against Islamic State, Kurds expand their territory

October 10, 2016, / By Isabel Coles and Stephen Kalin

REUTERS / ZUMAR, Iraq -

FROM THE TERRACE of the house Abu Suhail occupies, you can see Iraq's ethnic fault lines widening.

Like many houses in this northern Iraqi town, the drab concrete building used to be owned by an Arab family. Abu Suhail, a Kurd who owns a small shop, lived down the block. He and his family shared glasses of tea with their Arab neighbours; his two sons played with Arab kids in the streets.

But after Islamic State seized Zumar during its lightning sweep through northern and western Iraq in 2014, most Kurds fled, leaving the town to the Sunni militant group. Two months later, the Kurds hit back, pushing Islamic State out. Now, Zumar is populated almost entirely by Kurds, many of whom, like Abu Suhail, have had no qualms about seizing homes. He said the Arab who owned the house he has taken supported Islamic State.

The same shift can be seen in towns and villages across the ethnically mixed ribbon of land that divides the autonomous Kurdish area in the north of Iraq from the Arab-majority part in the south. As the peshmerga – Iraqi Kurdistan's fighting force – have battled Islamic State, many Arabs have been forced from their homes. Ordinary Kurds have come in behind, seizing properties, destroying buildings, and grabbing farmland. In total, Kurds have increased the size of the region they control in Iraq by around 40 percent since 2014.

This is how the map is being redrawn across Iraq and Syria: Groups fighting Islamic State are using the battle to settle older disputes and expand their territory. Kurds say they are simply redressing historic wrongs perpetrated by successive Iraqi leaders, particularly the former dictator Saddam Hussein. His policy of "Arabisation" in the north razed Kurdish villages and displaced hundreds of thousands.

But others, including many in the Iraqi government led by Haider al-Abadi, say the Kurds are creating new grievances and setting up future conflicts. The growing sway of Iraq's Kurds is also worrying neighbouring states, which fear their own Kurdish minorities could follow their ethnic brethren in Iraq.

Tensions have been rising in the past few months as Iraqi government forces, Kurds and Iranian-backed Shi'ite militias gear up for an offensive to drive Islamic State from its stronghold in the city of Mosul. The members of the uneasy alliance share a common enemy, but they agree on little else.

You can see the tension in the graffiti – "Reserved for Kurd" and "Long live the Kurdish state!" – painted on walls in areas once held by Islamic State. In Zumar, a burnt-out Arab home bears one word in dark red paint: "Kurd."

Around the corner, the house of another long-time Arab resident appears to have been bulldozed. Abu Suhail said the owner had supported Islamic State.

"The Arabs know right returns to the rightful owner," he said, sitting in his father's home near the house he now claims. "Now our lands are in our hands."

Falah Mustafa, the head of the Kurdish department of foreign relations, agrees. Many peshmerga have died fighting Islamic State, he told Reuters. The Kurdish government "cannot allow the sacrifices to be in vain by reinstating Arabisation, which is the policy of the former regime. Definitely the Arabisation process has to be reversed."

A TROUBLED PAST

Kurds see consolidating their territory as an important step to statehood, which they have wanted ever since European powers carved up the Ottoman Empire a century ago. The new borders defined modern Iraq but spread the Kurdish people between it and three of its neighbours.

In Iraq, Kurds were regularly repressed, especially under Saddam. Zumar is a case in point. The old village was submerged in the 1980s during the construction of Mosul dam, Iraq's largest. When water levels in the dam are low, the tops of the tallest buildings can still be seen.

Saddam built a replacement village on land that the Kurds say was taken from them. There, and in Kurdish areas across northern Iraq, he spent the next two decades resettling Arabs.

Things changed after the U.S.-led invasion in 2003 toppled Saddam. After the first Gulf War in 1990, the Kurds had carved out an enclave that was protected by a no-fly zone backed by a U.S.-led coalition. With Saddam finally gone, the Kurds became more powerful. Many returned to their villages, or what remained of them. Arabs left, sometimes under duress, often of their own accord.

A new constitutional provision called for a referendum on the future of the border areas. But the process festered because Iraq's fractious political class could not agree how to implement it.

Abu Suhail, now 40, was not yet born when his ancestral village was torched in the 1970s. His family settled in another village. But by 2005, they decided to join other Kurds returning to Zumar and buy land there.

The arrival of Islamic State in August 2014 revived old fears. In an interview last year, Kurdish President Masoud Barzani told pan-Arab daily al-Hayat that many Iraqi Sunnis were using Islamic State to strengthen their own claims.

"Arab chauvinists ... tried to strengthen themselves through Daesh," he said, using an Arabic term for Islamic State. They "supported the group on the basis that this would settle the fate of the so-called disputed areas. But they miscalculated."

Kurds forced Islamic State out of Zumar in October 2014. The town is now tightly controlled by camouflage-wearing Kurdish security forces known as Asayish. Remaining Arab residents say they fear retaliation if they speak out. But quietly some say that Kurdish security forces have expelled hundreds of people accused of links with the militants. Kurds have taken over entire streets and areas that once belonged to Arabs.

Amnesty International puts the number of Arab residents barred from returning to their homes in all disputed areas – from the Syrian border in the west to the Iranian frontier in the east – in the tens of thousands.

The Kurds say only those with links to Islamic State are not allowed back, and point to the Arab communities who remain as proof there is no policy of demographic change.

"They know that they cannot completely empty the disputed territories of Arabs. That would just not be realistic. So they've taken as much as they could," Donatella Rovera, Amnesty's senior crisis response adviser, told Reuters. "From their perspective that's progress."

Around Zumar, wildlife is beginning to reclaim the smashed remains of several Arab villages. Former inhabitants, and even some Kurds, say the areas were bulldozed by the peshmerga. In several settlements outside the town, practically every home has been reduced to a pile of rubble. In one, the only building still intact is a mosque, its minaret towering above the ruins.

Kurdish officials deny targeting Arab property. They say the damage was done by coalition airstrikes and fighting against Islamic State militants.

A spokesman for the Kurdistan Regional Government (KRG) said there was no coordinated effort to punish Arab residents or keep them from returning home. Where "individual houses have been occupied by neighbours, definitely the KRG will not tolerate this," said Dindar Zebari, head of a government committee that has investigated reports of abuse in Zumar and other towns.

"HISTORY REPEATS ITSELF"

The man in charge of security in Zumar is Colonel Noruz Balati, who spent 17 years in prison during Saddam's rule for his role in the Kurdish independence struggle.

Balati said as much as 80 percent of Zumar's Arab population had joined or supported Islamic State when they occupied the town. Most of them, he said, had been settled in the area by Saddam and were not "original" Arabs whose families had been there for generations.

Only 50 Arab families, a minority of the town's former population, have been allowed to return to Zumar, he said. He admits that others are displaced within Kurdish territory and have not been allowed home. "We are suspicious of them," he said.

At the same time, Kurds whose own homes in villages outside Zumar were damaged or are still close to the front line have moved into the town.

"This house was empty so we moved in," said Saeed Othman, a Kurdish teacher from the nearby village of Kahrez, sitting in the living room of a home in Zumar he has taken over. "We don't know who or where the owner is."

Almost everything in the house belongs to its former Arab owner, he said. "Only the television is mine."

Some Kurds say they will go back to their own homes when it is safe, but others see no reason to leave.

"History repeats itself: The Kurds were displaced and now they have returned," said Adnan Ibrahim, 39, a tailor's tape measure draped over his neck. "Things have returned to their natural order."

Zumar's commercial district used to be predominantly Arab. Now shops have been renamed to reflect their new Kurdish proprietors.

On one street, men have their beards trimmed at a barber called "Martyrs of Kurdistan," and in a nearby shop window two animal carcasses dangle beneath the sign "Peshmerga Butcher."

A middle-aged Kurd arranging goods on a shelf in a small supermarket said the shop was not his but he felt entitled to it because his own business had been destroyed by Islamic State. Earlier that day, the real owner of the shop had come to ask for rent, but the Kurd had refused to pay, reasoning that the money could end up in the wrong hands because the Arab's brother is living in Islamic State territory.

The Arab, whose house has also been occupied by Kurds, confirmed his brother is living under the jihadists' rule, but said he was trapped there and did not back them. He later obtained permission from the Asayish to collect the rent, but the

Kurd still refused to pay, he said.

"I said: you are my neighbour. You know me," said the Arab by telephone from another nearby village where he now lives.

"DUHOK SUPPORTS ME, PESHMERGA PROTECT ME"

Zumar officially remains under the jurisdiction of Baghdad, which pays the salaries of most state workers, makes official appointments and is meant to fund local government budgets.

But there is little doubt who controls the town. The Iraqi flag is nowhere to be seen and Zumar's administration is increasingly integrated into the neighbouring Kurdish province of Duhok.

Ahmed Jaafar, the Kurd who heads the Zumar sub-district, said Baghdad had done nothing for the area. But Duhok had given him a 50 kilowatt electricity generator, ambulances and medicine.

"Administratively, officially, I belong to Nineveh province, but in practice Duhok

supports me and the peshmerga protect me. This is the reality."

Some Arabs living under Kurdish rule support the Kurds. "They (the peshmerga) liberated our lands with their blood," said one Arab sheikh who earlier this year collected signatures on a petition for the Zumar area to be annexed to the region. "Our loyalty is to Kurdistan."

The region's Ainzala oilfield, with a capacity of 10,000 barrels per day, is still officially operated by Iraq's state-run North Oil Company. But its workforce has fallen by around half because many Arab employees either joined the militants or are trapped in their territory. As a result, around 60 percent of workers are now Kurdish, up from 20 percent before Islamic State, according to the engineer in charge of the operation.

Abu Suhail summed up the prevailing mood: "We are tribal. If a man kills my brother, even if he is jailed for 20 years, when he is freed I must kill him," he said. "Only then will it be over, truthfully. The state cannot control this. It is impossible." ●



October 13, 2016

Erbil, Baghdad and UN sign deal on aiding expected Mosul IDPs

By Rudaw.net 13/10/2016

ERBIL, Kurdistan Region – Baghdad, Erbil and a UN agency signed an agreement Thursday on assisting internally displaced persons (IDPs), as waves of people are expected to flee Mosul in the wake of an anticipated offensive to drive the Islamic State (ISIS) out of its Iraqi stronghold.

The three-way deal was signed at a ceremony in Erbil by the Kurdistan Regional Government's (KRG) interior ministry, the Iraqi Ministry of Migration and the United Nations Assistance Mission in Iraq (UNAMI).

It coordinates preparations to receive the IDPs at newly-built camps as well as the allocation of funds by the KRG and Baghdad to house and feed them.

"As the KRG, we have done everything we could to prepare ourselves to respond to the IDPs' crisis, in coordination with the Iraqi Migration Ministry and the UN," Karim Sinjari, the KRG's interior minister, told reporters after the signing.



Iraqi Minister of Migration Darbaz Mohammed (left), KRG's Interior Minister Karim Sinjari (center) and UNAMI's Lise Grande in Erbil.

"We hope we could provide anything they need in terms of humanitarian aid," he said, adding that the deal signed Thursday is important because the KRG is already overstretched with some 2 million refugees from Syria and IDPs from other parts of Iraq that it already hosts.

That is why "we have tightened coordination with the federal government and the UN," he explained.

He added that Baghdad has already provided funds to the KRG to spend on families expected to be displaced from Mosul and its surrounding areas during the battle for the city, which is expected to begin this month.

"A sum of money has been given to the provinces to build camps. Apart

from that help, the UN has expressed readiness to help us as well," Sinjari said, explaining the funds had come from the Iraqi Ministry of Migration and will go to Duhok, Erbil and Sulaimani.

Asked if the KRG was capable of taking in another wave of refugees that could double its existing burden, Sinjari replied: "We will do anything we can. We have seen waves of refugees and IDPs coming to the Kurdistan Region in the past."

Lise Grande, the Deputy Special Representative of UNAMI, signed the agreement on behalf of her organization.

Meanwhile, Iraqi Minister of Migration Darbaz Mohammed said that many refugee camps are under construction now and will be ready soon to take in the IDPs. "In 30 to 40 days they will be finished," he said.

Mohammed explained that many other families have been returned to their homes in areas that have been liberated from ISIS by the Iraqi army and Peshmerga forces, lifting some of the burden on the KRG.

"Until now, 200,000 families have returned to their homes, which is about 1.2 million people." ■



October 7, 2016

Kurdistan Oil Exports Revenue Hits US\$328M In September

By Irina Slav for Oilprice.com/ Oct 07, 2016

The Kurdistan Regional Government in Iraq received US\$328 million from crude oil exports in September. The average daily amount that flowed by pipeline to the Turkish port of Ceyhan was 564,808 barrels. For the whole month of September, the KRG shipped a total of 16.94 million barrels of crude, the autonomous province's Ministry of Natural Resources said.

The total export figure represents more than a 4-million-barrel increase on August, the Ministry said. The average price at which the crude was sold was US\$36.10, another improvement on the previous month when Kurdish oil sold for an average of US\$32.44 a barrel.

Kurdistan and the central Iraqi government

in Baghdad have been at odds over who gets what share of the petrodollars flowing from exports of oil in the northern Iraqi province. In early September, the governor of Kirkuk, the main city of the province and also home to the biggest oilfields there, said it's not impossible for Kirkuk to secede.

Although Iraq's PM said Baghdad will not oppose such a development, it's uncertain whether in reality Iraq will be fine with losing a major portion of its oil output.

A month earlier, in August, Baghdad reached an agreement with the KRG to resume crude oil exports from three fields in the Kirkuk area, which was estimated to add some 150,000 barrels per day to the total exported by OPEC's second-largest producer. Oil pumped by Iraq's



North Oil Company from the Kirkuk fields is exported via a KRG-controlled pipeline. In March, Baghdad and the KRG had run into a dispute over payments for oil shipped via the pipeline, which led to the suspension of shipments.

The Kurdistan Regional Government and Baghdad now need each other more than ever, despite their differences, as a major battle against IS approaches. The Iraqi army, its U.S.-led allies and the Kurdish Peshmerga forces are preparing to take on the last big stronghold of the terrorist group: Mosul. If the attack is successful, this will mark a major step towards wiping out the IS' presence in Iraq, though it will not be the last step. ■

Naissance et essor de l'organisation Etat islamique

Le livre

Au moment où une coalition aussi vaste qu'hétéroclite s'apprête à lancer l'offensive contre Mossoul, « capitale » irakienne du « califat » proclamé par Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'organisation Etat islamique (EI), il n'est pas inutile de revisiter l'histoire de ce mouvement djihadiste, qui a connu une ascension fulgurante et contrôlé le territoire le plus vaste jamais dirigé par une organisation terroriste et un groupe radical islamiste. Car l'originalité radicale de l'EI ne tient pas tant à sa sauvagerie ou à son usage des médias, mais plutôt à ce projet d'établissement d'un Etat hic et nunc, ici et maintenant, et non pas dans un au-delà lointain. Al-Qaida n'avait en effet jamais élaboré de projet de gouvernement, laissant ses adeptes dans le flou sur le type de gouvernance qu'elle envisageait d'instaurer une fois les régimes arabes « impies » renversés.

Cette différence fondamentale entre Al-Qaida et l'Etat islamique tient aux trajectoires de leurs dirigeants et au contexte de la naissance de ces organisations. Al-Qaida est un mouvement d'exilés arabes installés en Afghanistan, tandis que l'EI est le rejeton de l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Ses cadres sont des « enfants du pays », ils ont une connaissance intime du terrain sur lequel ils évoluent et connaissent les ressorts sur lesquels jouer pour mobiliser une partie de l'opinion en leur faveur. Leur projet de « califat » est aussi celui d'une reconquête d'un territoire et d'un pouvoir perdu par les Arabes sunnites d'Irak après la chute de Saddam Hussein.

Mais ces phénomènes de fond sont portés par des hommes dont les destins sont souvent réduits à quelques lignes et des noms de guerre. La principale qualité du livre de Joby Warrick est de leur donner chair et un visage, non pas pour les humaniser mais afin de comprendre la logique de leur destin. L'ouvrage se lit comme un polar, ce qui n'est pas le moindre de ses qualités. Rares sont les ouvrages bien écrits, haletants et documentés sur l'organisation EI. La plupart du temps, le phénomène est décrit, analysé, expliqué. Il est beaucoup plus rarement raconté et mis en scène au travers de témoignages de première main.



TRÈS BONNES ET NOMBREUSES SOURCES

Joby Warrick, qui est reporter au *Washington Post* et a reçu le prix Pulitzer en 2016, a choisi de commencer son récit en Jordanie, et non en Irak. Il y a manifestement de très bonnes et nombreuses sources parmi les services de renseignement. Mais ce n'est pas la seule raison pour consacrer près d'un tiers de son ouvrage au petit royaume hachémite. C'est aussi et surtout parce qu'Abou Moussab Al-Zarkaoui, aux ascendances palestiniennes, en est originaire. Ce petit voyou de Zarka, une ville pauvre de la grande banlieue industrielle d'Amman, est le véritable inspirateur, à défaut d'être formellement le fondateur, de l'Etat islamique. C'est lui qui a donné sa coloration antichite au djihad, lui aussi qui a inauguré la mise en scène de l'ultraviolence à travers les décapitations filmées, lui enfin qui a expérimenté la toute première mouture du « califat » lors de la brève occupation de Fallouja par Al-Qaida en Irak en 2004.

Or, c'est dans une prison jordanienne que Zarkaoui est devenu, au cours des années 1990, le chef djihadiste craint et charismatique qui a fondé Al-Qaida en Irak. Contrairement à son compagnon Abou Mohammed Al-Maqdissi, Zarkaoui n'est ni un théologien ni un intellectuel. C'est un meneur d'hommes animé de convictions extrémistes inébranlables, d'une intelligence instinctive, d'un fort charisme, d'une volonté peu commune – au point de découper au rasoir ses tatouages témoignant de son passé de bandit – et d'une cruauté froide.

L'expérience délinquante de Zarkaoui et son séjour en prison sont utiles pour comprendre les parcours de radicalisation observés en Europe depuis que l'EI y a recruté des jeunes par milliers. La prison est considérée à la fois

comme un lieu de rachat, une épreuve initiatique, une école d'endoctrinement et le creuset de solidarités opérationnelles à venir. Il suffit de rappeler le rôle qu'a joué l'immense camp de détention américain dans le Sud irakien, Camp Bucca, dans la rencontre entre factions djihadistes, qui a débouché sur la naissance de l'EI en 2006, quelques mois après la mort de Zarkaoui, tué dans une frappe américaine.

Il est fascinant de constater, dans le livre de Joby Warrick, combien les Etats-Unis ont passé de temps à réparer les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés – ou pas voulu traiter quand il était encore temps. Ainsi, Zarkaoui est devenu célèbre grâce au discours de Colin Powell, au Conseil de sécurité de l'ONU, citant celui qui n'était encore qu'un petit djihadiste en exemple de l'improbable collusion entre le régime de Saddam Hussein et Al-Qaida. Résultat : Zarkaoui a pu recruter à tour de bras pour lancer, dès août 2003, quatre mois après la chute de Bagdad, une insurrection meurtrière. En un mois, trois attentats, contre l'ambassade de Jordanie, puis contre le siège des Nations unies et contre un rassemblement chiite dirigé par Mohammed Baqer Al-Hakim, Zarkaoui a tué les espoirs d'une transition réussie en Irak.

Tout comme la prophétie autoréalisatrice de Colin Powell s'est produite en Irak, celle de Bachar Al-Assad s'est accomplie en Syrie à partir de 2011 : les révolutionnaires sont « devenus » des terroristes djihadistes. En libérant de prison des djihadistes aguerris et en laissant les groupes fondamentalistes prendre leur essor, le dictateur syrien a changé la donne du soulèvement dans son pays. Quitte à détruire son pays, sa société et provoquer le retour de l'US Army au Proche-Orient pour venir à bout de l'EI, devenu une hydre tentaculaire. ■

CHRISTOPHE AYAD

Moscou et Ankara scellent un pacte « eurasien »

La Turquie s'est dite prête à examiner l'offre russe de construire un système de défense aérien à longue portée

ISTANBUL - correspondante

Que se sont dit Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan en contemplant le Bosphore depuis le palais de Yildiz à Istanbul, lundi 10 octobre ? Si rien de concret n'a filtré sur le coup, les retombées du dégel russo-turc ne se sont pas fait attendre. Mercredi 12 octobre, la Turquie (tout comme l'Arabie saoudite et le Qatar) s'est vue offrir un siège à la réunion internationale sur la Syrie qui s'ouvrira samedi 15 octobre à Lausanne, en Suisse, sous l'égide des chefs de la diplomatie russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry.

« En tant que Turquie, nous ne pouvons pas être écartés de la table des négociations, nous devons y être », avait martelé le numéro un turc le 3 octobre, fustigeant la politique « inconsistante » des Etats-Unis au Moyen-Orient et mettant en garde contre une « fin de partie » avec l'Union européenne, peu pressée de tenir sa promesse d'abolir les visas.

La venue de la Turquie à la table des négociations est la conséquence directe de sa présence sur le terrain syrien où son armée est entrée le 24 août en soutien aux rebelles anti-Bachar Al-Assad qui ont chassé les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) de la zone frontalière. « L'intervention n'aurait pas pu se faire sans l'aval de la Russie », rappelle Sinan Ulgen, directeur du groupe de réflexion EDAM à Istanbul.

Bien qu'opposés sur le sort de Bachar Al-Assad, Poutine et Erdogan, les deux absolutistes « eurasiens », semblent avoir scellé un pacte sur la Syrie. Chacun évolue sur son terrain sans gêner l'autre.

Pendant que les bombardiers russes pilonnent sans relâche les quartiers Est d'Alep, les blindés turcs ont repris 1 000 kilomètres carrés de terrain le long de la frontière turco-syrienne, première esquisse d'un « réduit » sunnite destiné à accueillir combattants et civils chassés des terres reconquises

Que peut donc offrir Moscou pour satisfaire les intérêts turcs en Syrie ?

par Bachar Al-Assad. Le président Erdogan a estimé que cette zone devrait être élargie à 4 000 kilomètres carrés. Impossible de réaliser ce projet sans l'aval du Kremlin.

Où s'arrêtera la ligne de partage ? Et que peut donc offrir Moscou pour satisfaire les intérêts turcs en Syrie ? Le bain de sang déclenché par les Russes à Alep a laissé les autorités turques incroyablement muettes, elles qui étaient si promptes d'habitude à dénoncer les crimes de Bachar Al-Assad.

« Bénéficier de la division »

Ces derniers jours, les passages de bâtiments militaires russes sur le Bosphore ont eu lieu à un rythme soutenu, l'agence Reuters allant jusqu'à signaler, dans une dépêche du 7 octobre, « des navires tellement chargés que leur ligne de flottaison n'était plus visible ».

Avec 911 kilomètres de frontière commune avec la Syrie et près de 350 kilomètres avec l'Irak, la « petite Asie » veut avoir son mot à dire sur ce qu'elle perçoit comme sa zone d'influence, l'arrière-cour sur laquelle elle a régné pendant quatre siècles à l'époque de sa grandeur ottomane.

La brouille diplomatique avec Moscou, survenue après la destruction d'un bombardier russe par la chasse turque à la frontière turco-syrienne le 24 novembre 2015, avait paralysé son champ d'action en Syrie. Le déploiement par les Russes d'un système de missiles antiaériens S-400 autour de la base de Hmeimin rendait impossible tout survol de la zone alors que les rebelles kurdes syriens du Parti de l'Union démocratique (PYD), la franchise syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre contre An-



Les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, le 10 octobre, à Istanbul.

OSMAN ORSAL/
REUTERS

kara), soutenus par les Etats-Unis, gagnaient du terrain le long de la frontière turque, un scénario de cauchemar pour le pouvoir turc.

Une lettre d'excuses rédigée par le président Erdogan à l'adresse du maître du Kremlin en juin a suffi à remettre sur les rails la relation avec Moscou. Le putsch manqué du 15 juillet en Turquie n'a fait que renforcer le désir mutuel d'une alliance forte, d'un nouvel attelage susceptible de damner le pion aux Occidentaux, aux Américains surtout.

« Le but de Poutine est de provoquer une division entre la Turquie et l'Otan et d'en rassembler les bénéfices », explique Alexandre Choumiline, expert de l'Institut des Etats-Unis et du Canada à Moscou. Les médias russes ont ainsi répété à l'envi la version du putsch donnée par la presse gouvernementale d'Ankara, à savoir que le coup d'Etat raté du 15 juillet était l'œuvre de la CIA.

Autre retombée inattendue, au lendemain de la visite de M. Poutine à Istanbul, la Turquie s'est dite prête à examiner l'offre russe de construire un système de dé-

fense aérien à longue portée, a rapporté la chaîne de télévision turque NTV, citant des sources au sein du ministère des affaires étrangères. « Le toit de la Turquie est vide, nous n'avons pas de système antiaérien pour nous défendre. Jusqu'ici, on mendiait à chaque fois à l'OTAN. Désormais, la Turquie a besoin de toute urgence d'avoir son propre système de défense, que ce soit des S-300 ou des S-400 », explique Cahit Armagan Dilek, expert de politique étrangère et de sécurité dans le quotidien *Aydinlik* (nationaliste, pro-eurasien) du 12 octobre.

En 2015 déjà, un contrat de plusieurs milliards d'euros signé avec la Chine pour l'acquisition d'un système antimissiles avait dû être annulé tant il avait suscité l'ire des alliés de l'OTAN. Pour avoir peu de chances d'aboutir, l'éventualité d'acquisition d'un système russe pour équiper l'armée turque, la deuxième de l'OTAN en nombre, est un camouflet infligé par Recep Tayyip Erdogan à l'adresse de ses partenaires traditionnels. ■

MARIE JÉGO

Putin and Erdogan ease tensions face to face and revive pipeline deal

MOSCOW

BY NEIL MACFARQUHAR

Amid increasingly tense relations with the United States over Syria, President Vladimir V. Putin of Russia took advantage of a routine meeting in Istanbul on Monday to advance the Kremlin's reconciliation with Turkey, including an agreement to revive a suspended natural-gas pipeline project.

The new pipeline, known as the Turkish Stream, would run under the Black Sea to Turkey and then the Greek border, allowing Russian gas to reach Western markets without using Russia's ex-

“This becomes especially important in the context of Russia's current tensions with the U.S.”

isting export pipelines through Eastern Europe.

The pipeline would make it much easier for Russia to cut off gas supplies to neighboring countries like Ukraine without disrupting sales to countries farther west like Italy or Austria. Russia has been trying for years to establish such an export route.

Mr. Putin's appearance at an international energy conference was his first visit to Turkey since a crisis in relations between the countries after Turkey's downing of a Russian fighter jet along the border with Syria in November 2015, in which a Russian pilot was killed. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, nominally an ally of the United States in Syria, patched things up with a letter of apology and a trip to St. Petersburg in August.

The two have sought to use their warming relationship both at home and abroad to indicate that they are not politically isolated and remain central players in any Syria solution. They sat next to each other in the front row of the World Energy Congress in Istanbul, laughing together, and later met for bilateral talks.

Both Mr. Putin and Mr. Erdogan have had recent troubles with Washington. The United States broke off cooperation with Moscow over Syria and then accused the Kremlin of war crimes. Mr. Erdogan has been criticized by Washington for using the aftermath of a July coup attempt to introduce a sweeping crackdown against a wide array of critics, going well beyond the coup plotters and their backers.

Turkey and the United States have



OSMAN ORSAL/REUTERS

Presidents Vladimir V. Putin, left, and Recep Tayyip Erdogan in Istanbul, where they signed an agreement to proceed with a natural-gas pipeline under the Black Sea.

also been at odds over the Kurds. Mr. Erdogan considers Kurdish militia fighters in Syria to be terrorists and a national security threat. Washington relies on the Syrian Kurds as its main ground force in the fight against the Islamic State.

Mr. Putin has been far more supportive of the Turkish leader's behavior since the coup attempt. The Russian president has also long sought to exploit any cracks in NATO, of which Turkey is a member.

Anna V. Glazova, the head of the Asia and Middle East Center at the Russian Institute of Strategic Studies, noted that Mr. Putin could easily have sent a minister to the Istanbul summit meeting.

“This means that he wanted to discuss regional problems with Erdogan face to face,” Ms. Glazova said. “This becomes especially important in the context of Russia's current tensions with the U.S.”

Mr. Erdogan suggested this month that Turkey would propose ways to revive the cease-fire in Syria that collapsed amid mutual recriminations between Russia and the United States. Ankara would also like both the United States and Russia to support the establishment of a no-fly zone in Syria along the border that would eventually be used as a protected area to settle millions of refugees.

Mr. Erdogan told reporters at a joint news conference on Monday that the two presidents had discussed Turkey's military operations in Syria and possible cooperation to clear Islamic State

fighters from the border. “Regarding Aleppo, we discussed strategies that could be applied on humanitarian aid, so that the inhabitants who are in a dire situation there can quickly attain peace and calm,” Mr. Erdogan said.

Mr. Putin said that “both Russia and Turkey stand for the earliest cessation of bloodshed in Syria,” and added that “the switch to a political settlement must happen as soon as possible.”

“Together with the Turkish president, we agreed to do everything to support de Mistura's initiative on the withdrawal of military units which refuse to lay down their arms from Aleppo in order to end violence,” he said, referring to Staffan de Mistura, the top United Nations diplomat for the Syrian conflict.

Both Mr. Erdogan and Mr. Putin have said they want to restore robust trade ties, although some differences remain.

During the gas-pipeline signing ceremony in Istanbul on Monday, Mr. Putin said ministers and experts would continue to hold bilateral talks on economic and political issues, tourism and culture. Mr. Putin also announced that Russia will lift the ban imposed against imports of some Turkish agricultural products after the jet was shot down.

The Turkish Stream gas pipeline is intended to replace a planned pipeline through Bulgaria that the European Union blocked at the outset of the Ukraine crisis. Some European governments and the United States also oppose the Turkish Stream project.

The revived agreement to build the pipeline also includes a common geopo-

litical sweetener from Russia: a reduction in the price that Gazprom, the Russian natural gas giant, would charge for natural gas sold on Turkey's domestic market.

The main subject of the gathering was the oil industry. Mr. Putin met on the sidelines with the leaders of various producing states like Venezuela, and said in a speech that Russia was prepared to participate in an agreement on production cuts to shore up the price of oil.

"In the current situation, we believe that freezing or cutting oil production is

the sole means to preserve the stability of the energy sector and to speed the re-balancing of the market," Mr. Putin said at the energy conference.

Despite their newly cordial relations, both Turkey and Russia continue to back opposite sides in the civil war. Russia has used its air force to buttress the rule of President Bashar al-Assad of Syria.

Turkey has backed the rebels, within certain limits; it does not want to see Kurdish power expand across Syria's fragmented north.

While relations were strained, Moscow accused Turkey of turning a blind eye toward terrorists operating in the region, and indeed abetting their operations by buying oil from the Islamic State, a charge Turkish officials denied.

"Russia and Turkey are neighbors, so they will have to either cooperate or compete," Ms. Glazova, said. "Today, the fact that both countries have troubles with the U.S. brings them closer to each other."

REUTERS

Roadside bombs kill three Turkish soldiers in largely Kurdish south east

October 14, 2016 REUTERS

THREE TURKISH soldiers were killed and 12 were wounded on Friday when three separate roadside bombs hit military vehicles in Turkey's largely Kurdish southeast, security sources said.

There was no immediate claim of responsibility, but the sources said Kurdistan Workers' Party (PKK) militants were suspected of having planted the bombs.

The bomb which killed the three soldiers was set on a road between the provinces of Diyarbakir and Mardin. The two others were in the provinces of Van and Hakkari and wounded 12 soldiers, two of them critically, the sources said.

Southeastern Turkey has witnessed numerous bombings since the PKK, which has waged a three-decade insurgency for Kurdish autonomy in the region, abandoned a ceasefire in 2015.

The PKK is considered a terrorist group by the United States and European Union, as well as by Turkey. More than 40,000 people, most of them Kurds, have died in the 32-year conflict. ●

RUDAW

October 13, 2016

Kurdish armed group claims killed 32 Iranian forces in revenge attacks

By Rudaw.net 13/10/2016

ERBIL, Kurdistan Region—An armed Kurdish group in Iran claimed it has killed at least 32 Iranian security forces and affiliated "mercenaries" this week in retaliation for the killing of 12 of its fighters last week.

The Eastern Kurdistan Defense Units (YRK), the armed wing of the Party for Free Life in Kurdistan (PJAK), killed at least six "mercenaries" in Ruwari village in the mountainous region of Harwaman, west of Iran on Wednesday evening, the group claimed in a statement on its website, adding that several others were injured in that attack.

The group reported one of its fighters was killed in the clash.

The Kurdish digital news outlet NNS ROJ reported on clashes taking place in the same area mentioned by the YRK but listed different casualty figures. According to unconfirmed reports they received, three members of the Iranian Revolutionary Guards Corps (IRGC) were killed and another seven of its local forces were injured.

NNS ROJ also named three critically injured IRGC members who were transferred to a hospital in Sanandaj for treatment.

The YRK and its women's counterpart HPJ claimed it killed 9 mem-

bers of the Basij forces, a paramilitary under the command of IRGC, on Sunday and critically injured another seven in a midnight attack on a military outpost in the Rabat area of Sardasht town, West Azerbaijan province.

Again in Sardasht, in the Jandaran area, the YRK claimed it killed two IRGC members in an ambush attack on Monday and destroyed a military vehicle which came to the rescue of the Iranian forces.

At midnight on Monday, the YRK killed 15 IRGC forces, they claimed, and injured tens in an attack on the Glochayar military outpost in Mariwan, Kurdistan province. The YRK said they used heavy weaponry in this attack and burned down the outpost.

The YRK claimed the fire burned for days and promised to publish footage of the attack in the future.

The IRGC commander in Kurdistan province confirmed the outpost had been attacked but said the attackers had failed in their mission.

Mohammed Hossein Rajabi told Iranian media that the group used light and semi-heavy weaponry in the attack, including a rocket-propelled grenade (RPG) that he said did not explode.

He did not mention any casualties and said YRK members had fled the area.

PJAK fighters training at a base in the Qandil mountains. Photo: AP/file



The other attacks have not been confirmed by the IRGC, nor have they been reported on in the Iranian press.

The YRK said in two statements released on Wednesday and Thursday that these attacks were made in "retaliation" for the deaths of 12 of its fighters killed on October 4.

"In addition to warning the local forces and the Islamic Republic of Iran, we state that with the continuation of these actions, our retaliation will be even stronger," one statement said on Thursday.

PJAK said the Iranian forces may have used "chemical weapons" in an October 4 attack that killed 12 of its fighters. PJAK said it had obtained information that suggested its fighters

had been "poisoned" prior to the attack.

It said the incident proves yet again that Iran has breached the terms of the ceasefire between both sides.

A ceasefire has been in effect since 2011. PJAK claimed it has respected the truce.

The YRK has published the names and photographs of all 12 fighters, men ranging in age from 19 to 34, who were killed on October 4.

PJAK's leadership council, in a statement responding to the October 4 attack, called for limited "revenge attacks" within the scope of "defence and self-defence," falling short of renewing an armed campaign against Iran. ■

La Turquie veut peser dans la reprise de Mossoul

Ankara soutient des milices sunnites pour libérer le fief de l'EI, face à une armée irakienne à dominante chiite

REPORTAGE

GEDU (IRAK) - envoyé spécial

L'automne irakien approche. Les collines qui s'étendent au sud du mont Bashika ont pourtant conservé leur sécheresse estivale, leur paysage rocaillieux où de maigres troupeaux de moutons cherchent pittance. Le ciel bleu se dégrade vers l'ouest en une vaste chape sombre qui couvre l'horizon.

C'est la direction de Mossoul, distante d'une vingtaine de kilomètres. Dans les faubourgs de la ville, alors que les forces irakiennes se déploient depuis plusieurs jours dans les environs, les hommes de l'organisation Etat islamique ont mis le feu à des pneus et à des chargements de pétrole afin, dit-on, de se protéger des frappes aériennes. Mossoul est invisible, mais la bataille pour sa reprise semble imminente.

C'est dans cette zone isolée, à l'arrière des lignes tenues par les peshmergas kurdes, que se trouve le camp militaire où les forces turques présentes dans le secteur encadrent et entraînent, depuis mai 2015, un groupe armé sunnite récemment rebaptisé «la Garde de Ninive». Ses membres, moins de 4000 personnes aux capacités opérationnelles variables et toutes originaires de la province irakienne de Ninive – dont Mossoul est la capitale –, ont été rassemblés autour de la figure d'Atheel Nujaifi, avec pour objectif de jouer un rôle dans la libération de la ville, en tant que force locale à dominante sunnite.

Gouverneur de la province de Ninive depuis 2009, jouissant de relations anciennes et privilégiées avec Ankara – bien qu'il ait été démis de ses fonctions par Bagdad en 2015 –, Atheel Nujaifi a su mettre à profit le foisonnement milicien qui prévaut dans le nord de l'Irak, et les ambitions de parrains turcs en quête d'influence pour conserver un certain poids politique. De fait, la force qu'il a mise sur pied en puisant en partie dans sa fortune personnelle constitue le bras armé d'une Turquie déterminée à avoir sa part dans la libération de Mossoul, quitte à attiser les tensions.



La «Garde de Ninive», formée par les Turcs (qui ont refusé d'être pris en photo), le 13 octobre.

LAURENCE GEAI POUR «LE MONDE»

Oppositions récurrentes

Depuis que les forces armées turques se sont établies sur place, sans autorisation du gouvernement central irakien mais avec le mandat des autorités du Kurdistan irakien autonome, leur présence aux côtés des hommes de M. Nujaifi, dans le secteur de Bashika, est une source d'oppositions récurrentes entre Bagdad et Ankara. Des oppositions qui se sont considérablement amplifiées à l'approche de la bataille de Mossoul.

Le président Recep Tayyip Erdogan revendique, avec une rhétorique toujours plus combative, un rôle de premier plan pour la Turquie dans les opérations à venir, se drapant dans une posture de protecteur des sunnites, qui seraient menacés par une armée irakienne à dominante chiite et par des milices confessionnelles pourtant exclues du plan de bataille. Les unités turques présentes dans le nord du pays ont été, quant à elles, qualifiées de «forces occupantes», susceptibles de déclencher un conflit régional, par le premier ministre irakien, Haïdar Al-Abadi.

Malgré cette crise diplomatique, la participation de la Garde de Ninive aux côtés des forces armées irakiennes semble désormais acquise, et l'emprise turque dans la région de Bashika, vouée à se prolonger. Une partie distincte du camp, réservée aux militaires turcs, abrite au pied d'un haut



mirador plusieurs dizaines de baraquements, cachés par des murs antiexplosion. Des véhicules transporteurs de troupes, plusieurs blindés et un char d'assaut y sont visibles. Des pièces d'artilleries turques sont également déployées dans les environs.

«Nous avons une relation fraternelle avec les Turcs. L'armée turque entraîne nos hommes et nous ne l'oublierons pas. Nous souhaitons que nos relations se poursuivent à l'avenir», déclare le «colonel» Saadi Al-Obeidi au quartier général du camp de Bashika, sous le regard impassible d'un officier turc. Comme les autres commandants de la Garde de Ninive, M. Obeidi était officier du temps de Saddam Hussein.

Revanche à prendre

La dissolution de l'armée irakienne, après la chute du régime en 2003, l'a privé de son statut. A 60 ans, il a repris l'uniforme au sein d'une milice locale, protégée par une puissance étrangère. Vétéran de la guerre Iran-Irak, l'ancien officier a une revanche à

prendre, dans un pays où certaines milices chiites placées sous l'influence de Téhéran ont joué un rôle central dans la guerre en cours, et se sont déclarées prêtes à combattre les forces turques, si l'occasion se présentait.

Dans la «salle d'opération» où M. Obeidi reçoit, deux grandes maquettes représentent Mossoul et sa région. Les routes qui mènent à la «capitale» irakienne de l'Etat islamique y sont indiquées par des guirlandes lumineuses rouges. Des chars en plastique et des figurines articulées de soldats font office de ligne de front de Bashika. Baguette en main, un officier de la Garde de Ninive montre des mouvements de troupes. L'officier turc regarde ailleurs.

A Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, au premier étage de sa vaste demeure dont l'entrée est encadrée par deux statues de lions, l'ancien gouverneur, Atheel Nujaifi, s'apprête à lancer ses hommes dans la bataille. «Les forces turques assisteront la Garde de Ninive avec leur artillerie», précise-t-il au sujet de l'implication militaire de la Turquie dans les opérations à venir. C'est plus tard, pourtant, que le soutien qu'il attend d'Ankara pourrait prendre tout son sens. «Si, malgré l'accord passé entre les forces irakiennes et la coalition, les milices chiites interviennent à Mossoul, et si les populations sunnites sont en danger, la Turquie devra intervenir, et je pense qu'elle interviendra», note M. Nujaifi. ■

ALLAN KAVAL

Pourquoi la Turquie est "persona non grata" dans la bataille de Mossoul

L'offensive pour reprendre le bastion de l'État Islamique vient d'être lancée, mais les conflits au sein de la coalition ne seront pas sans conséquence.

Par Jade Toussay 17/10/2016
<http://www.huffingtonpost.fr>

L'attaque est lancée: la région de Mossoul, bastion de l'État Islamique en Irak, est sous le coup d'un assaut d'envergure depuis lundi 17 octobre, a annoncé le Premier ministre du pays. Derrière cette offensive, les États-Unis, la France, des combattants peshmergas Kurdes, le gouvernement irakien... et la Turquie, qui lutte pour ne pas finir sur le banc des observateurs.

Depuis décembre 2015, la Turquie a pris une part plus active dans la lutte contre Daech. Plusieurs centaines de soldats turcs ont notamment été envoyés en Irak afin d'entraîner des volontaires sunnites. Les Turcs avaient par ailleurs ouvert leur base aérienne d'Incirlik à la coalition, leur offrant ainsi un point d'appui stratégique. Et vendredi 14 octobre, le président Erdogan a réaffirmé sa volonté de jouer un rôle lors de l'offensive.

Pourtant, maintenant que l'attaque est lancée, la présence de la Turquie et surtout, le rôle qu'elle entend jouer après la libération de Mossoul, provoquent des crispations de part et d'autres.

Escalade de tensions entre les gouvernements irakien et turc

Plus de 7000 militaires de la coalition sont déployés sur le territoire irakien dans le cadre des opérations anti-terroristes. Parmi eux, des soldats turcs, envoyé en décembre 2015 sur la base de Bashiqa dans la région de Mossoul. Mais pour l'Irak, cette présence au sol des forces turques n'a rien d'une bonne nouvelle. Le 4 octobre 2016, le parlement irakien a demandé au gouvernement de prendre des mesures de rétorsions à l'encontre de la Turquie, estimant que les troupes à Bashiqa s'apparentaient à "des forces d'occupation". Une déclaration qui est intervenue au lendemain d'un vote turc prolongeant le mandat d'intervention des forces en question.

Depuis, c'est l'escalade entre Erdogan et Haider al-Abadi, le premier ministre irakien. Mardi 12 octobre, le président turc a ainsi affirmé que al-Abadi n'était "pas à (son) niveau" et l'a sommé de "rester à sa place". "Peu importe ce que dit le gouvernement irakien, la présence turque sera maintenue pour combattre Daech et pour éviter une modification par la force de la composition démographique dans la région" a précisé Erdogan, dans une intervention retransmise à la télévision.

Les États-Unis pris en sandwich

Washington, principal instigateur de l'offensive qui touche Mossoul, se trouve dans une position délicate. Le 12 octobre, le département américain a déclaré qu'il était "impératif que toutes les



En Irak, des manifestants brûlent une photo de Recep Tayyip Erdogan. La présence de la Turquie sur le territoire irakien est plus que jamais controversé. *Essam Al Sudani / Reuters*

parties se coordonnent étroitement (...) afin de vaincre Daech". Pourtant, les relations entre les États-Unis et la Turquie sont loin d'être simples.

En décembre 2015, quelques temps après le déploiement des troupes turques sur le sol irakien, Barack Obama avait appelé Ankara à "respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak", en rappelant ses troupes. Une demande rejetée par Erdogan.

Mais plus épineux encore est le problème kurde, et les relations (et intérêts) qu'ils entretiennent. Pour les américains, la Turquie est un pays stratégique, en raison de ses frontières communes avec divers pays du Moyen-Orient. Lors du coup d'état turc en mai dernier, Barack Obama avait d'ailleurs appelé à soutenir le gouvernement "démocratiquement élu" du président Erdogan.

Mais les États-Unis entretiennent également des relations "apaisées" avec l'Unité de protection du peuple (YPD), branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), de plus en plus implanté dans le nord de la Syrie. Deux ennemis jurés d'Ankara, qui leur reproche leurs relations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, (PKK). Et pour le président turc, "l'EI et le PKK, c'est la même chose"

Les objectifs liés aux Kurdes incompatibles

Il y a ce qu'Ankara veut, ce que Washington veut et ce que les Kurdes veulent. En 1920, les Alliés et l'empire Ottoman signent le traité de Sèvres, censé redessiner le Moyen-Orient. Il prévoit, entre autres la création d'un état Kurde qui ne verra jamais le jour.

Depuis, les Kurdes n'ont de cesse de faire émerger leur communauté, et misent pour cela sur le pétrole. S'ils atteignaient leurs objectifs, le Kurdistan deviendrait un acteur majeur sur le marché pétrolier au Moyen-Orient. Pour les Américains, le calcul est simple: s'ils soutiennent officiellement le gouvernement de Bagdad, leurs sociétés n'hésitent pas à investir dans le pétrole

exporté grâce au partenariat conclu entre turcs et kurdes, contre l'avis du gouvernement irakien.

Côté turc, l'objectif est tout autre: la Turquie n'entend pas une seconde céder un territoire qu'elle considère comme historiquement et religieusement sien. Et surtout, il est hors de question, en se faisant évincer de la bataille de Mossoul, de laisser les Kurdes imposer leurs lois.

"Préparer l'après-Mossoul"

Erdogan "est inquiet pour la future composition ethnique et confessionnelle de Mossoul et il veut s'assurer que les Kurdes et les chiites n'aient pas la haute main", estime Aykan Erdemir, de la Fondation pour la Défense de la démocratie basée à Washington, interrogé par l'AFP. Et ce, d'autant plus que le PKK est présent dans la région autonome kurde irakienne voisine de Mossoul.

Pour Soner Cagaptay, directeur du programme de recherche turc au Washington Institute, le discours musclé des dirigeants turcs montre qu'ils sont "en train de préparer l'après-Mossoul", en empêchant le PKK de "prendre le contrôle des territoires" après l'éviction du groupe État Islamique. "Ankara se rend compte que l'Irak restera un État faible et veut avoir une zone d'influence dans le nord pour se protéger des risques que fait peser l'instabilité de ce pays" qui partage une frontière de quelque 350 km avec la Turquie, ajoute-t-il.

Vendredi 14 octobre, Recep Tayyip Erdogan a menacé de recourir "à un plan B", voire à un "plan C", si la Turquie ne participait pas à l'offensive de Mossoul. Il n'a toutefois pas détaillé ces plans. Mais dès le lendemain, à l'occasion d'une réunion à Lausanne sur la Syrie, le président a annoncé qu'il présenterait dans la journée sa "proposition aux forces de la coalition". "Nous sommes prêts à combattre là-bas, contre Daech et d'autres groupes terroristes", a-t-il ajouté. ●

Iraq: The Terrible Battle for Mosul

Joshua Hammer October 12, 2016
<http://www.nybooks.com>

Until late this summer the town of Qaryat Kanhash, in northern Iraq, was a stronghold of the fighters of the Islamic State (ISIS) and one of their last points of defense around the ISIS-controlled city of Mosul. Then, on August 14, as part of a campaign to drive them out, 2,500 of the Kurdish troops called peshmerga swept across Nineveh province from Iraqi Kurdistan and attacked the town from the north and the east.

The peshmerga fired on enemy positions with artillery and rolled through the streets of Qaryat Kanhash in tanks and armored personnel carriers. US jets swooped in, destroying Islamic State vehicles, command-and-control centers, and barracks with precision air strikes. In two days, the Kurdish forces and their American allies killed one hundred ISIS fighters and sent the remaining two hundred fleeing thirty miles west to Mosul. The Kurds lost fifteen men—all killed by ISIS snipers firing from the top floors and rooftops of a hospital, a school, and other public buildings.

Ten days after the fighting, two peshmerga fighters agreed to take me on a tour of the battlefield. We met in 110° heat at the Black Tiger base, a dusty military camp west of Erbil, the main city of Iraqi Kurdistan. The camp is named after its commander, Sirwan “Black Tiger” Barzani, a mobile phone company magnate and the nephew of the Kurdish president, Massoud Barzani, who earned the name while fighting against Saddam Hussein’s forces in the mountains in the 1990s. Just inside the entrance to the camp, Barzani’s fighters had piled a dozen burned and bullet-riddled pickup trucks. They were ISIS suicide vehicles, I was told, intercepted and shot to pieces as they sped toward Kurdish military checkpoints inside the town.

We crossed a badly damaged bridge over a canal leading from the Tigris—patched together by the Kurds after ISIS engineers had blown it up—and drove down the road into Qaryat Kanhash. Except for soldiers, the town was deserted: the peshmerga had evacuated the civilians to a nearby camp for displaced persons. Engineering teams were inside houses, searching for booby traps. Small red warning flags surrounded the improvised explosive devices (IEDs) on the roadside.

Moments after we arrived a thunderous explosion rocked the town when peshmerga engineers blew up a cache of ISIS bombs in a controlled detonation; thick smoke rose from inside a building a hundred yards away. A second explosion sounded just behind a barren brown hill half a mile to the north, followed by another plume of smoke. “Daesh is based just behind the hill, and the Americans are bombing them,” said my escort, Sadullah Abdullah, a husky lieutenant colonel, using a common Arabic term for the Islamic State.

Abdullah told me that Kurdish forces had taken ten smaller villages up the highway during the offen-

sive, but they had not yet secured the road, and there was a chance that Daesh stragglers still lurked in the fields. “It’s very dangerous,” he said. I saw half a dozen US soldiers relaxing on the porch of an opulent villa. According to Abdullah they were Special Forces advisers—so-called eyes. They entered combat zones alongside Kurdish troops and helped to identify targets for US bombers. The peshmerga were under orders, he said, not to allow journalists to speak to them.

Abdullah told me we had to leave; the town was all too clearly now within range of Daesh artillery, and a shell had killed two peshmerga the night before. As we drove back to the base I asked him when he thought the Kurdish forces would resume their advance toward Mosul. Would they be permitted to enter the city? According to an agreement with Iraq’s central government, the peshmerga are allowed to fight only inside the autonomous Kurdish regions of Iraq, and Mosul is well outside them. But the definition of that territory has always been fluid—and in the vacuum created by the collapse of Iraqi security forces, the Kurds have expanded their zone of control. Already Kurdish forces have taken additional territory equivalent to around 50 percent of the size of their recognized autonomous zone.

“We are just waiting for the politicians to decide when and where we should move,” Abdullah told me. “I am impatient to start.”

The Islamic State began its drive across Iraq in December 2013, when several hundred jihadists formed an alliance in Anbar province with former Baathists and Sunni tribal militias, all opposed to the sectarian politics of Nouri al-Maliki, the Shiite prime minister. The jihadists gained control of Fallujah, Ramadi, and other towns in Anbar in early 2014. During the following months they also seized parts of Salahuddin, Kirkuk, and Diyala provinces, leaving a trail of atrocities behind them. (The most notorious crime was the murder of more than a thousand Iraqi air force cadets at Camp Speicher, near Tikrit, on June 12.)

During the preceding week, 1,500 ISIS and other militants swept across the desert from Syria and defeated four depleted army divisions in Mosul. They looted banks, then broke into the jail, where they freed the Sunni prisoners and killed hundreds of Shiites, Kurds, and Christians. Three weeks later the ISIS leader Abu Bakr al-Baghdadi appeared at the Grand Mosque of al-Nuri in Mosul and proclaimed a caliphate. “Allah has bestowed upon [the mujahideen] the grace of victory and conquest... after many years of jihad,” he declared. The jihadists declared sharia law, destroyed churches, shrines, and tombs; cut phone lines and the Internet; made Christians pay extortionate fees to practice their religion; and forbade people to leave the city for more than three days or forfeit all their assets. The spokesman for Iraq’s Joint Operations Command Center, Yahya Rasoul, told me in Baghdad last month that “morale in the security forces had collapsed.”

In the two years since that debacle, the Islamic State’s hold on Iraq has steadily eroded. Peshmerga

fighters, backed by US air strikes, advanced through northwestern Kurdistan in November 2015, seizing back territory lost to the militants the previous year, including the town of Sinjar. In August 2014 ISIS militants had murdered five thousand men and boys from the region’s Yazidi sect and enslaved Yazidi women and girls in a “forced conversion campaign.” Iraqi security forces recaptured Tikrit in the spring of 2015—also with the help of heavy US bombing—then reclaimed much of Anbar province. Ramadi fell last January, and the Iraqi army recaptured Fallujah in June following a four-month siege.

Shiite militias, known in Arabic as Al-Hashd al-Sha’abi (Popular Mobilization Forces), which had protected Baghdad during the Islamic State’s initial assault, have seized territory from it in Salahuddin, Diyala, Anbar, and Kirkuk provinces. By August 2014 the Islamic State held one third of Iraq and significantly profited from the country’s oil fields. Since then it has been reduced to a few scattered pockets of resistance north of Baghdad, and a single but major city: Mosul, the mainly Sunni capital of Nineveh province, with a population of 1.8 million.

Does Iraq plan to launch a final assault against Mosul? Western diplomats and military officers I spoke to in Baghdad insist that the advance toward the city is making slow but steady progress: the Iraqi security forces and the Kurds have tightened their control around Mosul, cutting off ISIS supply routes and blocking the principal road across the border to Raqqa, the ISIS stronghold in Syria. In July the Iraqi army seized back an air base in al-Qayyara, about forty miles south of Mosul, which will allow them to shuttle in large amounts of supplies and secure a staging ground for an operation.

“We have a clear strategy for the liberation of Mosul, and this strategy will bring very successful achievement, inshallah,” I was told by Rasoul. A US diplomat involved in the preparations told me that the military encirclement has worked “to further isolate Mosul, clear IED networks, and [impede] their ability to get oil revenues and oil trucks and infiltrate or exfiltrate fighters.” In a speech in Baghdad in early September, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi, who was appointed in August 2014, promised that the city would be “fully retaken” by the end of 2016.

Will it? The Iraqi military was decimated by the Islamic State, and the US military, which brought some five thousand soldiers to Iraq, is rushing to train thousands of raw recruits. Much of the Iraqis’ equipment—consisting mainly of Soviet-era and American weapons—is in desperate need of repair or replacement. The Islamic State has had two years to prepare for the assault, and according to Iraqi intelligence it has created formidable defenses against any attack. Rasoul told me, “The Iraqi army left behind many heavy weapons that can now be used against it, and the militants have laid booby traps and built a network of tunnels and defensive lines.” Between six and nine thousand ISIS fighters are inside the city, few of whom, presumably, would be prepared to surrender. “In Mosul,” the US diplomat predicted, “it will be a fight to the death.”

The hesitation in the drive toward Mosul also has much to do with Iraq’s fractious politics. The three main forces advancing toward the city—the Iraqi army, the peshmerga, and the coalition of independent Shiite militias, some backed by Iran—are in conflict about their parts in the coming liberation. Nechirvan Barzani, the Kurdistan Regional Government prime minister, announced last summer that the peshmerga would play a “central role” in the

liberation of Mosul, which has a minority Kurdish population. The top commanders of the Iraqi security forces, dominated by Shiites, insist that the Kurds stick to the outskirts of the city, which is itself largely Sunni—then withdraw as soon as the battle is over.

The Shiite militias, poised within striking distance of Mosul in parts of neighboring Kirkuk province, have also demanded that they participate in the Mosul operation. “They played a huge role in the liberation of areas [around Baghdad] and they are highly motivated,” a US military officer in Baghdad told me. But the prospect of armed Shiites sweeping through Mosul has alarmed many Sunnis, who recall the killings of Sunni civilians during the liberation of Fallujah and other parts of Anbar province last spring. Some Shiite militia leaders, meanwhile, say they will oppose any attempt by the peshmerga to march into Mosul. Kurdish leaders are also demanding a referendum on their own independence as soon as the Islamic State is driven out of the country. Al-Abadi has hedged on Kurdish independence, which is opposed by most of the Shiite majority. (The US government has repeatedly said it supports a united Iraq.)

Leaders of the three groups have tried to iron out their differences in many meetings, and Brett McGurk, the diplomat and lawyer appointed by President Obama last year as special presidential envoy for the Global Coalition to Counter ISIL, has shuttled between Erbil and Baghdad, searching for common ground between Kurdish President Barzani and al-Abadi. (The US won’t meet with the Shiite militia leaders.) “The planning for Mosul has sometimes been raucous,” the US military officer in Baghdad told me. “There has to be a lot of [balancing] of competing interests as they figure out what they’re going to do.” The disagreements—and occasional violent clashes—among the armed groups have slowed down preparations for the attack on Mosul and raised the prospect of bitter conflict in the aftermath of the attack. There is fear that the defeat of the Islamic State, while ridding Iraq of one problem, may bring about the final fragmentation of the country among Shiites, Sunnis, and Kurds—and produce more instability in the heart of the Middle East.

One blazingly hot afternoon in August I drove to the Inner Karrada neighborhood in Baghdad, the site of a suicide bombing after midnight on July 3 that killed around three hundred and fifty people—the worst terrorist attack in Iraq since 2003. The attack served as a terrible reminder that it is far too early to regard the Islamic State as a spent force. The police had sealed off the street from vehicles, so I parked my car and walked down an alley to the site of the blast. The blackened shells of two four-story residential and commercial buildings, destroyed by a fire that followed the explosion, rose over a deserted boulevard littered with barbed wire and other debris. Inside burned-out cafés and shops on both sides of the street, workmen hammered and sawed to repair damage; an Iraqi flag fluttered from a rooftop. The bomber had driven a van packed with explosives into a crowd of shoppers and cafégoers who were enjoying the cool evening after a long day’s fast during Ramadan. Many were killed instantly, and the fire killed at least two hundred people in a basement shopping arcade. Haider Mohammed, who owns a clothing shop next door, watched the next morning as the police carried out the charred remains of “eighty-seven of my friends”—shopkeepers and café workers he’d known for years. “This was so much different from other explosions we have had because of the incredible fire,” he said.

This latest Islamic State attack caused fear across Baghdad and drove many people indoors just as the

city seemed to be coming back to life. The walls against bomb blasts and the barbed wire that had begun to disappear from the streets went back up; the crowds thinned out in cafés and shopping arcades. More police and military checkpoints create traffic jams over bridges and thoroughfares—some, I noticed, decorated with posters of Imam Hussein, the grandson of the Prophet, venerated by Shiite Muslims.

As the heat receded late one weekday afternoon, I visited the Beirut Café on the Tigris River, a popular place to sip tea, smoke narghiles, or water pipes, and watch the sun go down over the Tigris. Tinny Arabic music wafted from several other cafés downriver; dozens of customers lounged on sofas at riverside. “We have to pretend that life is normal,” a young man told me.

Yahya Rasoul of the Joint Operations Command described the attack as “a terrible failure in our intelligence and security forces”—and it has shaken the resolve of some Baghdad residents. There is a sense among Shiites that each time the government ratchets up its war against the Islamic State in the Sunni areas of the country such as Mosul, the consequence is revenge attacks against the predominantly Shiite population of Baghdad. “People are tired—they lost so many people, they might sometimes say stop the attacks [against the Islamic State],” said Haider Mohammed, the clothing shop owner. He disagrees with them. “If I would be burned one hundred times,” he said, “I would not let Daesh stay in this country. I would carry a weapon myself if I could.”

The war against the Islamic State has thus raised the specter of a return to the sectarian violence that tore Iraq apart a decade ago. I met Hamid al-Mutlik, a member of parliament from Anbar province, at his home in Yarmouk, a mostly Sunni neighborhood in Baghdad, on the west bank of the Tigris River. At the height of the civil war in Iraq in 2006 and 2007, Yarmouk was used as a dumping ground for Shiites who had been abducted and murdered by roving Sunni death squads. “You would see bodies lying on the streets every morning,” my driver and interpreter told me. The neighborhood has since been quiet, but al-Mutlik says that tensions are rising.

Last June, as the Iraqi security forces advanced into the mainly Sunni city of Fallujah, the US urged al-Abadi to delay the assault until his army could prepare escape routes for civilians. Instead, I was told, al-Abadi rushed into battle and allowed two armed Shiite groups, Asaeb Ahl al-Haq and Kataeb Hezbollah—both of which receive funding from Iran and have links to the Islamic Revolutionary Guard Corps in Tehran—to occupy important exit points from the city. The Shiite militias abducted as many as seven hundred Sunni men and boys who were attempting to flee from the village of Saqlawiyah, just north of the Fallujah. “Some of them were killed. Some of them were buried alive,” al-Mutlik told me.

Other Sunni captives freed by these paramilitary groups around Fallujah described atrocities—including beatings, torture, and imprisonment in squalid warehouses. Many Shiite militiamen, al-Mutlik said, were taking revenge for the executions of Shiite cadets by the Islamic State near Tikrit in 2014. Al-Mutlik said he has confronted al-Abadi in his office “numerous times” and begged him to curb the Shiite Popular Mobilization Forces (PMF). “I told him, ‘you are the commander-in-chief of the Iraqi forces. The militias have kidnapped hundreds of innocent people. What is your role?’ He replied simply, ‘These militias have embarrassed me so much.’”

The Western diplomat who observed the Fallujah battle told me that the US moved quickly to stop the bloodshed between Shiites and Sunnis. “When we found out that there had been abuses, we stepped in right away,” the diplomat said. “The Iraqi government made several arrests, and we don’t think those abuses continued.” Mueen al-Kadume, a leader in Baghdad of the Shiite Badr Brigades, now one of the partners in the Popular Mobilization Forces, blamed the Fallujah killings on a “few individuals.” In other Sunni areas, he said, “the people have experienced that the Al-Hashd al-Sha’abi—the Popular Mobilization Forces—is keen to protect them.”

Yet the Shiite militias have acted violently against the Iraqis quite aside from their killings in Fallujah. In the ethnically mixed town of Tuz Khormato, fifty-five miles south of Kirkuk—in a territory disputed between the Kurdish-administered north and the Iraqi central government—Shiite fighters marched into town last spring and began fighting both with the peshmerga and the ethnic Kurds who supported them. “The Shia militia would kill me the minute they see me,” one Kurdish resident told Al Jazeera. “Some [Kurds] have lost their lives only because of who they are, and those who are still alive cannot reveal their identity.”

Shiite residents in turn accuse the Kurdish forces in Tuz Khormato of threatening their lives. Walls and barbed wire have divided the city into ethnic ghettos. Dozens have been killed. The ethnic violence has done little to reassure the Sunnis in Nineveh province, where the Shiites continue to press for a part in the battle for Mosul. Atheel al-Nujaifi, the former governor of Nineveh, who has his own Sunni militia, recently warned that residents would “rise up” against the Shiite PMF if its members participated in the assault on Mosul. An Iraqi pollster recently declared that “one hundred percent” of Mosul’s civilians oppose both Shiite militias and the peshmerga entering the city.

On the front lines in Nineveh province, the Kurdish fighters are trying to sound conciliatory. As we left Qaryat Kanhash and headed back to Black Tiger Camp, Lieutenant Colonel Sadullah Abdullah, my peshmerga escort, told me that the Kurds would gladly take a secondary role in the liberation of Mosul if their commanders ordered them to do so. Relations between the Kurds and the Iraqi security forces, he insisted, were good. “Even some Kurds serve as members of the security forces. We work together to make operations together,” he said, gesturing toward the barren hills half a mile away. Just beyond them, he said, the Iraqi army was engaged in a fight with the Islamic State, backed by US air strikes. “We are all of us Iraqi people.”

Still, he boasted that the peshmerga were far better trained and motivated than their Iraqi government counterparts—and the better choice to lead the assault on Mosul. “The Iraqi security forces captured twenty villages in three months,” he said with a hint of derision. “The peshmerga captured eleven villages in two days.” The Kurds, he said, had already approached the city from “all sides” and had seized control of Mount Zardak, a peak 1,200 feet above sea level that provides a clear view of the center of Mosul. “I don’t care how many soldiers they have,” Abdullah told me. “Wherever there is Daesh, we are ready to fight them.” The peshmerga indeed may take a back seat to the Iraqi security forces in the final push to capture Mosul. But in view of the violent record of the Shiite Islamist militias and of the Sunni fighters, restraining the Kurds’ ambitions is just one challenge that Iraq is certain to face before it can overcome the conquests of the Islamic State. ●



17 Octobre 2016

REPORTAGE

Irakiens, Kurdes, Turcs... les bases alentour sur le pied de guerre

Les troupes installées dans les villages autour de Mossoul s'unissent en attendant le top départ, tandis que les humanitaires s'organisent.

A une quinzaine de kilomètres à l'est de Mossoul, dans la mosquée d'un village abandonné depuis longtemps par les civils, une cinquantaine de soldats irakiens ont installé leur base de fortune. Dans le jardin flotte un drapeau chiite. Ils sont les premiers hommes de l'armée irakienne à investir le front de Khazir tenu par les combattants de la région autonome du Kurdistan irakien. Dans les jours à venir beaucoup d'autres troupes les rejoindront.

Ce jour-là, Fazil al-Barwari, général en chef des forces spéciales irakiennes, est venu faire une reconnaissance de la ligne de front. «*La collaboration avec les peshmergas est une très bonne chose, affirme-t-il. Nous nous tenons prêts à marcher vers Mossoul.*» Pourtant, derrière lui, les bâtiments préfabriqués censés accueillir les soldats irakiens tout juste arrivés sont encore en construction. Pour l'heure, le général utilise les locaux de l'armée kurde pour discuter des opérations à venir.

Fleurs. Quelques kilomètres plus au nord, les peshmergas sont toujours seuls à tenir le front. Leur base est située sur une colline surplombant Bashiqa, ville sous contrôle de l'Etat islamique. Au loin, un nuage de pollution recouvre Mossoul. Voilà cinq mois que différentes sources kurdes annoncent sa reprise. Les soldats ont eu le temps de faire pousser des fleurs et d'installer la télé dans cette base perdue au milieu des montagnes. Le général peshmerga Bahram parle de la lutte contre l'EI au passé. Selon lui, tant que le gouvernement national n'acceptera pas de fournir des armes et des équipements à ses combattants, les peshmergas ne participeront pas à l'offensive de Mossoul. Il est cependant difficile d'imaginer Bagdad décider soudainement de renforcer la capacité militaire des forces indépendantistes en Irak. Les relations sont très tendues entre les deux entités politiques.

Après deux ans de lutte contre l'EI, les Kurdes ont pris le contrôle de territoires disputés de longue date avec le gouvernement national, ils refusent de s'en retirer. «*Une autre condition à notre participation, c'est d'avoir un plan précis pour l'avenir de Mossoul, continue le général Bahram. C'est une ville peuplée de minorités. Si l'une d'elles est marginalisée, d'une façon ou d'une autre, un nouvel EI apparaîtra. C'est pour cela que nous travaillons avec la milice sunnite Hashd al-Watani.*» Soudain, un coup de canon retentit. «*C'est nous qui avons tiré,*

explique le général. Mais parfois, les Turcs tirent également. Eux aussi ont été visés plusieurs fois par des mortiers de l'EI dans la base où ils entraînent les Hashd al-Watani. Nous avons une collaboration complète et parfaite avec l'armée turque.»

En effet à quelques kilomètres de la base peshmerga, un autre campement militaire abrite les combattants arabes sunnites entraînés par des soldats turcs. Ces derniers sont 2000 sur le sol irakien, principalement en territoire kurde. A l'entrée de cette base, nous sommes retenus par des soldats turcs. Après de longues négociations dans un dialecte de circonstance arabo-turco-kurde, puis une dispute interne entre représentants de l'autorité turque et de l'autorité arabe sunnite, nous sommes autorisés à entrer dans le camp d'entraînement, à certaines conditions : pas de photos des forces turques - de toute façon largement dissimulées derrière d'importants remparts internes - pas d'échanges avec elles non plus.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est pourtant nettement moins énigmatique sur la présence et l'ambition de ses forces. «*Nous prendrons part aux opérations de libération de Mossoul, martèle-t-il depuis un mois. Et personne ne nous en empêchera.*» Les autorités turques affirment vouloir protéger les populations arabes sunnites, kurdes et turkmènes de la région et n'avoir que faire des protestations du gouvernement irakien contre ces forces étrangères installées sur le territoire national. Dernièrement, le ton est monté entre Bagdad et Ankara. Le Premier ministre irakien a dit craindre que «*l'aventure turque ne tourne en guerre régionale.*»

Etau. Au-delà de la lutte contre l'EI, la Turquie, le Kurdistan irakien et les milices sunnites al-Watani sont unis contre un vieil ennemi : les milices chiites proches du gouvernement et de l'armée irakienne, dont certaines repré-

sentent l'influence de l'Iran en Irak. Nombre d'acteurs internationaux désapprouvent également la participation des milices chiites aux côtés des militaires irakiens. Ces groupes armés sont accusés d'avoir torturé et tué de nombreux civils sunnites lors de la libération de Falloujah et Tikrit.

Plus que le symbole de la chute de l'Etat islamique, Mossoul cristallise ainsi les tensions de conflits régionaux. Pris en étau entre des guerres de pouvoir, plus d'un million de civils habitent encore à Mossoul. Au moment de l'assaut final, si cette population cherche à fuir, les organisations humanitaires seront débordées. «*Si plus de 150 000 personnes se déplacent en quelques jours ou semaines, aucune institution au monde ne peut les gérer,*» avoue Lise Grande, coordinatrice humanitaire des Nations unies en Irak. La stratégie est donc de conserver la population à l'intérieur de la ville. Mais selon un diplomate occidental, «*les risques encourus par les familles dans Mossoul seront extrêmes, au-delà de l'échelle de Richter.*» «*Dans le pire des scénarios, renchérit Lise Grande, nous ferons face à l'une des opérations humanitaires les plus importantes et les plus complexes au monde, avec des niveaux de risques les plus importants et extrêmement peu de préparation.*» En effet, les organisations

humanitaires peinent toutes à construire une réponse concrète à cette crise à venir. Comment se préparer avec des acteurs locaux qui ne cessent de changer de stratégie ? Qui des milices chiites, des sunnites, des peshmergas, des Turcs participera à la reprise de la deuxième ville d'Irak ? Chaque jour, chaque homme a une réponse différente. «*La seule chose que l'on sait, conclut un homme politique de la région, c'est qu'après le premier coup de feu, plus personne ne saura rien.*»

ORIANE VERDIER

Envoyée spéciale dans la région de Mossoul



Les peshmergas aux portes de Mossoul, samedi. PHOTO ARI JALAL REUTERS



KURDES Ankara muselle et «achète les voix»

Par
QUENTIN RAVERDY
Envoyé spécial à Diyarbakir (Turquie)



PKK Dans la ville à majorité kurde de Diyarbakir, le pouvoir turc profite du putsch avorté de juillet pour réprimer davantage ses opposants et use du clientélisme pour rallier les habitants à sa cause.

Baignés d'une lumière blanche et froide, les bureaux du syndicat d'enseignants Egitim-Sen résonnent du bruit des pas de quelques rares ombres restées travailler tardivement. Près de l'entrée, le slogan «Touche pas à mon prof», floqué en grosses lettres sur un tee-shirt, est comme un triste rappel pour ces militants. Une dizaine de jours avant la rentrée scolaire de septembre, le ministère turc de l'Éducation nationale annonçait sur son compte Twitter la suspension de pas moins de 11 000 enseignants. «Plus de 90% étaient des membres d'Egitim-Sen», explique İkrâm Atabay, président de la branche syndicale de Diyarbakir, principale ville du sud-est de la Turquie – une région à majorité kurde. Et la plupart travaillaient dans cette région.»

PASSAGE EN FORCE

Les milliers d'enseignants de cet influent syndicat, proche de la gauche pro-kurde, sont soupçonnés par l'État d'entretenir des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, classé organisation terroriste par les États-Unis, l'UE et la Turquie), contre qui Ankara mène une guerre farouche depuis plus de trente ans. A l'été 2015, après deux ans et demi de paix relative, le fragile cessez-le-feu maintenu entre l'État et le PKK a volé en éclats, ramenant le

sud-est à ses heures sombres et à un

REPORTAGE

quotidien rythmé par les combats et les attentats (600 membres des forces de sécurité, plus de 7 000 combattants kurdes et plusieurs centaines de civils ont perdu la vie en un an). Après les purges contre le mouvement de l'imam en exil Fethullah Gülen – cerveau présumé du coup d'État manqué du 15 juillet –, «l'État turc s'attaque désormais aux Kurdes. Il se sert de l'État d'urgence post-putsch, prolongé de trois nouveaux mois, comme d'une opportunité pour s'attaquer sans entrave à l'opposition politique, à ceux qui ne soutiennent pas la ligne du parti du président Erdogan, l'AKP», dénonce İkrâm, ancien professeur de chimie. «Et nous, à Egitim-Sen, nous nous opposons souvent à la politique éducative de l'AKP. Nous soutenons la laïcité, l'égalité, le droit à l'apprentissage des lan-

gues maternelles C'est tout le contraire de l'idéologie du pouvoir», reprend Deniz, un professeur de technologie suspendu en septembre.

Malgré de nombreuses manifestations, les 11 000 enseignants sans travail sont désormais contraints d'attendre les conclusions d'une longue enquête administrative. Pour l'heure, leur passeport est confisqué et leur salaire amputé, voire gelé. Face à ce trou béant dans les effectifs d'enseignants du sud-est, l'exécutif turc a promis des embauches massives. Non sans accroc. «Ceux qui nous ont remplacés sont de jeunes profs qui n'ont même pas passé d'examen, des enseignants low-cost, même pas titularisés», dénonce Deniz. Mais la vraie crainte pour ces militants est ailleurs, explique İkrâm Atabay, le coprésident d'Egitim-Sen : «On redoute surtout que la politique de l'État, ouvertement conservatrice et islamiste, soit plus pesante dans l'enseignement du futur.» Un passage en force perçu dans ces régions comme une volonté assumée du parti islamo-conservateur AKP (à la tête du pays depuis 2002) de museler un peu plus le mouvement politique kurde de gauche, qui défie régulièrement le pouvoir.

Malgré son incontestable succès électoral au niveau national aux législatives de novembre 2015, le parti d'Erdogan peine encore à imposer sa suprématie électorale et idéologique dans le sud-est où la majorité des sièges sont trustés par les partis pro-kurdes. Des bastions électoraux auxquels l'État turc s'attaque désormais frontalement. Le 11 septembre, un autre «oukase» de l'exécutif a fait grand bruit. Sur décret du ministère de l'Intérieur, 25 maires du sud-est de la Turquie – démocratiquement élus en 2014 avec des scores frôlant parfois les 80% – suspectés de liens avec le PKK ont été suspendus de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs inféodés au pouvoir. Selon Ankara, ces municipalités DBP (parti local pro-kurde) sont accusées d'avoir fourni de l'aide logistique ou œuvré pour la propagande des combattants du PKK lors des combats face aux forces de sécurité turques.

GRAVATS DE LA VIEILLE VILLE

Dans le cœur historique de Diyarbakir,

cerné par ses remparts millénaires, le district de Sur est ainsi passé sous le contrôle du sous-préfet (nommé par l'exécutif). Une annonce qui n'a pourtant pas fait tant de vagues auprès des habitants. «Vous savez pourquoi il n'y a pas eu de fort soutien quand les maires ont été virés? Eh bien parce que les gens de Sur ont déjà trop souffert et que maintenant, la politique, ils s'en foutent!» tranche Ahmed, 35 ans. La mâchoire carrée, le regard profond, il passe des heures entières à la terrasse d'un petit café, à regarder inlassablement par-delà le barrage de police qui se dresse au pied d'une des murailles de la vieille ville. Après trois mois de couvre-feu imposés par les autorités pour traquer les membres du PKK, retranchés dans le district de Sur, cinq quartiers de la ville restent interdits d'accès : «pour des raisons de sécurité» et «jusqu'à nouvel ordre», répondent laconiquement les nombreux policiers sur place.

«Ma maison est dans l'un de ces cinq districts, elle est sûrement détruite», confie Ahmed, dans le brouhaha incessant des camions bennes qui extraient dans le plus grand secret les gravats de la vieille ville. «En laissant le PKK prendre position dans le quartier, le DBP [Parti de la paix et de la démocratie, ndlr] et sa branche nationale, le HDP [Parti démocratique des peuples], ont perdu leur crédibilité auprès des habitants. Pis, ils nous ont laissé tomber après les combats», enrage Zeki, l'un des amis d'Ahmed. «Le pouvoir a été intelligent. Il a proposé à tous les habitants de Sur une aide mensuelle de 300 euros pour payer leur loyer. Autour de la table, on la touche tous», souligne-t-il, en désignant du menton ses voisins. «Mieux, ils nous ont donné du travail alors que l'activité économique est au point mort», expliquent ces jeunes désormais employés dans les mosquées et les espaces verts de la ville. «Ils ont su gagner les gens comme ça», reconnaît Zeki. Preuve en est : «Moi, jusqu'à ce jour, je votais pour le parti pro-

kurde mais ça, c'est terminé.»

Un constat d'échec que les élus pro-kurdes ne reconnaissent que du bout des lèvres. *«C'est vrai que les gens sont en colère et qu'ils s'éloignent du parti mais ça ne veut pas dire qu'ils vont vers l'AKP pour autant»*, tente de se rassurer un ponté régional du HDP qui soutient que le parti a dû faire avec les moyens du bord pour aider les habitants de la région. Lucide, il ne se fait pourtant guère d'illusions : *«On reconnaît que l'Etat a débloqué beaucoup d'argent pour reconstruire. C'est évident qu'il cherche à acheter les voix des gens. Mais au final, cet argent, les gens du sud-est en ont terriblement besoin.»* L'AKP n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. En septembre, le Premier ministre, Binali Yıldırım, a annoncé un plan d'investissements sans précédent dans les régions meurtries par une année de quasi guerre civile. Trois milliards d'euros pour *«rendre le sud-est heureux»*, a-t-il promis. Dans la hotte du chef du gouvernement : des avantages fiscaux pour attirer les investisseurs et un grand volet de reconstruction. 67 000 nouveaux logements, une quinzaine d'hôpitaux et trois stades de football devraient sortir de terre. Sans oublier 50 commissariats.

«Ceux qui nous ont remplacés sont de jeunes profs qui n'ont même pas passé d'examen, des enseignants low-cost, même pas titularisés.»

DENİZ professeur du syndicat Egitim-Sen

«Parce que oui, la sécurité reste l'une des priorités. C'est vital pour le bon développement de la région», rappelle Aydin Altaç, ancien chef de l'AKP de Diyarbakir et responsable local d'Askon (une association de businessmen proche du pouvoir). *«Mais il reste des efforts à fournir à Diyarbakir, le taux de chômage est encore de 30 %, deux fois plus que dans le*

reste du pays. La vraie priorité c'est la jeunesse», souligne-t-il. Pour cet avocat, il est urgent d'agir, sans rechigner à la dépense. *«Le PKK se nourrit de la détresse sociale et économique de la jeunesse kurde. Si on ne fait rien c'est lui qui en profitera.»* ◆



La police turque interpellant un professeur lors d'une manifestation à Diyarbakir le 9 septembre. PHOTO ILYAS AKENGİN. AFP

Turquie : deux kamikazes se font exploser à Gaziantep, trois policiers tués

AFP

Istanbul - (©AFP / 16 octobre 2016)

DEUX KAMIKAZES soupçonnés d'appartenir au groupe Etat islamique (EI) se sont fait exploser dimanche à Gaziantep (sud-est de la Turquie) à quelques heures d'intervalle lors d'une opération antiterroriste, causant la mort de trois policiers et en blessant plusieurs autres, selon des sources officielles.

A Gaziantep, ville proche de la Syrie, le premier kamikaze a déclenché ses explosifs alors qu'il était sur le point d'être arrêté lors d'un raid des forces de sécurité turques, a affirmé le gouverneur de la province, Ali Yerlikaya, dans une déclaration à la télévision.

Au moins neuf personnes - cinq policiers et quatre Syriens - ont également été blessées, a ajouté le gouverneur.

Plus tôt dimanche, des médias turcs avaient évoqué la mort de plusieurs kamikazes lors de ce premier incident, mais le gouverneur et le bureau du procureur local ont affirmé que le corps d'un seul kamikaze avait été retrouvé sur les lieux.

Selon le gouverneur, les autorités ont mené ce raid après avoir appris qu'un attentat-suicide était en préparation à Gaziantep contre une association culturelle de la minorité alévie. Ces informations et ce raid ont ensuite permis la découverte de cette cellule dormante de jihadistes présumés, dans une maison située dans un secteur essentiellement habité par des étudiants.

L'agence de presse turque Dogan a publié une vidéo montrant plusieurs suspects, les mains liées derrière le dos, embarqués dans un véhicule de police. La police a également saisi des ordinateurs et des disques durs lors de ce raid.

Elle a alors lancé une opération de recherche de suspects ayant fui les lieux.

Quelques heures plus tard, un second kamikaze s'est fait exploser - sans faire de victimes - pour ne pas être arrêté.

- Cellules dormantes -

Le gouverneur Ali Yerlikaya a affirmé que ce kamikaze avait été identifié comme Mehmet Kadir Cabaël, chef de la cellule attaques à la bombe du groupe Etat islamique dans la région de Gaziantep.

La police turque a arrêté dimanche 19 suspects pour des liens présumés avec l'EI, a également annoncé le gouverneur, qui a assuré que la Turquie continuera son combat contre tous les groupes terroristes, dont Daech, (acronyme arabe de l'EI).

La Turquie est aux prises depuis plus d'un an avec une vague d'attentats imputés soit à l'EI soit aux Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

En août, un jeune kamikaze lié à l'EI s'était fait exploser lors d'un mariage kurde à Gaziantep, provoquant un carnage : 57 morts, dont 34 enfants.

Les violences de dimanche dans cette ville frontalière interviennent alors que des rebelles soutenus par la Turquie viennent d'infliger une défaite à l'EI en s'emparant de Dabiq, ville du nord-ouest de la Syrie proche de la frontière turque.

Ankara a lancé le 24 août une offensive armée dans le nord de la Syrie, pour déloger les combattants de l'EI mais aussi les Kurdes, dont la Turquie redoute qu'ils n'arrivent à contrôler un long corridor près de sa frontière.

Les Etats-Unis avaient prévenu en septembre d'un risque d'attentat à Gaziantep contre des lieux fréquentés par des Occidentaux. La Turquie a reconnu que cette grande ville était un nid de jihadistes. ●



October 17, 2016

Mosul: Iraq and Kurdish troops make gains in battle

Iraqi pro-government forces have made gains at the start of a large-scale operation to retake Mosul, the last major stronghold of the so-called Islamic State (IS) in the country.

17 October 2016 www.bbc.com/

Iraqi government troops and Kurdish fighters launched their push towards the city in the early hours of Monday.

IS seized Mosul, then Iraq's second-largest city, in June 2014.

The UN has expressed concern for civilians caught up in the offensive, which could last for months.

The BBC's Orla Guerin, who is with Kurdish tank units advancing from the east, says they are now within 300m (about 1,000ft) of IS positions.

The Kurds seized several villages in the first few hours of the operation.

As the assault began, one Kurdish general told our correspondent: "If I am killed today I will die happy because I have done something for my people."

An Iraqi military source told the BBC that combat units had inflicted heavy losses on IS forces as they moved in on the Hamdaniya district, east of Mosul.

Pro-government forces have also made gains as they move on Mosul from the south, security sources say.

Meanwhile IS claimed that a number of suicide attacks targeting pro-government forces on the outskirts of the city had suppressed the advance.

The IS-linked news agency, Amaq, reported that eight suicide attacks had targeted Kurdish forces. But the group has not made an official comment on the launch of the offensive.

Iraqi government troops and Kurdish fighters are operating from Qayyarah airport, which was recaptured in August.

The US-led coalition fighting IS is backing the assault on the city, which has a population of approximately 650,000, with air strikes.

The BBC understands that British aircraft have also been involved in Monday's coalition air strikes on Mosul.

The RAF has been providing support to Iraqi troops in the build-up to the operation and will continue to play a "leading role" in the fight against IS, UK Defence Secretary Michael Fallon said.



Who is fighting?

About 30,000 pro-government troops are involved in the operation. The main assault is being led by Iraqi army troops.

About 4,000 Kurdish fighters are trying to clear villages to the east of Mosul, to allow the army to move in.

US Special Operations personnel are advising forces on the ground. Elite Iraqi counterterrorism forces are expected to join in the coming days.

An estimated 4,000-8,000 Islamic State fighters are defending the city.

Why Mosul matters

Mosul, the oil-rich capital of Nineveh province, is Iraq's second-largest city. IS militants overran it in June 2014.

Its capture became a symbol of the group's rise as a major force and its ability to control territory. It was there that IS leader Abu Bakr al-Baghdadi proclaimed a "caliphate" in parts of Iraq and neighbouring Syria.

The city was one of Iraq's most diverse, comprising ethnic Sunni Arabs, Kurds, Assyrians and Turkmens, as well as a variety of religious minorities.

While members of those minorities largely fled the onslaught by IS, many local Sunni Arabs initially welcomed the militants, angered by the sectarian policies of the previous Shia Arab-led central government.

But after two years of brutal IS rule, opposition has reportedly grown inside Mosul.

One major concern for those still there is the involvement of Shia militiamen in the offensive, after they were accused of sectarian abuses in other cities that have been recaptured.

Prime Minister Haider al-Abadi has sought to reassure them by saying only Iraqi security forces would be allowed to enter Mosul.

Even if IS is driven out of Mosul, the group will still control areas of northern and eastern Iraq.

What about the civilians in Mosul?

Up to 100,000 Iraqi civilians may flee to Syria and Turkey to escape the military assault in Mosul, the UN says.

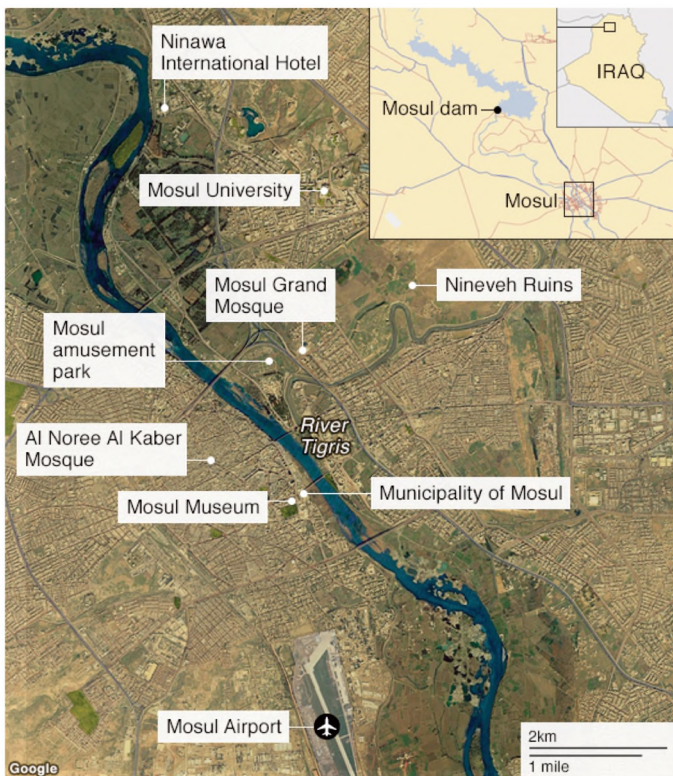
The UN High Commissioner for Refugees has issued an appeal for an additional \$61m (£50m) to provide tents, camps, and winter items such as blankets for displaced people inside Iraq and the two neighbouring countries.

UN humanitarian chief Stephen O'Brien said: "I am extremely concerned for the safety of up to 1.5 million people living in Mosul who may be impacted."

Many are expected to be caught in the fighting. There are fears that residents could be used as human shields by IS.

As many as a million people could be forced to flee their homes.

Most are expected to leave "with only the clothes on their backs," Becky Bakr Abdulla of the Norwegian Refugee Council told AFP news agency. ●



Iraqi and Kurdish forces push to retake Mosul from Islamic State in large-scale military operation

Oct. 17, 2016 by Chris Enloe (AP)
<http://www.usatoday.com>

KHAZER, Iraq — Columns of Iraqi and Kurdish forces backed by U.S.-led airstrikes slowly advanced on Mosul from several directions on Monday, launching a long-awaited operation to retake Iraq's second largest city from the Islamic State group.

As airstrikes sent plumes of smoke into the air and heavy artillery rounds rumbled, troops pushed into abandoned farming villages on the flat plains outside the city. But they were slowed by roadside bombs and by suicide car and truck bombs hurled at them by the militants.

The unprecedented operation is expected to take weeks, even months. Though some of the forces are less than 30 kilometers (20 miles) from Mosul's edges, it was not clear how long it will take to reach the city itself. Once there, they have to fight their way into an urban environment where more than 1 million people still live.

Aid groups have warned of a mass exodus of civilians that could overwhelm refugee camps.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi announced the start of the operations on state television, launching the country's toughest battle since American troops withdrew from Iraq nearly five years ago.

"These forces that are liberating you today, they have one goal in Mosul, which is to get rid of Daesh and to secure your dignity," al-Abadi said, addressing the city's residents and using the Arabic acronym for IS. "God willing, we shall win."

Mosul, Iraq's second largest city, fell to IS in the summer of 2014 as the militants swept over much of the country's north and central areas. Weeks later the head of the extremist group, Abu Bakr al-Baghdadi, announced the formation of a self-styled caliphate in Iraq and Syria from the pulpit of a Mosul mosque.

If successful, the liberation of Mosul would be the biggest blow yet to the Islamic State group. Al-Abadi pledged the fight for the city would lead to the liberation of all Iraqi territory from the militants this year.

In Washington, Defense Secretary Ash Carter called the launch of the Mosul operation "a decisive moment in the campaign" to defeat IS. The U.S. is providing airstrikes, training and logistical support, but insists Iraqis are leading the charge.

More than 25,000 troops will be involved in the operation, launching assaults from five directions, according to Iraqi Brig. Gen. Haider Fadhil. The troops include elite special forces who are expected to lead the charge into the city, as well as Kurdish forces, Sunni tribal fighters, federal police and state-sanctioned Shiite militias.

The Kurdish forces, known as peshmerga, advanced in long columns of armored vehicles followed by hundreds of pickup trucks on a cluster of some half dozen villages east of the city on Monday.

Airstrikes and heavy artillery pounded the squat, dusty buildings. The area — historically home to religious minorities brutally oppressed by IS — was almost completely empty of civilians, allowing air power to do much of the heavy lifting.

But Lt. Col. Mohammad Darwish said the



Peshmerga commanders on the ground estimated they retook nine villages.



A member of the Western forces supporting the Iraqi and Kurdish forces attacking ISIS in Mosul in the east of the Iraqi city, on October 17. Azad Lashkari/reuters

main roads and fields were littered with homemade bombs and that suicide car bomb attacks slowed progress.

Fighters entered the villages in Humvees but did not get out of their vehicles because it was too dangerous, a Peshmerga major said, speaking on condition of anonymity as he was not authorized to brief the press.

The IS-run new agency, Amaq, said the group carried out eight suicide attacks against Kurdish forces and destroyed two Humvees belonging to the Kurdish forces and Shiite militias east of the city.

The Kurdish Rudaw TV broadcast images of Kurdish tanks firing on two trucks it said were IS suicide attackers. One of the trucks crashed into a tank and exploded. There was no immediate word on casualties from that attack or other fighting on Monday.

Just outside Baghdad — more than 225 miles (360 kilometers) southeast of Mosul — a suicide car bomber hit a checkpoint of security forces in the town of Youssifiyah, killing at least 12 people and wounded more than 30, officials said. They spoke on condition of anonymity as they were not authorized to talk to the media.

Iraqi army Lt. Gen. Talib Shaghatai told The Associated Press that the Mosul operation "is going very well," but declined to give details. He said intelligence reports indicated that IS militants were fleeing toward Syria with their families.

IS once controlled nearly a third of Iraq and neighboring Syria. But over the past months, their territory has been dramatically reduced. In Iraq, their control is now limited to the area around Mosul and a few other small pockets.

For the Iraqi military, the battle is a test after two years of trying to rebuild from the humiliating defeat it suffered in the face of the IS blitz in 2014.

Mosul is also a test for the government's ability to control the multiple sectarian and ethnic tensions swirling around the conflict.

Mosul is a mostly Sunni city that was long a center of bitterness against the Shiite-led government, fueling insurgent and militant movements ever since the U.S.-led invasion of Iraq in 2003. While two years of IS rule may have left residents hating the militants, there is also likely little love for the government.

The role of the Shiite militias in the offensive has been particularly sensitive. Shiite militia forces

have been accused of carrying out abuses against civilians in other Sunni areas.

But Sunnis are also suspicious of the Kurds, who have ambitions to expand their self-rule area into Ninevah province, where Mosul is located.

Lt. Col. Amozghar Taher, with the peshmerga, said his men would not enter Mosul itself because of "sectarian sensitivities." Instead they will retake the villages to east of the city, home to Christians and the Shabak, another minority group.

Iraqi special forces Lt. Col. Ali Hussein said the Kurdish forces are leading the first push on Mosul's eastern front. His men will likely wait another day or two near the town of Khazer.

U.S. Lt. Gen. Stephen Townsend, commander of the anti-IS coalition, said in a statement it could take "weeks, possibly longer" to gain control of Mosul.

Military operations are predicted to displace 200,000 to a million people, according to the United Nations. Near the eastern front line, rows of empty camps line the road, ready to take in people fleeing. But aid groups say they only have enough space for some 100,000 people.

In Geneva, a senior U.N. humanitarian official, Undersecretary-General Stephen O'Brien, said he's "extremely concerned" for the safety of civilians in Mosul.

He said families are at "extreme risk" of being caught in crossfire, tens of thousands may end up besieged or held as human shields, and thousands could be forcibly expelled.

In the midst of financial crisis, the Iraqi government says it lacks the funds to adequately prepare for the humanitarian fallout. In some cases commanders say they are encouraging civilians to stay in their homes rather than flee.

"While we may be celebrating a military victory" after Mosul is liberated, "we don't want to have also created a humanitarian catastrophe," said Falah Mustafa, the foreign minister for Iraq's Kurdish region. ■

En Irak, la bataille de Mossoul a commencé

Les forces kurdes ont lancé lundi les opérations de reconquête du fief irakien de l'organisation Etat islamique

KHAZIR, TEL-ASWAD (IRAK) -
envoyés spéciaux

A l'aube, lundi 17 octobre, les colonnes de humvees et de blindés des combattants kurdes irakiens se sont mis en mouvement, pour porter l'offensive contre les combattants de l'organisation Etat islamique (EI) dans la plaine de Ninive, qui s'étend à l'est de Mossoul. Quelques heures plus tôt, le premier ministre irakien, Haider Al-Abadi, avait officiellement lancé l'opération de libération de la grande ville du nord de l'Irak, tombée aux mains de l'EI en juin 2014. A l'approche des trois premiers villages, les combattants peshmergas et les forces spéciales kurdes, en première ligne des combats, ont été accueillis par des tirs de mortier. Des véhicules blindés des forces spéciales américaines étaient présents à leurs côtés. Au petit matin, les avions de la coalition internationale ont entamé leurs frappes contre les positions djihadistes.

Après de longues et intenses négociations sur le plan de bataille et l'avenir politique de la ville après la libération, Bagdad et Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, se sont mis d'accord pour laisser aux combattants kurdes le privilège de mener les premiers combats. Une division blindée de la 9^e division de l'armée irakienne intervient également sur ce front.

La participation des peshmergas devrait cependant rester symbolique. Une fois qu'ils auront libéré une bande de six kilomètres jusqu'à hauteur des villages de Bartella et de Bashika, les peshmergas cesseront leur avancée. Ils devront sécuriser cette zone, qu'ils entendent conserver sous leur contrôle à l'issue de la bataille. Depuis ce point, le relais sera alors pris par les forces antiterroristes irakiennes (ICTF), qui iront porter l'assaut sur les faubourgs Est de Mossoul.

Dernière grande bataille

Sur le campement improvisé dans le village de Tel-Aswad, à la lisière de la région autonome du Kurdistan irakien, les forces antiterroristes irakiennes vauquaient, lundi matin, à leur routine. Du front où



Un convoi de peshmergas fait route vers Mossoul depuis Khazir, lundi 17 octobre.

BRAM JANSSEN/AP

sont engagés les peshmergas, on ne perçoit que les tirs d'artillerie et les frappes menées par la coalition internationale. Des colonnes de fumée se dessinent depuis la plaine vallonnée, vaste étendue de terre et d'herbes jaunies. Plus de 2 000 hommes sont répartis dans les maisons abandonnées, leurs humvees garés le long des palissades, dans l'attente de l'ordre de déploiement. «*Les peshmergas ont quarante-huit heures pour mener leurs opérations, après quoi les forces antiterroristes irakiennes entreront en action depuis plusieurs points d'attaque*», confirme le colonel Arkan, coordinateur des frappes aériennes au sein de l'ICTF.

L'armée et la police fédérale irakiennes, appuyées par les unités de la mobilisation populaire (MP) – composées en majorité de milices et de volontaires chiites – doivent quant à elles entamer leur avancée depuis la base de Qayyarah, à soixante kilomètres au sud de la ville. Selon l'accord négocié entre Bagdad et Erbil, seules l'armée et la police fédérale seront autorisées à entrer dans Mossoul. Les autorités locales de cette ville

La présence de plus de 1,5 million de personnes dans la ville, selon l'ONU, est le principal défi opérationnel



à majorité sunnite ont exigé que les unités de la MP soient tenues à l'écart, de crainte que les volontaires et miliciens chiites ne se livrent à des exactions contre les populations restées sous l'emprise de l'EI. La Turquie, dont des forces sont déployées sur la base de Bashika, a menacé d'intervenir si cet accord n'était pas respecté. Elle a en tête le précédent de la bataille de Fallouja, fief de l'EI dans la province sunnite de l'Anbar libéré en juillet 2016, où les milices s'étaient déployées, aussitôt les quartiers du centre-ville repris aux combattants djihadistes.

Un troisième front doit être ouvert par l'armée irakienne et les combattants sunnites de la mobilisation nationale au nord de Mossoul pour encercler totalement la ville et mener l'assaut sur Tal Afar. Plus de 80 000 forces ont été mobilisées pour cette dernière grande bataille contre les combattants de l'EI en Irak. Ce dispositif d'envergure est à la mesure de l'enjeu que représente la reconquête de Mos-

soul, une ville de deux millions d'habitants dont les djihadistes ont fait leur « capitale » irakienne en juin 2014. La présence de plus de 1,5 million de personnes dans la ville, selon les estimations de l'ONU, est le principal défi opérationnel posé aux forces irakiennes.

Quelques heures avant le début des opérations, des tracts ont été dispersés au-dessus de la ville par les airs, enjoignant la population à rester à l'abri dans les maisons. Les combattants de l'EI – qui seraient au moins au nombre de 3 000 dans la ville et ses alentours, selon un officier des renseignements des forces antiterroristes irakiennes – ont resserré leur étau contre la population. Au cours des trois derniers jours, 58 habitants de Mossoul ont été exécutés, après que les combattants djihadistes ont découvert des téléphones portables en leur possession. ■

ALLAN KAVAL
ET HÉLÈNE SALLON

En Syrie, les djihadistes cèdent Dabiq, leur ville symbole, sans résister

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAMAS

OUBLIÉ le symbole, pourtant savamment entretenu par leur propagande, les djihadistes ont abandonné Dabiq, sans vraiment combattre. Cette ville de 5 000 habitants proche de la frontière turque, où l'État islamique avait promis de livrer la bataille finale contre les « infidèles », a été reprise dimanche par des rebelles syriens modérés, soutenus par Ankara.

« Les djihadistes se sont retirés de Dabiq », confirme l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui dispose d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre. Sur les médias sociaux, ils sont nombreux à railler les rododromes des sympathisants de l'EI. Dans la foulée, les insurgés syriens ont également pris Soran, une localité mitoyenne.

Après Tikrit et Faloudja en Irak, où les djihadistes avaient déjà peu combattu, les mêmes ont préféré sauver leur peau plutôt que de subir une cuisante défaite dans cette ville qui ne présentait aucun intérêt stratégique. La direction de l'EI a tiré les leçons de ses erreurs passées : à l'automne 2014, elle avait opté pour une guerre totale dans la ville voisine de Kobané, bombardée pendant des semaines par l'aviation américaine, avant de tomber finalement en janvier 2015. Une option qui valut de nombreuses pertes humaines à Daech, dont la direction se

retrouva accusée par certains cadres d'avoir fait un pari suicidaire. Aujourd'hui que l'EI joue sa survie avec des territoires sous son contrôle en contraction, c'est le pragmatisme qui semble l'emporter. En sera-t-il de même à Mossoul ? C'est l'une des principales inconnues de la bataille qui commence.

Comme en Irak, Daech recule dans la partie syrienne de son califat. Au cours des derniers mois, l'EI a perdu les villes de Manbij, Djarabulus et al-Raï, dans le Nord syrien, où l'offensive militaire lancée fin août par la Turquie a chamboulé la donne. Dans cette région, Daech ne contrôle plus que la ville d'al-Bab. Les djihadistes n'ont quasiment plus de porte de sortie vers leur ex-base arrière turque, depuis que le président Recep Tayyip Erdogan a décidé de lancer ses chars contre ses ennemis islamistes et kurdes.

Beaucoup d'acteurs aux intérêts contradictoires

Désormais, « l'objectif est de libérer al-Bab », a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavusoglu. Mais la bataille d'al-Bab s'annonce autrement plus difficile dans la mesure où l'armée syrienne est, elle aussi, sur le pied de guerre aux portes de la ville, ainsi que les Forces démocratiques syriennes, une coalition arabo-kurde qui est l'ennemi juré de la Turquie. Cela fait beaucoup d'acteurs aux intérêts contradictoires.

Plus encore qu'en Irak, le front syrien de la guerre contre Daech est un imbro-



glio. Les djihadistes y sont repliés à Raqqa ainsi que dans une grande partie de la ville de Deir ez-Zor dans le désert. Cette portion de territoire le long de l'Euphrate est souvent vue comme un possible refuge des djihadistes qui fuiraient Mossoul, si jamais l'option du non-combat était une fois encore retenue par la direction de l'EI. Et pour peu que Bagdad et ses alliés occidentaux consentent à leur laisser une porte de sortie. « Les Français, plus que les Américains, tiennent à encercler hermétiquement Mossoul où résident de nombreux djihadistes français, pour ne pas les laisser partir vers l'ouest et la Syrie », affirme au Figaro un diplomate irakien.

Contrairement à l'Irak où les Occidentaux disposent d'alliés au sol, en Syrie, les seuls combattants sur lesquels Washington et Paris peuvent compter sont les rebelles kurdes syriens, toute coopération avec les forces syriennes loyales à Bachar el-Assad étant inenvisageable. Mais avec le réalignement turc de l'été, une participation kurde à la bataille de Raqqa est inacceptable pour Ankara. Dans ces conditions, quelles forces pourront mener la bataille dans ce qu'il reste de territoires syriens aux mains de l'EI ? Les Russes et leurs alliés du régime d'Assad ? ■

Le Monde

MERCREDI 19 OCTOBRE 2016

L'UE sanctionne la Syrie, pas la Russie

Les Européens assimilent les frappes sur Alep à des crimes de guerre

LUXEMBOURG - envoyé spécial

En désaccord sur d'éventuelles sanctions contre la Russie pour son rôle dans les bombardements meurtriers d'Alep, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, réunis à Luxembourg, lundi 17 décembre, ont cependant approuvé le principe de nouvelles mesures restrictives contre « des individus et des entités » qui soutiennent le régime du président syrien, Bachar Al-Assad. Avec le faible espoir qu'une telle mesure servira à quelque chose.

La liste des personnes visées doit être établie dans les prochaines semaines. Jusqu'alors, 208 membres du régime et 69 entités

étaient visés, les relations avec la banque centrale de Syrie suspendues et un embargo décrété sur les armes et le pétrole.

Avant même le début de la réunion, on avait pu mesurer l'ampleur des divergences entre les ministres quant au ton à adopter face à Moscou. Jean-Marc Ayrault se demandait si la logique russe de destruction allait conduire à un nouveau Grozny, la capitale de la Tchétchénie dévastée par l'armée russe en 1999-2000. Des pays d'Europe centrale et orientale exigeaient la plus grande fermeté. D'autres en revanche, Grèce et Hongrie notamment, se demandaient s'il fallait même mentionner la Russie dans le texte final. Quant aux sanctions, l'Allemand Frank-Walter

Steinmeier se disait « sceptique ».

Huit heures de répit

L'UE s'en tient donc à exiger la fin des bombardements sur Alep – la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a au moins pu juger « positive » la décision de Moscou de les suspendre durant huit heures, jeudi 20 octobre – et un accès humanitaire pour soulager la population. La déclaration finale indique aussi que le fait de viser des hôpitaux, des écoles ou des infrastructures essentielles, ainsi que l'utilisation de barils d'explosifs, de bombes à fragmentation et d'armes chimiques, « pourrait équivaloir à des crimes de guerre ».

Enfin, le communiqué exige « la création des conditions en vue

d'une transition politique crédible et inclusive », avec l'espoir d'un rôle actif de l'UE. Ces propos ont été maintes fois répétés alors que certains ministres se demandent ouvertement si, en réalité, l'action diplomatique ne touche pas ses limites face à la catastrophe humanitaire et à la volonté de Damas et de ses alliés de changer radicalement la donne sur le terrain. ■

JEAN-PIERRE STROBANTS

À l'est de Mossoul, les pechmergas passent à l'attaque

Lundi à l'aube, les forces kurdes ont entrepris la reconquête de villages tenus par Daech, à une vingtaine de kilomètres de la deuxième ville d'Irak.



Un convoi de pechmergas se dirige, lundi, vers le front du Khazir, à 30 kilomètres à l'est de Mossoul. BRAM JANSSEN/AR

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberle
ENVOYÉ SPÉCIAL SUR LE FRONT DU KHAZIR
(NORD DE L'IRAK)

C'EST UNE NUIT d'un calme étonnant. Une nuit silencieuse sans bombardements aériens et sans le bourdonnement familier des vols de reconnaissance dans un ciel saturé depuis deux ans par les chasseurs de la coalition internationale. Les troupes kurdes sont en stand-by tout au long de la ligne de front du Khazir, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Mossoul. Il faut pour les rejoindre emprunter la route nationale qui reliait Erbil, siège du gouvernement de la région autonome du Kurdistan irakien, à Mossoul, la deuxième ville d'Irak et « capitale » en suspens d'un califat en déconfiture. Puis traverser une rivière par un pont militaire en métal. Et enfin s'enfoncer dans la plaine de la Ninive, l'ancien cœur de l'Empire assyrien et théâtre d'une fameuse bataille entre les armées byzantines et sassanides.

Le déclenchement de la nouvelle guerre a été annoncé dimanche par un tweet du président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani. Elle oppose, avec le soutien militaire des Occidentaux, une armada hétéroclite, composée d'Irakiens chiïtes ou sunnites, de Kurdes et même, en second radeau, de Turcs, à quelques milliers de partisans de l'État Islamique. Deux années ont été nécessaires pour préparer et parvenir à faire cohabiter tant bien que mal les membres du premier camp. Deux longues années mises à profit par Daech pour asservir, prospérer et terroriser.

La grande explication finale commence par des claquements de portes de voiture et des pharès qui s'allument

dans l'obscurité. Des chars soviétiques T-55 crachent des nuages noirs de fumée, pivotent maladroitement dans le sable et écrasent la piste. Une colonne composée d'une centaine de blindés et d'un millier d'hommes s'ébroue. Elle traverse en suivant la ligne de front un village fantôme éclairé par les lumières crues de projecteurs pour repérer les tentatives d'infiltration de commandos suicides. « Nous allons attaquer sur trois axes. Sur le front du Khazir sont réunies les forces de soutien kurdes dirigées par Sihad Barzani, le frère du président, et les forces de sécurité intérieure. Notre ordre

« Quand les réfugiés seront rentrés chez eux, un référendum sera organisé pour savoir s'ils sont en faveur de l'Irak ou de notre Kurdistan »

UN COMMANDANT PECHMERGA

de mission est précis et détaillé : progresser dans un cadre fixé à l'avance. Nous n'avons pas prévu d'entrer dans Mossoul », dit le général Burkan, en pianotant sur son téléphone à l'avant d'un véhicule tout-terrain. On avance au pas. Le programme du jour prévoit la reprise d'une dizaine de villages dans un périmètre comprenant des localités shabakes, habités jusqu'à l'arrivée de Daech en juillet 2014 par des chiïtes kurdophones versés dans l'ésotérisme, et la bourgeoisie chrétienne de Karamlesh.

Le soleil se lève lorsque les blindés franchissent une brèche percée dans les talus de la ligne de front. Les engins de déminage ouvrent la marche, suivis par



Le temps est venu de commencer la libération de Mossoul

MASSOUD BARZANI, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL KURDE D'IRAK, ANNONÇANT LE DÉBUT DE L'OFFENSIVE SUR SON COMPTE TWITTER.

des automitrailleuses et des chars d'assaut. Recouverte de broussailles, la steppe s'étire jusqu'aux villages d'où partent des balles traçantes.

Au loin, résonnent des tirs et des explosions. Les djihadistes offrent une résistance certaine. Leur tactique est désormais bien connue : ils s'enterrent dans les tunnels creusés dans les sous-sols des maisons, actionnent des voitures piégées ou lancent des kamikazes en direction de l'ennemi. L'un d'eux est parvenu à s'extraire de la localité de Badani à bord d'un véhicule bourré d'explosifs. Il part en fumée en rase campagne dans un énorme fracas.

Au bout de deux heures d'opération, les combats baissent d'intensité malgré leur déplacement d'un village à l'autre. La dernière poche djihadiste du secteur est encerclée. Mais la stratégie du rouleau compresseur bâtie sur l'appui des frappes aériennes et le surnombre au sol à ses limites. Dans les agglomérations reprises aux islamistes, quelques partisans isolés de l'État islamique continuent à narguer les Kurdes. Les extraire relève de l'exercice à la pince à escargots.

Deux obus sont tirés vers la ligne de front devenue une ligne arrière. L'un

d'eux passe au-dessus de guetteurs et s'écrase sur un bâtiment. Des témoins affirment avoir vu passer deux djihadistes à moto. « Ça venait du village d'en face », tranche, une paire de jumelles vissée sur les yeux, un officier installé dans un poste d'observation sur un siège à roulettes surélevé par un gros coussin.

Les troupes kurdes sont parties au combat sans manifester d'émotion particulière. Des mois de guerre d'usure les ont aguerris. Les combattants des montagnes ont appris à cogner dans la plaine et à grignoter de l'espace face à des djihadistes aux méthodes peu conventionnelles. La bataille vise autant à démolir l'État islamique qu'à obtenir des gains politiques. En progressant dans la plaine de la Ninive, les pechmergas entrent dans les « territoires disputés », ces secteurs de l'Irak abandonnés par Bagdad face à Daech en 2014 et revendiqués par Erbil.

La région, berceau des chrétiens d'Orient, est une mosaïque de minorités ethniques et religieuses qui a volé en éclats. La mise en place de l'opération de reconquête des cités chrétiennes comme l'emblématique Qaraqosh, voisine du périmètre concerné par l'opération kurde de ce lundi, a donné lieu à

d'après négociations. L'accord entre le gouvernement irakien et les Kurdes est millimétré. Il prévoit une libération de la ville syrienne ainsi que de la localité araméenne de Bartalla par l'armée irakienne. Sur le front, la cohabitation se déroule, pour l'instant, sans accrochage. Mais le gouvernement d'Erbil n'a pas dit son dernier mot. « Quand les réfugiés seront rentrés chez eux, un référendum sera organisé pour savoir s'ils sont en faveur de l'Irak ou de notre Kurdistan », prédit un commandant pechmerga.

Une fois libérée, Qaraqosh devrait bénéficier de la protection des NPU, les unités de protection de la plaine de la Ninive, une milice d'autodéfense chrétienne. Reste à savoir quand elle pourra se déployer. Car la sécurisation des localités reprises à Daech est complexe. Les djihadistes laissent derrière eux des pièges mortels nichés dans leurs fortifications. Dans les premiers villages libérés, les démineurs et les pelleuses sont entrés en action. ■

LE FIGARO

18 octobre 2016

Une opération militaire en quatre phases menée par une coalition fragile

ALAIN BARLUET @abarluet

CONFORMÉS aux schémas habituellement élaborés par les militaires américains, les plans pour la bataille de Mossoul qui s'engage prévoient quatre étapes. Tout d'abord, la phase de préparation, assez longue, a été marquée par la consolidation progressive des approches, le « nettoyage » des poches occupées par Daech sur les grandes voies d'accès menant à Mossoul, et la mise en place d'une base arrière, à Qayyarah, à 60 kilomètres au sud de la grande ville du nord de l'Irak. La deuxième phase, celle de la conquête, a commencé lundi, à partir de l'Est. Forces irakiennes et milices chiites devraient ensuite « monter » depuis Qayyarah. Un troisième front devrait être ouvert au nord de Mossoul par l'armée irakienne et des combattants sunnites. Au total, un « rouleau compresseur » visant à resserrer l'étau autour de l'objectif avant de l'investir. Cette séquence offensive peut susciter deux types de réactions de la part de l'État islamique, dont les forces présentes compteraient de 3000 à 9000 hommes – une densité modeste rapportée au 1,5 million d'habitants de Mossoul. Première option, peu probable, Daech refuse le combat et se retire sans s'accrocher au terrain pour ne pas perdre de forces. La seconde attitude possible est plus réaliste si on se reporte aux précédents de Rama-



ASHTON CARTER

SECRÉTAIRE À LA DÉFENSE AMÉRICAIN

« C'est un moment décisif dans la campagne pour infliger à l'EI une défaite durable »

ERNST/REUTERS

di, Faloudja ou Tikrit : Daech résiste et s'efforce de mener le plus longtemps possible le combat en cherchant à « pourrir » la situation. Dans les cas cités plus haut, cette phase a duré environ un mois...

La troisième phase sera celle de la sécurisation. Il s'agira de nettoyer la ville de diverses menaces - snipers, mines et autres pièges que Daech n'aura pas manqué de poser. Cette étape clé pour la stabilisation - y compris politique - de Mossoul devrait durer au moins autant de temps que la conquête, estime Michel Goya, ancien colonel et historien. La quatrième phase, classique elle aussi pour les planificateurs américains, bien que peu définie encore, sera celle du contrôle. Avec une question cruciale, celle de savoir qui restera sur place... Les Américains ont évoqué, pour cette quatrième phase, une force sunnite comprenant 25000 hommes.

Des événements pourraient interférer avec les opérations, notamment la crise humanitaire, potentiellement massive. Autre hypothèque, les divergences d'intérêts entre les forces locales. Un aspect que l'accord entre les autorités kurdes

d'Erbil et le gouvernement irakien est censé avoir pris en compte. Autre incertitude, la capacité des forces anti-Daech à combattre efficacement et dans la durée. Les quatre divisions de l'armée irakienne

(de 6000 à 7000 hommes chacune) assureront les gros des combats. Mais elles subissent la fatigue des combats de ces derniers mois. Une division des tâches s'esquisse. Les autres forces seront « en bouclage », les Kurdes s'en tenant à leur zone de peuplement.

Le rôle de la France est limité. Ses missions de formation des forces locales seraient efficaces. Mais les possibilités de frappes (aériennes ou par les canons CAESAR) risquent de s'amenuiser à mesure que les combats se rapprochent de Mossoul et de sa population. Quant au *Charles de Gaulle*, en mer depuis le 6 septembre, il se trouve en « escale d'alerte », à Limassol ; à Chypre, pour quelques jours. Il s'agit « d'assurer la régénération des hommes et du matériel avant la participation du porte-avions à la bataille de Mossoul, qui peut durer », dit-on à la Défense.

President Barzani hails historic coordination between Kurdish and Iraqi forces

By Rudaw.net 17/10/2016

KHAZIR FRONT -- Masoud Barzani, President of the Kurdistan Region, who has been overseeing the Peshmerga forces participation in today's offensive, made an address from the Khazir frontline Monday afternoon. He hailed the historic coordination between Peshmerga and Iraqi forces, paid tribute to those who have been killed in the offensive, and pledged continued coordination with the Iraqi central government in Baghdad, including finding a political solution to the governance of Mosul after its liberation.

The full text of his address follows:

Today is a historical day. It has been a long time since there were so many meetings between the central government and the Kurdistan Regional Government to liberate Mosul.

We met with Prime Minister Abadi during our visit to Baghdad and we decided to begin the operation. And today at 6am we began the liberation process and it is successful so far. We have liberated 200 square kilometres so far. This is the first step in the liberation as a joint military offensive between Peshmerga forces and the Iraqi army.

I would like to thank the international coalition for all the support they have provided. I would like to extend my appreciation and congratulations



President Masoud Barzani speaking on the Khazir frontline. Photo: Rudaw video

to the Peshmerga and all the Iraqi forces for their heroic mission.

This is the first time the blood of the Peshmerga and the Iraqi forces are mixed. We hope it's a good start to create a bright future for both sides.

We hope Mosul will be liberated through this offensive, but that does not mean it's the end of terror. It's also a sign that Baghdad and Erbil should coordinate with the support of coalition forces.

We assure the Mosul citizens that they will be safe and they will return to their normal life. We hope there will be no revenge between

powers or anyone.

In the end, I would like to express my condolences to all martyrs and wounded forces. I pray the injured recover quickly.

Barzani added the following statements in reply to reporters' questions:

"This is the first time the Peshmerga and Iraqi forces have coordinated to fight an enemy in one place."

"The roles of the Iraqi forces and our forces was well planned – where we will be and where they will be during and after the operation. I do not think there will be any disputes

between us and the central government over disputed areas."

"We agreed to launch a joint committee to deal with any political issues that may arise after the Mosul operation."

"There is good coordination between Peshmerga and Iraqi forces. The achievements of today were proof of this."

"We believe there should be an understanding between Baghdad and Ankara," he said in answer to a question regarding the involvement of Turkish troops in the Mosul battle.

"The coordination between Iraqi forces and the Peshmerga will continue and we expect the process be a long one. It is just the beginning of the operation. We are ready for any kind of coordination."

"Iraqi forces went to Ramadi without the Peshmerga forces. The role of both Iraqi and Peshmerga forces are clear and we are ready to provide any kind of support that is required from us."

"I cannot say how long the operation will take, but we are ready for as long as it takes."

When asked about the trenches built from Tal Afar, in the north, to Khanaqin, in the southern reaches of the Kurdistan Region, Barzani answered, "We have built trenches to keep ISIS militants at bay."

"1.8 million internally displaced persons are settled in the Kurdistan Region and we expect more to flee to the Kurdistan Region. This is beyond the capacity of the Kurdistan Regional Government. We have discussed this with the United Nations and we have raised our concerns, so more support should be provided."

"We will not let Mosul be another Aleppo," Barzani added.

"I want to point out one thing – no forces in the world could have obtained a victory with the kind of weapons we are fighting with." ■

Erdogan menace de recourir à un "plan B" si la Turquie n'est pas associée à l'offensive de Mossoul

Ankara, 14 octobre 2016 (AFP)

LE PRÉSIDENT TURC Recep Tayyip Erdogan a menacé vendredi de recourir à un "plan B" si l'armée turque n'est pas associée à l'offensive attendue pour chasser les jihadistes du groupe Etat islamique de Mossoul, leur bastion irakien.

Après avoir envoyé depuis décembre 2015 des centaines de militaires sur une base à Bachîqa, dans la région de Mossoul, pour entraîner des volontaires sunnites en vue d'une reconquête du bastion irakien de l'EI, Ankara semble tenue à l'écart alors que les préparatifs pour une offensive battent leur plein.

Ankara redoute par ailleurs la participation éventuelle à l'offensive de Mossoul de milices chiites ou de groupes armés kurdes affiliés à l'ennemi juré d'Ankara, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, considéré comme "terroriste" par la Turquie).

"Nous sommes déterminés à prendre notre place au sein de la coalition en Irak, pour l'unité de l'Irak. Si les forces de la coalition ne veulent pas de la Turquie, nous

mettrons en oeuvre un plan B. Et si celui-ci ne marche pas, nous lancerons un plan C", a déclaré M. Erdogan au cours d'un meeting à Konya, dans le centre de l'Anatolie.

Il n'a toutefois pas donné de précision sur les mesures prévues dans ces plans.

Les relations entre Ankara et Bagdad se sont tendues ces dernières semaines, après que l'Irak a rejeté la prolongation par le parlement turc du mandat accordé aux militaires turcs pour intervenir en Irak notamment.

L'Irak a estimé que les militaires turcs présents sur son sol constituaient "une force d'occupation", provoquant l'ire des responsables turcs.

Sur un ton dédaigneux, M. Erdogan n'a pas hésité à sommer le Premier ministre irakien Haidar al-Abadi de "rester à sa place".

"Vous nous avez invités à Bachîqa, et maintenant vous nous dites de partir ? Désolé, mais mes compatriotes sont là : mes frères turkmènes, arabes, kurdes sont là. Et ils nous disent +venez+ et +aidez-nous+", a insisté M. Erdogan.

Plus de 1,5 million de Turkmènes (ou Turcomans) vivent dans le nord de l'Irak, qui fut un territoire de l'empire ottoman pendant quatre siècles. ●

The Battle Against ISIS in Mosul Could Lead to an Independent Iraqi Kurdistan

By Janine di Giovanni 10/18/2016
<http://europe.newsweek.com>

“When America needs us, they call,” the woman tells me. “But will they forget what we have done when we need them?”

Khota Kider is a commander of a female Kurdish brigade, and her question resonates here in Iraqi Kurdistan, on the front lines in the war against the Islamic State group (ISIS).

A stateless people of roughly 25 million, Kurds live in oil-rich parts of Iraq, Turkey, Iran and Syria. They're known for their skill on the battlefield, and they've long felt that other countries—especially the U.S.—use them as proxies, then abandon them when they're no longer needed.

Iraqi Kurds are expected to play a crucial role in the battle of Mosul, which began on October 17 and is being led by Iraqi forces with some help from the U.S. While some worry about another betrayal, most still hope their reward will finally be independence—or at least greater sovereignty. “The independence of Kurdistan is the right of our people,” Nechirvan Barzani, the Iraqi Kurdish regional prime minister, told Voice of America last summer. “We will decide the extent of our borders by what has been liberated.”

Unfortunately for the Kurds, it's not entirely up to them, and it never has been. Kurdish history is a litany of Western betrayals. In 1920, after World War I, Great Britain, France, Italy and the Ottoman Empire agreed to an independent Kurdish state. But just three years later, in a separate treaty, the Allies recognized Mustafa Kemal Atatürk's Turkey—leaving the Kurds without a home.

Since then, different Kurdish groups have tried, and failed, to form their own states. Case in point: Iraq. In the early 1970s, when that country was aligned with the Soviet Union, the Shah of Iran persuaded the United States to arm Iraq's Kurds to fight Iraqi dictator Saddam Hussein. Eventually, however, Iran withdrew its support, as did the United States, and once again the Kurds felt betrayed.

About a decade later, after Tehran's Islamic Revolution, and with Iran and Iraq at war, the U.S. began helping Baghdad, which meant indirect support for Hussein's long-running battle with Kurdish separatists. In 1988, during the final days of the conflict, Hussein's forces used chemical weapons and indiscriminate bombing to slaughter tens of thousands of Kurds.

Since the American invasion of Iraq in 2003, the country's Kurds have controlled a semiautonomous region in the north. This area has been relatively safe and stable compared with the rest of the nation, where sectarian violence has flared for more than a decade. And since the rise of ISIS, Kurdish peshmerga fighters have been the most competent and successful force battling the



jihadi group in Iraq.

Syria's Kurds have also been successful against ISIS, especially in the battle for Kobani near the Turkish border; the Kurdish People's Protection Units (known by the Kurdish acronym YPG) fought for six months, driving out ISIS with the help of U.S. military strikes, and finally secured the town in March 2015. In Rojava, eastern Syria, the YPG—affiliated with the Kurdistan Workers' Party in Turkey and a mainly Kurdish alliance of rebels—has been governing itself in an autonomous region since the war began.

Now, two years after the fall of Mosul to ISIS, Iraq's Kurds hope to leverage a victory as well. If the coalition succeeds in Mosul, it could have significant consequences for them. An agreement signed with the U.S. includes financial support for the peshmerga fighters. Meanwhile, Masoud Barzani, president of the Iraqi Kurdistan region, has been heavily pushing for statehood. Since late last year, he has directed his party—one of the main Kurdish political groups—to work with its counterparts to prepare for a referendum on independence. That effort, however, is stalled, as the Kurdistan Regional Parliament has not sat since August 2015 because of a variety of internal economic and political issues, so Kurdistan cannot legitimately call for a referendum until that changes.

But even if Iraqi Kurdish leaders can settle their differences, some analysts, such as Dov Friedman—the former U.S. director for Middle East Petroleum, a British-Turkish energy company—argue that an independent Kurdistan north of Iraq would throw the region into greater turmoil. “How viable is a landlocked state that is dependent on exporting natural resources through a corridor plagued by violent conflict?” he recently wrote in *Foreign Policy*.

The Kurds know too well that their moment may come at a time of great chaos in the region. But they believe they're ready for statehood. Some analysts agree. But Peter Galbraith, a former U.S. ambassador who helped set up the oil industry in Iraqi Kurdistan after his career in government, says the Kurds in Iraq are better prepared for independence than the people of

any other emerging country he has worked in—including Croatia, East Timor and South Sudan.

One reason: Despite political divisions among Kurdish groups, there is a strong consensus for statehood. A survey conducted in August by the American University of Kurdistan estimates that more than 84.3 percent of people in Iraqi Kurdistan would vote for independence.

There are also some signs of international support. U.S. Secretary of State John Kerry and Antony Blinken, his deputy, have recently traveled to the region for meetings with Kurdish leaders. And U.N. Ambassador Samantha Power devoted large portions of her 2002 Pulitzer Prize-winning book, *A Problem From Hell*, to the Kurdish genocide, and she was highly critical of Hussein's chemical warfare against the Kurds in Iraq.

The U.S. government, however, has not officially supported Kurdish independence in Iraq. Part of this is due to fears of greater chaos in the region. The other part has to do with Turkey. A NATO member that has been battling Kurdish separatists for decades, Turkey recently sent troops into Syrian territory ostensibly to help fight ISIS but also to contain Kurdish advances. Ankara worries that if Iraqi Kurdistan declares independence, Kurdish groups in Syria and Turkey would do the same, threatening Ankara's territorial claims as well as oil transportation routes within the country.

In August, Syrian Kurdish groups felt a familiar sense of betrayal when the U.S. supported Turkish military intervention and demanded the YPG, which had just captured a strategic town from ISIS, pull back east of the Euphrates River.

Galbraith says Iraqi Kurds have a much better relationship with Turkey than they once did; for the past 13 years, they have been exporting crude oil to Ankara in what's become a strategically important and lucrative arrangement for both sides.

But oil isn't a panacea for Iraqi Kurds; revenue is currently low due to the collapse in prices, and there are continued budget disputes with the Iraqi government. The result has been a loss in profit that, coupled with the cost of fighting ISIS, has drastically eroded Kurdish finances.

These obstacles, some analysts say, will likely delay Kurdish independence. “While there is no doubt that the Kurdistan region is heading toward successful self-determination,” says Samuel Morris, a research fellow at the Middle East Research Institute, a think tank in Washington, D.C., “Kurdish independence, in the short term, is unrealistic.”

Many Iraqi Kurds like Kider, the commander of the female brigade, don't see it that way. The time to act, they say, is now. That is, unless the U.S. abandons them once again. ●



October 19, 2016

Mosul offensive: Retaking city will take 2 months, says Peshmerga general

By Arwa Damon, Nick Paton Walsh, Tim Hume and Euan McKirdy, CNN
October 19, 2016 <http://edition.cnn.com>

Near Mosul, Iraq (CNN) The battle to recapture Mosul from ISIS could take two months, a Peshmerga military commander told CNN on Tuesday, the second day of the long-awaited offensive to liberate Iraq's second city.

Sirwan Barzani, a brigadier general, said it would likely take two weeks for advancing forces to enter the city. Iraq's leaders have said that only Iraqi government troops and national police officers will be allowed to do so amid fears of sectarian retribution, he said.

A 94,000-member coalition of Iraqi security forces, Kurdish Peshmerga allies and thousands of irregulars from various minorities are involved in the operation to free Mosul from more than two years of ISIS rule.

Latest developments

- Iraqi forces begin operation to clear ISIS from the largely Christian town of Qaraqosh, southeast of Mosul.

- Moving in teams of 12 to 16 troops, US special operations forces are alongside Iraqi and Kurdish Peshmerga forces as they're heading toward Mosul from the south and east, US officials said. The US teams are advising and coordinating with those forces on how to maneuver on the ground, and how to coordinate artillery and air attacks, officials said.

- Turkish Prime Minister Binali Yildirim walks back an earlier claim that Turkish warplanes took part in air operations in Mosul with the US-led coalition.

- US President Barack Obama says Iraq's fight to take Mosul from ISIS will be successful but difficult. "(ISIS) will be defeated in Mosul, and that will be another step in their ultimate destruction," he told reporters in Washington.

- One Iraqi soldier was killed while repelling an ISIS car bomb attack on government troops about 30 miles southeast of Mosul. Ten ISIS fighters were killed.

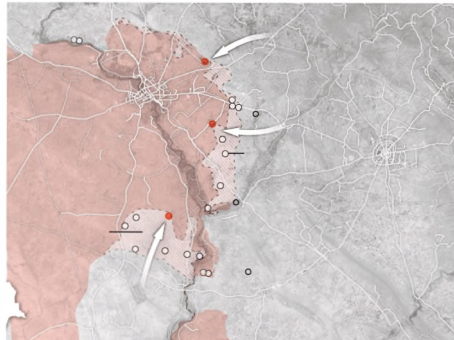
Progress east and south of Mosul

Iraqi security forces reported progress to the east and south of Mosul on their approach to the city.

An armored division began an operation to clear ISIS from Qaraqosh, a largely Christian, now mostly vacant town, which had about 50,000 residents before ISIS captured it two years ago.

Farther south, residents of villages near Qayyara have been fleeing their homes as Iraqi forces try to clear the area of ISIS.

A CNN team encountered about 200 people, including dozens of children, who had left their



homes near the Tigris River, fearful of an ISIS counter-attack.

Families, clustered behind a sand berm, had been trapped in their village since ISIS occupied it more than two years ago.

Tunnels uncovered

Iraqi media reported that in the historic village of Nimrod, once an Assyrian city dating from 1250 B.C., ISIS had destroyed precious archaeological remains.

Attacking forces have uncovered tunnels used by ISIS. One Kurdish television crew found a tunnel, whose entrance was inside a mosque, which had beds, food and a list of people who lived there.

The coalition vastly outnumbers its opponents, but ISIS, which has known the push was coming, has constructed elaborate defenses, including the network of tunnels. Coalition forces will also likely face suicide bombs, car bombs and booby traps.

Up to 5,000 ISIS fighters are in Mosul, a US military official said. ISIS' supporters put the number at 7,000.

Morale high

Advancing forces have encountered scattered resistance from ISIS fighters on their approach to Mosul. On Tuesday, one Iraqi soldier was killed and two were wounded while repelling suicide car bomb attacks southeast of the city. But morale remained high among the troops.

Voices from Mosul: "We want life back to normal"

"Next stop, Mosul," said Sgt. Muhanned Hameed, a technician in the 9th Iraqi armored division, flashing a victory sign in front of his convoy.

Others were more reflective. One mechanic in the division said that while he was excited about reaching Mosul, "God help those who had to flee."

"It always hurts to see the children's clothing on the ground, thrown around. Sometimes we try to pick it up, put it away. I keep imagining, what if it was my house?"

Progress was swifter than expected on the operation's first day, as forces advanced on the oil-rich northern city with support from roughly 90 coalition and Iraqi planes, retaking more than 75 square miles and wresting nine villages from ISIS control.

Forces east of Mosul also secured control over a significant stretch of the Irbil-Mosul road, a key strategic route, the General Command of Peshmerga Forces of Kurdistan Region said, while Iraq's military declared that it had inflicted "heavy losses of life and equipment" on ISIS to the southeast.

It appeared US troops were in the first column of Peshmerga to cross into ISIS-held territory at dawn Monday. The troops wore clothes consistent with US forces -- including one who wore a US flag



Peshmerga forces gather in the east of Mosul before the attack

patch on his arm -- and were driving vehicles distinctive to the US military.

The United States, which lent advisers and air support, had earmarked about 500 of its nearly 5,000 service members in the country for the mission. Most are working on logistics, although there are also special operations forces among that number.

The United States still believes ISIS may try to use rudimentary mustard agent as a chemical weapon in the campaign's final stages. There are reports of ISIS setting fires to oil and tire pits to try to use the smoke to obscure their locations from aircraft targeting them.

Did Turkish planes take part?

Turkish Prime Minister Binali Yildirim walked back a claim he made earlier in the day that the Turkish air force had taken part in air operations in Mosul with the US-led coalition.

Initially, Yildirim told a meeting of the ruling AKP in parliament in Ankara that "our forces took part in air operations together with coalition forces," and that "this is an answer to those who said 'Turkey has no place in Mosul.'"

Later, when a reporter asked if Turkish planes had participated, Yildirim said: "I do not know the details of the operation," the state-run Anadolu news agency reported.

Ankara has been embroiled in a spat with Baghdad over the presence of Turkish soldiers in Nineveh province, northeast of Mosul, which has threatened to complicate the coordination between the two key US allies in the fight against ISIS.

Iraq's government objects to the presence of the troops, which it says are there without its permission, while Turkey is concerned the operation will fuel sectarian violence in the city. The soldiers are there to train Kurdish and Arab fighters as part of an agreement between Ankara and the semi-autonomous Kurdish Regional Government in northern Iraq.

Why Mosul is so significant

Since Mosul's capture by ISIS fighters in June 2014, Mosul has been a vital stronghold for ISIS.

The largest city under ISIS control in Iraq and Syria, it was the city from which the group first declared the establishment of its so-called caliphate.

Since then, ISIS has gradually lost its other Iraqi cities -- Ramadi, Tikrit and Falluja -- to government forces. About 1 million people are estimated to remain in Mosul, once a cosmopolitan trade hub of 2 million residents. ■

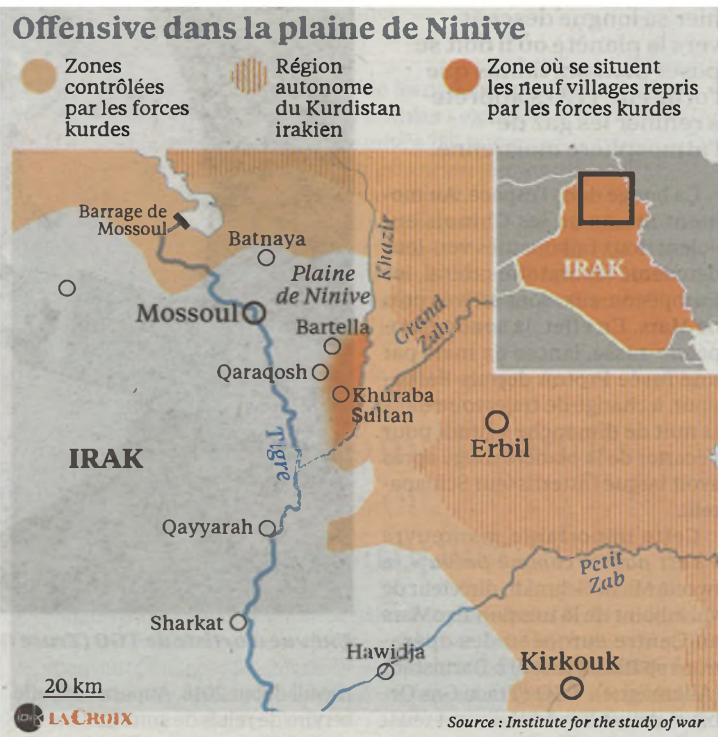


A flag flies as Peshmerga fighters prepare to fire a rocket near the town of Bashiqa on October 20.

La bataille de Mossoul associe Kurdes et Arabes



Des peshmergas, près de Mossoul, hier, lors d'une opération contre Daech. E. Yorulmaz/Anadolu Agency



— L'armée irakienne et les peshmergas kurdes ont engagé leur offensive commune vers la ville de Mossoul.

— En s'enfonçant dans la plaine de Ninive, ils dessinent de nouvelles frontières entre le gouvernement central de Bagdad et le Kurdistan d'Irak.

Plaine de Ninive
Correspondance spéciale

Hier matin, à l'aube, la brume, aspirée par le ciel qui blanchit, se retire du damier des champs et des villages. Les éclairages publics de Mossoul, à l'horizon, s'éteignent, comme les étoiles.

Depuis le sommet du mont Zertek, à 30 km à l'est de la deuxième ville d'Irak, des officiers kurdes et leurs conseillers américains – observent à la jumelle, comme sur une carte d'état-major, leurs premières lignes de blindés légers et de pick-up fondre sur l'objectif.

« Là, la grande ligne noire, vous la voyez ? », détaille Shivan, un jeune fantassin kurde. « C'est l'autoroute vers Mossoul. Cette petite banlieue, c'est Bartella. De l'autre côté vous avez Karakoch. Aujourd'hui, nos troupes se dirigent vers ces deux villes mais doivent s'arrêter avant. »

Ces deux cités symboles étaient tombées aux mains de Daech en août 2014. Désertées depuis par leurs habitants chrétiens, elles attendront donc encore un peu pour être libérées. Les soldats du Kurdistan d'Irak ont décidé de se concentrer pour l'instant sur neuf villages à majorité kurde. Mais un village chaldéen a déjà été libéré

au Nord : Batnaya, entre Teleskof – aux mains des Kurdes – et Tel Kaif – toujours tenu par les djihadistes.

De l'autre côté de Mossoul, au sud, c'est une colonne de 120 chars de la 9^e division de l'armée irakienne qui a traversé le Grand Zab, un affluent du Tigre, près de la ville de Gwer. Leur mission : nettoyer ces rives en bordure de la plaine de Ninive, et dégager le chemin pour que les troupes gouvernementales puissent avancer sur Mossoul sans craindre d'être harcelées. Kurdes et Irakiens opèrent ainsi en parallèle, se font la course, à défaut de combattre côte à côte.

« C'était une partie de l'accord entre le gouvernement du Kurdistan d'Irak et du gouvernement de Bagdad », lâche un officier peshmerga posté sur le mont Zertek. « Les peshmergas ont libéré ces villages pour aider et donner accès aux opérations futures. Les forces irakiennes coopéreront ensuite avec les peshmergas pour rentrer dans Mossoul. »

Dans cette guerre, les mouvements de troupe sont aussi tactiques que politiques. La plaine de Ninive est une terre constellée de minorités : Kurdes sunnites, chabaks, chrétiens assyriens et chaldéens, kakais, Turkmènes... Après avoir « libéré par du sang peshmerga » les territoires, les Kurdes s'en retireront-ils ?

Un accord militaire secret a été acté, le 29 septembre, lors de la visite à Bagdad de Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK). Un compromis semble avoir été trouvé pour Karakoch et Bartella.

D'après le brigadier général Hazhar Omer Ismail, directeur des affaires publiques du minis-

Kurdes et Irakiens opèrent ainsi en parallèle, se font la course, à défaut de combattre côte à côte.

tère des peshmergas, « nous allons renouveler les accords sur les check-points mixtes entre peshmergas et armée irakienne qui existaient entre 2011 et 2014. »

À ces forces régulières devraient s'ajouter de nombreuses unités paramilitaires : les NPU (« Nineveh Plain Protection Units »), proches de Bagdad, mais accréditées par le GRK ; des unités intégrées aux peshmergas, les

repères

Le Kurdistan d'Irak autonome

Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) est l'instance dirigeante officielle de cette région du nord de l'Irak, majoritairement peuplée par des Kurdes.

La Constitution irakienne de 2005 reconnaît l'autonomie du Kurdistan irakien.

Les Kurdes ont un président, Massoud Barzani, un gouvernement à Erbil, un Parlement monocaméral composé de 111 sièges et une Constitution régionale distincte de la Constitution irakienne.

Ils ont leur propre armée, les peshmergas, chargés de protéger les frontières acquises et la ville stratégique de Kirkouk (nord-est) riche en réserves pétrolières.

NPF (« Nineveh Plain Forces ») et les NPGF (« Nineveh Plain Guarding Forces », le groupe le plus important avec 7 000 combattants).

Restera ensuite aux populations à se prononcer sur leur destin: rester avec Bagdad ou rejoindre le GRK. La Constitution irakienne prévoit dans son article 142 que

les populations des territoires disputés entre le GRK et Bagdad puissent se prononcer par référendum. « La plupart des partis chrétiens soutiennent la formation d'un gouvernorat de Ninive au sein du GRK », assure Ano Jawhar Abdoka, président du bureau du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, le parti de Massoud Bar-

zani) de Ankawa, le quartier chrétien d'Erbil. « Je ne connais en tout cas personne qui soutienne le rattachement à Mossoul et Bagdad. »

Au lieu d'amener la paix, la « libération de Mossoul » pourrait plonger la région dans le chaos, si les différentes forces militaires présentes en Irak s'y installent. « Avec toutes les forces en présence,

il y aura des zones d'occupation », suggère Ano Abdoka. « Mossoul pourrait devenir le nouveau Berlin, avec le Tigre pour mur. La plaine de Ninive deviendra le système de défense du Kurdistan. »

Jérémy André

Le Monde

MERCREDI 19 OCTOBRE 2016

LA GUERRE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Les Kurdes ouvrent la voie vers Mossoul

Les peshmergas se sont emparés de quelques villages désertés, prélude à l'assaut contre la « capitale » de l'EI

REPORTAGE

ASQAF (IRAK) - envoyé spécial

Il est minuit, la lune paraît encore pleine au-dessus du campement militaire kurde d'Asqaf. Sur un terrain caillouteux, plusieurs dizaines de blindés et de pick-up militaires sont alignés, en ordre de bataille. Les peshmergas qui se sont déployés sur cette position proche du front attendent l'aube, lundi 17 octobre. Ils discutent par petits groupes, vaquent entre les rangées de véhicules, se photographient avec leurs téléphones portables, fument ou tentent de dormir malgré l'agitation.

A l'Ouest, au-dessus de la crête des collines que suit la ligne de front, des lueurs rougeâtres apparaissent brièvement, suivies de grondements sourds. C'est dans cette direction que se trouvent les premières positions de l'organisation Etat islamique (EI) et plus loin, Mossoul. Dans la nuit de dimanche à lundi, l'artillerie de la coalition internationale contre l'EI donnera à deux reprises. Mais le fracas lointain auquel succède le vrombissement bas d'hélicoptères de combat américains ne trouble pas la veillée d'arme des combattants kurdes. La libération de Mossoul doit commencer à l'aube et les peshmergas prendront part aux premières opérations.

Depuis l'été 2014, la grande cité située sur les rives du Tigre est la « capitale » irakienne de l'EI. La deuxième ville d'Irak est devenue, au fil du temps, une forteresse invisible et obsédante. Sa reconquête, attendue, annoncée, repoussée et enfin confirmée, est sur le point d'être engagée. Les troupes irakiennes avanceront depuis le sud de Mossoul. A l'Est, des forces essentiellement kurdes

Des peshmergas s'approchent de Mossoul. Au loin, les djihadistes font brûler des pneus ou du pétrole, afin de gêner d'éventuelles interventions aériennes.

LAURENCE GEAI
POUR « LE MONDE »



partant du secteur militaire de Khazir, dont Asqaf fait partie, doivent prendre le contrôle d'un chalet de villages dépeuplés, à l'ouest de la ville.

Bataille militaire et politique

Les peshmergas entendent y mener une avancée sur trois axes, censée sécuriser les abords de cette route, délimiter un nouveau front et permettre dans un second temps aux forces irakiennes, déployées au cours des dernières semaines derrière les lignes kurdes, d'entamer leur marche sur Mossoul. L'objectif est modeste. Une fois atteint, le cœur du califat sera encore à une trentaine de kilomètres. Mais la bataille de Mossoul aura été lancée et les Kurdes y auront pris leur part. C'est ce qui compte et c'est ce que l'on retiendra. La bataille est autant militaire que politique et chacun des assaillants doit pouvoir profiter de la victoire.

Il n'est pas 5 heures quand le camp d'Asqaf s'anime à nouveau. Les hommes sont arrachés aux quelques heures de sommeil que certains ont passées enroulés

L'UE redoute un afflux de djihadistes

Le commissaire européen à la sécurité a mis en garde contre un afflux de djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) en Europe si son fief de Mossoul tombait. « La reprise de Mossoul, peut conduire à ce que des combattants du groupe EI prêts à en découler reviennent en Europe », a déclaré Julian King au quotidien allemand *Die Welt*, le 18 octobre. « Même un petit nombre [de djihadistes] représente une menace sérieuse, à laquelle nous devons nous préparer » en « augmentant notre capacité de résistance face à la menace terroriste », a estimé le commissaire britannique.

dans d'épaisses couvertures à fleurs. Ils se précipitent maintenant à leurs postes. Les moteurs démarrent. Le convoi prend forme dans la fumée et la poussière. Parmi les véhicules évoluant en tête, l'automitrailleuse blindée du major Zeya, avec les cinq membres de son équipage, passe la ligne de front kurde pour entrer dans le no man's land qui la sépare du territoire de l'EI. L'opération a désormais commencé. Dans l'obscurité de l'habitacle, le bout incandescent d'une cigarette et des marmonnements guerriers.

Mohamed Shingali, un des hommes du major Zeya, raconte l'histoire de son automitrailleuse. Elle aurait changé trois

fois de camp depuis 2014. « C'est un blindé américain donné à l'armée irakienne que Daech [acronyme arabe de l'EI] a récupéré après la prise de Mossoul. Nous l'avons repris dans une bataille contre Daech en 2015 et maintenant, il est à nous. »

Les blindés ont pris la tête du convoi sur l'étroit sentier de terre qui mènera les peshmergas à leur premier objectif, le village abandonné de Basakrah. A leur suite, roule un flux ininterrompu de pick-up, de camionnettes et de voitures civiles tout-terrain transportant des hommes en uniforme et, parfois, en tenue traditionnelle kurde. Pantalon bouffant, ceinture de tissu et gilet assorti. Au milieu

de ce cortège hétéroclite se sont glissés quatre véhicules blindés de nouvelle génération des forces spéciales américaines.

Casqué, bardé de chargeurs et entouré de sa garde rapprochée, le général kurde Bahdjet Selki accorde, en bordure du chemin, un entretien à des journalistes travaillant pour une chaîne de télévision locale : « *Notre action montre que les peshmergas sont nécessaires, que sans nous la bataille de Mossoul ne serait pas possible. Nos relations avec l'armée irakienne sont excellentes !* »

Plusieurs fois retardée faute d'un accord entre les autorités du Kurdistan irakien autonome et le gouvernement central de Bagdad, quant à la répartition des objectifs et à la composition des forces qui y prendront part, la bataille de Mossoul doit illustrer d'un point de vue politique un degré de coopération inédit, sous l'égide de la coalition internationale.

Alors que les blindés kurdes approchent de Basakrah, les premiers obus de mortiers adverses tombent de part et d'autre du sen-

« Notre lutte contre l'EI nous permet de tracer la nouvelle frontière du Kurdistan »

MOHAMED RECEP RACHID
chef peshmerga

tier, sans perturber le mouvement du reste du convoi qu'ils manquent pourtant de peu. Au Nord, la silhouette de Bachika, une localité tenue par l'EI, est visible.

Des engins de chantiers opérant à découvert élèvent des talus de terre fraîche à l'emplacement d'un futur poste militaire que vient bientôt occuper un groupe de combattants à pied, tandis que les véhicules dépareillés du convoi poursuivent leur lente progression, malgré des tirs de mortiers venus des positions djihadistes.

Ces hommes sont des Kurdes de Syrie en uniforme de peshmergas. Réfugiés au Kurdistan irakien depuis 2011, ils ont mis sur pied

une force militaire qui a pris part à de nombreux combats contre l'EI au nord de l'Irak. Leur chef sur le front de Khazir est le colonel Mohamed Recep Rachid, un ancien officier kurde du régime de Bachar Al-Assad, désormais intégré aux peshmergas irakiens. L'avenir de Mossoul et de l'Irak ne compte pas parmi ses préoccupations premières. « *Notre lutte contre l'EI nous permet de tracer la nouvelle frontière du Kurdistan* », affiche-t-il dans un sourire.

Situé entre Basakrah et Bachika, un autre bastion du futur front kurde vient d'être construit. Plusieurs dizaines de combattants y attendent, impassibles, tandis que leur poste est visé par des tirs de mortiers et de roquettes. Parmi eux, quelques adolescentes syriennes aux yeux maquillés, vêtues de treillis et armées de kalachnikovs conversent malgré le fracas intermittent.

Véhicules piégés

Si aucun bilan officiel des opérations de lundi n'a été publié, un personnel médical de la coalition

présent dans le secteur de Khazir a indiqué que l'essentiel des blessures graves et des pertes enregistrées, malgré la faible résistance des djihadistes, était dû aux tirs de projectiles, à des engins explosifs improvisés ou à des véhicules piégés. En fin d'après-midi, les combattants déployés avec des blindés peshmergas partis à l'aube du village d'Asqaf ont annoncé avoir pris position dans trois villages, permettant de garder l'un des flancs de la route Erbil-Mossoul, désormais en cours de déminage. Les premiers véhicules d'assaut noirs équipés de tourelles mitrailleuses des forces spéciales irakiennes s'y engagent au crépuscule.

L'air saturé de poussière vire à l'orange dans la lumière du couchant. Les peshmergas confient que des éléments de l'EI pourraient être toujours présents dans les villages libérés. Le front semble s'être transformé en une zone grise, qui témoigne du chaos régional. Mossoul est proche, mais la route est longue. ■

ALLAN KAVAIL

LE FIGARO

samedi 15 - dimanche 16 octobre 2016

Le ton monte entre Bagdad et Ankara

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

« **RESTE À TA PLACE !** » Le ton adopté mardi par le président turc contre le premier ministre irakien résume le casse-tête géopolitique que représente Mossoul. Cette cité stratégique du nord de l'Irak est au centre de mille et une convoitises, qui reparaissent au grand jour avec l'offensive contre l'État islamique. Ankara, mis à l'écart des préparatifs de cette opération irakienne appuyée par la coalition internationale, revendique des droits historiques sur la ville, située à une centaine de kilomètres de sa frontière. Au cœur de la discorde : la présence de 2000 soldats turcs au nord de l'Irak, dont 500 sur la fameuse base de Bachika. Bagdad, qui qualifie ces 500 soldats de « *troupes d'occupation* », en réclame le retrait. La Turquie, elle, rappelle que ses forces étaient arrivées en renfort en 2014 sur demande explicite du gouvernement irakien et que des accords existent depuis les années 1990 sur le stationnement de son armée.

C'est dans ce contexte que Recep Tayyip Erdogan est sorti de ses gonds. « *Tu n'es pas mon interlocuteur, tu n'es pas à mon niveau. Peu importe que tu cries depuis l'Irak, nous continuerons à faire ce que nous pensons devoir faire* », a menacé mardi le président turc lors d'une allocution prononcée pendant le 9^e congrès de l'Organisation islamique eurasiatique, à Is-

tanbul, et retransmise à la télévision. La réponse de Haïdar al-Abadi, interpellé en son absence, a été immédiate. « *Nous ne sommes pas votre ennemi et nous libérons notre terre grâce à la détermination de nos hommes et non par des appels vidéo* », a-t-il réagi le même jour dans un message publié sur son compte Twitter. Mais le chef de l'État turc campe sur ses positions. Vendredi, il a réaffirmé son souhait de participer à l'offensive, en évoquant un plan « *B* », tandis que l'agence de presse Anatolie évoquait un assaut « *d'ici à quelques jours* » sur Mossoul.

A l'ombre de cette guerre des mots, c'est aussi la composition ethnico-religieuse de Mossoul qui suscite la brouille. Début octobre, les relations avaient déjà commencé à s'envenimer lors du vote du Parlement turc (pays majoritairement sunnite) autorisant l'armée à intervenir en Irak et en Syrie. « *L'aventure turque risque de tourner à la guerre régionale* », avait prévenu Haïdar al-Abadi, issu de la majorité chiite en Irak. Peu après, Erdogan offrait sa vision de Mossoul, une fois libérée de Daech. « *Seuls les Arabes sunnites, les Turkmènes et les Kurdes sunnites pourront y rester* », déclarait-il le 3 octobre lors d'une interview à la chaîne Rotana TV, basée à Dubaï. Quant au premier ministre turc, Binali Yıldırım, il a estimé mardi que les « *tentatives de modifier la structure démographique de Mossoul* » risquent d'« *allumer le feu d'une grande guerre civile, d'une guerre sectaire* ».



« **Tu n'es pas mon interlocuteur, tu n'es pas à mon niveau (...). Nous continuerons à faire ce que nous pensons devoir faire** »

RECEP TAYYIP ERDOGAN,
À L'ADRESSE DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN

Les experts de la région reconnaissent que l'inquiétude est bien réelle. Se pose en effet la question de savoir qui va contrôler les zones reconquises sur l'EI, sachant que l'armée irakienne, appuyée par les milices chiïtes, dont certaines sont soutenues par Téhéran, pourrait être tentée de marquer son territoire à Mossoul, majoritairement sunnite. Mais selon certains observateurs, Ankara n'utilise cet argument que parce qu'il sert ses intérêts, à l'instar des réticences turques relatives à la participation des peshmergas kurdes à l'offensive de Mossoul. « *Les États-Unis doivent empêcher l'organisation terroriste PKK-PYD et les éléments chiïtes de participer à l'opération* », prévient le ministre turc de la Défense, Fikri İsik. Cherchant à désamorcer les tensions, le département d'État juge, dans un communiqué, « *impératif que toutes les parties se coordonnent étroitement dans les jours et semaines qui viennent pour garantir une unité des efforts afin de vaincre Daech* ». ■

Mosul campaign tests doctrine of U.S. support

WASHINGTON

Iraq is 'calling the shots,' with Americans advising from near the front line

BY MARK LANDLER
AND ERIC SCHMITT

As Iraqi forces launch their long-awaited campaign to retake the city of Mosul from the Islamic State extremist group, President Obama's doctrine of aiding other countries militarily rather than leading every fight is facing its greatest test yet.

How well the Mosul campaign goes, not just the fighting over the coming days and weeks but the rebuilding of the city in the months after that, will help define Mr. Obama's legacy as a wartime leader who sought to take the United States off the front lines of the counterterrorism war.

On Monday, in keeping with the president's insistence that the Iraqis take the lead, the White House said that Prime Minister Haider al-Abadi was "calling the shots." But the reality is that roughly half of the 5,000 American troops now in Iraq are likely to be involved in the operation, which could eventually require 30,000 Iraqi and Kurdish troops.

About 200 to 300 of the Americans are Special Operations commandos advising Iraqi and Kurdish troops — a mission that will put them a few miles behind the front lines, communicating with Iraqi soldiers via radio.

A few dozen are forward air controllers, who are already calling in airstrikes against Islamic State targets, Lt. Gen. Stephen Townsend, the American commander in charge of the coalition in Iraq and Syria, said on Monday.

The other Americans range from Apache helicopter pilots to intelligence analysts at Iraq's military headquarters.

"Our men and women in uniform, who are serving in Iraq, are putting themselves in harm's way," said the White House press secretary, Josh Earnest. "There's no one, including the commander in chief, who would downplay the risks that they are taking on our behalf."

For the White House, there were other tensions, including the need both here and in Iraq to cast the United States in a supporting rather than a central role. At one point, Mr. Earnest noted that the United States had helped the Iraqis stabilize two other smaller Iraqi cities, Ramadi and Tikrit.

"We've done this," Mr. Earnest said, before catching himself. "I should say, the Iraqis have done this — on a smaller scale."



Pesh merga fighters outside Badana village near Mosul. Mosul is the largest example of a counterterrorism model that the Obama administration has put in place elsewhere.

Mosul is the largest example of a counterterrorism model that the Obama administration has put in place from Afghanistan to Libya.

In Somalia, Special Forces troops are training Somali and African troops to combat the militants of the Shabab. In Syria, about 300 Special Forces troops are aiding Syrian Kurdish and Arab militias with training and air support in the battle against the Islamic State.

But these partnerships have a mixed record. In Iraq, troops have successfully driven the Islamic State out of every major city except Mosul. But in Afghanistan, the Taliban have made

steady gains in seizing territory from the American-trained Afghan security forces. They now control at least 30 percent of Afghanistan, and threaten the northern city of Kunduz.

The United States has already failed once in training Iraqi troops. After \$25 billion in aid and nearly a decade of training, the Iraqis melted before the advancing Islamic State militants in 2014.

Critics have derided Mr. Obama's approach as an example of "leading from behind."

But other officials said that if the Mosul operation were successful, it would vindicate Mr. Obama.

"The bottom line is the result," said Philip H. Gordon, a former coordinator of Middle East policy in the National Security Council. "When he leaves office, is ISIS failing? Is it defeated, if not destroyed? That more than anything will determine how the strategy is ultimately judged."

"There is a decent chance that judgment will be positive," he added.

First, however, the Iraqis have to take Mosul, a campaign the White House acknowledged would be protracted and difficult, and might not be completed by the time Mr. Obama leaves office in January.

As recently as Sunday, the objectives of American airstrikes included a range of Islamic State targets near the city, including tunnels, weapon caches, mortars and vehicles, according to the military command in Baghdad.

Peter Cook, the Pentagon press secretary, said it was too soon to tell whether American forces would accompany Iraqi and Kurdish troops into Mosul itself.

"There are Americans on the outskirts of the city," Mr. Cook told reporters, saying they were currently behind the front lines.

Leading up to this latest phase of the campaign, Apache attack helicopters equipped with Hellfire missiles have been striking targets in northern Iraq.

They were not used in the early hours of Monday's battle, the Pentagon said.

American pilots are also flying surveillance missions and operating armed drones in the combat zone, officials said.

American commanders have warned that Iraqi and Kurdish forces will face a city laced with explosive booby traps, oil-filled trenches and underground tunnels to allow Islamic State fighters to pop up and carry out guerrilla-style attacks against the government forces.

Some Islamic State combatants, including foreign fighters, are expected to fight to the death. But others are likely to fall back and try to slip away to the west and the Syrian border. ●

International New York Times

OCTOBER 19, 2016

Forces combine to retake Iraqi city

SHEIKH AMIR, IRAQ

BY BRYAN DENTON
AND MICHAEL R. GORDON

The Kurdish pesh merga forces started their advance by moonlight, in the early hours of Monday. East of the Islamic State-held city of Mosul, columns of tanks and trucks lumbered their way toward the objective: clearing villages of militants before any broader advance on the city could happen.

As day broke, the vehicles piled off the roads to avoid any improvised bombs and began moving across the dusty Nineveh plain toward the villages. The tank fire began, booming across the distance. Soon the crawl became a run.

Thick funnels of black smoke began rising from the towns — a past tactic used by the Islamic State militants, setting oil barrels aflame to try to screen them from American airstrikes. The strikes came anyway, sending shock waves through the haze.

The campaign to retake Mosul was officially underway. In the weeks ahead, officials are planning an array of efforts by Iraqi security forces, allied militias, Kurdish forces and air support from the United States as the assault reaches to the city — the most critical population center captured by the militants in their blitz across Iraq in 2014, and now their last major stronghold in the country.

But in the opening hours on Monday, the Kurdish advance on outlying villages east of Mosul was the main action. In response, the Islamic State unleashed at least five suicide vehicle bombs — the militant force's take on precision-guided weapons.

Near the village of Badana, one vehicle packed with explosives streaked toward the Kurdish positions. A blast and a billowing plume of white smoke proclaimed its fate: Either a ground-fired missile or airstrike had abruptly halted the suicide run, short of its target.

One Kurdish officer, Col. Salar Jabar, put the final toll of the first-day operation at five Kurdish dead and five wounded.

Colonel Jabar, who uses a cane after surviving a car-bomb attack this year, was understated about the challenge. "There was some resistance" was how he put it, insisting that his troops could handle it.

As the Kurds settled into their positions, bulldozers came up to start making walls of sand outside some of the villages — berms against further car bomb attacks.

Kurdish commanders insisted that they were satisfied by the day's advance, which came in three main columns. Even so, fewer than half of the 10 or so villages they had encircled had been fully cleared, in painstaking and potentially dangerous operations to en-



BRYAN DENTON FOR THE NEW YORK TIMES

Iraqi and Kurdish forces outside the village of Badana, near Mosul. About 10 villages need to be cleared of Islamic State fighters before the assault on Mosul can begin.

sure that no Islamic State fighters were hiding in the settlements.

The monumental challenge that lies ahead was becoming clear. After all, the ultimate objective of the combined assault is not to clear largely depopulated villages, but to reclaim a city of more than a million people that is defended by as many as 4,500 Islamic State fighters. In preparation, the militants have filled

The Kurdish advance on outlying villages was the initial action. In response, the Islamic State unleashed at least five suicide attacks.

trenches with oil, built tunnels and planted copious improvised bombs along the roads to the city and on the streets within it.

"The Iraqi flag will be raised in the middle of Mosul and in each village and corner very soon," Iraq's prime minister, Haider al-Abadi, promised early Monday as he announced the start of the assault.

Mr. Abadi has closely tied his political fortunes to the retaking of Mosul, Iraq's second-largest city, and his announcement of the operation, just before 2 a.m., was hours before the Kurds began their main push.

Under the overall plan to retake Mosul, troops from Iraq's counterterrorism unit are to link up with the pesh merga in coming days and press forward. That could be the first serious test of Iraq's premier force in the fight for Mosul.

But political tensions between the Kurds and the Iraqi government are a concern. Toward the end of the day, Masoud Barzani, the president of the Kurd-

ish semiautonomous region, appeared with a senior Iraqi military officer, in a news conference intended to demonstrate that the two sides could work together, at least as far as fighting the Islamic State is concerned.

There is little in the way of shelter or cover along the approaches the pesh merga were taking, and there are many other villages to clear. Smoke from some could be seen from miles away over the flat plain.

The stark nature of the landscape points to another problem ahead: As fighting intensifies, hundreds of thousands of residents are expected to pour out of the city — even though the United States and Iraqi forces are publicly urging the civilians to stay in their homes.

"Basically, we have little less than a week," Lise Grande, the top United Nations humanitarian coordinator in Iraq, said on Monday. Ms. Grande said that the United Nations had stockpiled supplies — including tents and shelters that can accommodate 400,000 people at the ready — but that there were not yet enough sites ready for temporary camps.

It is also unclear in which direction fleeing civilians will go. The military, Ms. Grande said, has drawn up secret escape routes for civilians that will be communicated to residents inside Mosul as the battle progresses. This is a lesson learned from the battle of Falluja last summer, when the routes — known as humanitarian corridors — were targeted by the Islamic State after being made public.

Bryan Denton and Michael Gordon reported from Sheikh Amir. Reporting was contributed by Kamil Kakol from Sheikh Amir, and Tim Arango and Falih Hassan from Erbil, Iraq.

ISIS sleeper cell attack on Kirkuk signals more violence awaits Kurds

By Hollie McKay / October 21, 2016
FoxNews.com

KIRKUK, Iraq - A sneak attack on the Kurdish capital of Kirkuk Friday, believed to have been launched by an ISIS sleeper cell, is stoking fears that more jihadists are lying in wait amid a vast sea of refugees in northern Iraq.

In Friday's attack, jihadists who had been living among some 70,000 refugees in camps surrounding the oil-rich city packed children into six cars and drove through a checkpoint into Kirkuk. Once inside, they rallied an estimated 100 refugee confederates inside the city and opened fire on Kurdish citizens and security forces. At least 30 people were killed, including 10 suspected ISIS fighters, who detonated suicide belts as the security forces closed in.

"We have been facing this kind of disease for four years now, we know how to respond," said Adnan Kocher, senior adviser to Lahur Talabani, head of intelligence and counter-terrorism for Kurdistan.

Located about 100 miles southeast of ISIS' stronghold of Mosul, Kirkuk is the heart of the semi-autonomous Kurdish territory. Christians, Yazidi and Muslims alike have fled ISIS for the safety afforded by the Kurds, but among the teeming masses are jihadi saboteurs like the ones who struck Friday.

The fighting, which endured for hours in the heart of the city, created a diversion from the ongoing effort by Iraqi national forces, Kurds, Iranians and coalition troops to free Mosul. In Kirkuk, imams shut down all mosques in the city, canceling Friday prayers as the city was turned into an urban battle zone that was livestreamed for much of the day by Kurdish news outlets.

The battle scenes and their soundtrack of automatic gunfire were reminiscent of the Islamic State's brazen march across northern Iraq two years ago, when Mosul and other



Dozens of people were killed in a major assault by IS militants on the city of Kirkuk last week

cities were first seized by the group. The assault included multiple suicide attacks on police positions inside the city, and gunmen later took up positions in a mosque, a school, a hotel, and on top of other buildings. The government quickly instituted a curfew, ordering civilians to shelter indoors.

Hours later, the smell of Cordite hung in the air as an endless line of incoming oil trucks, families and news crews were slowed to a trickle at checkpoints set up two miles from the city borders. FoxNews.com entered the city via the secret "smugglers route," a pock-marked backroad that twists through cornfields and Kurdish villages.

The attack had left Kirkuk's streets empty, save for a strong military presence bolstered by counter-terror forces and tanks rolling in. Businesses were closed and people were cautioned to stay inside due to active cell and snipers holed up in a hotel in the city.

One patrolling soldier said the terrorists made their last stands in three locations in the city, one of which was the rooftop of a hotel.

At the military base of the Kurdish Peshmerga, several soldiers and intel people

were bracing for possible repeats, with some keeping watch on the rooftops, others scanning the streets below and still more passing the tense moments watching news reports.

Kocher said officials received intelligence five days ago from their sources within ISIS about a sleeper cell about to become active but they did not know exactly where or how they would act out. But it gave them some time to be prepared.

The problem extends beyond the hidden threat that lies among the refugees taken in to Kurdish camps around Kirkuk. Arab villages inside Kirkuk include ISIS supporters who helped - and then harbored - the killers. Kocher believes dozens of members of the cell that struck Friday melted into a population that includes thousands of silent supporters.

With most of the Kurdish forces in Mosul, the attack showed the vulnerability of the Kurdish capital. Officials have called for some troops to return.

"We have a good plan," Kocher said, adding that he believes the cell will be hunted down and eliminated over the next three days. ♦

REUTERS

Two police killed, 19 people wounded in bomb in east Turkey

October 23, 2016 / REUTERS

TWO POLICE officers were killed and 19 people were wounded when a car bomb exploded near a passing police vehicle in the eastern Turkish province of Bingol on Sunday, security sources said.

The bomb, planted by militants from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), was detonated near the district governor's office, the security sources said.

Five police officers were among the injured, they said.

Hours before the bombing, PKK militants had attempted an attack overnight on

the district governor's home, using long-range rifles and rocket launchers, Dogan news agency reported.

Two militants made it to the door of the house, but fled when police returned fire, it said.

Security sources also said that Turkish warplanes hit PKK targets in the mountainous region of the southeastern Sirmak province, near the border with Iraq. Fifteen militants were killed in the air strikes, and ammunition and weapon stocks were also hit, the sources said.

The Turkish military said in a statement that four militants were killed on Saturday in Hakkari province, also in the southeast. A total of 463 militants have been killed in military operations in the province, it said.

Turkey's largely Kurdish southeast has been hit by waves of violence since the collapse of a 2-1/2-year ceasefire between the state and the PKK last year.

The autonomy-seeking PKK is considered a terrorist organisation by Turkey, the United States and Europe. More than 40,000 people, most of them Kurds, have died in violence since the PKK first took up arms against the state three decades ago. ●

L'offensive anti-Daech freinée par les bombes humaines

À Mossoul, face à la supériorité des forces irakiennes, les djihadistes utilisent en masse l'action kamikaze et les tunnels pour échapper aux pilonnages de l'aviation.

THIERRY OBERLÉ  @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL SUR LE FRONT DU KHAZIR
(NORD DE L'IRAK)

BATAILLE DE MOSSOUL. Elle est son arme fatale. En Irak, ses combattants n'ont de cesse d'en user. Elle a encore servi dans la bataille du front du Khazir qui a permis lundi aux forces kurdes de progresser de 11 kilomètres et d'être à désormais 18 kilomètres du centre de Mossoul. L'action kamikaze a contribué à asseoir la puissance de l'État islamique. Elle aide aujourd'hui surtout à retarder les échéances.

Sur le front du Khazir, l'engagement était, il est vrai, inégal : une cinquantaine de membres de Daech contre un millier d'hommes appuyés par l'aviation de la coalition internationale. Après six heures d'affrontements sporadiques, les combats ont pris fin pour le bataillon de peshmergas du général Zerar Abdullah Kader lorsque l'ultime carré ennemi a surgi d'un tunnel devant le dernier village à conquérir. Ils étaient une vingtaine. Quelques djihadistes avaient réussi à fuir les bourgades des environs et à rejoindre à moto ou en voiture leurs coreligionnaires toujours en vie. Ils voulaient participer au bouquet final du feu d'artifice kamikaze. Sept d'entre eux ont fait sau-



Sur le front du Khazir, le bataillon de peshmergas du général Zerar Abdullah Kader a progressé de 11 à 18 kilomètres avec l'appui de l'aviation de la coalition. Les forces kurdes ne sont désormais plus qu'à 18 kilomètres du centre de Mossoul. THAHER AL-SUDANI/REUTERS

ter leur ceinture d'explosifs en courant vers les Kurdes. Les autres ont été abattus dans les échanges de tirs.

Auparavant, les djihadistes s'étaient lancés dans une série d'opérations suicides. La plus spectaculaire a bien failli réussir. À la surprise générale des hommes du général Zerar, un véhicule bourré d'explosif est parvenu à briser l'encerclement du village de Badani. La bombe roulante a foncé tout droit à travers la steppe en direction des talus de terre censés protéger les guetteurs et les observateurs en place depuis l'aube sur la ligne de front. « Le terroriste a trompé notre vigilance. Nous cherchions en priorité à empêcher un retrait vers l'est, vers Mossoul. Il a pris le chemin inverse. J'ai prévenu la coalition », raconte le lieutenant-colonel Nasseridine Mohammed Hassan, l'homme chargé dans l'unité de coordonner les frappes aériennes avec les Occidentaux.

Trois mille gamins embrigadés dans des écoles de kamikazes

Une poignée de secondes plus tard, la bombe humaine était stoppée nette avant d'avoir atteint sa cible. La déflagration fut phénoménale. « La plupart



Dans les villages de la plaine de Ninive repris à l'EI, les djihadistes ont creusé des tunnels avec un acharnement quasi obsessionnel. BRAM JANSSEN/AP

du temps, le relais fonctionne avec une rapidité qui permet de détruire à temps les véhicules kamikazes et tout mouvement suspect. Un avion est en position à chaque opération, mais lundi on a des soucis », poursuit le gradé. Les pechmergas ont ainsi perdu trois hommes dans l'explosion de cinq voitures piégées. Un quatrième a été tué par un tir de RPG. « L'arme de la mort volontaire est la pire des armes. C'est elle qui a fait le plus de victimes parmi nous durant ces deux ans de conflit », dit le lieutenant-colonel Lokman Jatto.

Chef des opérations du bataillon, il est entré dans la guerre contre Daech à Sinjar, la cité yazidie, du nord de l'Irak lors de l'offensive d'août 2014 de l'État islamique contre les minorités religieuses. Il ne l'a plus quittée. « Nous avons peu à peu appris à combattre les kamikazes. Les gars que nous avons en face sur le front du Khazir étaient là pour mourir, ils étaient déterminés à mourir. C'était surtout des gosses. Les sept derniers candidats au suicide étaient des adolescents ou de jeunes adultes. On a retrouvé sur l'un d'eux une carte d'identité. Il avait 13 ans et était né à Mossoul. Daech a embrigadé 3000 gamins dans ses écoles de kamikazes de Mossoul. Ils nous les envoient pour compenser leurs pertes », poursuit

le lieutenant-colonel.

Le tunnel est, selon lui, l'autre obsession de l'État islamique. Les djihadistes creusent avec un acharnement quasi obsessionnel. Ils creusent sous les établissements scolaires, sous les lieux de prière et à la campagne sous les fermes. « À Badani, ils étaient terrés sous l'école et la mosquée. Le tunnel est aussi une forme de suicide puisqu'ils finissent écrasés sous les bombes ou pour les survivants étouffés après la fermeture des trous par les pelleuses » raconte Lokman Jatto. « À Tall Assouad, nous avons découvert fin juin un souterrain d'une longueur de 1443 mètres qui descendait à 15 mètres de profondeur. La nourriture stockée était frugale : des dattes, des raisins secs. Le labyrinthe partait d'une école pour déboucher devant nos lignes de défense. »

D'après le lieutenant-colonel, les reculades de Daech ont contraint l'organisation à privilégier dans les bourgs de la plaine de la Ninive la construction de trous plutôt que de fortifications. « Ce signe montre que la situation militaire est, pour eux, désespérée. Ils veulent juste en finir le plus tard possible en faisant le maximum de dégâts même s'ils n'ont plus les quantités impressionnantes de TNT d'avant », conclut l'officier. Puis il ajoute : « Je ne serais pas surpris qu'il en reste un ou deux planqués sous terre dans le secteur. » ■

L'EI jure la défaite des Américains

Le groupe État islamique (EI) a promis la « défaite » aux Américains en Irak dans une vidéo diffusée par son agence de propagande, mardi. On y voit des combattants armés de l'EI patrouillant la nuit dans une rue de Mossoul. Un des djihadistes encagoulés promet la défaite en Irak des Américains, qui dirigent une coalition internationale aidant les forces irakiennes à combattre l'EI. « Quant à toi, l'Amérique, (...) nous jurons par Dieu que nous te vaincrons en Irak et te ferons sortir défaite et humiliée de ce pays », dit l'homme armé. Il rappelle que plusieurs hauts dirigeants de l'EI tués dans des frappes américaines, comme Abou Mohammed al-Adnani, avaient déjà promis un tel sort aux États-Unis. La bataille fait craindre à la fois un désastre humanitaire pour les habitants et la démobilisation des djihadistes, dont ceux d'origine étrangère. « Mossoul sera une bataille difficile. Il y aura des avancées et des revers », a prévenu Barack Obama.

1. La plaine de Ninive

- Territoire contrôlé par Daech le 16 octobre au matin
- - - Axe d'approvisionnement de Daech en provenance de Syrie
- Ligne de front le 17 octobre

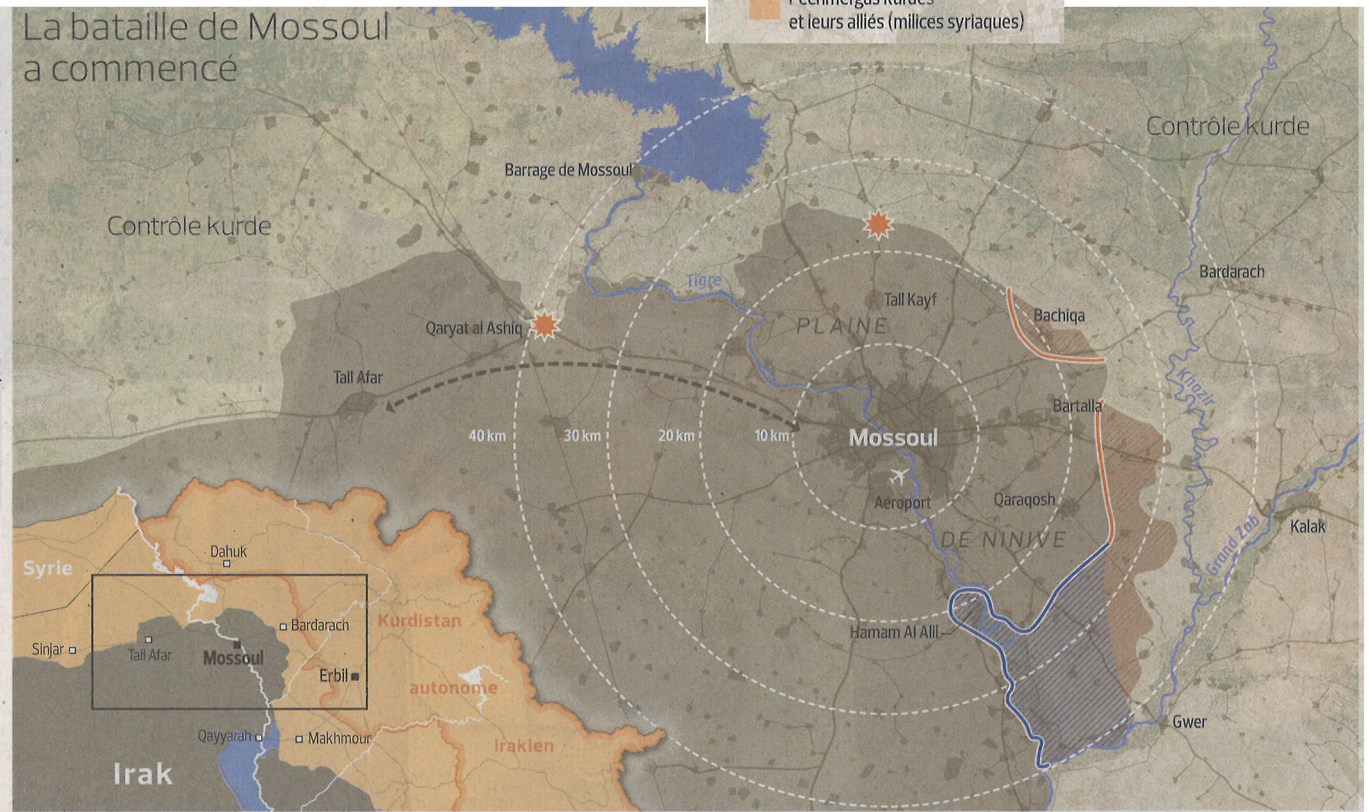
TERRITOIRES LIBÉRÉS LE 17 OCTOBRE AU SOIR

- Par les forces gouvernementales irakiennes (9^e brigade)
- Par les forces kurdes (pechmergas)
- Autres lieux d'affrontements entre les pechmergas et Daech

2. Le nord de l'Irak

CONTRÔLE (OU PRÉSENCE) DÉBUT OCTOBRE 2016

- État islamique (Daech)
- Gouvernement irakien et ses alliés (milices chrites)
- Pechmergas kurdes et leurs alliés (milices syriaques)



*L'issue des combats ne fait pas de doute : l'organisation **Etat islamique** sera chassée de Ninive. Mais à quel prix et pour quelle paix?*

La bataille de Mossoul sonne-t-elle le glas de Daech ?



Les forces irakiennes en convoi vers Mossoul, le 17 octobre.

La bataille pour la reconquête de Mossoul a donc enfin commencé, plus de six mois après que le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, l'a annoncée. La cité est symbolique à plus d'un titre. En juin 2014, la prise de cette ville de 1,5 million d'habitants, la deuxième en Irak après Bagdad, avait marqué la progression fulgurante de l'organisation Etat islamique. Pour la première fois, les djihadistes avaient un territoire et une capitale. Lassés par la corruption et les exactions des milices du gouvernement chiite de Bagdad, les habitants de Mossoul avaient pour beaucoup accueilli avec soulagement l'occupation de la ville par les fondamentalistes sunnites, devant lesquels l'armée irakienne et la police avaient fui sans combattre. D'ailleurs, dès son intégration malgré elle à l'Etat irakien, la ville, qui s'est toujours sentie plus connectée à Alep qu'à Bagdad, s'est singularisée par son conservatisme social et une religiosité rigoriste. C'est aussi depuis le minbar de la grande mosquée de Mossoul qu'Abou Bakr al-Baghdadi s'est autoproclamé calife en juillet 2014, lors de son unique apparition publique à ce jour.

Reprendre la ville, c'est donc espérer porter un coup fatal à l'Etat islamique, d'autant que la bataille de Mossoul se mène en même temps que celle de Syrte, en Libye, que celle d'Alep, et qu'elle précède la reconquête d'Al-Bab puis de Raqqa en Syrie. Or, priver Daech de ses territoires, c'est démystifier l'utopie du califat, qui encourage les nouvelles recrues à rejoindre l'organisation. Mossoul est aussi la base logistique à partir de laquelle ont été organisés certains des attentats qui ont ensanglanté la France. Par exemple, Rachid Kassim, l'éducateur-rappeur djihadiste roannais, sévit depuis la région de Ninive. Il y commet ses décapitations de « prisonniers », comme celles du 20 juillet dernier. Et profite des infrastructures du califat pour mettre en relation les aspirants terroristes sur le territoire français.

Militairement, le rapport de force est si inégal que l'issue des combats ne fait pas de doute. Les renseignements militaires américains estiment le nombre des djihadistes présents dans la ville à moins de 5000. En face, des dizaines de milliers d'hommes, de troupes irakiennes, de milices des tribus sunnites et des peshmergas kurdes, dont la progression est appuyée par les frappes de la coalition. Les djihadistes vont-ils résister, faire venir des renforts de Syrie ou bien s'évaporer dans la région? De ces scénarios dépendra la durée de la bataille.

Mais les meilleurs spécialistes de la région s'accordent à dire que la reprise de Mossoul des mains de Daech pourrait aussi avoir pour conséquence une nouvelle déstabilisation de la province. Comment les forces en présence, qui mènent la bataille ou espèrent en influencer le cours (Kurdes, Turcs, milices chiites soutenues par l'Iran, etc.), vont-elles se partager le pouvoir? Une région sunnite dont Mossoul serait la capitale pourra-t-elle voir le jour, comme l'affirme le gouvernement irakien, alors qu'aucun accord n'a été véritablement scellé entre des belligérants aux intérêts opposés? Or, dans la région de Ninive, personne n'aspire à repasser sous la domination de l'Etat central chiite de Bagdad. Dans cette hypothèse, un avatar de Daech, encore plus cruel et radicalisé, pourrait naître du désespoir des Arabes sunnites, comme l'organisation Etat islamique, gène mutant d'Al-Qaïda, était née du ressentiment des populations sunnites livrées aux exactions du gouvernement chiite de l'ex-Premier ministre, Nouri al-Maliki. ■

AFP

Syrie: Erdogan déterminé à "nettoyer Minbej" des milices kurdes "dans les plus brefs délais"

Istanbul, 26 octobre 2016 (AFP)

LE PRÉSIDENT turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé mercredi que la Turquie était "déterminée à nettoyer dans les plus brefs délais" la ville de Minbej, dans le nord de la Syrie, contrôlée par des milices kurdes soutenues par Washington.

"Nous sommes déterminés à nettoyer dans les plus brefs délais Minbej du groupe terroriste PYD. Ou bien ils se retireront (...) et iront à l'est de l'Euphrate, ou bien nous ferons le nécessaire", a déclaré M. Erdogan lors d'une allocution télévisée.

Le PYD (Parti de l'union démocratique) et sa branche armée, les YPG (Unités de protection du peuple), sont considérés comme des organisations "terroristes" par Ankara, qui reproche à Washington de soutenir ces groupes pour combattre l'EI.

"Nous le disons à nos amis américains: est-il question de lutter contre Daech (acronyme arabe de l'EI) ? Venez, faisons-le ensemble. Nous n'avons pas

besoin du PYD ou des YPG", a insisté M. Erdogan mercredi.

La Turquie a lancé en août une opération militaire dans le nord de la Syrie pour chasser l'EI de sa frontière, mais également pour empêcher la jonction des "cantons" d'Afrine et Kobane contrôlés par des milices kurdes.

L'armée turque a multiplié les frappes contre les YPG ces derniers jours dans le nord de la Syrie.

Par ailleurs, l'armée turque a affirmé dans un communiqué reproduit par la presse que deux combattants de l'opposition syrienne soutenue par Ankara avaient été tués mardi par un "baril explosif (...) largué depuis un hélicoptère du régime" de Bachar al-Assad.

Cette frappe s'est produite dans un secteur à l'est de la localité de Dabiq dont l'EI a été chassé à la mi-octobre par des rebelles syriens soutenus par Ankara. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, cette frappe a contraint les rebelles pro-turcs à se retirer du village de Tal Madiq où des combats les opposaient au YPG. ●

Flee Mosul or stay? Both choices risky

JADAA, IRAQ

As fighting moves closer, residents face danger from combat and displacement

BY TIM ARANGO

The first thing Musar Abid did when he escaped the Islamic State last week was grab a razor.

"I shaved this morning," he said, smiling and pointing to his cheeks, smooth for the first time since jihadist enforcers began requiring long beards two years ago. "I became a young man again."

When Iraqi federal policemen taking part in the offensive to reclaim Mosul from the terrorist group approached his village, Mr. Abid, 41, was elated to see them coming.

For Mr. Abid, escape was an imperative — he had informed to the Iraqi police about conditions in the city, he said. "All of the world knows what life was like under Daesh," he said, using the Arabic acronym for the Islamic State, which is also known as ISIS or ISIL.

But there are a million or more other civilians still in the city, and as they begin taking up the decision of whether to flee or stay, they face increasing hazards. Aid groups and international agencies are racing to prepare for the possi-

bility that the trickle of civilians fleeing Mosul, like Mr. Abid, will soon become a flood.

Aid workers fear that as the fight moves to urban centers, it could force the sudden displacement of hundreds of thousands of people, and they are stockpiling gas masks in case the Islamic State turns to chemical attacks. And despite the relief civilians are expressing as they flee the jihadists, the risk is considerable.

The government has been dropping leaflets, telling civilians to stay in their homes and urging young men to rise up and fight the militants once security forces approach.

As of Friday, with the fighting still on the city's outskirts, most Mosul residents appeared to be hunkering down, American officials said. If that trend holds, they said, it could lessen the crunch on supplies and housing at the aid camps outside the city.

But the dilemma for civilians in Mosul will only grow more acute as fighting intensifies: stay, and risk having their families caught up in combat and airstrikes or held as hostages by the Islamic State; or go, and risk sniper attacks and roadside bombs as they flee, followed by a bleak life in camps for displaced people for the foreseeable future.

Families and aid workers worry that the Islamic State will use civilians as human shields, as they did earlier this year in the fight for Falluja. The United Nations on Friday said the group was hold-

ing 550 families as shields near Mosul.

Many of the displaced so far — 5,640 people in the first days of fighting, the United Nations said — are from villages south of Mosul, in a region where the Iraqi Army and the federal police are pushing north from a rear staging base in Qaiyara, where American soldiers are advising the Iraqis.

To get there, New York Times journalists drove south last week from Erbil, along cratered roads whose only traffic seemed to be flatbed trucks carrying military vehicles and pickup trucks full of government fighters. On the horizon the parched moonscape met a wall of black smoke from the oil wells the Islamic State has set ablaze as a cover from airstrikes. Checkpoints, flying the flags of the Kurdish pesh merga, the Iraqi Army or a revered Shiite martyr, lined the road.

At the base in Qaiyara, a group of federal policemen grabbed their rifles, and we piled into their minivan for a tour of some of the villages. As we drove through the dusty towns, children waved and cheered, and the policemen tossed them water bottles.

At one stop, as a dust storm kicked up, an older man, Hussein Ali Abdella, living in a tent, said he had no idea when he could return home because of tribal disputes between groups that supported the Islamic State and those that were against.

As we left, a 15-year-old boy named Othman Falah told us, "That man you were just talking to, all his sons were with Daesh."

The exchange was just one small sign of the challenges of reconciliation in Iraq even if the Islamic State can be driven out. A broad political arrangement between the Shiite-led government and the Sunni minority will be necessary for lasting peace, but so will reconciliation between Sunnis at the grass-roots level across the territories like these villages where the Islamic State has ruled.

As Iraqi forces advanced last week, their progress was slowed by suicide attacks and roadside bombs. Western diplomats and foreign leaders have warned that the fight for Mosul could be long and bloody, perhaps stretching into next year.

Some Iraqis from Mosul and the surrounding area, though, are predicting another scenario: that the residents of Mosul have become so disenchanted by the Islamic State's brutal rule that at least some will rise up against the group.

"Believe me, if they attack Mosul all the youth will be with the Iraqi Army," said Umm Yihya, 46, who escaped Mosul about a week ago with her son and is now living in a sprawling tent encampment in Debaga, south of Erbil, the capital of the Kurdish region. "Even the women will fight against Daesh. They've treated us in a disgraceful way, and that generated a lot of hate against them."

Others said a broad civilian uprising against the Islamic State was unlikely.



BULENT KILIC/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Displaced Iraqis arriving at a camp in the town of Qaiyara, south of Mosul. Aid workers fear fighting could force the sudden displacement of hundreds of thousands of people.

"They are afraid," said Hussein Hassan,

"They've treated us in a disgraceful way, and that generated a lot of hate against them."

a man in his mid-70s who fled his village last week. "I can't say they will rise up."

While most civilians, he said, would welcome liberation, they have little confidence in the capabilities of the Iraqi security forces. In his village, he said, just a few militants on motorbikes fought off a much larger force.

"They were engaging all of the Iraqi forces, and the army couldn't get in our village," he said.

The Islamic State, meanwhile, is trying to shape perceptions in advance of the main assault on the city. The group

released videos last week showing masked fighters patrolling the streets, and interviews with residents claiming that life was fine inside the city.

But residents inside the city, as well as people displaced from Mosul who are in contact with relatives there, painted a different picture in interviews last week. They said the streets were mostly empty, with fighters having either fled or moved to the front lines to defend outer villages from the approaching security forces.

They spoke of growing fear as the city's jihadist rulers clamped down on residents. Food is running scarce, and being caught using a cellphone to communicate with the outside world can bring severe punishment, even execution.

Some civilians described frantically deleting from their phones photographs they had taken of themselves with Islamic State fighters, fearing they could

be tarred as collaborators by the advancing security forces.

Inside Mosul, militants have also been trying to stoke the sectarian fears of the Sunni Arab population, gathering residents to watch propaganda videos showing Shiites — who dominated the Iraqi security forces — abusing Sunnis, residents said.

About a month before the Mosul offensive began, Ahtan Thamer, in his 20s, escaped the city. Like Mr. Abid, he shaved his beard when he reached a camp. He said he was regularly in touch with friends and family in Mosul and that everyone was "waiting for this moment."

The militants, he predicted, "will be like dogs: They will run away."

Falih Hassan contributed reporting from Erbil, Iraq, and Eric Schmitt from Washington.

BBC NEWS 24 October 2016

Mosul offensive: Iraqi Kurdish forces besiege key town of Bashiqa

24 October 2016
http://www.bbc.com

Kurdish forces taking part in the offensive to retake the Iraqi city of Mosul from Islamic State militants are besieging a key town to the north-east.

Peshmerga fighters have surrounded Bashiqa, which lies on a crucial supply route 12km (8 miles) from Mosul, and are preparing to launch a full assault.

But the threat of suicide bomb attacks means they are advancing with caution.

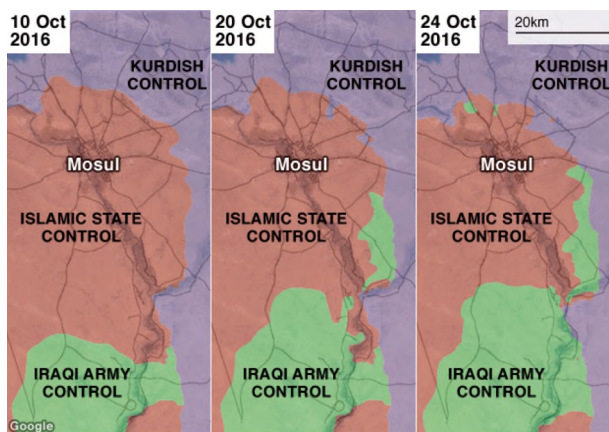
A Counter-Terrorism Service commander also said its troops had gained ground around Bartella, 10km to the south.

Abdul Wahhab al-Saadi told the BBC they had stormed the villages of Khazna, Khazna Tabba and Tob Zawa.

The second assault began on Sunday, and by Monday morning the Peshmerga had encircled the town and begun digging trenches in preparation to storm it, a commander told Kurdish news agency Rudaw.

The BBC's Richard Galpin in Erbil says that if they do succeed in retaking Bashiqa, it would give the Peshmerga a clear run to north-eastern Mosul, with no other towns or villages lying in between.

Iraq's Prime Minister Haider al-Abadi meanwhile insisted that claims that Turkish troops had taken part in the battle for Bashiqa were "baseless and untrue".



Source: IHS Conflict Monitor, territory assessed as credible on 24 Oct

Turkey's Prime Minister Binali Yildirim said on Sunday that soldiers stationed at a nearby base, where they have been training Peshmerga and Sunni Arab tribal fighters, had provided "support with artillery, tanks and howitzers".

Journalists on the front line have reported seeing artillery fire coming from the Turkish base and hitting IS positions on several occasions.

Informants 'executed by IS'

About 30,000 Iraqi security forces, Kurdish Peshmerga fighters, Sunni Arab tribesmen and Shia militiamen, assisted by US-led coalition warplanes and military advisers, launched the long-awaited offensive to retake Mosul a week ago.

On Monday, US special presidential envoy to the coalition Brett McGurk declared that they had met all their objectives thus far, and that the coalition had carried out more air strikes than during any other



About 30,000 personnel are involved in the offensive to retake Mosul, which began a week ago

seven-day period of the war against IS.

A senior intelligence officer told the BBC that IS had begun executing suspected informants as Iraqi forces pushed closer to Mosul.

The officer also said IS had positioned some civilians as human shields, describing this as a sign of weakness and desperation.

As the pressure increases on Mosul, IS has been carrying out more attacks in other parts of Iraq.

After a major assault on the northern city of Kirkuk last week in which up to 100 people were killed, militants attacked the western town of Rutba on Sunday and overran several districts.

On Monday, a police source reported continuing clashes between troops and IS militants inside Rutba despite the arrival of military reinforcements.

And a local official in Sinjar told Reuters news agency that at least 15 militants had been killed in two hours of fighting with Peshmerga fighters.

Our correspondent says these diversionary tactics seem to be working. According to a Kurdish intelligence source, he adds, some 2,000 Peshmerga troops had to be pulled away from the Mosul offensive to deal with the attack on Kirkuk.

The UN refugee agency also announced on Monday that it would soon have enough shelters for 150,000 people who might flee Mosul and its surrounding area during the offensive. Some 7,500 people had already left, it said. ♦



20 octobre 2016

Bombardements meurtriers de l'armée turque sur des positions kurdes en Syrie

L'armée turque dit avoir tué jusqu'à 200 miliciens kurdes en Syrie

Par RFI le 20-10-2016 (Avec AFP) www.rfi.fr

L'armée turque a annoncé avoir mené une série de frappes contre des milices kurdes dans la région d'Alep en Syrie, jeudi 20 octobre. Le bilan humain varie selon les sources, mais on compterait au moins 11 morts.

Entre 160 et 200 membres des Unités de protection du peuple kurde (YPG), branche armée du parti kurde syrien PYD, ont été tués dans 26 frappes menées dans le secteur de Maaret Oum Housh au nord d'Alep, selon l'agence progouvernementale Anadolu, qui cite un communiqué de l'armée. Ce bilan ne pouvait être confirmé de source indépendante dans l'immédiat.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, a fait état d'au moins 11 tués et 24 blessés parmi les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde soutenue par Washington, dans ces raids.

Ces frappes ont visé des zones prises par les FDS au groupe Etat islamique (EI) au cours des dernières 48 heures, a déclaré l'OSDH à l'Agence

France-Presse (AFP) à Beyrouth. Plusieurs bâtiments, dépôts d'armes et véhicules utilisés par les YPG ont également été détruits, selon Anadolu.

Le gouvernement turc considère le PYD et les YPG comme des organisations « terroristes » étroitement liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une rébellion sanglante sur le territoire turc depuis plus de 30 ans. Dans un communiqué, l'administration semi-autonome kurde en Syrie dénonce une « agression flagrante » d'Ankara et demande à la communauté internationale de « faire directement pression sur la Turquie pour qu'elle arrête ses attaques ».

RELATIONS SOUS TENSION ENTRE ANKARA ET WASHINGTON

Ces frappes interviennent à la veille d'une visite en Turquie du secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, qui doit notamment s'entretenir avec les dirigeants turcs des derniers développements en Syrie et en Irak, où une offensive majeure est en cours pour déloger l'EI de Mossoul, son bastion irakien.

Les relations entre la Turquie et les Etats-Unis, deux membres importants de l'Otan, se sont tendues ces derniers mois, en raison notamment du soutien de Washington aux milices kurdes dans le



nord de la Syrie, jugées efficaces contre l'EI. Ankara a lancé le mois dernier une opération terrestre sans précédent dans le nord de la Syrie, envoyant des chars et des militaires pour appuyer l'opposition syrienne contre l'EI.

Cette opération vise à chasser les jihadistes de la frontière turco-syrienne, un objectif considéré comme rempli par Ankara, mais aussi à empêcher la jonction des deux zones contrôlées par les milices kurdes dans le nord de la Syrie. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a prévenu mercredi que la Turquie « n'attendra plus que les problèmes frappent à sa porte. [...] Désormais, nous irons à la rencontre des organisations terroristes, où qu'elles se trouvent. » ●



octobre 20, 2016

Turkish jets kill 160 to 200 Syrian Kurdish militants in air strikes

Syrian Kurds say Turkish strikes kill 10 Kurdish fighters, wounds 20

By SARAH EL DEEB and SUZAN FRASER
Associated Press Oct 20, 2016
<http://www.foxcarolina.com>

BEIRUT (AP) - Turkish jets have struck the U.S.-backed Syrian Kurdish militia north of the embattled city of Aleppo, claiming to have killed as many as 200 militia members, Turkey's state-run news agency reported Thursday.

A senior commander of the main Syria Kurdish militia, which has been supported by the United States, confirmed Turkish jets and artillery were still attacking his forces north of Aleppo, but disputed the casualty count saying no more than 10 of his fighters were killed so far.

Commander Mahmoud Barkhadan of the People's Protection Units told The Associated Press that Turkish tanks have been shelling the Kurdish-led forces in the area since early Wednesday. He said jets joined overnight and continue to pound his forces in the area. He said more than 30 aerial attacks had taken place so far and that early reports suggest no more than 10 fighters were killed and 20 were wounded. There was no word on civilian casualties yet.

The bombardment was a major escalation by Turkey just as the offensive to recapture the city of Mosul

from Islamic State militants in Iraq was intensifying. Iraqi Kurdish forces have carried the brunt of the fighting so far in the Mosul offensive.

Kurdish forces in Syria have also carried out most of the fighting against IS and made significant territorial gains, including advances in the last few days against IS militants in Aleppo province, much to Turkey's fury in recent months. Turkey, which is dealing with a homegrown Kurdish insurgency, has been trying to prevent an expansion of Kurdish influence in Syria.

"We will not back down," Barkhadan said in a telephone interview from the area. He accused Turkey of aiding IS militants by diverting the fight into a Turkish-Kurdish one. "We are fighting Daesh, why are they striking at us?" he asked, using the Arabic acronym for IS.

The Anadolu Agency, quoting military officials, said the raids were carried out late Wednesday night, attacking 18 targets in the Maarraat Umm Hawsh region in northern Syria. Between 160 and 200 militia fighters were killed in the raid. The targets hit were in areas that the Syrian forces recently took over as they pressed ahead with their campaign to drive Islamic State militants from areas north of Aleppo.

The Syrian Kurdish force has been an ongoing source of tension between NATO allies Turkey and the United States.

The U.S. considers the militia group, known as the People's Protection Units or YPG, to be the most effective force in the fight against the Islamic State group in Syria. Turkey says the group is an extension of its own outlawed Kurdish militants who have carried out a series of deadly attacks in Turkey over the past year and considers it to be a terrorist organization.

Ankara has grown increasingly wary as the YPG succeeded in securing large portions of territory along the Syrian-Kurdish border. In August, Turkey sent troops and tanks into northern Syria to help Syrian opposition forces drive the Islamic State group away from an area bordering Turkey, and to curb the Syrian Kurdish forces' territorial expansion.

The Turkish attack came after Turkish President Recep Tayyip Erdogan said his country would not "wait for terrorists to come and attack" but would go after them before they have the chance to strike.

Anadolu said the 18 Syrian Kurdish targets hit included nine buildings used as headquarters, meetings points, shelters or arms depots as well as five vehicles. ●



Les Yézidis, une minorité persécutée de longue date en Irak

Par AFP — 27 octobre 2016
<http://www.libération.fr>

La communauté yézidie, dont deux figures, rescapées du groupe jihadiste Etat islamique (EI), se voient décerner le prix Sakharov du Parlement européen, est de longue date l'une des minorités les plus vulnérables d'Irak.

Saluant le «courage» de Nadia Murad et Lamia Haji Bachar, le président du Parlement européen Martin Schulz a exhorté les Européens à se «battre contre la stratégie génocidaire de l'EI».

Vivant dans les coins reculés du Kurdistan irakien, les Yézidis sont une minorité kurdophone adepte d'une religion monothéiste pré-islamique, issue du mazdéisme, qui a intégré au fil du temps des éléments de l'islam et du christianisme.

Ni arabes ni musulmans, ils sont persécutés depuis des siècles et qualifiés par leurs détracteurs, notamment par l'EI,

d'«adorateurs du diable».

En août 2014, des dizaines de milliers de Yézidis avaient fui l'EI dans les monts Sinjar, y restant des semaines sans eau ni nourriture par une chaleur accablante, ou rejoignant le Kurdistan irakien ou des pays voisins comme la Turquie. Des milliers d'hommes furent massacrés, des femmes enlevées, certaines réduites en esclavage par les jihadistes.

En mars 2015, l'ONU a qualifié l'assaut de l'EI de «tentative de génocide» et réclamé la saisie de la Cour pénale internationale (CPI). Les forces kurdes irakiennes ont repris la ville de Sinjar le 13 novembre 2015.

Selon un bilan dressé en août 2015 par le gouvernement du Kurdistan irakien, sur les 550.000 Yézidis d'Irak, 400.000 ont été déplacés par les combats. Environ 1.500 sont morts et près de 4.000 sont en captivité.

L'ONU estime qu'environ 3.200 Yézidis restent actuellement entre les mains de l'EI, la majorité en Syrie.

Dans le monde, les Yézidis sont un million et demi, dont un tiers en Irak. D'autres communautés sont établies en Turquie, Géorgie et Arménie, sans compter une diaspora en Occident, selon le site du Vatican.

Dépourvus de livre sacré et organisés en castes, ils prient en direction du soleil et vénèrent sept anges dont le principal est Melek Taous («l'Ange-Paon»). La tradition yézidie interdit de se marier hors de la communauté et même de sa caste.

Leur grande fête annuelle est un pèlerinage de sept jours sur la tombe de leur figure centrale, cheikh Adi, au temple de Lalish à une soixantaine de km de Mossoul.

Les croyances et pratiques yézidies -- comme l'interdiction de manger de la laitue et de porter la couleur bleue-- sont



Des Yézidis dans un centre médical entre Kirkouk et Erbil, en Irak, le 17 janvier 2015 Photo SAFIN HAMED. AFP

considérées par leurs détracteurs comme sataniques. Les musulmans orthodoxes considèrent le Paon comme une figure démoniaque.

La Constitution irakienne de 2005 a reconnu leur droit à pratiquer leur culte et leur a réservé trois sièges à l'Assemblée nationale et deux au Parlement autonome kurde.

En août 2007, les Yézidis ont été victimes d'un terrible attentat lorsque d'énormes camions piégés ont détruit deux de leurs villages et tué plus de 400 personnes. ♦

Le Monde VENDREDI 21 OCTOBRE 2016

Ankara veut défendre son « arrière-cour »

La bataille de Mossoul, en Irak, est un test pour la politique « néo-ottomane » de M. Erdogan

ISTANBUL - correspondante

Recevant des centaines de milliers de villages et de quartiers dans son palais d'Ankara, mercredi 19 octobre, le président turc Recep Tayyip Erdogan a évoqué la réalisation à Mossoul d'un «plan», par des puissances qu'il n'a pas nommées, lequel aurait pour but de «provoquer des affrontements confessionnels». «Nous avons déjoué les plans élaborés par ceux qui critiquent la politique turque vis-à-vis de Mossoul, nous avons déjoué leur projet en Syrie. Ils auraient voulu que nous restions les bras croisés», a-t-il déclaré.

Irrité de voir son pays tenu à l'écart de l'opération en cours dans la grande ville du nord de l'Irak pour la reprendre aux djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), le numéro un turc a promis d'agir. «Nous n'allons pas attendre que les problèmes viennent frapper à notre porte, que les terroristes s'infiltreront sur nos terres. Nous irons les combattre là où ils se trouvent», a-t-il martelé.

La Turquie soupçonne l'Iran de vouloir créer un arc chiite de la

mer Caspienne à la Méditerranée. Le risque existe que les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) profitent de la situation pour créer un Etat kurde de Qandyl (le quartier général militaire du PKK à la frontière Iran-Irak) jusqu'à Afrine, le canton kurde dans l'ouest de la Syrie.

Ankara voit d'un mauvais œil le fait que des combattants du PKK soient présents sur les monts Sinjar à l'ouest de Mossoul, avec l'accord du gouvernement de Bagdad, tandis que leurs cousins syriens du Parti de l'union démocratique (PYD) coopèrent étroitement avec les Etats-Unis pour chasser l'EI du nord de la Syrie.

M. Erdogan se pose en défenseur des «frères arabes sunnites» et des «frères turkmènes» en Irak. L'Histoire est convoquée. Pour la deuxième fois en quelques jours, le traité de Lausanne, signé en 1923 par les pères fondateurs de la République, a été critiqué. «Nous avions 2,5 millions de kilomètres carrés en 1914. Neuf ans après, nous sommes tombés à 780 000 kilomètres carrés. Notre guerre de libération [1919-1922] visait à protéger

nos frontières d'autrefois [d'avant Lausanne]. Malheureusement, nous ne les avons pas bien défendues», a dit le chef de l'Etat turc. Mais tout va changer: «La Turquie ne peut rester dans ce statu quo. Ou nous gagnons grâce à notre politique ou nous sommes condamnés à rétrécir.»

Comme la Russie

Ce discours enjôle de larges pans de la population. «Cette politique nationaliste est populaire en Turquie parce que le nationalisme est l'expression du patriotisme. Par conséquent 70 % des Turcs en sont fiers et il me semble que l'opposition républicaine la soutient elle aussi», explique Aydin Selcen, ancien consul de Turquie à Erbil, dans la région autonome kurde du nord de l'Irak.

Ces derniers jours, la presse gouvernementale n'a eu de cesse de publier des cartes d'avant le traité de Lausanne, quand Mossoul et Kirkouk -- à 200 kilomètres de là vers le sud-est -- faisaient partie de l'empire ottoman. Inur Cevik, éditorialiste du quotidien progouvernemental Sabah et conseiller du président,

l'a rappelé dans les colonnes du journal, le 3 octobre: «Le nord de l'Irak et la Syrie sont nos arrières-cours.» Il y cite le cas de la Russie, habile à imposer l'idée que l'espace post-soviétique était sa zone naturelle d'influence.

La revendication d'un droit de regard sur les anciennes terres impériales était l'axe principal de la politique étrangère «néo-ottomane» voulue par l'ancien premier ministre Ahmet Davutoglu. Il n'est plus chef du gouvernement depuis mai 2016 mais ses idées sont restées.

En plein rabibochage avec le président russe Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan semble prêt à jouer la carte de la protection des Turkmènes et des sunnites d'Irak, à l'image de Moscou, prompt à justifier l'annexion de la Crimée et l'invasion des régions de l'est de l'Ukraine par la nécessité de se porter au secours des populations russophones en danger. Selon Aydin Selcen, «Erdogan voit Poutine et Assad agir, il voit que la communauté internationale est muette. Alors il se demande: "Pourquoi pas moi?"» ■

MARIE JÉGO



Libération **Vendredi 21 Octobre 2016**

BATAILLE DE MOSSOUL

«On va écraser Daech...»

La ruée vers le dernier grand bastion de l'Etat islamique en Irak se poursuit. Dans cette guerre spectacle, les peshmergas kurdes s'affichent sûrs de la victoire, malgré la résistance opposée par les jihadistes.

Par **LUC MATHIEU**
Envoyé spécial à Nawaran (Irak)

Ils se réveillent fatigués dans la poussière de la plaine de Ninive. Ils sont arrivés dans la nuit, quelques heures plus tôt. Ils ont dormi dans leur voiture, dans leur blindé ou à même le sol. Il est 5 heures, les combattants kurdes attendent l'aube pour attaquer. «On va écraser Daech, ils n'ont aucune chance. Nous sommes plus

nombreux, plus forts, et plus motivés», dit Arsala, un jeune peshmerga. Il se gratte la tête, la poussière vole. La prédiction d'Arsala ne s'est réalisée qu'en partie. Il a fallu moins de trois heures, jeudi, aux combattants kurdes pour chasser l'Etat islamique (EI) de plusieurs hameaux proches de Nawaran, dans le nord de l'Irak. Ils ont continué sur leur lancée et progressé vers la ville de Bashiqa. Mais sans la reconquérir. S'ils y parviennent dans les jours qui viennent, les

REPORTAGE

peshmergas pourront fêter leur victoire. Ils auront rempli leur mission : sécuriser les abords de Mossoul au nord et à l'est. Leur mission de reconquête sera achevée, selon le plan de bataille élaboré par la coalition anti-Etat islamique (lire page 5). Le reste, lui, devra être assuré par l'armée irakienne. L'assaut de jeudi a mobilisé une armada. Plusieurs milliers de combattants kurdes, des forces spéciales et des soldats américains, des avions de la coalition. Sur la route qui mène à la ligne de front, les véhicules se succèdent : blindés (récents ou rafistolés), chars, pick-up, voitures, engins de chantier... Les combattants discutent, sûrs d'eux. Personne ne sait combien de jihadistes les attendent. Lundi, lors d'une offensive à Khazir, ils n'étaient que quelques dizaines. Rien ne dit que ce sera le cas à Bashiqa.

COLONNE DE BLINDÉS

A 6 heures, l'offensive est lancée. Comme souvent, ce sont les pelleteuses qui partent en premier. Elles démolissent des levées de terre de plusieurs mètres de haut. Les Kurdes les avaient érigées en 2014, lorsque l'Etat islamique paraissait invincible, capable de s'emparer de Mossoul, deuxième ville du pays, et de s'étendre village après village. Les hameaux de la région de Nawaran sont pour la plupart chrétiens, yézidis ou kurdes chiïtes. Des minorités haïes par l'Etat islamique. A l'époque, les peshmergas avaient reculé face aux jihadistes, sans défendre les habitants qui se sont enfuis. Jeudi, les hauts gradés kurdes se sont postés à côté de deux fortins qui dominent le champ de bataille. Au loin, dans la grisaille de l'aube, Mossoul apparaît dans des contours vagues. La ville est à 17 kilomètres. Le général Jamal Omar, corps sec et petite moustache, observe les pelleteuses détruire la dernière muraille de terre. Les engins font encore quelques mètres et s'arrêtent. Juste à côté, un hameau contrôlé par l'EI. Les jihadistes tirent un mortier qui explose à une centaine de mètres du fortin. Un char des forces kurdes réplique. «Notre objectif est d'avancer de 5 kilomètres et d'aller ensuite vers Bashiqa. Trois assauts ont été lancés aujourd'hui simultanément. Si nous réussissons, nous contrôlerons le nord de Mossoul. Nous contrôlons déjà l'est. Le reste n'est plus de notre ressort. Sauf, bien sûr, si on a besoin de nous», dit le général Omar. A ses côtés, deux gradés discutent. «On continue tout droit et après on va à gauche», dit l'un d'eux. Une explosion gronde au loin, suivie d'une fumée noire. «C'est un avion», dit l'autre. «On n'avance pas vite, il y a

peut-être des mines», reprend le premier. Une colonne de blindés attend de progresser.

«Notre objectif est d'avancer de 5 kilomètres et d'aller ensuite vers Bashiqa. [...] Si nous réussissons, nous contrôlerons le nord de Mossoul.»

JAMAL OMAR
général peshmerga

Juste derrière la ligne de front, la guerre est devenue un spectacle. Gradés et combattants se pressent autour des fortins pour suivre les combats. Ils n'ont pas l'air inquiet, les troupes avancent enfin. Les chars tirent leurs obus pour les protéger ; des balles traçantes rouges filent vers les maisons d'un hameau, à 500 mètres environ. Les avions de la coalition effectuent quelques frappes. A l'arrière, c'est la cohue. Les véhicules klaxonnent pour se frayer un passage sur la route. Des centaines de combattants circulent, s'observent, prennent des photos en attendant d'être envoyés sur le front.

Suite page

Suite de la page Quelques-uns se sont recouchés sur une couverture posée au sol, la tête sur leur kalachnikov. Certains ont des uniformes élimés et des baskets aux pieds : ce sont des peshmergas de base, mobilisés uniquement pour les grandes offensives. D'autres sont habillés d'uniformes noirs et propres : ils appartiennent aux unités de contre-terrorisme. Une petite troupe de soldats américains tente de passer inaperçu. Ils photographient des groupes qu'ils croisent sans s'arrêter de marcher. Une rafale claque, bientôt suivie d'une autre. Les tirs s'accroissent, se propagent.

TIREUR EMBUSQUÉ

Les peshmergas observent le ciel. Un drone venu des territoires de l'Etat islamique les survole. Il semble mesurer entre un et deux mètres d'envergure. Il effectue un virage au-dessus des combattants. Des centaines d'entre eux vident leurs chargeurs, suivis par des mitrailleuses lourdes. Le drone vole toujours et disparaît. Début octobre, deux com-

battants kurdes avaient été tués, et deux soldats français grièvement blessés, dans l'explosion d'un drone

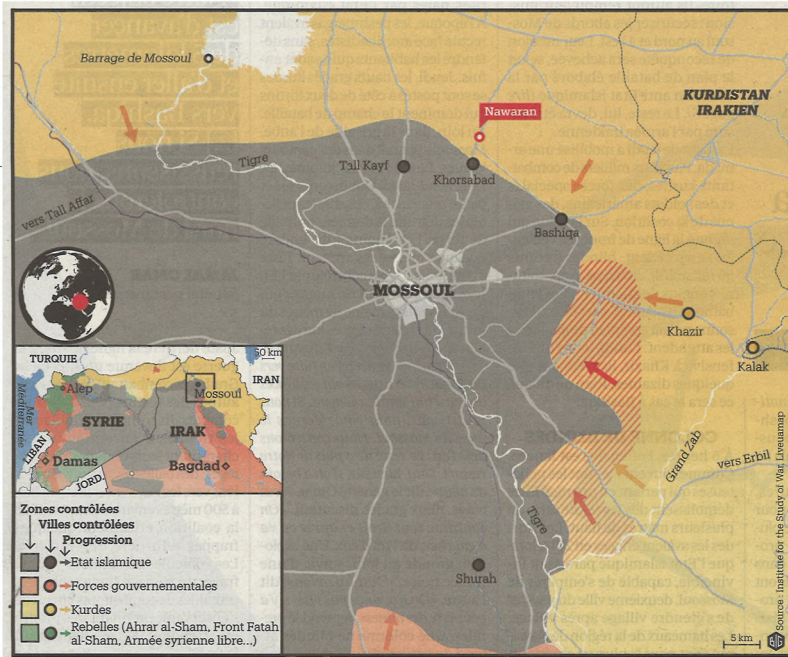
Le drone de l'FI réapparaîtra quelques dizaines de minutes après son premier passage. Il sera abattu dans des cris de joie.

piégé. A Nawaran, l'engin réapparaîtra quelques dizaines de minutes après son premier passage. Il sera abattu dans des cris de joie.

Au sol, les troupes progressent rapidement. Trois hameaux qui bordent la route menant à Mossoul sont repris. Ou presque : dans l'un d'eux, il reste un tireur embusqué. Les Kurdes le visent mais il continue à faire feu de temps à autre. Il y a peut-être d'autres jihadistes dans d'autres villages. Lorsqu'ils avancent et qu'ils ne tombent pas sous un feu nourri, les peshmergas se contentent d'encercler les hameaux, avant d'envoyer des unités chargées de déboucher les derniers membres de l'Etat islamique et de déminer.

Jeudi, les colonnes de chars et de blindés ont donc continué à progresser, l'une derrière l'autre. De temps à autre, des voitures se mêlent au convoi. Les hameaux qu'elles longent ne sont pas intacts, mais pas non plus rasés. Il y a des impacts de balles sur des façades et quelques trous causés par des obus, sans que les maisons ne se soient écroulées. Le convoi bifurque sur un sentier au milieu de champs d'herbes folles jaunies. C'est la direction de la ville de Bashiqa, attaquée en même temps par d'autres unités. Mais les peshmergas doivent d'abord traverser plusieurs villages avant de l'atteindre.

La défense des jihadistes est féroce. Ils envoient une voiture suicide et tirent des mortiers. Un véhicule des forces kurdes saute sur une mine, blessant grièvement une dizaine de combattants. Trop avancés, des blindés ne parviennent pas à faire demi-tour. Jeudi après-midi, Bashiqa était toujours contrôlé par l'Etat islamique. ◆



Paris engage déjà la bataille de l'après

Le Quai d'Orsay a coprésidé jeudi une conférence destinée à préparer la gouvernance future de Mossoul et à répondre à l'urgence humanitaire pour ne pas réitérer les erreurs du passé.

Etait-il urgent de se pencher sur le «jour d'après», la libération de Mossoul des mains de l'Etat islamique (EI), alors que l'offensive pour la reconquête de la ville vient tout juste de commencer? Alors, aussi, qu'aucune des parties prenantes ne se hasarde à prévoir aujourd'hui les développements possibles et donc, la durée de la bataille? En prenant l'initiative de réunir jeudi, en toute hâte, les représentants d'une vingtaine de pays et d'organisations impliqués dans les opérations, la France semble avoir entendu des préoccupations qui furent de toutes parts.

Experts, diplomates, connaisseurs de l'Irak et de la région soulignent en effet la nécessité d'anticiper politiquement les multiples enjeux et écueils liés à la prise de la deuxième ville d'Irak et surtout de son avenir. «*Quel sera l'avenir de Mossoul, alors que des villes telles que Ramadi et Fallouja ont été dévastées par les opérations militaires passées? Quel sera celui des Arabes sunnites, notamment dans la province de Ninive? Dans quelle mesure la question de Mossoul pourrait-elle déterminer la survie, ou non, d'un Etat irakien en état de faillite structurelle depuis de longues années?*» Ces interrogations de la chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) Myriam Benraad résument bien l'ampleur et la difficulté de la tâche. Car il s'agit d'éviter les erreurs et les défaillances accumulées depuis l'invasion américaine

de 2003, qui ont entraîné l'Irak dans le chaos et ouvert la voie à l'Etat islamique. «*Afin que Daech soit défait durablement, les participants ont appelé à un accord politique global entre les autorités nationales irakiennes et les acteurs locaux, pour garantir une gouvernance renforcée de Mossoul et de sa région, qui soit inclusive, respectueuse de la diversité de la population et garante d'une coexistence pacifique.*» Cette déclaration officielle à l'issue de la Conférence coprésidée par le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, et son homologue irakien porte en elle un vaste, long, et périlleux programme.

Les inquiétudes les plus immédiates? Les organisations humanitaires et des droits de l'homme l'ont répété : elles concernent le sort des quelque 1,5 million d'habitants reclus à l'intérieur de la ville. Il s'agit à la fois d'épargner ces civils pris au piège et probablement en otage par Daech lors des combats. Mais aussi d'éviter les purges et les règlements de compte au lendemain du départ des jihadistes. Et l'exode de dizaines de milliers d'habitants fuyant les combats.

Une autre grande crainte s'y superpose : la possibilité pour les combattants de l'Etat islamique de se retirer vers Raqqa, en Syrie. La tâche de la coalition anti-EI «*ne sera pas achevée*» après la reprise de Mossoul en Irak, a prévenu mercredi Manuel Valls : «*Il faudra tenter de reconquérir Raqqa [...] d'où partent les ordres visant à frapper l'Europe.*» Cette question ne semble pas prioritaire pour les autres membres de la coalition internationale. Elle devrait être soulevée à nouveau la semaine prochaine au ministère de la Défense où la France, via Jean-Yves Le Drian, a cette fois invité ses homologues à se réunir le 25 octobre. Douze ministres, dont le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, devraient faire le point sur l'offensive de Mossoul et ses suites.

HALA KODMANI



Libération Vendredi 21 Octobre 2016

A chaque Etat son propre agenda

Derrière l'apparente unanimité des acteurs de la bataille de Mossoul pour terrasser l'ennemi commun, chacun défend ses propres intérêts, parfois antagonistes.

De la première puissance mondiale à la dernière milice locale, les participants se bousculent pour libérer Mossoul de l'Etat islamique (EI). La coalition internationale dirigée par les Etats-Unis regroupe en principe une soixantaine de pays impliqués de façon très inégale. Les différentes forces irakiennes qui doivent – ou voudraient – mener les opérations sur le terrain sont souvent soutenues par des pays de la région. Derrière l'objectif consensuel et collectif de porter un coup sinon fatal, du moins magistral, à l'organisation terroriste, chacune des parties est montée au front pour des motivations propres. Concilier ces agendas pendant, et surtout au lendemain, de la bataille de Mossoul tient du jeu de go qui ne fait que commencer. Car tous les ennemis communs de l'Etat islamique aujourd'hui ne sont pas toujours des amis, loin s'en faut. Chacun convoite sa part du combat et de la victoire pour, souvent, rivaliser avec l'autre. Passage en revue des prin-

L'objectif des Etats-Unis Renouer avec le succès

Pour Barack Obama, le besoin d'enrayer sa spirale d'échecs au Moyen-Orient avant la fin de sa présidence explique en grande partie le moment choisi pour lancer la bataille de Mossoul. Il s'était engagé à libérer la deuxième ville d'Irak du joug de l'EI. L'opération «Conquête» avait formellement commencé en mars, avec l'objectif évoqué d'une reprise par le commandement américain pour la fin de l'année. Le déclenchement très médiatisé des attaques la semaine dernière s'est fait au moment où les critiques montaient face à l'impuissance des Etats-Unis à faire cesser les bombardements massifs des civils à Alep. Ce rappel du fiasco d'Obama sur le dossier syrien et de son piètre bilan ailleurs au Proche et Moyen-Orient a sans doute accéléré un peu plus l'offensive. L'engagement de Washington en Irak contre l'EI va au-delà du baroud d'honneur. A la tête de la coalition antiterroriste formée en septembre 2014, les Etats-Unis sont les maîtres d'œuvre de la bataille dans les airs et sur le sol. Ils assurent surtout l'entraînement, les armes et les équipements des forces locales.



Les forces irakiennes effectuent des tirs de mortiers vers un village tenu par les jihadistes, à Kani

L'objectif de la France Prendre sa revanche

«La France est en première ligne contre Daech», a répété le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, lors de la tenue jeudi de la «conférence sur l'avenir de Mossoul» (lire ci-dessus). Deuxième pays le plus engagé militairement, avant le Royaume-Uni pourtant historiquement plus concerné par l'Irak, la France est «en guerre» pour d'évidentes raisons de sécurité nationale. Depuis les attentats qui ont ensanglanté le pays, l'Etat islamique est devenu l'ennemi public numéro 1 et sa disparition une affaire prioritaire dans l'opinion. La «bataille indispensable» de Mossoul comptera aussi dans le bilan de François Hollande et de son gouvernement pendant la campagne présidentielle.

L'objectif de la Turquie et de l'Iran Imposer leur influence

Pour les puissances régionales, Turquie et Iran en tête, la bataille de Mossoul comporte des enjeux cruciaux dans leur lutte d'influence en Irak et, au delà, dans toute la région. Au nom de l'histoire ottomane de la ville et de sa proximité avec le territoire turc, Ankara revendique un rôle dans les combats comme dans l'avenir de la cité à majorité sunnite. Depuis 1991, 1500 à 2000 soldats turcs sont présents dans la région et le consul turc à Mossoul était le véritable gouverneur de la ville avant 2014, année de sa prise par l'EI. Quant à l'Iran, plus distant géographiquement et historiquement de la ville, c'est l'oc-

casion d'asseoir davantage sa domination sur l'Irak à majorité chiite. Son leitmotiv: bloquer toute revendication d'autonomie de la dernière province sunnite d'Irak.

L'objectif de l'Irak Redorer son blason

Sur le terrain, seuls des forces irakiennes interviennent en principe dans la bataille de Mossoul. Tous les acteurs extérieurs ne font qu'apporter leur aide. Le gouvernement irakien, point d'appui essentiel légitimant tous les intervenants extérieurs, veut profiter de la bataille de Mossoul pour redorer son blason. Il entend venger l'humiliation de son armée qui a livré la ville sans combattre en juin 2014 aux hommes de l'EI et tenter de s'imposer aux yeux de la population. Mais il lui faut composer avec l'autre grande force qui mène la bataille sur le terrain: les peshmergas kurdes. Ces derniers ont avancé les premiers en direction de Mossoul. Soutenus par la coalition internationale, ils ambitionnent d'élargir leur territoire autonome. Ils sont par ailleurs proches de la Turquie, en guerre contre leurs rivaux du PKK. Si on ajoute à ces forces aux ambitions disparates, voire antagonistes, les milices sunnites et chiites irakiennes, on comprend que l'unanimité anti-EI risque d'être éphémère.

H.K.

Turkey pushes for role in Iraqi campaign



An oil well burning on Sunday in Qaiyara, Iraq, about 30 miles south of Mosul. Turkey has troops in Bashiqa, Iraq, also near Mosul, a deployment that Iraq says it never approved.

ERBIL, IRAQ

Iraq rejects insistence by Erdogan to get involved in campaign to retake city

BY TIM ARANGO
AND MICHAEL R. GORDON

A dispute between Iraq and Turkey has emerged as a dramatic geopolitical side-show to the complicated military campaign to retake Mosul, Iraq's second-largest city, from the Islamic State.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has insisted on a role in the battle for Mosul, trying to ramp up an involvement in Iraq that has already alarmed the Iraqi government.

"We have a historical responsibility in the region," Mr. Erdogan said in a recent speech, drawing on his country's history of empire and defeat, from Ottoman rule of the Middle East to its loss in World War I. "If we want to be both at the table and in the field, there is a reason."

In response, the normally mild-mannered Iraqi prime minister, Haider al-Abadi, warned last week of a military confrontation between Turkey and Iraq. If Turkish forces intervene in Mosul, he said, they will not "be in a picnic."

"We are ready for them," Mr. Abadi said. "This is not a threat or a warning, this is about Iraqi dignity."

The rift between Turkey and Iraq is no mere diplomatic row; it is a stark example of the complete breakdown in sovereignty of not just Iraq but Syria as well. The Islamic State has erased the borders between the two countries, while Turkey has stationed troops in both countries without the permission of either government.

Turkey has already angered the Iraqi government by keeping a unit of troops at a base in Bashiqa, an area of northern Iraq near Mosul and surrounded by Islamic State territory. For more than a year, the Turks have also been training Kurdish pesh merga forces and Sunni Arab fighters in Iraq, including a militia led by a former governor of Mosul, Atheel al-Nujaifi.

The Turkish military deployment, even just to train local forces, has been bitterly opposed by the Iraqi government, and Mr. Abadi has demanded that the troops leave.

Now that the battle for Mosul has started, Mr. Erdogan has given a number of incendiary speeches in which he has seemed to suggest that he is itching for the Turkish military to become directly involved in the fighting.

The battle for Mosul began last week with a push by Kurdish and Iraqi forces, backed by American advisers and United States airstrikes, to take back dozens of villages outside the city. For the United States, Turkey, a NATO ally, has again proven itself a difficult partner in the fight against the Islamic State,

also known as ISIS, ISIL or Daesh.

As it has in Syria, where Turkey has opposed, and sometimes bombed, Syrian Kurdish allies that are working with the United States to fight the Islamic State, Turkey has undermined American goals in Iraq by insisting on playing a role in the fight for Mosul.

For almost a year, American diplomats have sought to contain the crisis. They have encouraged the Turks to respect Iraq's sovereignty and aid the fight against the Islamic State by carrying out activities under the umbrella of the United States-led coalition.

But Turkey has kept its troops in Bashiqa, a deployment the Iraqi government says it never approved. According to a United States State Department official, who asked not to be named because he was discussing sensitive deliberations, Turkey has about 600 to 800 troops at Bashiqa, equipped with tanks and artillery, and has sometimes fired on Islamic State positions from there. Turkish troops did so Sunday in support of Kurdish pesh merga fighters, officials said.

Zalmay Khalilzad, a former American ambassador to Afghanistan and Iraq, warned in a recent article in *The National Interest* that Turkey and Iraq may be heading for war. He wrote that there was a "danger of a war within a war that could damage the prospects for retaking and stabilizing Mosul."

Those fears seem extreme, if only because the Iraqis have their hands full with the Islamic State. But defusing the tension has become another challenge for American diplomats.

The United States is trying to broker a compromise in which the Turks would not directly participate in the Mosul offensive but stick to training and perhaps medical and humanitarian support.

In a visit to Turkey in recent days, Defense Secretary Ashton B. Carter said there was an agreement "in principle" between Turkey and Iraq, which the Iraqi government immediately denied. Iraq appears to want a commitment from the Turks that they will leave after Mosul is retaken.

Mr. Carter has said the United States is trying to balance "our respect for the sovereignty of Iraq" and "our respect also for Turkey's historic role in the region."

Turkey has a number of strategic reasons for maintaining a military presence in northern Iraq.

It wants a bulwark against the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which is waging an insurgency in southeast Turkey and keeps bases in the mountains of northern Iraq. The P.K.K. fought in the battle for Sinjar, in northern Iraq, last year.

Turkey, a Sunni power, also says it wants to protect ethnic Turkmens and Sunni Arabs in northern Iraq and counter the presence of Shiite Iran, which is dominant in Iraq and controls several militias. More broadly, and in keeping with Mr. Erdogan's vision of re-

claiming Ottoman glory, Turkey wants to project influence in the region, in Iraq but also in Syria, where in August the Turkish military intervened to push the Islamic State out of the city of Jarabulus.

At times, Mr. Erdogan has seized on the issue of Mosul to highlight century-old grievances that linger from the end of World War I, when Western powers divided the former Ottoman lands of the Middle East. "We did not voluntarily accept the borders of our country," he said.

He has also referred to a manifesto from the last Ottoman Parliament, as the empire crumbled, claiming Mosul as part of Turkey.

"Our most important task is to teach this to a new generation," he said recently.

Mensur Akgun, the director of the Global Political Trends Center in Turkey, said that for Turks, "there is also an emotional side to the issue." Referring to Mosul, Mr. Akgun said: "A century ago, that place was Turkey. A big geography was Turkey. It is committed in the memories that British and French imperialism was responsible."

Mr. Erdogan has said he is worried about the presence in Iraq of Iranian-backed militias, which have been accused of abuses against Sunni civilians. At the same time, Turkey's presence has inflamed sectarian passions within Iraq.

In the run-up to the Mosul battle, the United States worked closely with Iraqis to put together a force that included the Iraqi Army, Kurdish forces and Sunni tribal fighters but not Shiite militias. But because of Turkey's insistence on playing a role, Shiite militia leaders now say they, too, might join the battle.

Turkey's strategic reasons for maintaining a presence in northern Iraq include the desire for a bulwark against the P.K.K.

And militia leaders have suggested that they might play a role in liberating the city of Tal Afar, near Mosul, which has alarmed Turkey because that city has a large Sunni Turkmen population.

In his recent speeches, Mr. Erdogan, who has been accused of pursuing a sectarian policy in the region by pushing a Sunni agenda, has heightened tensions.

"What you call 'Baghdad' is an administrator of an army composed of Shiites," he said. "They say 30,000 Shiite militants are coming." Warning against the involvement of the militias, he said, "They should be prepared for what they will face."

There is no love lost between Iraqi Shiites and Turkey, going back to the days when the Ottoman Empire governed Iraq and promoted local Sunni elites. Last week, after the Mosul campaign began, Shiite protesters, organized by the cleric Moktada al-Sadr, converged on the Turkish Embassy in Baghdad.

Some wore red bands denoting the Shiite militias, and had a message for Mr. Erdogan: "Leave our land with dignity before we kick you out!"

Ceylan Yeginsu and Safak Timur contributed reporting from Istanbul, and Omar Al-Jawshy from Baghdad.

International New York Times OCTOBER 26, 2016

TURKEY BARGES INTO THE MOSUL FIGHT

President Erdogan wants a direct role in the battle, but his real priority seems to be defeating Kurdish separatists.

It's been clear from the start that the American and Iraqi-led battle to retake Mosul from the Islamic State presented a logistical and strategic puzzle — even a possible nightmare — in which the interests of multiple countries and sectarian groups had to be reconciled and their roles carefully coordinated. Without such coordination, the effort to defeat ISIS and liberate thousands of Mosul residents who have suffered horribly under the terrorist group for two years would be severely undermined.

The nightmare scenario has now become more likely with Turkey's decision to pick a fight with Iraq. Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, is demanding a direct role in the battle that no one had designed for his troops, meanwhile seeming to tread on Iraq's sovereignty.

This is a troubling development because if Mr. Erdogan persists, leaders of Iraqi Shiite militias may follow through on their threat to join the battle. Before the fighting started last week, the United States had worked with the Iraqis to assemble a military force that included the Iraqi Army, Kurdish forces and Sunni tribal fighters — but not the Shiite militias, which have a record of abuses against Sunnis, the largest religious group in Mosul.

Even before this latest demand, Turkey had angered Baghdad by keeping 600 to 800 troops at a base in Bashiqa in northern Iraq. Ankara's real priority is defeating Kurdish separatists who straddle the border

regions of Turkey and Iraq and have engaged in a rebellion against the Turkish government for decades. Mr. Erdogan is also eager to check Iran's growing influence in the region and to be seen as a defender of Sunni Arabs and Turkmens, who live in Mosul and the surrounding area.

Turkey is a NATO ally, and it was once on track for membership of the European Union and had a hopeful future as a Muslim democracy. But Mr. Erdogan long ago veered down an authoritarian, anti-democratic path and has often proved to be an unreliable, even dangerous ally in dealing with foreign challenges.

Defense Secretary Ashton Carter was in Ankara and Baghdad over the weekend trying to broker a compromise. Under one possible plan, the Turks would not participate directly in Mosul but would provide training, medical and humanitarian support; under another, Sunni tribal forces or Kurdish forces trained by Turkey would join in the fighting. On Monday, Turkey said its artillery was already involved, though there was no confirmation of that.

Turkey does have "a historical responsibility in the region," as Mr. Erdogan said in a recent speech. As a NATO member, it also has a responsibility to work with its allies in defeating the Islamic State. Mr. Erdogan, who has been cozying up recently to Russia and China, seldom seems to share that kind of common purpose. ●

Mosul may provide trove of data

WASHINGTON

Dozens of U.S. analysts go to Iraq to await files that may point to ISIS plans

BY ERIC SCHMITT

The Pentagon is sending dozens of additional intelligence analysts to Iraq to pore over a trove of information that is expected to be recovered in the offensive to recapture Mosul from the Islamic State, data that could offer new clues about possible terrorist attacks in Europe.

The analysts will have several immediate priorities: Share with the Iraqi military any information crucial to the unfolding fight in Mosul; pass along insights useful to American officials planning an attack on Raqqa, the Islamic State's de facto capital in eastern Syria; hunt for clues about the location of the group's shadowy leader, Abu Bakr al-Baghdadi; and search for any information about terrorist cells in Europe and any attacks they may be plotting.

Maj. Gen. Gary J. Volesky, the commander of American ground forces in Iraq, has called Mosul the Islamic State's Iraqi "crown jewel." Noting that the militants had been entrenched there for more than two years, he added on Wednesday, "Clearly, there's going to be intelligence that will be able to be exploited."

European intelligence and counterterrorism officials said they were eagerly awaiting data gleaned from computer hard drives, cellphones, recruiting files and other sources after Iraqi forces advance into the city.

Information recovered from two earlier military operations against the Islamic State — one in eastern Syria in May 2015 and another from more recent combat in Manbij, Syria — gave American and allied officials trenchant insights into the Islamic State's leadership structure and its financing and recruiting. Forces have also recovered detailed records of many of the 40,000 fighters from more than 120 countries who have poured into Syria and Iraq to fight for the group, also known as ISIS, ISIL or Daesh.

"If we get a phone off of a dead ISIL fighter in Manbij and it has a number of telephone numbers into a particular capital or city around the world, we share that information with the coalition members so that they can conduct their own investigation," Brett H. McGurk, President Obama's envoy to the coalition fighting the Islamic State, said this month. "This is now really starting to work at light speed, although we want to speed it up."

It is unclear if Islamic State leaders in Mosul will try to destroy any of their



BULENT KILIC/ACENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Iraqi forces firing mortar shells at ISIS positions near Mosul. Counterterrorism officials are eagerly awaiting data gleaned from computers when Iraqi forces enter the city.

electronic or paper records before Iraqi forces and their American advisers can seize them. The Islamic State maintains prodigious and meticulous records, and it is not known if the leaders would take such a drastic step.

Data is flowing out of Iraq and Syria as information-sharing within and between European governments has steadily improved since the deadly terrorism strikes in Paris and Brussels in the past year, European counterterrorism and law enforcement officials say. "A lot has changed since the attacks in Paris," said Johan De Becker, the police chief of the western districts of Brussels, which include Molenbeek and others that were the home of the Paris and Brussels attackers. "We have made a lot of improvements on the level of national and international signaling concerning the foreign terrorist fighters."

American officials say they face a daunting task in gathering, analyzing and disseminating to Iraqi and Western intelligence services a collection of information from Mosul that is expected to dwarf the 20 terabytes of data retrieved so far in Manbij. One terabyte is equal to the contents of a million books.

The Pentagon's Joint Staff and the Defense Intelligence Agency have been providing intelligence support to the Iraqis for the past two years, American officials said, but there has not yet been a fight to match the size and scope of the battle to retake Mosul, where half of the city's previous population of two million still resides.

The American-led forces must be able to offer intelligence support in the Mosul operation to more partner forces — including the Iraqi Army, counterterrorism service and police, as well as Kurdish pesh merga fighters — than in previous operations to retake other cities.

As a result, in the military's most recent deployment of more than 600 addi-

tional troops, dozens of military and civilian intelligence analysts were dispatched to several locations around Iraq. Most were in place just before the Mosul offensive began, but some are still trickling in.

"Whenever you liberate a city the size of Mosul, you can expect to get a tremendous amount of information," said Col. John L. Dorrian, the chief American military spokesman in Baghdad. "Certainly, if we have a window of opportunity that presents itself rather quickly, we do have adequate forces in theater to go ahead and act upon that."

The intelligence surge would most likely "give us a lot of insight into Daesh networks not just in Iraq and Syria, but it also gives insight into how they export terror around the world, some of the people they work with, how they finance themselves," Colonel Dorrian said.

That is important because even as the Islamic State loses its physical caliphate, or religious state, in Iraq and Syria, the group can still inflict deadly assaults, senior American counterterrorism officials say. "It's our judgment that ISIL's capacity and ability today to carry out attacks in Syria and Iraq and abroad has not thus far been significantly diminished," Nicholas J. Rasmussen, the director of the National Counterterrorism Center, told Congress last month. "The tempo of ISIL-linked terrorist attacks and terrorist activity in Europe and other places around the globe is a reminder of that global reach."

"This external operations capability has been building and entrenching over the past two years," he warned, "and we don't think that battlefield or territorial losses alone will be sufficient to completely degrade the group's terrorism capabilities."

Alissa J. Rubin contributed reporting from Paris.

Les Kurdes bouclent le nord de Mossoul

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberle
ENVOYÉ SPÉCIAL À NAWARAN (IRAK)

PROCHE-ORIENT Mossoul apparaît à l'horizon dans la brume de l'aube. Des hauteurs de la plaine de Ninive, le général Aziz Waousi scrute l'horizon. « Il est où, Mustapha ? », interroge le corpu lent commandant pechmerga, à la tête de sanglier et aux lunettes noires vissées sur le front de sa casquette. « Il est passé où, le colonel Mustapha ? », répète-t-il. L'officier doit ouvrir la marche de l'offensive contre Bachîqa, comme il le fait régulièrement depuis le début de l'opération de reconquête des territoires occupés par l'État islamique en 2014 après la prise de Mossoul. « Ce ne sera pas facile, les zones minées sont immenses », prévient le général. Mais ce matin est un jour particulier. Cette bataille devrait marquer la fin de l'avancée kurde dans le territoire irakien. « Nous allons verrouiller la porte nord de Mossoul de la même manière que nous fermons l'Est. Daech sera encerclé et nous passerons alors la main aux Irakiens pour finir le travail », explique le général Djamal Omar, le patron des Zeravani, les unités de sécurité intérieure et extérieure des pechmergas.

Les pechmergas craignent une attaque au gaz chimique

Des tirs de canon retentissent. L'artillerie vise des maisons des villages des environs, dans le premier cercle d'un périmètre qui doit rapprocher les Kurdes à 17 kilomètres du centre de la deuxième ville irakienne. Soudain, un bourdonnement inhabituel dans le ciel fait écarquiller des centaines de paires d'yeux. Un drone tourne. Un frisson de frayeur et d'excitation mêlées parcourt les soldats. Les pechmergas redoutent une attaque au gaz chimique ou un engin volant explosif, tel celui qu'a testé l'État islamique voilà deux semaines dans la région contre des membres des forces spéciales françaises. Les fusils et les mitraillettes se tournent vers l'appareil pour une fusillade assourdissante. « La Douchka ! Vite ! » (la mitrailleuse lourde), hurle un combattant. Le drone disparaît.

Les blindés sont entrés en territoire ennemi accompagnés de rangers de la 101^e division aéroportée américaine. La section d'assaut des « aigles hurlants » combat aux côtés des troupes qu'elle a formées. Mais l'inquiétude remonte à nouveau avec le retour surprise du drone. Bien visible, il vole un peu plus bas.



Des combattants pechmergas kurdes ont lancé jeudi matin une offensive en direction de villages des alentours de Mossoul.

La pétarade reprend de plus belle. L'arme de repérage aérien effectue un demi-cercle autour de la ligne de front. Les tirs se maintiennent dans un tintamarre à son summum. Le drone tangué, perd lentement équilibre et altitude, puis dévise enfin sous les hurlements de joie.

Une ambiance presque de kermesse flotte ce matin sur la ligne de front. Il y a même un stand servant des kebabs et des boissons chaudes. Le président Massoud Barzani a prévu de prononcer un grand discours après la bataille. Et Bernard-Henri Lévy a pris position dans la longue colonne qui file droit à travers la pampa. Le convoi bifurque ensuite à gauche vers Bachîqa, une ville symbole des souffrances subies par les minorités religieuses, victimes de Daech. Faute de pouvoir libérer Qaraqosh, la plus grande cité chrétienne d'Irak, où l'armée de Bagdad progresse, les Kurdes visent sa voisine, une ville multiculturelle où vivaient jusqu'en 2014 plus de 50 000 yazidis et chrétiens. Les temples blancs au chapeau conique y côtoyaient en bonne harmonie les clochers des églises. Ses habitants sont depuis plus de deux ans réfugiés dans des camps au Kurdistan.

Avant de parvenir à Bachîqa, le cortège croise dans la poussière quelques minarets. La progression est lente. Elle est parfois freinée par des tireurs isolés. L'un d'eux ne cesse de narguer l'artillerie et les fantassins. Le djihadiste se cache sans doute dans des tunnels. La caravane poursuit son chemin. Discrets au début de l'offensive, les membres de l'État islamique réagissent ici et là. La résistance devient plus consistante à



mesure que Bachîqa se rapproche. Tirs de mortiers, mines qui sautent, voiture suicide... En début d'après-midi, la prise de la ville s'annonce ardue.

Mais pour Daech l'état se resserre. Son territoire et ses troupes se réduisent. Le plan mis au point entre Erbil et Bagdad sous la supervision des forces de la coalition internationale fonctionne, en dépit des frictions irako-kurdes. L'État islamique est face à un rouleau compresseur. Il peut freiner les avancées de l'ennemi avec ses kamikazes, ses véhicules piégés et surtout ses mines antipersonnel, mais sa capacité militaire classique se limite à des mortiers et à des bombes artisanales. Pour Daech, le compte à rebours est entamé. ■

Irak : une attaque de l'EI fait 46 morts à Kirkouk

Au sixième jour de l'offensive lancée contre Daech à Mossoul, les affrontements ont fait 46 morts et 133 blessés dans la ville pétrolière de Kirkouk.

Source AFP le 22/10/2016
<http://www.lepoint.fr>

Quarante-six personnes, principalement membres des forces de sécurité, ont été tuées dans l'attaque toujours en cours lancée vendredi par des djihadistes du groupe État islamique (EI) dans la ville irakienne de Kirkouk (nord-est), ont indiqué samedi des sources de sécurité et médicale. « Les affrontements avec Daech ont fait 46 morts et 133 blessés, pour la plupart des membres des services de sécurité », a déclaré à l'Agence France-Presse un responsable militaire du ministère irakien de l'Intérieur, utilisant un acronyme en arabe de l'organisation ultraradicale. Ce bilan a été confirmé de source médicale à Kirkouk.

Vendredi, quinze femmes avaient été tuées dans un raid aérien qui a visé un lieu de culte chiite, ont indiqué des responsables locaux et de santé. « Quinze femmes ont été tuées et cinquante autres blessées dans un raid qui a visé un lieu de culte chiite où se déroulait une cérémonie religieuse à Dakouk », à 50 kilomètres au sud de Kirkouk, a affirmé le chef du conseil local, Amir Houda Karam, précisant que le raid avait eu lieu vers 17 heures. Abbas Moustafa Daqouqi, médecin à l'hôpital de Dakouk, a confirmé ce bilan.

Un journaliste irakien tué

Par ailleurs, un journaliste irakien a été tué vendredi par un tireur embusqué de l'organisation État islamique alors qu'il couvrait les affrontements entre des djihadistes et les forces de sécurité irakiennes à Kirkouk, dans le nord du pays, ont indiqué des sources policières. « Le journaliste Ahmed Hajer Oglu, de la télévision turkmène Ili, a été mortellement touché par les tirs d'un tireur embusqué de l'EI alors qu'il couvrait les événements à Kirkouk », a affirmé à l'Agence France-Presse un colonel de la police irakienne.

Plus tôt vendredi, au moins 22 personnes y ont été tuées dans des combats et des attentats-suicides, qui ont commencé dans la nuit. Kirkouk a ainsi été le théâtre de scènes de guérilla urbaine qui ont contraint les responsables locaux à décréter un couvre-feu total dans cette ville multiethnique où cohabitent plusieurs communautés religieuses et située à un peu plus de 150 km au sud-est de Mossoul dans une région pétrolière.

Un correspondant de l'Agence France-Presse a notamment indiqué avoir vu neuf djihadistes, « vêtus à l'Afghane », portant grenades et fusils, dans une rue du quartier d'Adan. Des témoins ont entendu des explosions et des tirs toute la matinée alors que des télévisions locales ont montré des images d'affrontements dans plusieurs quartiers. « Au moment de la prière du matin, j'ai vu des djihadistes entrer dans la mosquée Al-Mohammadi », a indiqué Haidar Abdel Hussein, un enseignant qui vit dans le quartier de Tesaeen. Ils ont utilisé les haut-parleurs pour



Les forces peshmergas à Kirkouk. Les djihadistes de l'Etat islamique ont fait diversion en lançant une contre-attaque sur cette ville



crier Allah Akbar (Dieu est le plus grand) et Dawlat al-Islam baqiya (L'EI vaincra), a-t-il ajouté.

Cellules dormantes

Le gouverneur de la province de Kirkouk, Najmeddin Karim, a dit à l'Agence France-Presse qu'il soupçonnait que des cellules dormantes de l'EI à Kirkouk avaient été activées. Les assaillants ne semblaient pas disposer de véhicules ou d'équipements lourds. « Nous travaillons sans relâche pour éliminer ces cellules terroristes d'ici la fin de la journée », a indiqué à l'Agence France-Presse le colonel Arkan Hamed, de la police provinciale. « Seule la présence de snipers nous empêche d'en finir tout de suite. »

Amaq, l'agence de propagande de l'EI, a de son côté affirmé que des djihadistes « attaquaient Kirkouk à partir de tous les axes et contrôlaient presque la moitié de la ville », mais des témoins et des responsables ont indiqué que ces allégations étaient exagérées. Dans un communiqué, Amaq a en outre revendiqué une série d'attentats suicide à Kirkouk et dans sa région. Selon des responsables, au moins cinq kamikazes ont visé dans la nuit plusieurs bâtiments gouvernementaux de Kirkouk, où au moins six policiers irakiens ont été tués. Le quartier général de la police a notamment été visé.

Quatre Iraniens tués

Une centrale électrique en chantier située dans la province du même nom a également été attaquée et au moins 16 personnes y ont perdu la vie. À l'aube, 3 kamikazes ont fait irruption dans cette infrastructure à Dibis, à 40 km au nord-ouest de Kirkouk en allant vers Mossoul, et tué 12 employés irakiens et 4 techniciens iraniens, a indiqué à l'Agence France-Presse le maire de la localité, Abdallah Noureddine al-Salehi. La police a confirmé ce bilan. C'est une société iranienne qui menait le chantier sur la centrale. Un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a confirmé la mort de quatre de ses ressortissants, selon l'agence de presse officielle Irna.

D'après le maire de Dibis, l'attaque a donné lieu à des affrontements entre les forces de sécu-

rité et les kamikazes, dont un a été tué avant de pouvoir se faire exploser. Alors que l'EI se prépare à défendre Mossoul, la ville où son chef Abou Bakr al-Baghdadi a déclaré en 2014 un « califat » sur les territoires conquis en Irak et en Syrie, il ne semble pas en mesure de lancer des contre-offensives terrestres d'envergure, comme il a pu le faire dans un passé récent. « Mais ils vont de plus en plus avoir recours aux attaques terroristes et revenir à la tactique d'une organisation purement insurrectionnelle », prévient David Witty, un analyste et ancien officier dans les forces spéciales américaines.

10 000 peshmergas

Au cinquième jour de la grande offensive pour reprendre Mossoul, opération qui implique des milliers de membres des forces de sécurité et qui dispose du soutien de la coalition internationale anti-djihadistes conduite par les États-Unis, les forces irakiennes continuaient de gagner du terrain. La ville majoritairement chrétienne de Bartalla, où les forces de sécurité ont gagné du terrain, n'est qu'à une dizaine de kilomètres à l'est de Mossoul. Les forces kurdes, qui contrôlent Kirkouk, jouent un rôle dans cette offensive. « Près de 10 000 peshmergas sont impliqués dans cette opération », a indiqué le commandement des combattants kurdes dans un communiqué.

Au sud, les forces irakiennes remontent par la vallée du Tigre, le grand fleuve qui arrose Mossoul, reprenant village après village sans rencontrer un grand nombre de civils en fuite. Selon les Nations unies, seulement 5 640 déplacés ont été comptabilisés durant les trois premiers jours de l'offensive sur Mossoul, mais l'ONU s'attend à ce que « le nombre de personnes vulnérables tentant de se déplacer vers des zones sûres augmente à mesure que les combats se rapprochent des zones urbaines ». La communauté internationale s'inquiète notamment du sort de quelque 1,5 million de civils piégés à Mossoul, où entre 3 000 et 4 500 djihadistes seraient retranchés et pourraient s'en servir comme boucliers humains. ●

Après Bagdad, le chef du Pentagone se rend au Kurdistan irakien

AFP - 23 octobre 2016
http://www.leparisien.fr

Le secrétaire américain à la Défense Laméricain Ashton Carter est arrivé dimanche à Erbil, au Kurdistan irakien, pour faire le point sur le rôle important joué par les forces kurdes dans la bataille pour reprendre Mossoul aux jihadistes, a constaté un journaliste de l'AFP.

M. Carter, qui s'était rendu la veille à Bagdad, devait s'entretenir avec le chef de la région autonome kurde irakienne, Massoud Barzani.

Le chef du Pentagone s'est félicité de la "complète coordination" entre les forces gouvernementales irakiennes et les peshmergas, les combattants kurdes, dans l'offensive, malgré les tensions sous-jacentes entre le gouvernement de Bagdad et le gouvernement régional d'Erbil.



Les peshmergas ont repris à l'Ei du territoire au nord et à l'est de Mossoul. Le plan d'attaque irakien prévoit qu'ils s'arrêtent à environ 20 kilomètres de la ville, laissant ensuite les forces gouvernementales prendre le relais pour pénétrer dans Mossoul proprement dit.

"Ils ont quasiment atteint" cette ligne de 20 kilomètres, a indiqué samedi à Bagdad un responsable mili-

taire américain. "Cela va se solidifier" dimanche ou lundi, a-t-il assuré.

M. Carter a déjà rencontré samedi à Bagdad le Premier ministre irakien Haider al-Abadi et le chef militaire de la coalition anti-jihadiste, le général américain Stephen Townsend.

Les militaires américains estiment que l'offensive lancée lundi dernier

pour reprendre Mossoul, la deuxième ville d'Irak aux mains de l'Ei depuis 2014, se déroule jusqu'à présent conformément aux attentes de la coalition internationale.

Mais la bataille pourrait durer "des semaines ou des mois", répètent-ils, en prévoyant des combats urbains difficiles lorsque les forces irakiennes atteindront l'agglomération.

Le général Townsend a souligné samedi devant la presse que la résistance de l'Ei s'était "durcie" ces derniers jours, "ce qui n'est pas surprenant".

"La résistance (des jihadistes) est assez significative", a-t-il déclaré, évoquant des tirs de mortiers, l'utilisation de véhicules bourrés d'explosifs conduits par des kamikazes et de mines artisanales, et "même des missiles anti-tanks".

Les militaires américains estiment qu'il y a "de 3 à 5.000" combattants jihadistes dans la ville même ainsi que plus "de 1.000 à 1.500/2000" combattants dispersés à sa périphérie pour retarder l'assaut des forces irakiennes. ♦

LE FIGARO

samedi 22 - dimanche 23 octobre 2016

Le chef du Pentagone à Ankara pour contenir la Turquie

UNE VISITE au pas de course, chargée de dossiers brûlants. Dès son arrivée, ce vendredi matin, à Ankara, le secrétaire à la Défense américain, Ashton Carter, a enchaîné les rendez-vous, avec son homologue turc, Fikri Isik, le premier ministre Binali Yildirim et le président Recep Tayyip Erdogan. L'envoyé américain entendait évoquer, le temps de quelques heures, l'offensive de Mossoul en Irak, la préparation de celle de Raqqa, en Syrie. Mais il souhaitait aussi aborder le délicat dossier des milices kurdes syriennes YPG, alliées des Américains et bêtes noires d'Ankara.

Sur la question sensible de Mossoul, les États-Unis s'efforcent d'apaiser les tensions turco-irakiennes. Ankara réclame de participer aux opérations en cours pour reprendre à Daech la grande ville irakienne, rappelant qu'elle dispose de troupes sur la base de Bachliqa. Bagdad s'y oppose fermement, en accusant la Turquie de vouloir s'ingérer dans ses affaires. Il y a dix jours, à la veille de l'offensive, le ton était monté d'un cran entre Recep Tayyip Erdogan et le premier ministre irakien, poussant le département d'État américain à demander aux deux parties de modérer leur rhétorique.

Depuis, Washington joue les médiateurs, en tentant de dissuader Ankara de s'engager en Irak sans feu vert préalable de Bagdad. Une requête réitérée par Ashton Carter dans l'avion l'emme-

nant en Turquie : le respect de la souveraineté de l'Irak est un « principe important », respecté par tous les membres de la coalition, a-t-il souligné devant des journalistes qui l'accompagnaient.

« Une ligne rouge »

L'autre sujet épineux est celui de l'YPG, accusé par Ankara d'être une façade du PKK, classé organisation terroriste, mais que les États-Unis considèrent comme un allié efficace en Syrie dans la lutte contre les djihadistes de Daech. Ce jeudi, l'armée turque a annoncé avoir tué entre 160 et 200 miliciens kurdes dans un bombardement dans le nord de la Syrie. Pour l'heure, le chef du Pentagone s'est gardé de tout commentaire.

Les États-Unis se trouvent dans une situation particulièrement complexe en Syrie. D'un côté, le Pentagone soutient les combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), appuyés par Ankara dans le cadre de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » qui, après la victoire sur Daech à Djarabulus à la fin du mois d'août, et la récente libération de Dabiq, poursuivent leur avancée vers le sud. De l'autre, la CIA soutient les miliciens kurdes de l'YPG. Or, les uns comme les autres ont les yeux rivés sur al-Bab, et surtout sur Raqqa, fief de Daech, qu'ils entendent libérer des djihadistes. Les États-Unis et la Turquie doivent « se coordonner sur les futures phases », insiste le chef du Pentagone.



Fikri Isik, ministre turc de la Défense (à gauche), accueille son homologue américain, Ashton Carter, vendredi, à Ankara. AFP

Mais la Turquie, prête à tout pour empêcher la mise en place d'une région autonome kurde dans le nord de la Syrie, campe sur ses positions. Pour elle, la participation des milices de l'YPG à la prise d'al-Bab et de Raqqa constitue une « ligne rouge » non négociable. ■

D.M. (À ISTANBUL)

Mossoul: la coalition se heurte à la résistance de Daech

L'offensive sur la deuxième ville d'Irak déclenchée il y a une semaine est freinée par les pièges et les attaques suicides des djihadistes.

ALAIN BARLUET @abarluet

REMPORTER la bataille de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak qui s'annonce ardue, en préparant déjà celle de Raqqa, en Syrie. La problématique sera au centre des discussions, mardi à Paris, de treize ministres de la Défense de la coalition anti-Daech autour de Jean-Yves Le Drian et de son homologue américain, Ashton Carter. Les combats engagés la semaine dernière pour préparer l'assaut contre Mossoul se déroulent « dans le calendrier prévu », affirme-t-on à l'Hôtel de Brienne. Tout en n'écartant pas de sérieuses difficultés à venir. Sur ce premier volet à l'agenda - la reprise de Mossoul -, les représentants des 13 pays de la coalition les

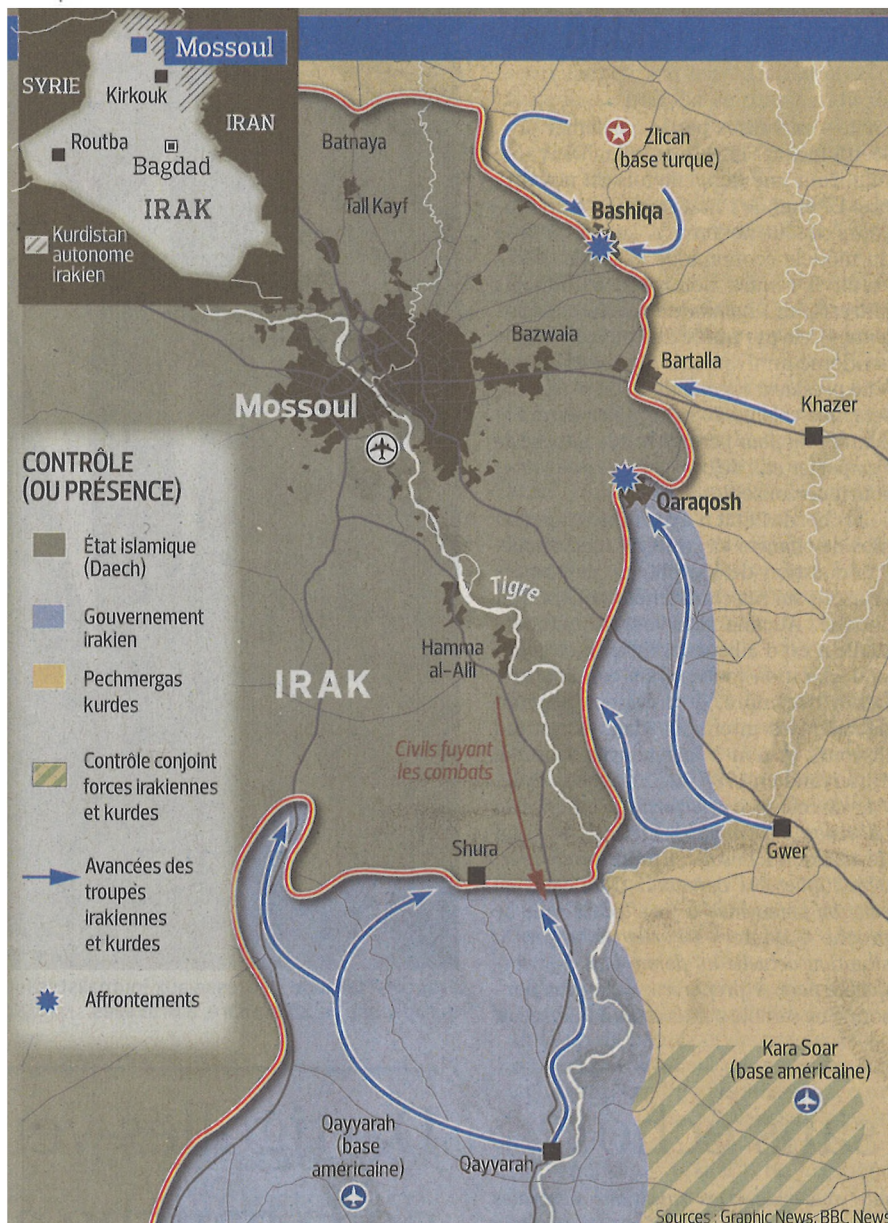
plus engagés au Levant envisageront toutes les hypothèses, entre le scénario de la fuite des combattants de Daech à celui de leur résistance à outrance. « S'ils avaient voulu désertier le terrain, ils l'auraient déjà fait », relève-t-on néanmoins à la Défense. On a plutôt relevé ces derniers jours le transfert de djihadistes, évalués à « quelques centaines », de la Syrie vers l'Irak.

Affaiblissement de Daech

Les combats dans Mossoul ne commenceront sans doute pas avant un mois, et ils recèleront bien des pièges. En revanche, du côté de la coalition, on met en avant l'affaiblissement de Daech et la défiance que suscitent désormais les djihadistes dans une ville à la population composite. Des actes de résistance clandestins ont même été relevés. Conquérir Mossoul peut prendre « des semaines ou des mois », entend-on à Paris. Au-delà du symbole, ce sera une perte majeure pour l'État islamique (EI), qui sera alors privé de ses ressources en Irak (pétrole, racket...), et dont le leadership sera désorganisé, espère la coalition. D'où la priorité sur laquelle on insiste tout particulièrement dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian : « Aller le plus vite possible pour réduire le temps qui permettrait à Daech de se réorganiser. »

L'action à plus long terme de la coalition et la marche vers Raqqa constitueront le second volet des discussions, ce mardi à Paris. Le rôle des Américains pour maintenir cette dynamique est essentiel. Ashton Carter est en phase avec son homologue français. En revanche, on prête à l'entourage de Barack Obama l'idée que le « job » serait achevé avec la prise de Mossoul. « On n'éradiquera pas Daech sans prendre Raqqa et sans régler le problème libyen », insiste-t-on à l'Hôtel de Brienne. Mais, en Syrie, à la différence de l'Irak, la difficulté sera de trouver des combattants. 40 000 à 50 000 hommes encerclent actuellement Mossoul, où il y aurait 4 000 combattants de Daech (dont 300 Français). Un rapport de forces (1 à 10) jugé « normal » par les experts militaires. Rien de tel à Raqqa où, face à 3 000 à 4 000 djihadistes, les forces locales n'apparaissent jusqu'à présent guère suffisantes. Le jeu très actif de la Turquie (absente mardi à Paris) et le rôle des Kurdes syriens sont dans tous les esprits.

Troisième volet à l'agenda, mardi : les menaces de « dispersion » des djihadistes. « Il faut s'assurer que Daech ne bénéficiera pas de zones de repli », souligne-t-on dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian. Des contrecoups terroristes sont redoutés en Europe. Des contacts ont eu lieu entre le Levant et la Libye, quoique « limités », assure-t-on. Il faut veiller aussi à ce que d'autres « théâtres » de crise ne prennent le relais en attirant les djihadistes, pointe une bonne source, en évoquant Boko Haram. ■



Les Kurdes de Syrie rebaptisent des villages arabisés

Par AFP — 23 octobre 2016
<http://www.libération.fr>

Sur une route poussiéreuse du nord-est de la Syrie, une femme et ses quatre enfants marquent un arrêt devant un nouveau panneau à l'entrée de Joldara, le nom kurde de leur village qui s'appelait jusqu'à présent Chajra.

Cette localité est l'une des centaines à qui les autorités de la région autonome kurde ont décidé de redonner leur nom original qu'elles avaient perdu pour une dénomination arabe il y a un demi-siècle.

«Joldara signifie en kurde 'plaine couverte d'arbres'. C'était son nom avant l'arabisation décidée en 1962 par le gouvernement de l'époque qui l'a appelé Chajra» (arabe en arabe), explique Abdel Rahmane Hawas, un septuagénaire interrogé dans son jardin. Si l'arabisation s'est accélérée avec l'arrivée du parti Baas au pouvoir en 1963, elle avait commencé avec la République arabe unie, l'union entre l'Égypte de Gamal Abdel Nasser, chantre de l'arabisme, et la Syrie entre 1958 et 1961, selon l'historien kurde Zorhab Qado.

Dans les quelques rues de Joldara, un village situé sur des terres arides de la province de Hassaké, des panneaux signalent les localités voisines avec leur nouveau nom en kurde écrit en lettres arabes et latines.

Les Kurdes syriens, dont le nombre est estimé à trois millions, avaient vu leurs droits niés par le Baas, parti marqué par le panarabisme, une idéologie qui comme les cultures spécifiques d'ethnies vivant au Moyen-Orient.



Un panneau indiquant les noms kurdes de villages sur une route entre Amuda et Qamishli en Syrie, le 3 octobre 2016 Photo DELIL SOULEIMAN. AFP

Il leur était interdit de parler et d'enseigner le kurde, ou de célébrer leurs fêtes, tandis que des dizaines de milliers de Kurdes étaient devenus apatrides après un recensement contesté effectué en 1962.

- MALGRÉ DAMAS -

En avril 2011, le président Bachar al-Assad avait toutefois redonné la nationalité à ces Kurdes, afin de tenter de dissocier leurs revendications de celles du mouvement de révolte initié contre son autorité.

Puis en 2012, les forces du régime s'étaient retirées des régions à majorité kurde.

Profitant de cette occasion et forts du soutien militaire des États-Unis dans leur lutte contre le groupe jihadiste Etat Islamique (EI), les Kurdes ont progres-

sivement instauré des institutions hors du contrôle du pouvoir central.

«Nous ne rebaptisons pas les localités, nous leur redonnons leurs noms d'origine», affirme Joseph Lahdo, coprésident de la commission chargée de l'administration des municipalités dans la province de Hassaké.

«Une fois le nom établi, l'administration autonome utilisera cette appellation dans ses dossiers et sa communication. Sur les panneaux figureront le nom kurde original et, entre parenthèses, celui arabisé», précise-t-il.

Cette initiative n'est pas reconnue par le gouvernement central à Damas qui continue à utiliser les noms arabes.

Selon le chercheur kurde Zorhab Qado, l'arabisation des noms des villages kurdes s'est étendue sur des décennies.

Entre 1978 et 1998, elle a ainsi concerné plus de 500 villages dans la province de Jaziré (nom kurde pour Hassaké), tandis que dans la province d'Alep, la ville de Kobané devenait Ain al-Arab.

«Ce processus n'était pas innocent, l'arabisation était planifiée», affirme ce chercheur dans son bureau rempli de livres d'histoire en arabe et en kurde.

- 'UNE VICTOIRE' -

Parallèlement, les noms des habitants ont été arabisés dans les années 1960 «par une circulaire du ministère de l'Intérieur», selon un employé à l'état-civil à Amouda, une ville proche de Joldara. «Le nom des nouveaux nés devait être soumis à l'approbation des services de sécurité», explique ce fonctionnaire qui ne veut pas être identifié.

L'arabisation des noms des localités a été menée de pair avec la distribution de terres à des agriculteurs arabes afin de modifier la composition démographique du nord de la Syrie, assure M. Qado.

C'est ainsi que la famille d'Ahmad al-Abduli a migré vers un village qui a pris récemment le nom kurde de Himo. «Il avait été nommé Hanadi lorsque nous sommes venus, dans les années 1970, de Raqa», une ville à l'ouest de Hassaké, confie-t-il à l'AFP.

Pour sa part, Cheikhmous Rasho est ravi que son village s'appelle de nouveau Girsor. «Il a plus de 200 ans. Son nom avait été arabisé pour nous éloigner de notre identité kurde et de notre langue», affirme cet agriculteur.

Les commerçants d'Amouda expriment également leur satisfaction depuis que la municipalité les a autorisés à afficher le nom de leur magasin en kurde.

Sur la devanture de celui d'Adnane Hoshi est ainsi écrit «Emise Hejar», qui signifie en kurde «magasin de noix». «C'est une victoire de pouvoir s'exprimer dans notre langue» se réjouit-il avec un large sourire. ♦

Le Premier ministre kurde veut parler indépendance après la prise de Mossoul



Berlin, 28 octobre 2016 (AFP)

LE PREMIER MINISTRE du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, a indiqué vouloir discuter de "l'indépendance" de cette région autonome dès que la ville de Mossoul sera reprise aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI), dans une interview publiée vendredi.

"Cela fait longtemps que les choses sont mûres pour (l'indépendance) mais pour le moment, concentrons-nous sur la bataille contre l'EI", a déclaré M. Barzani au quotidien allemand Bild, selon des propos rapportés en allemand.

Mais "dès que Mossoul sera libérée, nous nous réunirons avec nos partenaires à Bagdad pour parler de notre indépendance. Nous avons trop longtemps attendu, nous pensions qu'après 2003 (et l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein par la coalition menée par les Etats-Unis, ndr), il y aurait un nouveau départ pour un nouvel Irak démocratique. Mais cet Irak a échoué", a poursuivi le chef du gouvernement kurde.

"Ici, nous ne sommes pas des Arabes mais une nation kurde. La communauté internationale doit aussi voir cela de façon réaliste", a insisté le dirigeant kurde.

"Chez nous, il n'y a pas d'armée irakienne, pas de police irakienne. A un moment donné, il y aura un référendum sur l'indépendance du Kurdistan, laissons alors les gens décider", a encore prévenu M. Barzani.

En février, Massoud Barzani, oncle de Nechirvan Barzani et président du Kurdistan irakien, région autonome depuis 1991, avait appelé à la tenue d'un référendum sur un Etat kurde dans le nord de l'Irak, faisant monter la tension avec le pouvoir central à Bagdad.

Selon Nechirvan Barzani, la prise de Mossoul interviendra "au plus tard d'ici trois mois", dans la mesure où les forces irakiennes poursuivent leur progression : "nous avons vite conquis les faubourgs, (mais) ce qu'on ne sait pas, c'est avec quelle intensité l'EI va se défendre dans" Mossoul, a-t-il prévenu.

"Ils ont des centaines de candidats aux attaques suicides, il doit avoir (à Mossoul) des ateliers de fabrication d'engins explosifs. C'est le plus grand danger pendant l'avancée", a-t-il mis en garde, réclamant plus d'aide financière de la part de l'Union européenne pour la prise "sur place" des réfugiés venus de Mossoul. ●



October 24, 2016

5 more ISIS arrested in Kirkuk, more than 74 killed

By Rudaw 24/10/2016

KIRKUK, Kurdistan Region – Five ISIS militants were arrested in Kirkuk on Monday as the provincial governor announced that at least 74 militants who had infiltrated the city and staged clashes with security forces and civilians were killed over the course of three days.

"More than 74 terrorists were killed in the clashes," said Karim, adding that "many others have been captured including the mastermind and leader of the group."

The Kurdistan Region's Security

Council announced Monday that the leader of the group was killed and another five ISIS militants hiding inside Kirkuk were discovered and captured.

"Abu Qudama, a senior #ISIL military figure in Hawija, led the group responsible for Friday's attack. Today he was killed in a fire-fight," tweeted the Kurdistan Region Security Council on Monday.

In a separate statement on Monday, the Security Council announced, "In the early hours of today, five ISIS militants were arrested inside Kirkuk by counter-terror



Debris from intense clashes between Kirkuk security forces and ISIS militants inside Kirkuk. Photo by Sartip Othman

forces from the Kurdistan Region Security Council in coordination with Kirkuk security forces."

An estimated 100 ISIS militants staged an attack on the city Friday. Clashes continued through Saturday, and on Sunday security forces shot one suspected militant while a second detonated a suicide belt.

Tens of people, including many from the security forces, were killed in the attack on the city.

Security forces and residents now face the task of cleaning up and restoring a sense of security to the city.

Karim urged the residents of Kirkuk to be "careful and have coordination with security forces to protect the security of the city."

He also expressed his appreciation for "the role of Kirkuk residents who helped the security forces in quickly foiling the ISIS plot." ■



October 24, 2016

Iraqi, Kurdish Forces Push Closer To Mosul As Baghdad, Ankara Spat Continues

RFE/RL October 24, 2016 www.rferl.org

Iraqi and Kurdish forces pushed closer towards Mosul on October 24 as part of an operation to retake the northern city from the Islamic State (IS) extremist group.

The operation came amid tensions between Turkey and Iraq, with Ankara insisting it was taking part in the offensive to take Mosul while Baghdad denied the claim.

Iraqi special forces stormed the villages of Khazna, Khazna Tabba, and Tob Zawa near Mosul, the last major IS stronghold in the country.

After entering the village, Iraqi forces allowed dozens of people who had been hiding in a school to escape the fighting.

Iraqi forces also pushed into a small village in the Shura district south of Mosul, where they battled IS militants before taking control of the area.

Meanwhile, Peshmerga fighters gained ground around Bartella, a historically Christian town east of Mosul that they had retaken last week. Fighting still raged around Bashiqa, which Kurdish forces claimed to have seized over the weekend.

Violence also erupted in the Sinjar area of north-western Iraq after IS militants clashed with Kurdish forces, leaving at least 15 militants dead.

Turkey's 'Multi-Faceted Involvement'

The fighting came as Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi reiterated his call for Turkey to keep out of the operation to retake Mosul.

Ankara has so far refused and insisted it will participate in the offensive.

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu told reporters on October 24 that Turkey was involved in the Mosul operation "in a multi-faceted way," including the participation of four Turkish F-16 fighter jets in the U.S.-led coalition against IS militants.

Seventeen IS militants have been killed by Turkish troops since the beginning of the Mosul offensive, according to Cavusoglu.

A day earlier, Turkish Prime Minister Binali Yildirim said Turkish tanks and artillery were supporting Peshmerga forces battling IS militants near Mosul.



Photo: Smoke rises at Islamic State militants' positions in the town of Naweran, near Mosul. (Reuters: Azed Lashkari)

Some 500 to 1,000 Turkish troops have been positioned near Mosul since late 2015 at a military base known as Camp Bashiqa where they have been training Sunni Arab tribal militia fighters and Peshmerga troops for the fight against IS.

Abadi, in remarks on October 24, denied Turkey's claim that its troops were taking part in the operation, describing it as "baseless and untrue."

"We reject any interference in Iraqi internal affairs and violating its sovereignty," Abadi said at a press conference.

Iran, a close ally of Baghdad, said Turkey must get permission from the Iraqi government to take part in the operation to retake Mosul.

"We regard as very dangerous [acts of] intervention by foreign countries without any coordination with the host country," Iranian President Hassan Rohani said on October 24.

Iranian Foreign Ministry spokesman Bahram Ghasemi said on October 24 that "it is not acceptable at all if a country, under the pretext of combating terrorism or any other crimes, tries to violate the sovereignty of another country." ♦

With reporting by AP, dpa, and AFP

The Islamic State after Mosul

Hassan Hassan

WASHINGTON As an alliance of Iraqi and Kurdish forces pushes to retake the city of Mosul from the Islamic State, there should be no doubt about what the group plans to do next. It will fight to the bitter end to defend its most populous and symbolic stronghold. After all, it was in Mosul that Abu Bakr al-Baghdadi — the city's leader for two years before he became the Islamic State's leader in 2010 — declared a caliphate from the pulpit of an iconic 12th-century mosque.

If the Islamic State loses Mosul, the group has a clearly articulated contingency plan, a strategy it has frequently broadcast on multiple platforms for the past five months: *inhiyaz*, or temporary retreat, into the desert.

The word "*inhiyaz*" appeared in May, in the last speech delivered by Abu Muhammad al-Adnani, the group's spokesman who was killed by an American airstrike in August. Mr. Adnani explained that territorial losses did not mean defeat and that militants would fight until the end and then retreat to the desert, preparing for a comeback, just as they did between 2007 and 2013.

Various Islamic State outlets picked up the theme. Al-Naba, the group's newsletter, ran an article about the subject in August, recalling how the militants of the Islamic State of Iraq, the Islamic State's predecessor, survived after they were driven out of Iraqi cities following the 2007 American troop surge and the tribal insurrection known as the Awakening.

While most militants retreated, according to the article, dozens of operatives remained to foment a terror campaign. The article explains that the jihadists' six-year campaign depleted and fragmented Iraqi Sunni groups, making it easier for the Islamic State to control the Sunni heartlands when it returned in 2013.

"Historical events show that the mujahedeen of the Islamic State prevented the apostates from enjoying a single day of safety and security," the article says, in an ominous warning of what might be next for Iraq.

The Islamic State also released a video in August reportedly filmed in Wilayat al-Furat, one of the caliphate's self-declared provinces. Unlike most Islamic State videos, which show urban fighting, this one featured desert combat, with footage of clashes near Rutbah, a strategic town in Western Iraq on the road that connects Baghdad to Amman, Jordan. In the



An oil field was set on fire Friday by retreating Islamic State fighters in Qayyarah, Iraq.

video, Islamic State fighters attack and seize a camp they claim was secured by American and Iraqi government forces.

This time conditions are even more conducive to the Islamic State's rebuilding.

also filmed in the desert, concluding with a scene in which an Iraqi soldier's body is dragged down a street.

These videos, like Mr. Adnani's speech and articles about *inhiyaz*, are meant to prepare Islamic State fighters for the loss of territory. But the United States and its allies should pay attention, too.

For the Islamic State, Wilayat al-Furat is no less important than Mosul. For long-term survival, the desert matters as much as the cities. Wilayat al-Furat is the only province that crosses the Iraq-Syria border and the territory and remote areas like it are potential hide-outs for senior members — if they are not there already.

Iraqi officials already see signs of what the Islamic State's retreat into the desert could mean. Two security officials in Salah ad Din, a province north of Baghdad, said in a recent TV interview that the Islamic State was returning to areas liberated since December 2014, recruiting new members and organizing hit-and-run and suicide attacks in populated areas. As in Egypt's Sinai Peninsula and Pakistan's rural northwest, overstretched security forces are not able to keep up.

Amaq, the Islamic State's news agency, distributed an excerpt from the video with English subtitles. Two weeks later, the same outlet reproduced and distributed a similar video,

As the Islamic State's leaders remember, this is what happened after 2007. The desert became a base, mostly for foreign fighters, while Iraqis stayed behind. The group's presence in rural areas also allowed the group to replenish their coffers with highway robbery and extortion. The militants focused their attacks on the tribal adversaries and Iraqi security forces, sowing distrust and fear, making conditions ripe for their return six years later.

But this time conditions are even more conducive to the Islamic State's rebuilding. Iraq now is more politically and socially fractured than it was then. And, as one Iraqi who participated in the Awakening Councils told me, there is now no Sunni group in Iraq that can fill the void left by the Islamic State. The conflict in Syria further complicates the situation: Even if the Islamic State is driven from populated areas in both countries, the open desert border between them will make the group hard to chase.

The war against the Islamic State is unwinnable without filling the political and security vacuum that now exists in too much of Iraq. The Islamic State's eventual retreat from Mosul will be a much-needed victory for the country. But unless the government in Baghdad enables Iraqi Sunnis to fill that void, it will once again emerge from the desert.

HASSAN HASSAN is a resident fellow at the Tahrir Institute for Middle East Policy and an author of "ISIS: Inside the Army of Terror."

REUTERS

Kurdish YPG will be part of coalition effort to isolate Raqqa - U.S. commander

October 26, 2016 / REUTERS
By Idrees Ali and Yeganeh Torbati | WASHINGTON

KURDISH YPG MILITIA fighters will be included as a part of the force to isolate the Islamic State-held Syrian city of Raqqa, the top U.S. military commander in Iraq said on Wednesday.

Army Lieutenant General Stephen Townsend also said in a news briefing that the U.S.-led coalition fighting Islamic State wished to move urgently to isolate Raqqa because of concerns about the group using the city - its main stronghold in Syria - as a base to plan and launch attacks against targets abroad.

The United States regards the YPG as an ally in its fight against Islamic State, but Turkey regards it as a terrorist organization because of its links with ethnic Kurdish militants involved in a three-decade insurgency within Turkey.

Kurdish militia groups have played a large role over the past year in the Syrian Democratic Forces (SDF), a U.S.-backed umbrella group, as it has seized large areas of territory from Islamic State, laying the groundwork for an assault on Raqqa.

"Turkey doesn't want to see us operating with the SDF anywhere, particularly in Raqqa," Townsend said. "We're having talks with Turkey and we're going to take this in steps."

Townsend added that intelligence officials believe that Islamic State is using Raqqa as a central planning point for international attacks.

"The only force that is capable on any near-term timeline are the Syrian



Kurdish female fighters from the People's Protection Units (YPG), operating alongside with the Syria Democratic Forces, walk in northern province of Raqqa, Syria May 27, 2016. REUTERS/Rodi Said

Democratic Forces, of which the YPG are a significant portion," Townsend said. "We're going to take the force that we have and we will go to Raqqa soon with that force."

"We think it's very important to get isolation in place around Raqqa to start controlling that environment on a pretty short timeline," he noted.

But Arab forces, and not Kurdish ones, are expected to be the ones to take the city itself, U.S. officials say.

U.S. Defense Secretary Ash Carter has repeatedly signalled this week that the campaign in Raqqa was fast approaching, telling reporters travelling with him in Brussels on Wednesday that the start of the operation was weeks away.

"I think it will be within weeks, that's what I want to say, and not many weeks," Carter said, adding the goal was to generate and position local forces to start isolating the city.

Carter said on Tuesday the attack on Raqqa would start while the battle of Mosul in neighbouring Iraq was still unfolding.

The operation to isolate Raqqa will have a lighter U.S.-led coalition footprint than the campaign against Islamic State in Iraq, Townsend said.

"We'll have fewer coalition troops there, less combat capability there, we'll have to apply coalition combat support in a different way than we are doing here in Iraq," he said.

There will be efforts to recruit and train forces local to Raqqa, with much of the training being carried out by local partners, Townsend said, adding that the training would likely be undertaken in northern Syria. ●

VOICE OF AMERICA October 27, 2016

Turkey Shuttters Popular Kurdish Kids Channel

Dorian Jones / DIYARBAKIR, TURKEY
October 27, 2016 <http://www.voanews.com>

Groundbreaking Zarak TV was a first in Turkey: a children's channel broadcasting in the Kurdish language. Its mix of popular international and homegrown programs was an instant hit. But Zarak TV is now off the air, and has been for several weeks. Its studios are sealed under an emergency rule decree, on charges of supporting terrorism. Apo Oguz, Zarak's director, said there was no warning before the closure.

"It was a big surprise for us," Oguz said, "because the content of this TV channel is neither political nor ideological. It is all about children, the culture, ways of life and language of the Kurds."

In terms of content, the children's channel director added, "we were broadcasting cartoons that are watched everywhere in the world, dubbed into Kurdish. There is nothing else."

Learning tool

The shutdown shocked families who came to depend on the channel, not only to entertain their children, but also to help them learn the Kurdish language, after decades when it was banned and shunned.

"It was midnight when my husband woke me

up and told me about the closure of Zarak TV. I thought this was a joke. But unfortunately it was a sad reality," Cevahir Duzgun, whose children were avid fans of Zarak told VOA.

"I was very sad and heartbroken," Duzgun said, "and I just thought, how I am going to tell the children?"

Protests have spread across social media, as many Kurdish children refuse to give up Zarak TV without a fight.

Government stance

The government has dismissed accusations that it is rolling back its own previous reforms, which had given media access to Kurdish speakers and Kurdish-language programs.

Muhammed Akar, who leads the ruling AKP Party in Diyarbakir, insisted the government remained committed to protecting Kurds' cultural rights.

"There is no operation or banning against a language or a culture, because there are many Kurdish channels, and they continue broadcasting," Akar said. "There is the state TRT Kurdi and other channels," he added, "but I have voiced my concern and sensitivity for Zarak TV's closure to the authorities, and I follow this situation closely."

Pro-Kurd stance



More than a dozen Kurdish radio and TV channels have been shuttered under emergency rule. Kurdish cultural centers and theaters also have been closed. Those actions, and the closure of Zarak TV in particular, clearly signal that Kurdish cultural gains are under threat, said Idris Baluken of the pro-Kurdish HDP party.

"President [Recep Tayyip] Erdogan sees Kurdish children watching cartoons in their own language as a threat to himself and to the Turkish state," Baluken said. His HDP People's Democratic Party, a pro Kurdish group, was founded in 2012 with a goal of challenging the divide between ethnic Kurds and Turks in Turkey.

President Erdogan "thinks Kurds have no right to learn Kurdish," Baluken said. "This is cultural genocide."

The European parliament has condemned Zarak's closure. For Diyarbakir's children, the TV channel cannot come back soon enough. It's a rare ray of sunlight in a war-torn region. ●

Dans la plaine de Ninive, les soldats fantômes de Daech freinent la progression des pechmergas

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberle
ENVOYÉ SPÉCIAL À BASHIQA (IRAK)

LES EXPLOSIONS succèdent aux explosions dans la morne plaine de Ninive, au nord-est de Mossoul. Dans le gros bourg de Khorsabad, ce sont des

voitures qui explosent. Les véhicules piégés sont cachés dans des hangars, une salle de fêtes ou des cours de ferme. Les djihadistes se cachent dans des souterrains. Ils ont survécu au passage de la vague de blindés et de fantassins lancés à l'assaut de Bashiqa, une ville où vivait en 2014, avant l'offensive de

Daech contre les minorités religieuses, une population majoritairement yazidie et chrétienne. L'orage des combats passé, ils sortent à nouveau de leur cachette. Ils s'échappent en kamikaze pour tenter de se lancer contre les pechmergas ou actionnent leur bombe à distance par téléphone, au passage d'une cible humaine. « Seize voitures piégées ont explosé », assure un colonel kurde, tandis qu'un dix-septième véhicule, point lointain brillant sous le soleil, file dans un nuage de poussière en plein désert, avant d'être arrêté par une frappe. « 17 ! », rectifie-t-il.

Nid à djihadistes, Khorsabad est bien connu des amateurs d'histoire de la Mésopotamie, en raison de la présence dans les parages du site de Dur-Sharrukin (la « forteresse de Sargon » en assyrien), un haut lieu archéologique réputé pour ses statues et monuments préislamiques. Comme Nimroud et Ninive, il a été victime de la folie destructrice de Daech. Les vandales ont rasé ses murailles et ses temples, qu'ils qualifiaient d'« idôlâtres », en mars 2015. Ils semblent à leur tour sur le point d'être anéantis, mais offrent une force résistance pour retarder l'ennemi dans sa marche en avant.

Le scénario joué vendredi à Khorsabad se reproduit à quelques variantes près dans les villes importantes du front de Mossoul, telles Bashiqa ou la cité chrétienne de Qaraqosh. Il laisse présager ce que pourrait être - à moins d'un effondrement - la bataille de Mossoul, dans un tissu urbain dense et peuplé de centaines de milliers d'habitants pris au piège des combats. L'État islamique cherche également à démontrer qu'il a les capacités de mener

« Il a fallu d'abord sécuriser la piste. Elle était truffée de mines. Presque tout le village est piégé »

UN COLONEL PECHMERGA

des contre-attaques de diversion derrière les lignes, comme à Kirkouk, la mégapole pétrolière irakienne, ou, lundi, à Sinjar, en pays yazidi.

Les djihadistes sont des fantômes qui apparaissent ici ou là, puis s'évanouissent. Acculé, Daech se déterritorialise peu à peu par des voies souterraines pour hanter ses anciens fiefs. La stratégie du tunnel lui garantit l'effet de surprise. Les mines retardent la stabilisation des zones perdues.

À Barima, un village poussiéreux et gris aux maisons de béton, un nuage de fumée s'élève après chaque déflagration. Les démineurs sont à la peine.

La perspective de violents combats urbains

SAMUEL FOREY @SamForey
ENVOYÉ SPÉCIAL À BASHIQA

DES BULLDOZERS s'affairent le long d'une piste dans une plaine qui semble mener d'un vide à l'autre. Près du village de Tishkharab, ils creusent une tranchée et dessinent, sur une éminence, une position : une simple muraille de terre circulaire. Un groupement de pechmergas, les combattants kurdes irakiens, les protège avec des pick-up équipés de mitrailleuses lourdes. Un mortier tombe sur la position. Des tirs nourris obligent les bulldozers à arrêter leur travail. Des djihadistes tirent du village de Tishkharab. Invisibles, déterminés, ils résistent depuis quatre jours à une offensive massive de dizaines de blindés et de milliers de pechmergas sur la ville de Bashiqa, qui appartient encore à Daech.

Manque de cohésion

Les pechmergas répondent d'un feu nourri et inutile. Des pick-up filent d'une position à l'autre, sous les tirs ennemis. Des roquettes pleuvent sur le village, ne réussissant qu'à détruire un peu plus ce qui était déjà en ruines. Quatre ou cinq forces sont positionnées derrière une tranchée, ne sachant que faire : des pechmergas professionnels, des pechmergas amateurs, des pechmergas membres du parti au pouvoir, d'autres membres du parti adverse, des individus se proclamant des forces spéciales kurdes, d'autres affirmant être des artilleurs, tous sans leurs unités, compensant leur manque de cohésion par des actes de bravoure individuels, mais sans effets notables.

Haidar Khoudarat cherche son véhicule, parti sans lui. « Ils sont partis dans un autre village quand le combat a commencé. Je ne sais pas exactement où ils sont. Je me suis arrêté ici. Je vais là où il faut se battre », explique cet artilleur. Un major cherche le général qui commande ce côté de l'offensive, sans le trouver. « Nous sommes en train d'encercler Bashiqa, mais Daech reste terré dans les villages. C'est difficile de progresser rapidement », reconnaît-il.

Plus au sud, c'est la ville d'Abassi qui résiste depuis une semaine à l'armée irakienne. « Nous manquons de fantassins pour entrer dans la ville. Les rues sont trop étroites pour nos tanks, et nos blindés légers trop fragiles pour les lance-roquettes. Les djihadistes surgissent de tous les côtés. Nous ne savons pas où tirer. Nous avons encerclé la ville, en attendant de revenir plus tard », explique Oussama Abdallah, officier de liaison dans la 9^e division blindée irakienne.

« La principale force des djihadistes, c'est leur motivation. À partir du moment où des hommes sont prêts à mourir, ça autorise des tactiques différentes. Comme le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien, Daech se disperse, s'enterre, et mène un combat décentralisé, avec des équipes qui maîtrisent à fond un terrain qu'ils ont préparé », explique Michel Goya, consultant, ancien colonel de l'armée de terre.

Ces hommes prêts à mourir font face à une armée qui fatigue. « Depuis deux ans, on n'arrête pas. Je ne connais pas un soldat qui n'a pas perdu un camarade. Et entre nous, je vois cette guerre continuer encore très longtemps. Ce n'est pas un problème militaire. C'est un problème politique », explique un officier irakien. Les djihadistes profitent du manque de coordination de leurs adversaires. Malgré l'ennemi commun, Kurdes et armée irakienne peinent à tenir un front uni, tant la défiance reste grande entre les deux camps.

Le combat risque d'être encore plus dur, alors que les villes de la plaine de Ninive tombent une à une et que l'entrée dans les faubourgs de Mossoul s'annonce. « La présence des civils va rendre plus difficile l'appui feu de la coalition. Ça fait un an que les djihadistes préparent cette bataille. La défense ferme commencera à partir des premiers faubourgs de Mossoul. C'est au cœur de la ville qu'on se bat vraiment. Là, c'est homme contre homme », dit le général Vincent Desportes, ancien directeur de l'École de guerre. La deuxième ville d'Irak compte encore entre 500 000 et un million d'habitants. Ce sera le début de l'une des plus grandes batailles urbaines de l'histoire moderne. ■

plaine de Ninive libérées de l'emprise de l'État islamique, où une intervention d'urgence est nécessaire. Le centre de Mossoul, la capitale de Daech, est encore à une vingtaine de kilomètres, et les pechmergas, comme l'armée irakienne qui avance dans la zone selon un plan concerté, ont besoin d'assurer leurs arrières. « Les mines sont coincées dans les portes des habitations, dans des vieux pneus abandonnés dans les rues, dans les poubelles. Elles sont dissimulées dans de hautes herbes ou même accrochées dans des

branches d'arbres. Il suffit de marcher sur un fil invisible pour qu'elles éclatent », explique l'officier.

Au centre de tri des blessés de Nawrawan, un médecin sergent général et son équipe diagnostiquent en une dizaine de minutes l'état des patients. La vie ou la mort peut dépendre de la vitesse d'un diagnostic d'amputation. Les victimes les plus gravement touchées sont évacuées par hélicoptère, les cas dans lesquels le pronostic vital n'est pas engagé sont transférés vers les hôpitaux du secteur. « Les 23 per-

sonnes qui ont été traitées aujourd'hui souffraient toutes de lésions et de chocs traumatiques provoqués par des explosions. Nous n'avons qu'une seule admission pour blessure par balles ou éclat d'obus : un pechmerga touché par un tir de sniper », témoigne le responsable de l'hôpital de campagne.

Une semaine après le début de l'offensive visant à encercler Mossoul par le flanc est et nord, l'armée irakienne et les forces kurdes avancent. Une progression pénible, souvent inachevée et parfois en trompe l'œil. ■

Le Monde

MERCREDI 26 OCTOBRE 2016

L'Iran, parrain des milices chiites, s'agace de l'activisme turc

Téhéran se tient en marge de la bataille de Mossoul, mais reproche à Ankara de chercher à jouer le rôle de protecteur des sunnites d'Irak

Dans la foule d'acteurs internationaux qui se présentent aux portes de Mossoul, l'Iran est une puissance discrète mais influente. La principale puissance étrangère en Irak, très écoutée des partis chiites qui dominent Bagdad, s'est peu exprimée depuis le début de la reconquête du bastion de l'organisation État islamique (EI) dans le nord du pays. Cependant, elle fait montre d'une frustration grandissante.

En cause : les prétentions de la Turquie à participer à la bataille. « Ankara a affirmé que Mossoul appartenait historiquement à la Turquie. Sans concertation avec le gouvernement irakien, elle maintient ses troupes dans la province : c'est l'exemple même d'une ingérence, au mépris du droit international. Et cela ne peut que créer de l'instabilité », note Alaeddin Boroujerdi, président de la commission des affaires étrangères du Parlement iranien, rencontré par *Le Monde* lundi 24 octobre, à Paris.

Le même jour, le président Hassan Rohani avait jugé « très dangereuse » la présence d'un contingent de l'armée turque dans le secteur de Bachika, malgré le souhait exprimé par Bagdad de le voir partir. La Turquie entraîne depuis des mois des peshmergas kurdes et un groupe armé sunnite rassemblé autour de l'ancien gouverneur de la province de Ninive, Atheel Nujaifi, contre lequel un tribunal irakien a récemment émis un

A Mossoul, le risque d'attiser le ressentiment des sunnites incite Bagdad à tenir les milices à l'écart

mandat d'arrêt pour espionnage. Lundi, Ankara, qui se présente en défenseur des sunnites de la région, a affirmé avoir tué dix-sept djihadistes par des tirs d'artillerie et de mortiers depuis le début de l'offensive, il y a une semaine.

Cette implication turque a suscité la colère des principaux chefs de milices chiites irakiennes, en partie financées et armées par l'Iran, et auprès desquelles Téhéran déploie de nombreux conseillers militaires, à l'invitation du gouvernement de Bagdad. Selon un plan de bataille laborieusement négocié entre les différentes forces irakiennes, ces milices auraient dû se tenir à l'écart de la bataille de Mossoul, tout comme les forces de la police fédérale, qui leur sont liées, analyse un diplomate occidental. La police participe finalement à l'offensive, sur le front sud, et les milices ont obtenu un objectif secondaire : montant vers Mossoul en deuxième ligne, elles doivent bi-

furquer avant d'atteindre la ville vers les localités de Hawija, au sud, et de Tal Afar, au nord-ouest, deux bastions djihadistes.

Hawija, qui comptait 115 000 habitants au début de l'offensive, a servi de base arrière aux attaques de l'EI durant deux ans. Tal Afar a donné au groupe un nombre important de ses cadres et fut un creuset de l'insurrection djihadiste avant la prise de Mossoul, en juin 2014. Sa population chiite a fui ou a subi les exactions de l'EI lorsque l'organisation s'est rendue maîtresse de la région. « On s'attend à ce que tous les habitants [de Hawija] fuient à l'approche des milices, qui ne les protégeront pas. Les miliciens s'en moquent : ce sont des sunnites qui ont soutenu ouvertement Daech [acronyme arabe de l'EI], ils les haïssent », annonce le diplomate occidental. Ankara s'est alarmé du sort de Tal Afar, enclave turkmène dans une région majoritairement arabe.

Les milices chiites s'étaient rendues coupables d'exactions contre des déplacés sunnites lors de la prise de Fallouja, dans la province occidentale de l'Anbar, en juin. A Mossoul, le risque d'attiser le ressentiment des sunnites incite Bagdad à tenir ces forces à l'écart. « C'est très sage, juge M. Boroujerdi. La majorité de la population y est sunnite, il ne faut pas y accroître les tensions sans raison, ni alimenter la propagande contre la Mobilisation populaire », l'orga-

nisme qui rassemble les milices et volontaires chiites. Cependant, face à une forte résistance de l'EI, ces supplétifs endurcis pourraient être appelés en renfort.

Le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, souhaite imposer, après la bataille, une autorité locale, acceptable et crédible auprès de la population sunnite, seule garantie pour que l'insurrection djihadiste ne prospère pas sur les cendres du « califat » de l'EI. Les milices chiites ont fait savoir qu'elles refuseraient le protégé de la Turquie, Atheel Nujaifi. M. Abadi s'efforce d'écarter un tel conflit.

Maintenir la stabilité à Bagdad

Il s'oppose à l'ancien premier ministre, Nouri Al-Maliki, qui se présente, dans sa marche pour revenir au pouvoir, en critique acerbe de la présence turque et en défenseur des milices chiites, parmi lesquelles il compte des alliés. Il n'est pas acquis que cette démarche ait les faveurs de Téhéran, qui s'évertue à réduire les divisions entre partis chiites, et à maintenir à Bagdad une relative stabilité. M. Abadi a beau être jugé en bout de course par de nombreux observateurs, « il dirige encore les combats contre Daech », note Alaeddin Boroujerdi. Je doute qu'il quitte le terrain si facilement. ■

LOUIS IMBERT

Les deux maires d'une ville kurde en détention pour activités «terroristes»

TURQUIE Le pouvoir multiplie les arrestations et suspensions de responsables locaux accusés de liens avec le PKK et les fermetures de médias prokurdes...

M.C. avec AFP le 31.10.2016
<http://www.20minutes.fr/>



Une photo du 10 avril 2015 des deux maires de Diyarbakir, Gülten Kisanak (G) and Firat Anli (D) (AFP/ILYAS AKENGİN)

Les deux maires sont accusés d'activités «terroristes» en lien avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Un tribunal turc a annoncé dimanche avoir placé en détention provisoire Gülten Kisanak et Firat Anli, élus ensemble en 2014 à la tête de Diyarbakir, épicentre du sud-est à majorité kurde de la Turquie, accusés d'«appartenance à une organisation terroriste armée» et de «soutien logistique à une organisation terroriste armée».

Leur mise en détention intervient cinq jours après leur placement en garde à vue, mardi soir, qui avait provoqué une flambée de vio-

lence dans le sud-est du pays. Elle survient également dans un contexte particulièrement tendu, avec la multiplication des arrestations et suspensions de responsables locaux accusés de liens avec le PKK, ou encore la fermeture d'une douzaine de médias prokurdes annoncée par décret samedi soir.

«Tous ceux qui ne disent pas "Erdogan est notre sultan" sont déclaré "terroristes"»

Trois policiers ont été grièvement blessés dimanche soir dans une attaque à la bombe contre des locaux du parti AKP au pouvoir dans la province de Mardin, voisine de celle de Diyarbakir, selon

l'agence de presse Dogan, qui attribue l'assaut au PKK.

Dimanche, plusieurs centaines de personnes ont manifesté pour réclamer la libération de Gülten Kisanak et Firat Anli à Diyarbakir et Istanbul, où des policiers ont fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser les protestataires.

S'adressant à quelque 500 personnes rassemblées à proximité de la mairie de Diyarbakir dimanche, Selahattin Demirtas, coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, principale formation prokurde), a accusé les autorités de «retenir en otage» les deux maires. «Tous ceux qui ne disent pas

"Erdogan est notre sultan" sont déclaré "terroristes"», a lancé Selahattin Demirtas, appelant «les forces démocratiques» à se mobiliser. «Nous ne reculerons pas, quel qu'en soit le prix», a-t-il ajouté.

24 maires du sud-est suspendus le mois dernier

Le président Recep Tayyip Erdogan accuse le HDP et le BDP d'être liés au PKK, une organisation classée «terroriste» par Ankara, Washington et Bruxelles. Le mois dernier, 24 maires du sud-est du pays soupçonnés d'être liés au PKK ont été suspendus et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement, une mesure qui a déclenché des manifestations dans plusieurs villes de la région.

Le sud-est de la Turquie est ensanglanté par des combats quotidiens entre le PKK et les forces de sécurité depuis la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu qui a sonné le glas du processus de paix pour mettre un terme au conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. Dimanche, un soldat a été tué par des membres du PKK, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu. ●

Syrie: les opérations turques vont s'étendre

Par lefigaro.fr avec AFP le 27/10/2016

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé aujourd'hui que les opérations militaires menées par la Turquie dans le nord de la Syrie allaient s'étendre à la ville de Raqqa, fief du groupe Etat islamique (EI).

"Maintenant, nous avançons vers Al-Bab", a dit M. Erdogan, en référence à une ville du nord de la Syrie contrôlée par l'EI. "Après cela, nous allons avancer vers Minbej", tenue par les milices kurdes, "et vers Raqqa", a ajouté le chef de l'Etat lors d'un discours retransmis à la télévision. La ville de Raqqa, "capitale" autoproclamée de l'EI, est un objectif annoncé de la coalition antidjihadistes, mais les modalités d'une éventuelle offensive terrestre semblable à celle que mènent les forces irakiennes à Mossoul restent à définir. L'une des princi-



pales questions posées est celle de la participation ou non de milices kurdes, soutenues par Washington pour combattre l'EI, mais qu'Ankara considère comme "terroristes".

M. Erdogan a affirmé avoir partagé ses intentions avec son homologue américain Barack Obama lors d'un entretien téléphonique mercredi soir, réitérant

son opposition à la participation du Parti de l'union démocratique (PYD, kurdes syriens) et de sa branche armée, les Unités de protection du peuple (YPG), aux combats. "Nous n'avons pas besoin de groupes terroristes comme le PYD ou les YPG (...) Venez, expulsons ensemble Daech (acronyme arabe de l'EI) de Raqa. Nous pouvons le faire ensemble, nous en avons la capacité", a insisté M. Erdogan lors de son discours. Ankara a lancé le mois dernier une opération terrestre sans précédent dans le nord de la Syrie, envoyant des chars et des militaires pour appuyer l'opposition syrienne qui a délogé l'EI de plusieurs positions.

Le président turc a également laissé entendre que la Turquie pourrait intervenir dans la région de Sinjar, dans le nord de l'Irak, où le gouvernement d'Ankara redoute une implantation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes turcs). "Sinjar est en train de devenir un nouveau Qandil", a affirmé M. Erdogan, en référence à une zone montagneuse dans le nord de l'Irak qui sert de base arrière au PKK. "Nous ne le permettrons pas", a-t-il ajouté.

Plusieurs centaines de militaires turcs sont stationnés sur une base à Bachiqā, dans la région de Mossoul, une présence qualifiée par Bagdad de "force d'occupation". ■

Les artilleurs français pilonnent Daech

Les canons Caesar de la task force « Wagram » sont engagés dans la bataille de Mossoul au sein de la coalition.

SAMUEL FOREY @SamForey
ENVOYÉ SPÉCIAL À QAYYARAH

IRAK L'air est âcre. Un voile sombre couvre l'horizon, vers l'est. La ville de Qayyarah se consume, à 20 kilomètres, et une usine de soufre, incendiée par les djihadistes, brûle un peu plus loin. Les artilleurs sont régulièrement obligés de se protéger le visage. Avec leur masque à gaz, ils semblent opérer sur une planète lointaine, oubliée de tous. La base où ils opèrent, Q-West dans le langage de la coalition anti-Daech, est pourtant l'un des centres nerveux de la reconquête de Mossoul, la grande ville du nord, occupée depuis juin 2014 par les djihadistes.

La frappe est planifiée à 9 heures. Les artilleurs sortent les camions de leurs tanières de béton - de hauts murs pour les protéger des tirs de mortiers. Les quatre Caesar - camion équipé d'un système d'artillerie - s'alignent dans une brume de poussière si épaisse qu'un instant, le morne paysage alentour s'efface. Ils s'arrêtent et plantent leurs griffes dans le sol - des « bêches » -, pour stabiliser le camion pendant le tir.

Chaque Caesar requiert un équipage de cinq soldats. En quelques instants, ils préparent la salve à venir : l'obus rentre dans le canon, la charge suit. Les coordonnées de la frappe ont déjà été transmises. Le processus est automatisé, mais un dernier regard humain doit valider le tir. Tout est prêt.

De concert, quatre canons de 155 mm font feu. Les tirs résonnent de leurs coups secs, plus secs que les canons américains de Q-West. Le sol tremble, l'air tremble. Un autre nuage de poussière s'élève. Les obus partent s'écraser, loin vers le nord, vers une cible tenue secrète. « On l'utilise pour plusieurs effets : empêcher l'ennemi de manœuvrer ou d'occuper une position. On peut aussi envoyer un rideau de fumée pour masquer les déplacements, ou au contraire, la nuit, illuminer le champ de bataille », explique le capitaine Alexandre (l'anonymat a été requis pour des raisons de sécurité), qui assure le commandement de l'unité.

Des artilleurs français de la task force « Wagram », après une salve de tirs contre les positions de Daech, près de Mossoul. ANDBEA DICENZO POUR LE FIGARO



La poussière retombe. Déjà, le canon se rabat sur le toit. Les camions arrachent leurs griffes du sol. Bientôt, ils roulent, et rentrent dans leur tanière de béton. Les quatre Caesar - avec un cinquième de réserve - constituent la task force « Wagram ». « Wagram, comme la victoire napoléonienne de 1809, où le rôle de l'artillerie a été décisif », dit le commandant Marc, chef du groupement.

Les Français sont arrivés à la fin de l'été. Ils ont procédé à leur premier tir le 15 septembre. Ils sont 150, sur les 1000 soldats de la coalition qui se trouvent sur Q-West, sans compter les quelque 5000 soldats de la 15^e division de l'armée irakienne. Les Américains aussi fournissent de l'appui artillerie, avec leurs camions Hymars, des lance-roquettes multiples dont la portée atteint 70 kilomètres. « C'est une mission très exigeante. Les conditions de travail, comme la poussière ou la pollution atmosphérique, forment un environnement contraignant... Mais on s'y habitue, et nous sommes équipés. »

C'est l'un des groupements envoyés par la France pour soutenir l'offensive de l'armée irakienne dans sa reconquête de Mossoul. L'autre groupement, aéronaval celui-ci, est en Méditerranée orientale, et le porte-avions Charles-de-Gaulle en constitue le navire amiral.

Un groupement pour la mer ; l'autre

232 personnes

ont été exécutées par Daech la semaine dernière près de Mossoul

pour un océan de poussière. Q-West, à 20 kilomètres à l'ouest de la ville de Qayyarah, est l'une des plus grandes bases d'Irak, placée au beau milieu de l'immense plaine de Ninive. Méthodiquement détruite par les djihadistes, elle est méthodiquement reconstruite, depuis cet été, par la coalition anti-Daech menée par les États-Unis.

Selon le major Christopher Parker, officier de liaison de la coalition, « on a réhabilité ce qu'on pouvait. On a mis deux mois à remettre les deux pistes d'atterrissage en état. Un gros-porteur, un C-130, s'est posé dessus il y a trois jours. On continuera à reconstruire, en fonction de ce que nous demandent les Irakiens ». À 60 kilomètres de Mossoul, Q-West commande tout le sud de la plaine de Ninive. Point d'appui essentiel dans la reconquête, la base constituera, à l'avenir, un dispositif décisif dans le contrôle de la région. ■

Turkey's intervention in Syria and Iraq

Erdogan's war game

The Turkish president is pushing into both his southern neighbours

Oct 29th 2016 | JARABLUS |

<http://www.economist.com>

TWO months after Turkish tanks flanked by Syrian insurgents wrested it from Islamic State (IS), the border town of Jarablus, in Syria's north, is slowly getting back on its feet. Schools have reopened. Aid has begun to trickle into the area, as have thousands of people from neighbouring villages and some 7,700 Syrian refugees returning from Turkey. "Finally we have enough food," says Aminah Hardan, a young mother of nine who arrived in Jarablus from Aleppo in early 2013, only to watch IS take over the city months later. The militants, she says, once asked her husband to whip her for not wearing a niqab. Since the Turks rolled into town, she has swapped it for a yellow headscarf.

For years, Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, has urged his Western allies to help him carve out a buffer zone in Syria's north to provide refugees with a haven and anti-regime insurgents with a bridgehead. He now has what he wished for. With Turkish troops and their Syrian proxies in control of an area stretching from Jarablus to Azaz, some 90km (55 miles) west, Mr Erdogan has killed two birds with one stone. He has pushed IS militants far enough from the border to lower the risk of rocket attacks against Turkish towns. And he has stopped the People's Protection Units (YPG), a Kurdish militia backed by America but regarded by the Turkish government as a terrorist group, from



linking its eastern and western cantons.

Turkish and rebel forces intend to push further south. Earlier this month they easily overran the town of Dabiq (see article). They now plan to march on al-Bab, where the fighting is expected to be much more intense. Mr Erdogan says they may soon head towards Raqqa, the jihadists' capital. All this may become a drain on resources. Turkey cannot make much more headway without additional troops, says Can Acun, a researcher at SETA, a pro-government think-tank.

Some of the rebels in Jarablus would eventually like to take the fight to the regime of Bashar al-Assad. "For us, the most important thing is to break the siege of Aleppo," says Fikret, a young fighter. They may not get their wish. Having

grudgingly accepted that Mr Assad is not going away, Turkey is no longer in the business of regime change in Syria. Focused instead on its backyard, it has struck a bargain with Russia, analysts say. "Russia will let Turkey keep the Jarablus pocket, and in exchange Turkey will pull back the opposition from Aleppo," says Behlül Özkan, an assistant professor at Marmara University. "This makes Turkey dependent on Russia. If it acts against Russian interests, Russia can make problems for it in Syria."

Even if the increasingly unpredictable Mr Erdogan has reconciled himself to Mr Assad's rule in Syria, his ambitions extend rather further than Jarablus. Over the past couple of weeks, he has repeatedly claimed a century-old right to intervene on his southern periphery. "From now on...we will not wait for terrorist organisations to come and attack us," Mr Erdogan said in a speech on October 19th. "They will not have any place to find peace abroad." Turkish jets struck YPG positions in Syria just hours later, a new front in a war with Kurdish insurgents, the PKK, who are linked to the YPG. The bombing killed up to 200 fighters, the army said.

Over the objections of his Iraqi neighbours and American allies, Mr Erdogan has also clamoured for a greater role in the offensive against IS in Mosul, citing a duty to protect his fellow Sunnis from Shia militias. His talk of an incursion is probably bluster, designed to sustain a wave of nationalist frenzy that Mr Erdogan seeks to ride to a new constitution and an executive presidency next year. "For that rhetoric to have any weight, you need to have 50 times as many troops and tanks on the ground in Iraq," says one analyst. But Mr Erdogan may surprise. "We know this business in this region," the president warned the West in his speech. "You are foreigners here. You do not know." ■

REUTERS

Turkey-Kurdish rivalry complicates push against Islamic State in Syria's Raqqa

OCTOBER 27, 2016 / REUTERS / By Angus McDowall and Nick Tattersall BEIRUT/ISTANBUL

FIGHTING BETWEEN Turkey and Kurdish militias in northern Syria is complicating plans to drive their mutual enemy Islamic State from its Syrian capital Raqqa, an operation U.S. officials have said may start within weeks.

Turkish jets and armor, in support of Syrian rebels, have struck Kurdish fighters in recent days as both sides compete to capture land from Islamic State that Ankara wants as a buffer zone against militants near its border.

Those clashes could foreshadow a wider battle as they also eye control over Manbij, a city northwest of Raqqa. This was taken from Islamic State in August by local fighters backed by Kurdish groups, and offers strategic control over a large area.

The push against Islamic State is crystallizing such fears, with Syrian Kurdish leaders anticipating a "stab in the back" from Turkey if they join the Raqqa operation. For its part, Ankara says the Kurds' main militia should not be involved at all.

This underscores the difficulty of orchestrating a broad push against Islamic State in a region that is home to Arabs, Kurds and Turkmen, and where regional politics and a fear of ethnic cleansing make it harder to build stable alliances.

Syria's civil war pits President Bashar al-Assad, backed by Iran, Russia and some Shi'ite militias against mostly Sunni Arab rebels backed by Turkey, Gulf monarchies and the United States. A secondary conflict puts all of them at war with Islamic State.

However, the focus on driving Islamic State from Raqqa is growing ever more urgent as Iraq's army and Kurdish forces push toward Mosul, about 370 km (230 miles) to the



A Kurdish fighter from the People's Protection Units (YPG) carries his weapon as he stands past a tank in the Ghwairan neighborhood of Hasaka, Syria, August 22, 2016. REUTERS/Rodi Said

east across the Iraqi border. This is encouraging the jihadist group to fall back on Raqqa as the seat of its brutal rule.

The forces closest to Raqqa at present are those of the Syrian Democratic Forces (SDF), an alliance of militias in northeast Syria of which the strongest is the Kurdish People's Protection Units or YPG, regarded by Ankara as anathema.

Western officials have said the operation to take Raqqa, a predominantly Arab city, should be mainly conducted by Arab forces. Turkish President Tayyip Erdogan said on Wednesday the YPG should not take part, while maintaining that his own forces should be involved in the assault.

The top U.S. commander in Iraq, Army Lieutenant General Stephen Townsend, said on

Wednesday that the SDF was the only force capable of isolating Raqqa any time soon and insisted that the YPG would be involved in that operation.

But he acknowledged Ankara's opposition and said the United States and Turkey were holding talks on the issue. U.S. Defense Secretary Ash Carter said he was looking for ways Turkey could take part in the Raqqa operation and praised its intervention in Syria so far for taking territory from Islamic State.

Syrian Kurds lay no claim on Raqqa, said Saleh Muslim, joint head of the Syrian Kurdish PYD party, but he told Reuters its "liberation is a priority for the Kurds", adding that those who rule there "at least should be friends of ours who would not attack us".

SEPARATIST

What most alarms Ankara in northern Syria is the predominance of the YPG militia and the political party with which it is associated, the PYD or Democratic Union Party.

Turkey regards both as extensions of the Kurdistan Workers Party (PKK), a separatist group that has waged a three-decade insurgency to push for Kurdish autonomy in southeastern Turkey. It is listed as a terrorist organization by the United States and European Union.

The PYD party and YPG militia in Syria, and the PKK in Turkey, deny that they share direct military or political links, but they are members of a larger alliance of Kurdish groups that promotes the ideology of PKK leader Abdullah Ocalan.

Turkey's own intervention in Syria in support of rebel groups fighting under the Free Syrian Army (FSA) banner sought to drive Islamic State from positions it had used to shell Turkish towns, and also to stop YPG expansion there.

When Islamic State swept through Syria in 2014, eventually threatening Kobani and Hasaka, cities with big Kurdish populations, the YPG emerged as the strongest group fighting the jihadists.

It soon gained U.S. backing and joined with smaller Arab and Kurdish militias to form

the SDF, which over the past year has seized land from Islamic State along the border with Turkey, setting up a de facto autonomous zone.

That zone is ruled by local councils, a system that Ankara regards as little more than a front for control by the PYD and YPG.

INTERVENTION

When Turkey intervened in August, the SDF had just captured Manbij, leaving it poised to close the 70 km (45 mile) gap separating two Kurdish enclaves along the Turkish frontier, something Ankara was determined to prevent.

While it and the FSA rebel groups it backs have captured the border area from Islamic State, the Kurds have a last chance to unite their two regions by taking the town of al-Bab. Their capture of three villages near al-Bab last week prompted the latest round of fighting between them and the Turks.

"Some insist on trying to keep Turkey and the FSA away from al-Bab. We are determined to cleanse Manbij from the PYD as soon as possible. Either they abandon the area as soon as possible, or we will do what is necessary," Erdogan said on Wednesday.

Turkey has repeatedly insisted that the YPG and PYD should quit Manbij, something that both they and the United States have said has already happened.

The city is run and defended by local civilian and military councils which say they are independent of the PYD and YPG but allied to the SDF umbrella group. Turkey appears to regard that position as dissembling.

If it does take al-Bab, ending Kurdish hopes of uniting Rojava, as Kurds call northern Syria, and then strikes at Manbij, where Kurdish fighters died in the battle against Islamic State in August, it could prompt a big escalation.

For the United States and other Western countries now focused on uniting their allies - who include both Turkey and the SDF - for the battle to crush Islamic State, that would represent a big setback to their plans. ●

The Daily Dot October 27, 2016

Turkey uses emergency decree to shut down internet on 11 Kurdish cities to 'prevent protests'

Efe Kerem Sozeri — Oct 27, 2016
<http://www.dailydot.com>

Turkey's government on Thursday cut mobile and landline internet access in 11 cities in the southeast area of the country for the second day in a row.

The decision came after locals took the streets in protest over Diyarbakır's co-mayors, Gültan Kışanak and Fırat Anlı, being detained on "terrorism" charges.

According to a report by censorship monitoring group @TurkeyBlocks, Wednesday's regional shutdown had started around 10am local time and lasted for 12 hours, covering 11 cities: Diyarbakır, Mardin, Batman, Siirt, Van, Elazığ, Tunceli, Gaziantep, Şanlıurfa, Kilis and Adıyaman.

Today's shut down covers the same cities, but started earlier, around 8am local, and is currently ongoing. According to Turkey Blocks' initial research, the regional internet shutdown makes 8 percent of Turkey's internet infrastructure unreachable and affects an estimated 6 million citizens. The shutdown does not affect phone calls, but banks and point-of-sale machines on local shops and pharmacies were reported inoperable. Some Turkish citizens had to travel to neighbouring cities to conduct urgent businesses that require internet access.

The internet shutdown violated the right to information most, effectively blocking news updates about the wide unrest in Turkey's predominantly Kurdish Southeast. Reporters from the region resorted to pre-internet practices.

Reuters photographer Sertaç Kayar was only able to post photos from Wednesday in the evening after reaching internet connection.

Videos of police violence against human rights defenders and members of parliament from

Kurdish opposition party HDP took hours to reach news agencies.

Local Diyarbakır journalist Nurcan Baysal traveled out of the city this morning to report about the protests on Twitter by receiving updates over the phone from her colleagues who remain in the city center.

Kurdish news Sterk TV reporters could only broadcast the voice of HDP's co-chair Selahattin Demirtaş speaking at the protests, without being able to broadcast 3G video feed. His speech among thousands of protesters took six more hours to reach social media.

While many researchers and journalists associate the internet shutdown with the protests, Turkey's Deputy Prime Minister Numan Kurtulmuş rejected that it is related to Diyarbakır mayor Gültan Kışanak's detention; without providing an explanation, Mr. Kurtulmuş said, "social media should not be used for provocations."

The network operators, however, even denied there was an intentional shutdown. After customer complaints, support lines of two largest operators, Turk Telekom and Turkcell, claimed technical failures, providing no prospect of a fix.

Back in September, the Daily Dot reported another regional shutdown, which lasted for six hours but covered a larger area and affected 12 million people. That shutdown was also issued after a political crisis after 28 mayors from the Kurdish opposition were removed from their offices. However, the sources of the shutdowns and legal grounds were not revealed, until now.

Deniz Çiçek, a reporter from daily Habertürk, wrote that the current two-day-long regional internet shutdown is requested by the Directorate of Security Affairs — an office under the prime minister. The request is based on a post-coup Decree Law (No.671 - PDF) that amends the Law of Digital



Police officers detain a pro-Kurdish Peoples' Democratic Party member as they protest the detention of Co-mayors Gültan Kışanak and Fırat Anlı, in Diyarbakır, Turkey, Oct. 26, 2016.

Communications and authorizes Turkey's government to take "any necessary measure" on the grounds of "national security, public order, prevention of crime, protection of public health and public morals, or protection of the rights and freedoms." The same decree obliges any company that provides digital communications, including cable or cellular network providers, to enforce government's orders within two hours.

The Daily Dot previously reported the Turkish government's wartime censorship regulation being abused to gag social media after domestic attacks on civilians that could lead to mass criticism of government incompetence. This post-coup amendment provides extended powers to the government to silence the masses, which are presently used to prevent protests in the Kurdish regions.

According to Brookings Institute research, internet shutdowns cost Turkey \$35 million last year. Last month, developers and entrepreneurs were hit hardest when the government banned access to cloud services. But right now, the Turkish government's real target, journalists and the freedom of information, is suffering the most. ♦

Mosul fight spawns new horrors

ERBIL, IRAQ

Islamic State is accused of killing scores and using others as human shields

BY TIM ARANGO

As security forces bear down on Mosul, the Islamic State group has moved hundreds of civilians from villages around the city to use as human shields, and the United Nations has said the militants may have killed nearly 200 people. To the east, near the Kurdish-controlled city of Kirkuk, Sunni Arabs who fled there to escape violence are being forcibly displaced as local officials worry about terrorist sleeper cells.

The toll of an intensifying war does not end there: A sulfur plant set on fire by the Islamic State has sent dozens of people for treatment for respiratory problems, and several journalists have been hurt, and two killed, covering the fighting. And a wayward attack — either an artillery shell or an airstrike — hit a Shiite mosque in northern Iraq, killing more than a dozen women and children.

After 10 days of the long-awaited offensive to retake Mosul from the Islamic State, the campaign had unleashed a fresh set of horrors across a wide stretch of the country. Although the government's military operation itself is largely meeting its goals in progressing toward the city, the turmoil surrounding it is a sign of just how difficult it would be to secure a lasting peace across Iraq's many divisions even after a victory.

The human toll and factional distrust are early examples of the complex humanitarian crisis that many believed would unfold once the fight to oust the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, from Mosul, its last major Iraqi stronghold, began in earnest.

United Nations officials said Tuesday that Islamic State fighters had killed close to 200 people, including civilians and children, in and around Mosul in the previous week. Among them were said to have been 50 former Iraqi policemen held in a building outside Mosul on Sunday, Rupert Colville, the spokesman for the United Nations human rights high commissioner, said in Geneva.

The statements coming from Geneva track broadly with what local Iraqi officials and residents told The New York Times in recent days as the military operation around Mosul intensified.

Mr. Colville said that in one case, several women and children, including a 4-year-old, who were being held as human shields by Islamic State fighters were suddenly gunned down by the militants,



BULENT KILIC/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Displaced families near Qaiyara. United Nations officials said this week that Islamic State militants had killed close to 200 people in and around Mosul in recent days.

possibly because they were lagging behind the group.

He also said that last week the Islamic State was reported to have executed 15 civilians in the village of Safina, about 30 miles south of Mosul, supposedly to terrify other residents.

"ISIS has lost hundreds of its members from airstrikes when they withdraw, so now they are forcibly displacing the residents of villages they are leaving and using them as human shields," said Abdul Satar, a military expert and former Iraqi Army general.

Aid workers are bracing for the possibility that hundreds of thousands of civilians could flee Mosul once the fighting moves into the city, and are working to stockpile supplies and set up camps in the desert. So far, about 9,000 people have fled the fighting as Kurdish and Iraqi government forces have moved to secure villages around the city, according to the United Nations. The figure would be far higher had the Islamic State not begun forcing residents of those villages to relocate toward Mosul.

But as the United Nations has worked to protect civilians, it has at times been undermined by the Iraqi security forces. Recently, a unit of the federal police, whose leadership is closely aligned with a major Iran-backed Shiite militia that has been accused of abuses against Sunnis, raided a camp for the displaced, threatening residents and making off with tents, latrines, water tanks and other supplies, according to United Nations officials.

On the military front, the Islamic State has managed to mount two attacks on cities far from Mosul, diverting the attention of Iraqi forces and the warplanes of the American-led coalition.

In recent days, the Islamic State has

attacked Rutba, a desert town in Anbar Province not far from the Jordanian border, seizing some neighborhoods. That came quickly after last week's brazen assault on Kirkuk, a Kurdish-dominated city southeast of Mosul that also has a large Arab population. Dozens of fighters moved on the city in the early-morning darkness, setting off gun battles that lasted for more than a day.

Kurdish officials in Kirkuk responded by forcing out hundreds of Arab families who had sought safety there, according to United Nations officials and local residents, as they feared that terrorists had sneaked into the city posing as displaced civilians.

The move is likely to raise tensions in the divided city, and has echoes of Saddam Hussein's efforts to forcibly change the demographic balance of oil-rich Kirkuk by moving out Kurds and replacing them with Arabs.

Arab residents of Kirkuk who were interviewed on Tuesday reported that armed Kurdish security agents had removed families from homes and forced them to move to camps. They said several homes were also destroyed, in what appeared to be a methodical attempt to force out as many Arabs as possible.

Sheikh Ismail al-Hadidi, an Arab leader in Kirkuk, said that the local authorities were exacting collective punishment on Arabs for the crimes of the Islamic State, even though many helped security forces put down the attack last week.

"We call on the local government and local security agencies to deal with the consequences of the attack and not resort to collective punishment by deporting Arabs and destroying their houses," he said.

On the day of the assault on Kirkuk, as

aircraft from the American-led coalition were diverted to help fend off the attack, a strike hit a Shiite mosque in nearby Daquq, killing at least 13 women and children at a funeral, according to Daquq's mayor, Amir Khokram, and Human Rights Watch.

Local officials blamed the American-led coalition, but United States military officials have said the episode was not the result of a coalition airstrike. Some have suggested that an artillery shell hit the mosque, but Human Rights Watch

said the evidence it had seen "is consistent with an airstrike." The Iraqi forces are also conducting airstrikes.

Two Iraqi journalists covering the fighting have been killed by Islamic State snipers, and several others have been injured, including a New York Times photographer who was wounded by shrapnel from a car bomb last week.

Citing safety concerns, the Iraqi government said recently that it would begin restricting journalists' access to the front lines. But on a visit near the front

line east of Mosul this week, near the recently liberated city of Bartella, it was possible to get past checkpoints and move closer to the fighting.

The widening chaos on the periphery of the battle, which has not yet moved to the urban center of Mosul, suggests the campaign could last weeks or months, perhaps into January, as some Western officials have suggested. ●

International New York Times OCTOBER 28, 2016

U.S. is planning assault on Raqqa

WASHINGTON

De facto capital of ISIS is source of plots against the West, military says

BY HELENE COOPER
AND ERIC SCHMITT

The fight to retake Raqqa, the Syrian city that serves as the capital of the Islamic State, must begin soon — within weeks — to disrupt planning believed to be underway there to stage terrorist attacks on the West, senior Defense Department and military officials have said.

Lt. Gen. Stephen Townsend, the top American military commander in Iraq, declined on Wednesday to name a specific threat against Western targets emanating from Raqqa, but described a "sense of urgency." He said it was imperative that operations to isolate the city begin soon to prevent attacks on the West that could be mounted or planned from the militants' capital.

In announcing that the fight to retake Raqqa is imminent, American officials are sweeping aside objections from Turkey and moving forward with plans to rely on a ground fighting force that includes Kurdish militia fighters in Syria. The Turkish government, which has become a complicated ally in the fight against the Islamic State, fears that aspirations for autonomy may spread among its own Kurdish population.

General Townsend stressed that Kurdish militia fighters would be a part of the ground force used to isolate Raqqa.

"We're going to go with who can go, who's willing to go soon," General Townsend told reporters at the Pentagon during a video news briefing from Baghdad. "And then, once we get the initial isolation in position, we'll look at how we prosecute the operation further."

The politics of the matter have bedeviled American military planners try-

ing to thread a needle through decades-old enmity between the Turks and the Kurds. Turkey regards the Syrian Kurdish fighters, known collectively as the Y.P.G., as an extension of the Kurdistan Workers' Party, the Kurdish rebel group that has sought autonomy from Turkey since the 1980s. The Kurdish government has demanded that the Y.P.G. not take part in the fight to retake Raqqa.

But American military officials say the Y.P.G. personnel are the best fighters they have.

"The facts are these," General Townsend said. "The only force that is capable on any near-term timeline is the Syrian Democratic Forces, of which the Y.P.G. are a significant portion."

While the Kurdish militia will make up the bulk of the operation, General Townsend said many of the more than 300 American Special Operations forces now in Syria would help recruit, train and equip local forces in and around Raqqa who are predominantly Syrian Arabs.

The impending operation is further complicated, some independent experts say, because neither the Turks nor the Syrian Kurds view the recapture of Raqqa as one of their top priorities — unlike Washington.

"The Syrian Kurdish Y.P.G. do not truly desire to shed blood to capture a majority-Sunni Arab city far from their vision of their autonomous borders, while Turkey cares about the operation only insofar as the Syrian Kurdish Y.P.G. is not allowed to participate in it," said Christopher Kozak, a Syria researcher at the Institute for the Study of War.

Defense Secretary Ashton B. Carter said in Brussels on Wednesday that the offensive to oust the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, from Raqqa would begin within weeks.

Mr. Carter met with the Turkish defense minister, Fikri Isik, and the French defense minister, Jean-Yves Le Drian, on Wednesday in Brussels, where he emphasized the "need for the coalition to maintain pressure on ISIL on multiple fronts," according to a Pentagon news release.

An American military official said the

Raqqa operation would take place in roughly three phases.

Phase one, he said, is what the American-led coalition fighting the Islamic State has been doing for months: preparatory airstrikes in and around Raqqa to knock out command-and-control and fighting positions. Phase two, to begin in the coming weeks, will be to isolate Raqqa with the available forces — mostly Syrian Kurds, with Syrian Arabs, too. Phase three will be the fight for Raqqa itself, which American officials say they hope will be conducted mostly by Syrian Arabs, given that the city is majority Sunni Arab.

General Townsend compared Islamic State plotting in Raqqa to planning by the group in Manbij, which was retaken from the Islamic State in August.

Manbij was the last stop on the route out of Syria for Islamic State militants headed to Europe. But the actual plotting regularly began in Raqqa. Militants moved from there to Manbij before slipping over the border into Turkey and then onward to Europe.

Plotting underway in Raqqa now, General Townsend said, "is not unlike what emanated from Manbij" before that city was retaken. "Coming out of Manbij, we found links to individuals and plot streams to France, the United States, other European countries," he said.

The Raqqa fight will take place even as the battle for Mosul, next door in Iraq, is continuing, American military planners say.

Gen. Joseph L. Votel, the commander of American forces in the Middle East, said last week that it was "extraordinarily important" to keep simultaneous pressure on Mosul and Raqqa, if not with ground forces, as with Mosul, at least with a steady pounding of airstrikes.

General Votel acknowledged the challenges of dealing with two pivotal allies in the fight against the Islamic State in Syria who essentially loathe each other — the Turks and the Syrian Kurds. One of his main goals now, he said, is to maintain momentum and "to keep everyone moving in the right direction."

Les djihadistes s'accrocheront jusqu'au bout à la « capitale » irakienne de leur califat, où ils s'abritent derrière la population civile.

Daech prépare la « mère des batailles » à Mossoul

ALAIN BARLUET  @abarluet

À MOSSOUL, Daech se prépare à livrer la « mère des batailles ». Pas question, a priori, pour les forces de l'État islamique (EI) de céder le terrain dans sa « capitale » irakienne, la ville où Abou Bakr al-Baghdadi a proclamé en 2014 le « califat » au Levant. Encerclés dans leur sanctuaire - sauf sur le flanc ouest - par l'avancée des forces irakiennes, kurdes et des milices chiïtes, les combattants djihadistes seraient de 3 000 à 5 000 ainsi qu'un à deux autres milliers dispersés en périphérie pour retarder l'assaut attendu des forces adverses. Parmi ces djihadistes, des centaines de combattants étrangers, dont « environ 250 Français », indique-t-on à la Défense.

Selon Washington, 900 djihadistes ont déjà été tués dans la bataille autour de Mossoul. Du côté de la coalition anti-Daech, qui était réunie à Paris cette semaine, toutes les hypothèses ont été envisagées, de la fuite des djihadistes au Fort Chabrol sanglant. Les perspectives se sont précisées ces jours derniers : des mouvements de combattants djihadistes, « plusieurs centaines », dit-on, ont été signalés en direction de Mossoul, et non l'inverse.

Daech ne refuse pas le combat, comme le montre le harcèlement que subissent les forces spéciales irakiennes à l'est de la ville. Plus encore, « Daech veut combattre à l'intérieur de la ville », relève une source dans l'entourage de Jean-Yves Le Drjan. S'ils sont prêts à s'accrocher à Mossoul, c'est que sa perte serait pour les djihadistes une défaite majeure - symbolique, territoriale, politique, stratégique, économique. Finis les trafics et les bénéfices du racket... Du côté de la coalition, on veut croire aussi que l'ébranlement du « califat réel », sis à Mossoul, signifiera aussi la fin du « califat virtuel », la capacité de Daech à diffuser sa propagande et à attirer comme un aimant les apprentis sorciers de la terreur, bien au-delà du Levant.

La guerre asymétrique

Pour la bataille qui vient, les combattants de Daech s'approprient à mobiliser tout l'arsenal du « djihadisme militarisé » en recourant à la fois aux capacités conventionnelles et à celles de la guerre asymétrique.

Dans les faubourgs de Mossoul, les forces irakiennes et kurdes doivent affronter un ennemi doté d'armement « classique », mortiers, missiles antichars filaires notamment. Leur panoplie non conventionnelle est plus large encore. Des véhicules piégés, caparaçonnés de métal et bourrés d'explosifs sont sortis en nombre des mini-usines de Daech. Engins explosifs improvisés, mines, snipers, drones piégés sont utilisés pour freiner la progression de l'armée irakienne dont la mission sera de prendre la ville, sous laquelle des tunnels, avec des stocks de nourriture, ont été creusés. Daech aurait aussi des armes chimiques.

La « défense de Mossoul » a vraisemblablement été planifiée par un « état-major » chevronné, composé d'ex-militaires irakiens sunnites. Même sur le reculoir, l'EI a préservé une carte majeure, son système de commandement organisé autour d'un PC fuyitif.

Le rapport de forces à Mossoul - 1 djihadiste pour 10 combattants de l'armée irakienne - devrait théoriquement permettre de s'emparer de Mossoul. Théoriquement. Mais tout stratège militaire sait que celui qui se défend bénéficie d'un avantage. Surtout, il y a le contexte d'une ville qui compterait actuellement plus d'un million d'habitants. De potentiels boucliers humains livrés à la terreur de Daech et donc une contrainte majeure pour les forces de la coalition. C'est un autre facteur « nivelant » dont peuvent bénéficier les djihadistes. Pas question, selon les règles d'engagement occidentales, d'écraser la ville sous les bombes... Enterrés ou dissimulés dans des immeubles, embusqués dans ce qu'il reste d'écoles et d'hôpitaux, les djihadistes ont a priori le contrôle du terrain.

Comme dans les villages de la plaine de Ninive, il faudra aller les chercher « à la fourchette à escargots ». « Le recours à l'infiltration et aux forces spéciales sera indispensable », estime une bonne source occidentale. Indispensable aussi pour tenter de déstabiliser Daech de l'intérieur. Des actes de résistance ont bien été signalés mais ils ont été jusqu'à présent très limités. Du côté de la coalition, on mise sur une action la plus rapide possible, pour ôter à Daech toute possibilité de repli sur Raqqa « capitale » en Syrie. « Si une guerre de tranchées commence, elle peut durer longtemps », prévient un expert.

Finalement, les djihadistes peuvent-ils décamper de Mossoul, comme ils l'ont fait ailleurs. Leurs récentes incursions meurtrières, à Kirkouk et dans le Sinjar, té-



FEMMES DE DJIHADISTE ERRANTES

Les combattants locaux de l'EI de Bachlqa laissent derrière eux leurs femmes et leurs enfants. Près de cette ville, une vingtaine de civils errant dans la plaine étaient conduits vendredi dernier par les pechmergas sur des pick-up (photo). Silhouettes noires, les femmes sont couvertes de la tête au pied. Elles portent de maigres baluchons. Un sac à main en faux cuir clouté accroché au bras, certaines dévoilent des visages hagards. « Tonton, demande au chauffeur de ne pas conduire trop vite », glisse l'une d'elles au combattant kurde qui l'aide à grimper sur la plateforme d'un véhicule. Il y a aussi des enfants, garçons et filles tétanisés, deux nourrissons et un adolescent en pantacourt, blême, rachitique et titubant. Les soldats kurdes hésitent à le séparer du groupe. Une fois rassemblée au complet, la petite troupe prend la direction d'un centre de détention pour être interrogée. La guerre est finie pour ces compagnes des combattants de l'État islamique et leur progéniture.

T. O.

moignent de la stratégie de guérilla qu'ils espèrent poursuivre. A Mossoul, la « mère des batailles » risque de ne pas être la dernière. ■

Le prix Sakharov décerné à deux yézidies rescapées de l'EI

La décision du Parlement européen rappelle le calvaire de cette communauté irakienne massacrée et réduite en esclavage sexuel

ERBIL (IRAK) - correspondance

En pleine bataille de Mossoul, le Parlement européen a décidé de décerner jeudi 27 octobre le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à deux victimes emblématique des exactions de l'organisation Etat islamique (EI) : Nadia Mourad et Lamiya Haji, appartenant à la minorité religieuse yézidie en Irak, sont des survivantes de l'esclavage sexuel systématique imposé aux femmes de leur communauté par le mouvement djihadiste.

Le 3 août 2014, le mont Sinjar et ses 400 000 habitants, majoritairement yézidies, sont attaqués par l'EI, qui s'est emparé au mois de juin de Mossoul, à une centaine de kilomètres à l'est. Les forces de sécurité kurdes irakiennes censées protéger la région et ses habitants prennent la fuite, livrant la population à elle-même.

Les yézidies sont non musulmans. Le système religieux synchrétique de transmission orale auquel ils adhèrent ne leur donne pas la qualité de « Gens du livre », censé garantir dans l'islam une protection aux fidèles des religions monothéistes héritières d'Abraham. Dès lors, ils constituent des proies désignées pour les djihadistes qui s'emparent de leurs terres.

Trente-cinq fosses communes

Face à l'avancée de l'EI, dont les recrues sont pour une part importante issues des régions arabes sunnites voisines, des dizaines de yézidies prennent la fuite. Certains trouvent refuge sur les hauteurs du mont Sinjar. Encerclés, sans eau ni nourriture, exposés à la chaleur caniculaire de l'été irakien, enfants et vieillards meurent d'épuisement. Les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc), ouvrant un corridor à travers le désert, parviennent à évacuer les survivants vers la Syrie voisine. Pendant ce temps dans la plaine,

Pour bien des yézidies déplacés, revenir vivre auprès de leurs voisins arabes, qui ont rejoint l'EI en masse, n'est pas envisageable

les djihadistes de l'EI détruisent systématiquement les lieux de culte yézidies et orchestrent un massacre à grande échelle.

Les djihadistes somment les yézidies de se convertir à l'islam. S'ils refusent, les hommes sont exécutés et les femmes réduites en esclavage. Les enfants de sexe masculin sont endoctrinés et forcés de suivre un entraînement militaire qui doit les transformer en soldats du « califat ». En janvier 2016, l'ONG Yazda, qui enquête sur les crimes commis par l'EI à l'encontre des yézidies de la région de Sinjar, avait identifié trente-cinq fosses communes comptant jusqu'à une centaine de cadavres chacune.

Nadia Mourad Bassi Taha et Lamiya Aji Bachar sont toutes deux originaires du village de Kocho. Le 15 août 2014, cette localité située au sud du mont Sinjar a vu l'ensemble de sa population masculine massacrée. Comme d'autres femmes du village et plusieurs milliers de yézidies de Sinjar, Nadia Mourad et Lamiya Ali, 21 et 16 ans à l'époque, ont été réduites en esclavage par les djihadistes.

Après des mois de torture et de viols, les deux femmes sont parvenues à s'échapper. Après avoir retrouvé la liberté, Nadia Mourad s'est employée à alerter l'opinion publique internationale sur le sort subi par les femmes de sa communauté. Enlevées, violées, mariées de force, vendues et revendues par des membres de l'EI et des hommes vivant sur les territoires que les djihadistes contrô-

lent en Syrie et en Irak, elles seraient encore plus de 3 000 à demeurer en captivité, selon les Nations unies.

Le calvaire des femmes yézidies est un des aspects du cataclysme subi par cette communauté depuis plus de deux ans. Bien que l'essentiel de la région de Sinjar soit libéré depuis novembre 2015, le traumatisme subi par les yézidies est irréparable. Des centaines de milliers d'entre eux vivent encore dans des camps de déplacés au Kurdistan irakien. Nombre d'entre eux estiment leur retour impossible.

Pour beaucoup, revivre en milieu musulman, que ce soit aux côtés de leurs voisins arabes, qui ont rejoint en masse l'EI, ou sous la domination des autorités kurdes irakiennes, qui ont failli à les protéger, n'est plus envisageable. Migrer en Europe, où des communautés d'exilés se sont installées depuis 2014, est perçu comme la seule stratégie de survie qui vaille.

Factions kurdes

Les populations demeurées à Sinjar ou qui y sont revenues sont isolées et font les frais des tensions entre les multiples milices qui ont investi les lieux sous la houlette de factions kurdes rivales. La libération de la région s'est traduite par des destructions massives des villes et villages yézidies. Le chaos y règne et, pour toute une génération de jeunes yézidies, prendre les armes est la seule alternative au quotidien sans horizon des camps de déplacés. Bien que libérée, Sinjar n'appartient toujours pas à ses habitants et les opérations en cours autour de Mossoul augurent à terme de nouvelles tensions entre les nombreux ennemis de l'EI, dont les populations civiles locales seront les premières à faire les frais.

Malgré le prix Sakharov, Nadia Mourad et Lamiya Aji Bachar vivent en exil en Allemagne. Leur village de Kocho est toujours occupé par les djihadistes. ■

ALLAN KAVAL

PROFILS



Nadia Mourad

A 21 ans, en août 2014, Nadia Mourad est enlevée dans son village de Kocho, près de Sinjar, dans le nord de l'Irak. A Mossoul, « capitale » de l'EI dans le pays, elle doit renier sa foi et subir des tortures avant d'être vendue comme esclave sexuelle. Elle fuit grâce à une famille musulmane et vit aujourd'hui en Allemagne. Elle dit avoir perdu six frères et sa mère dans le conflit.



Lamiya Aji Bachar

Enlevée dans le même village de Kocho à 16 ans, captive durant vingt mois, elle s'échappe et est recueillie par un directeur d'hôpital irakien, qui abuse également d'elle. Evadée de nouveau, elle sera grièvement blessée en traversant un champ de mines. Elle réside en Allemagne depuis 2016.

For Iran, exerting force while making nice is all part of the plan

TEHRAN

Supreme leader expands role of military, while also reaching out to the West

BY THOMAS ERDBRINK

Just as conservative opponents of the nuclear deal with Iran had warned, Tehran seems to be moving aggressively to expand its regional influence while working to counter American interests throughout the Middle East.

Yet, just as proponents of the deal had promised, Iran is also slowly opening up, cutting deals with Western businesses, establishing phone links with the United States, speeding up the internet, welcoming hordes of European tourists and relaxing some social restrictions on its own people.

What would seem to be a puzzling contradiction is in fact a carefully thought-out, two-track policy being pursued by the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and the circle of leaders around him.

Iranian generals are directing the ground war in Syria. Iranian advisers are training Shiite militias fighting in Iraq and Syria. Iranian arms and other support help the Houthi rebels in Yemen.

In addition to sanctioning the country's more aggressive military footprint in the region, Ayatollah Khamenei regularly issues broadsides against the United States, promising there will be no softening of Tehran's stance against the Great Satan, while quietly opening the door to Western capital and expertise.

And yet, when President Hassan Rouhani faces attacks from hard-liners, Ayatollah Khamenei almost always has his back, at least in private.

"Yes, it is part of our new policy to show our strength, but also to reach out to the West," said Saeed Laylaz, an economist and political analyst close to the government of Mr. Rouhani. "Both are aimed at strengthening our country and increasing our influence. A contradiction? We are doing exactly what America has been doing for decades."

There is little doubt that Iran is exerting greater force in the region. On the battlefields of Syria, Iranian advisers and "volunteers" — often Afghans and Shiite militias — are fighting and dying alongside Syrian government troops to drive rebels out of Aleppo. Near Mosul, Iraq, the Popular Mobilization Forces,



OFFICE OF THE IRANIAN SUPREME LEADER, VIA ASSOCIATED PRESS

Under Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, the country's hard-liners have suffered several political defeats.

another name for dozens of Shiite militias, are taking cues from other advisers, usually associated with the elite Quds Force of the Revolutionary Guards.

With the region in such turmoil, this might seem like an inopportune time to soften restrictions on business dealings with the West and personal freedoms at home. But that seems to be exactly what is happening. The changes are incremental and can be turned back at any moment, but they are unmistakable, analysts say.

The most obvious change is in politics. After dominating for 15 years, Iran's hard-line faction — a conservative elite of clerics, military leaders and politicians — has suffered a string of defeats.

Their figurehead, Mahmoud Ahmadinejad, the former president, became the symbol of a nation refusing any form of compromise. "Never, ever will Iran compromise on its nuclear program," Mr. Ahmadinejad often promised.

But in 2012, a year before Mr. Ahmadinejad's term ended, Ayatollah Khamenei allowed his representatives to contact the United States to discuss exactly such a compromise.

Since then, the hard-liners have lost battle after battle to a group of technocrats and moderates who were the only ones in the country's small establishment able to talk to the West.

During the 2013 elections, the hard-liners lost to Mr. Rouhani, a moderate. Recently, Ayatollah Khamenei ruled out any prospect of a comeback for Mr. Ahmadinejad, still the only conservative with a strong following.

For two years during the nuclear talks with the United States and other world powers, the hard-liners spoke out against any compromise. They lost. Parliamentary elections? Lost.

The hard-liners spoke out against foreign investment, internet freedoms,

more visits by foreigners, concerts and fewer morality police on the streets. On all those issues, they lost or were largely ignored.

Iran's leader is easing the country away from a rigid interpretation of its revolutionary ideology.

And that is no accident, analysts say.

It stems from Ayatollah Khamenei's decision to ease Iran away — for now, at least — from a rigid interpretation of its revolutionary ideology and end the isolation that has hampered the economy and frustrated young Iranians yearning to live in a "normal" country.

At 77, and with at least one hospitalization in recent years for prostate cancer, Ayatollah Khamenei appears determined, while he still has full power, to make the changes essential for Iran to realign relations with the world, analysts say.

"In Mr. Khamenei's view, we should be like China," said Hamidreza Taraghi, an analyst with close ties to the hard-liners. "Have economic relations with the West, but without their political influence and neo-colonization."

"Over all there is hope, and while we should see how that plays out and how much time it will take, people are looking towards the future more than before," said Nazanin Daneshvar, the female chief executive of Takhfifan, a discount shopping website.

At the same time, Ayatollah Khamenei goes out of his way in public pronouncements to reassure his hard-line supporters that their vision of a conservative Islamic theocracy in opposition to America and the West still holds sway. In a speech last week, for example, he said that "problems between Iran and the United States will never be resolved."

Ayatollah Khamenei also issues frequent warnings about the Islamic State group, at its core a violent Sunni insurgency that poses a threat to Shiite Iran. Either fight the militants in Syria, he says, or fight them in the western Iranian cities of Kermanshah and Hamadan.

While the country's military adventures seem far removed from daily life for many Iranians, they do align with the public's often nationalistic views. "Iran should be strong and influential," said Mohammad Heydari, a former journalist. "Just look at the map, see where we are located and how large our country is, and you'll understand."

The wars may also serve as a distraction, perhaps placating hard-liners at a time when ideological red lines are being crossed and events once thought impossible — like buying American planes — are now taking place regularly.

EDITORIAL : Turkey's rogue aggression helps ISIS – and threatens wider war

By Post Editorial Board October 29, 2016 | <http://nypost.com>

Washington is recruiting in Syria for an offensive against Raqqa, the capital of the self-styled Islamic State. Unfortunately, the Syrian Kurds behind most of the success in the advance on Raqqa are ... getting bombed by America's NATO ally Turkey.

The Pentagon's warned that Raqqa needs to fall fast, since terror attacks against the West are being planned there. But Turkish President Recep Tayyip Erdogan says: "We are putting [further intervention] on our agenda ... to remove the threat against our country."

What threat? Since he reopened Ankara's longtime war on Turkey's own Kurdish minority, Erdogan's worried about gains by Syrian Kurds of the YPG, or People's Protection Units.

Ankara sees the YPG as an arm of the PKK, the Kurdistan Workers' Party, regularly accused of terrorist tactics in its decades-long insurgency. Washington sees it as a vital ally against ISIS.

"The facts are these: The only force that is capable [of taking Raqqa] on any near-term timeline are the Syrian Democratic Forces, of which the YPG are a significant portion," Gen. Stephen Townsend, who heads the international

anti-ISIS coalition, told reporters Wednesday.

But Erdogan plainly doesn't care: He's been bombing YPG units for weeks now and threatens ground combat.

In the operation Ankara calls "Euphrates Shield" (after the river that runs through Turkey, Syria and Iraq), Turkey aims to advance on the Syrian border town of al-Bab (held by the Islamic State), then march to Manbij, recently liberated from the terrorists by a YPG-led Syrian militia.

There's more: Erdogan is also demanding "a place at the table" in the ongoing fight in Iraq to free Mosul from ISIS.

He's already got troops nearby, uninvited — certainly not by the Iraqis whose territory he's violated. Asked by Washington and Baghdad to pull out, he threatened to send in more.

He may plan to stay: Erdogan's also announced that Turkey will no longer "voluntarily accept the borders of our country" — a clear reference to his country's claim to Mosul dating back to 1920.

In the past, Erdogan's been all bluster, no action. But his recent moves are already Turkey's most aggressive since the 1974 invasion of Cyprus. His response to the recent failed coup attempt has been to essentially end Turkish democracy, so all bets are off.

At a minimum, Erdogan could undermine the effort to crush ISIS — but the risks run all the way to triggering a regional war.

All this from a guy who just a few years back was widely known as President Obama's favorite leader in the Muslim world. ♦



Turkish President Recep Tayyip Erdogan Photo: AP

TIME

30 October 2016

Turkey Fires 10,000 Civil Servants and Shuts 15 Media Outlets

Cinar Kiper / AP / Oct. 30, 2016
<http://time.com/>

ISTANBUL (AP) — Turkey expanded its sweeping post-coup crackdown over the weekend, issuing two new governmental decrees that dismissed more than 10,000 civil servants and shutting down 15 mostly pro-Kurdish media outlets.

The decrees were passed Saturday, also instituting changes in due process and university administration.

Turkey declared a state of emergency soon after the July 15 coup attempt allowing the government to rule by decree with limited parliamentary involvement. Such decrees have been used to suspend tens of thousands of people from the public sector over suspected links to what the government calls terror organizations.

The latest dismissals include 2,534 personnel from the Justice Ministry, 2,219 from the Education Ministry, 2,774 from the Health Ministry, 1,267 from higher education institutions and 101 from the armed forces. The remaining 1,236 dismissals were across several different government departments and agencies.

The decree also reinstated 39 military personnel, including a general and an admiral, as well as 35 other civil servants who had been dismissed in earlier decrees.

The purges are aimed to eradicate a network lin-

ked to U.S.-based Muslim cleric Fethullah Gulen, which Ankara accuses of orchestrating the attempted coup. Gulen denies any involvement.

But Turkey's main opposition party and human rights groups have, however, accused the government of using emergency powers to clamp down on other dissenting voices— not just the Gulen movement— including Kurdish and left-leaning individuals and media outlets.

Saturday's decree also shuts down 15 mostly pro-Kurdish media outlets over alleged terror ties, including several newspapers, magazines, radio and television channels as well as the Dicle News Agency.

The 25-year-old monthly art, culture and literature magazine Evrensel Kultur condemned its closure in a statement: "There are many signatures under the closure decree. We are certain not a single one has read a single one of Evrensel Kultur's 299 issues" and ending with "we will not be silent, you don't be silent either."

According to the latest figures by the Turkish Journalists' Association, this latest round of closures brings the total number of outlets shut down to 170. In addition, 105 journalists have been imprisoned, over 700 press credentials revoked and a third of the media are currently unemployed.

The decrees also now allow judges to restrict suspects' access to lawyers as well as the recording of conversations between terrorism suspects and their lawyers.



AP In this photo taken Tuesday, Oct. 4, 2016, the journalists of the IMC-TV gather in their Istanbul office after their television channel was shut down.

The state-run Anadolu Agency says Turkish Bar Association President Metin Feyzioglu condemned the decision to restrict access to lawyers and record discussions with clients.

The decrees also abolish elections for university presidents, who will now be directly chosen by President Recep Tayyip Erdogan among three candidates presented by the Board of Higher Education.

Anadolu Agency reported that main opposition Republican People's Party deputy chair Lale Larabiyyik condemned the decrees on Sunday.

"Everything is between one man's lips," Larabiyyik said. "They are dragging us to a one-man regime as a fait accompli. This is nothing more than abusing the state of emergency," questioning whether this was an attempt by the ruling party to bring to life its ideology.

Though critics condemn the state of emergency and allies urge Turkey restraint in its post-coup crackdown, the government extended the 90-day state of emergency for another 90 days earlier this month with Erdogan having hinted earlier that it could be extended to over a year. ●



«Ils ne combattent pas, ils se suicident»

Irak La tactique de guérilla jihadiste fait des ravages depuis une semaine. Les soldats kurdes, trop confiants et parfois mal organisés, continuent toutefois leur avancée vers le bastion de l'Etat islamique.

Par
LUC MATHIEU

Envoyé spécial à Nawaran (Irak)

REPORTAGE

«**L**e convoi est passé trop loin.» Un silence, puis la même voix calme dans le talkie-walkie: «S'il revient vers moi, je me fais exploser.» Le major Maher rapproche l'appareil de son oreille. Il dit: «Il est dans une maison, on entend des femmes derrière.» Râblé, teint mat et cheveux noirs, menottes neuves accrochées à son treillis, le major Maher est chargé d'écouter les conversations radio des jihadistes de l'Etat islamique. Il est posté avec des centaines d'autres combattants kurdes et quelques soldats de forces spéciales occidentales, sur les collines qui surplombent la plaine de Ninive, dans le nord de l'Irak.

Mossoul est à moins de 15 kilomètres à l'ouest, caché derrière les vents de poussière. Juste en contrebas des collines et du major Maher, le village de Faziliye, et, à 5 km, Bashiqa. Cette ville faisait partie des objectifs de l'offensive lancée le 20 octobre par les peshmergas. Sa reconquête devait permettre de sécuriser le flanc nord-est de Mossoul pour laisser l'armée irakienne partir à l'assaut de la ville. Mais Bashiqa n'avait, jeudi, toujours pas été reprise. Les jihadistes se défendent avec des moyens limités mais redoutables: véhicules piégés, mines et snipers. «Ils ne combattent pas, ils se suicident. Ils n'ont de toute façon pas le choix. On a entendu leurs chefs qui leur disaient que s'ils abandonnaient et rejoignaient Mossoul, ils seraient exécutés», dit le major Nizar Gino.

VOITURES-SUICIDES

La tactique de guérilla jihadiste fait des ravages depuis une semaine. Trop confiants, trop impatients, trop divisés entre factions et groupes qui n'obéissent pas aux mêmes chefs, les peshmergas ont avancé trop vite. Ils ont déferlé vers Bashiqa sans se soucier des hameaux qu'ils longeaient. Ils se sont contentés de les encercler quand ils le pouvaient et de les surveiller. Quand ils ont voulu réellement les reconquérir, pénétrer dans les maisons et tuer les derniers jihadistes, ils ont perdu bien plus d'hommes qu'escompté. Dès le lendemain de l'offensive, les combattants de l'EI sont repassés à l'attaque. Sur la seule journée du 21 octobre, ils ont mené 17 voitures-suicides depuis le village de Khorsabad. Les véhicules étaient cachés dans des cours de maison, des corps de ferme, des ruelles. «On les a vus en acheminer depuis d'autres villages, surtout depuis Faziliye», explique le major Nizar.

Le hameau voisin de Bakina est, lui, truffé de mines. Ce 21 octobre, elles explosent une à une, le-

vant une fumée grise. «Il y en a partout», dit un peshmerga. Elles sont enfouies dans la terre des rues, cachées derrière les portes des maisons, dissimulées dans de vieux pneus ou des ordures. Il suffit



de briser un fil invisible pour les déclencher. Les combattants kurdes chargés du déminage sont mal formés et encore moins équipés. Ils n'ont même pas de gilet pare-éclats. Les blessés agonisants, les yeux révulsés ou inconscients, sont emmenés à l'arrière d'énormes pick-up américains noirs. Des ambulances les transportent jusqu'à un hôpital de campagne, le «centre de triage primaire». «Ils ne restent que dix minutes, le temps de les stabiliser et de les envoyer vers des hôpitaux. Nous ne les gardons pas plus longtemps pour ne pas être débordés quand d'autres blessés arrivent», explique Kadir, chirurgien.

4x4 BLINDÉS

Sur la ligne de front, les commandants kurdes observent et décident des offensives à mener depuis les collines. Des talus font office de fortification. Les peshmergas y ont bâti des postes de surveillance qu'ils ne quittent pas. Ils dorment dans de petits abris protégés du vent par de vieux tapis ou des bâches en plastique. Les Kurdes ont intercepté des messages radio d'«émirs» de Daech qui ordonnaient à leurs hommes d'attaquer la colline. Ils n'ont pour l'ins-

tant jamais obéi.

Le long du sentier de pierre qui relie les différents postes et menace de s'affaisser, on aperçoit parfois des forces spéciales occidentales. Des soldats canadiens, arrivés il y a deux semaines, ont garé leurs 4x4 blindés aux vitres opaques le long du talus et ont déployé des antennes de quatre mètres de haut. Un peu plus loin, des soldats d'une armée européenne sortent des missiles Milan des coffres de leurs voitures.

Le major Nizar a posé un pied sur le talus. Face à lui, la plaine et Mossoul. Au loin, des convois de blindés lèvent des tourbillons de poussière. Il pointe un champ rectangulaire aux oliviers parfaitement alignés. «*Il reste des jihadistes là-bas, on les voit parfois.*» Il continue son mouvement de bras et s'arrête sur un village d'où émergent des colonnes de fumée, Omarkanch. «*Aujourd'hui, c'est là-bas que nous combattons. Quand nous aurons gagné, les autres villages plus proches de nous seront isolés de Mossoul. Daech ne pourra pas envoyer de renforts et les lignes de ravitaillement seront coupées.*»

Ce mercredi, les Kurdes surveillent le village de Faziliye, adossé à la colline à quelques centaines de mètres en contrebas. Un sniper, Dizgar, le scrute à travers la lunette de son fusil américain. Il s'est assis sur un siège de bureau sans pied posé sur un vieux pneu. Il se fait petit : «*Il y a des snipers en bas.*» Faziliye peut aussi s'observer à la jumelle. Le village paraît calme, serein, comme s'il n'était pas encerclé par la guerre. On voit les maisons au toit plat bordées de cours, les rues droites et les ruelles perpendiculaires. Dans l'une d'elles, un groupe d'enfants. A la différence des autres ha-

meaux de cette région de la plaine de Ninive, majoritairement chrétiens et yézidis, Faziliye est turkmène.

Tous ses habitants n'ont pas fui. On aperçoit parfois des hommes qui marchent par petits groupes de deux ou trois. Ce sont eux qui intéressent Dizgar. «*J'ai compté sept combattants de Daech en tout pour l'instant. J'ai tiré sur l'un d'eux qui portait un lance-roquettes. Je l'ai touché à la jambe mais il a pu se cacher. Hier, j'en ai vu deux autres qui discutaient devant la grande maison rose à l'entrée du village. J'ai tiré, ils ont couru se réfugier à l'intérieur.*» A force de scruter Faziliye, le sniper kurde a repéré un tunnel. Il est creusé dans la rue principale, sous une rigole. Il fait plusieurs centaines de mètres de long et rejoint un champ d'oliviers à l'orée du village.

En attendant d'attaquer Faziliye, les Kurdes l'écoutent. Les jihadistes discutent beaucoup. Les conversations sont souvent sans intérêt. «*Ils râlent parce qu'ils n'ont pas assez de riz*», dit le major Maher. Les repas sont assurés par des femmes du village. Des enfants les apportent à vélo aux jihadistes. Les combattants de Daech ont aussi leurs codes : «*Panne générale d'électricité*» signifie qu'il n'y a pas de frappes aériennes de la coalition. La radio grésille à nouveau. «*Vous pouvez nous aider?*» demande une voix en turc. «*Abou Amadi, tu peux aller les aider? Inch Allah, nous allons gagner cette bataille.*» «*Nous sommes derrière le grand générateur*», reprend la première voix. Rien ne bouge dans le village. L'appel à la prière de l'après-midi résonne. Quelques silhouettes rejoignent une mosquée. «*Qu'ils aillent tous au paradis*», rigole un peshmerga.

«CEINTURES D'EXPLOSIFS»

Les combattants kurdes ne savent pas combien de civils vivent encore à Faziliye. En une semaine, seuls deux enfants ont quitté le village et rejoint la ligne de front. Ils sont venus avec un petit troupeau de vaches et de moutons. Mercredi, deux hommes fraîchement rasés et vêtus d'une tunique blanche se sont approchés. Les peshmergas ont tiré ; les deux se sont enfuis en courant. «*On savait que c'était un piège. Ils avaient des ceintures d'explosifs*», assure le major Nizar.

Les Kurdes se méfient des civils. Certains arrivent de plus loin, de villages proches de Mossoul et toujours contrôlés par l'Etat islamique. Le 21 octobre, deux pick-up kurdes ont déboulé sur la ligne de front à Nawaran. A l'arrière, une vingtaine de femmes voilées de noir et des enfants, âgés de quelques mois à

une dizaine d'années. Il n'y a qu'un adolescent, famélique, livide, sale. Il n'arrive pas à garder la tête droite, il titube en descendant du pick-up. Les femmes semblent plus vaillantes. Ce sont elles qui déchargent les sacs de couverture et de vêtements.

Les combattants kurdes les font s'asseoir dos à un talus. Des voitures les encerclent. «*Ce sont des civils, pas de soldat ici*», dit un peshmerga à l'un de ses compagnons d'armes qui s'était approché. «*Notre mission est de les protéger et de les transporter pour qu'ils soient interrogés*», explique un policier. Quelques minutes plus tard, des camionnettes arrivent. Les femmes se relèvent, reprennent sacs et bébés. Elles se répartissent dans les véhicules. Une adolescente n'a plus d'endroit pour s'asseoir. Elle apostrophe une femme plus âgée : «*Et moi, elle est où ma place?*» ◆

Les Kurdes ont intercepté des messages radio d'«émirs» de Daech qui ordonnaient à leurs hommes d'attaquer la colline. Ils n'ont pour l'instant jamais obéi.

EN FRANCE, LA CRAINTE D'UN RETOUR DE FLAMMES

Outre ses lourds enjeux symbolique et militaire, la bataille de Mossoul soulève l'épineuse question du sort des jihadistes européens qui s'y trouvent retranchés. Selon les services de renseignement occidentaux, quelque 5 000 jihadistes s'apprêteraient à défendre leur bastion irakien. Parmi eux, 250 Français, dont quelques dizaines de femmes et d'enfants. La France ne disposant pas de convention juridique avec l'Irak, des imbroglios diplomatiques pourraient rapidement naître en cas d'arrestation, voire – mais cela paraît hautement improbable – de reddition. Mardi, François Hollande a appelé à la «vigilance face au retour des combattants étrangers» de l'Etat islamique dans leurs pays d'origine. Le Président sait tout du risque d'attentat encouru si les chancelleries venaient à tâtonner. Avec la Turquie, plusieurs mois de discussion avaient été nécessaires pour baliser le parcours des revenants : réversion sur le sol turc, remise à la France sous bonne surveillance et incarcération quasi-systématique. **W.L.D.**

Sur le front avec les peshmergas

Guerre de libération.
23 octobre, Nawaran.
Les combattants peshmergas préparent la prise de Bashiqa, dernier verrou avant Mossoul.



Nous nous glissons dans le dernier des cinq transports de troupes blindés qui montent en première ligne. (...) La balle d'un sniper frôle notre chef opérateur. Les impacts résonnent sur le blindage du véhicule.

Bataille de Mossoul.

Le philosophe est retourné auprès des combattants kurdes, qui sont en première ligne pour reprendre à Daech la deuxième ville d'Irak. Journal de guerre.

PAR BERNARD-HENRI LÉVY,
EN IRAK

Retour au Kurdistan. Mon premier mouvement est d'aller, aux monts Zartik, me recueillir sur les lieux où Magdid Harki, le

jeune général aux cheveux blancs, héros de « Peshmerga », vécut ses derniers instants. Rien n'a changé. Ni les sacs de sable aggloméré qui lui furent un trop mince rempart. Ni la casemate dont il mettait un point d'honneur à ce qu'elle ne soit pas mieux fortifiée que celle de ses soldats et où ceux-ci ont pieusement conservé, pendue au mur près de la porte, sa gourde où reste la dernière gorgée d'eau qu'il n'a pas bue. La seule différence, c'est que ce sont les forces spéciales américaines qui ont investi la place. L'un scrute à la jumelle la vallée d'où les hommes-bombes de Daech peuvent surgir à tout moment. L'autre se tient derrière une lunette qui porte, 20 kilomètres plus bas, jusqu'aux faubourgs de Mossoul. Un troisième, cheveu long et blond, moustache à la Errol Flynn, rattrape un drone qui vient, dans un tourbillon de poussière, d'atterrir à nos pieds. Un autre, gueule d'intello, très cartographe du 112^e régiment de San Antonio de Norman Mailer, déchiffre les données qui parviennent, à l'ombre d'un auvent, sur son PC. Et un autre, enfin, le plus gradé, originaire du Tennessee, transmet. Qui sont ■■■



■■■ ces jeunes Américains, écrasés par la chaleur et qui scrutent la lumière tels des aveugles la nuit ? Que font-ils ? Ils sont, Mossoul à leurs pieds, l'avant-garde de la coalition qui s'est enfin décidée, en appui des peshmergas et de l'armée régulière irakienne, à réduire la capitale de l'Etat islamique.

Je suis, dans la zone de Khazir, à Sheikh Amir, le dernier village libéré avant la ville chrétienne martyre de Qaraqosh. Surgit, à bord de trois Toyota flamboyantes, une escouade d'hommes en uniforme noir dépareillé qui n'est pas l'uniforme des peshmergas. « Que faites-vous ? proteste le général Hajar, qui m'accompagne depuis Erbil. Vous n'avez pas à être là ! – Là, c'est chez nous, répond un homme mal rasé, mauvais regard, menaçant, qui semble être le chef du groupe. – Non, répond Hajar montrant, dans le lointain, des préfabriqués que nous avons pris, depuis la route, pour un camp de réfugiés. Chez vous, c'est là-bas ; les accords sont clairs, vous n'avez pas à sortir de votre campement tant que vous n'êtes pas à l'offensive. – On t'emmerde, fait un autre des hommes en noir, on

Homme d'Etat.

17 octobre, camp de base des monts Zartik, près de Mossoul. Conférence de presse de Massoud Barzani (2^e à g.), chef du Parti démocratique du Kurdistan et président du Kurdistan irakien depuis 2005.

est chez nous partout. » Comme Hajar, à son tour, force le ton et que l'altercation va mal tourner, le chef marmonne une vague excuse et, faisant remonter son monde dans les pick-up, reprend le chemin du camp où nous distinguons, dans le lointain, trois hélicoptères en train d'atterrir. Tout est allé très vite. Mais les hommes en noir, vérification faite, faisaient partie des milliers de miliciens chiites que Bagdad a incorporés, à la hâte, dans les forces régulières irakiennes. Et l'incident, même mineur, en dit long sur les tensions qui règnent entre les différents participants (peshmergas d'un côté, armée de Bagdad, à majorité chiite, de l'autre) appelés à libérer le Berlin de l'Etat islamique.

Chrétiens d'Orient. Autre signe. Nous sommes, quelques kilomètres plus loin, dans le village chrétien de Manguba. Daech, ici, a très peu résisté. Mais il a laissé, dans sa retraite, un semis d'explosifs cachés dans des bouteilles de soda, des jerricans, parfois un Coran. Et Anouar, commandant peshmerga chrétien, est l'un des rares à s'être risqué à aller reconnaître ce qui reste de sa maison. Il nous a donné rendez-vous sur une terrasse voisine, la plus haute du village, qui, à en juger par le ballon de foot crevé et les calots de verre multicolore mêlés aux douilles vides, a dû servir aux enfants de terrain de jeu avant de devenir, aujourd'hui, le poste de guet de l'unité.

AZAD LASHKARI/REUTERS

Un incident avec des miliciens chiites en dit long sur les tensions entre les peshmergas et les autres participants.



« C'est terrible, raconte-t-il. Il ne reste rien de ma maison et ils ont brûlé l'église. » Puis, réprimant un sanglot : « mais il y a un autre problème, monsieur Lévy ; certes ces salauds sont partis et, si Dieu veut, ils ne reviendront pas ; mais après ? qui, après eux, sera chargé de protéger notre communauté ? nous avons bien une brigade chrétienne, en formation chez les peshmergas ; mais que deviendra-t-elle après la victoire ? sous quel commandement passera-t-elle ? » Anouar, pressé par les questions de mon ami Gilles Hertzog, finira par le dire clairement. Ni lui ni aucun des fidèles chrétiens de cette région de Qaraqosh n'ont plus confiance dans l'Irak. Sa femme, ses enfants, il ne les fera revenir que si les Kurdes, et les Kurdes seuls, assurent la protection de la plaine de Ninive. Sous quelle forme ? Une province ? Une autonomie sous garantie kurde ? Et pense-t-il que les Irakiens, ainsi que les Américains des monts Zartik, seront d'accord avec son idée ? Il hoche la tête : la vie, le salut des soldats de Dieu ne se négocient pas.

Hasan Sham. Près de la ville chrétienne de Bartala. Encore le même spectacle de terre brûlée, débris de

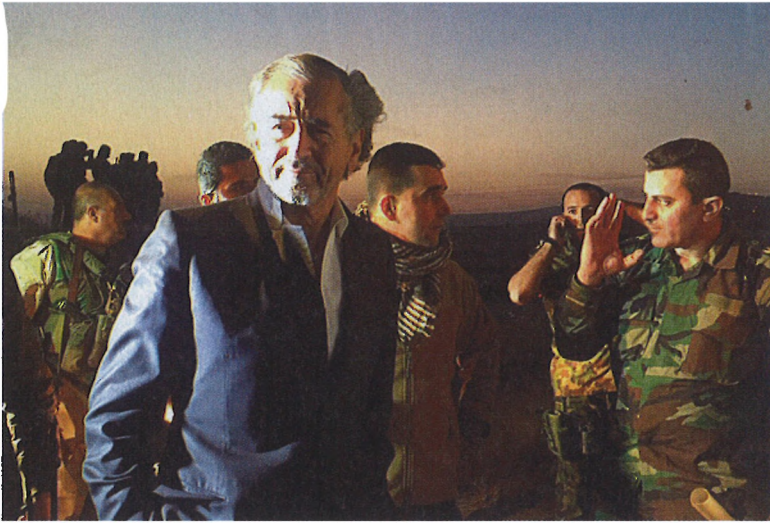
Artillerie.

23 octobre, Nawaran. Des artificiers kurdes règlent le pas de tir d'un mortier sur la ligne de front.

camions suicides, feux mal éteints des réserves d'essence incendiées. Et, soudain, à mes pieds, un grand trou. Je crois, d'abord, à un puits. Mais non. Il y a une échelle que je descends, avec mon photographe, à la suite d'un démineur. Et je découvre, 3 mètres plus bas, un boyau d'un mètre de large, à la voûte bombée et aux murs tantôt cimentés, tantôt grossièrement empierrés, où un homme de ma taille peut se tenir debout. Au bout d'une centaine de mètres de marche prudente, sans autre éclairage que celui de la torche du démineur, nous tombons sur une autre ligne, perpendiculaire et identiquement caissonnée, où il ne faut pas s'aventurer car on y distingue encore des pains de plastic et des fils de contact. Puis, des deux côtés du boyau, des chambrées où traînent une douzaine de matelas en désordre et sales. Puis, toujours symétriquement disposée, une double salle de commandement où l'on a laissé derrière soi un paquet de journaux en arabe. C'est une feuille noir et blanc, 8 pages, sorte de bulletin pour combattants de Daech intitulé « Les nouvelles ». En une, sous la photo d'un homme en train d'être décapité, la manchette : « Comment on identifie les traîtres ». En pages intérieures, un article sur une opération terroriste dans le Sinaï ; une « analyse » sur les « droits illimités » d'un « shahid » qui a débarrassé le monde d'un « kafir » ; une information sur la présence de cellules dormantes à Kirkouk ; et, en page 2, un bilan de l'année très ■■■

« Qui, après la guerre, sera chargé de protéger notre communauté ? »

Anouar, commandant peshmerga chrétien



■■■ spécial: «1031 nouvelles, 110 infographies, 50 cartes et 112 exécutions de traîtres»... Si l'on a pris la peine, dans ce village perdu, de creuser un pareil ouvrage, que découvrira-t-on à Mossoul? Quel entrelacs de chausse-trapes et de pièges? Quelle ville secrète et souterraine, pour quelle sale guerre?

Bravoure. Nous avons repris la route, plein nord, jusqu'aux abords de Dohuk, à 13 kilomètres du barrage de Mossoul. L'homme que nous venons voir s'appelle Rawan Barzani. C'est le frère cadet du Premier ministre. Il est le commandant du 1^{er} bataillon des forces spéciales kurdes. Et la base où il nous reçoit n'est qu'à 300 mètres de la ligne de front. J'observe, dans son bunker meublé d'une simple table et d'un lit spartiate, cet officier au visage poupin qui a l'âge des généraux de Napoléon. Je l'écoute expliquer, dans un anglais parfait et alors que l'on entend le tonnerre des départs et des arrivées de mortiers, sa théorie d'un Daech composé 1. de «fous» (les chauffeurs de camions suicides), 2. de «rats» (les planqués des tunnels) et 3. de «chiens de guerre» (qui opposeront, pense-t-il, une résistance acharnée). Comment un gradé de son rang peut-il être à ce point exposé, si près de la zone de combat et ne pouvant me donner, par exemple, qu'une poignée de secondes pour une photo en extérieur? La légendaire bravoure des commandants kurdes se tenant, non à l'arrière, mais en avant de leurs soldats... Son nom, qui pourrait nourrir un soupçon de népotisme et qui l'oblige d'autant plus... Mais, surtout, Daech tient là, à quelques kilomètres de ce barrage géant dont le sabotage inonderait toute la région jusqu'à Mossoul et Bagdad, l'une de ses positions les plus stratégiques. Et la coalition, dès lors, n'a pas le choix: ni hommes en noir; ni miliciens

Témoignage.

Le 20 octobre, le philosophe et cinéaste («Bosna!», «Peshmerga») est à Nawaran, quelques minutes avant l'offensive.

sunnites recrutés à la hâte pour faire de la figuration à leurs côtés; mais du sérieux, du solide, des commandos aguerris pour aller, derrière les lignes ennemies, mener les coups de main les plus audacieux – et, à leur tête, un petit-fils du héros de la nation kurde, père de tous les peshmergas, Moustafa Barzani...

Un envoyé de l'état-major est venu nous chercher dans la nuit. Direction Nawaran, à l'est, où se prépare la prise de Bashiqa, dernier verrou avant Mossoul. L'habituel embouteillage de chars, engins blindés et Toyota. Deux drones, dans les lueurs de l'aube, semblables à celui qui, voilà deux semaines, a lâché une bombe sur le camp français d'Erbil, mais que les peshmergas, dans un feu d'artifice de kalachs et de mitrailleuses 12.7, parviennent à abattre avant qu'ils touchent le sol. Nous nous glissons dans le dernier des cinq transports de troupes blindés qui montent en première ligne. Nous laissons derrière nous les monticules de terre levée où la troupe attend l'ordre d'avancer. Puis un paysage de hameaux, entrepôts et maisons fantômes d'où l'on redoute de voir surgir, à tout instant, un kamikaze. Ici reste un sniper, que neutralise, depuis sa tourelle, notre artilleur. Là, un autre dont la balle frôle Camille Lotteau, notre chef opérateur en train de filmer, au côté de l'artilleur – celui-là s'évapora dans la nature. Un moment d'anxiété quand résonnent les impacts sur le blindage du véhicule. Un autre quand on comprend, à travers les échanges talkie-walkie avec les pelleuses devant nous, que la route est minée et qu'on va en tracer une nouvelle, sur la gauche, dans le terrain vague. Il faut deux heures de cette conduite, presque aveugle, sans autre indication que celle du villageois embarqué dans le bulldozer de tête, il faut deux heures de cahots, embardées dans la poussière, embourbements, pour franchir les 8 kilomètres qui nous séparent du village de Fazliya – que la colonne a ordre de reprendre.

De la séquence qui suit, j'ai les images réalisées par mon second cameraman, Ala Tayyeb, avant et après que le commandement opérationnel a fait rebrousser chemin à notre véhicule. Les transports de troupes et les chars T-55 ont encerclé le village. Les hommes ont mis pied à terre, rejoints par une unité d'élite Zeravani, et avancent à découvert. Et, soudain, depuis des maisons, puis une oliveraie, qui semblaient abandonnées, des tirs fusent. Le colonel, dans son talkie-walkie, demande un soutien aérien. La voix, au bout de la ligne, le lui promet, comme c'est de rigueur, dans les minutes qui suivent. Mais les tirs continuent de plus belle. Les djihadistes, dans l'oliveraie, surgissent, maintenant, par trois côtés et ce sont eux qui encerclent les peshmergas. Sept peshmergas sont touchés. Ceux que leurs camarades hissent, pour les mettre à l'abri, à l'arrière des blindés sont visés par les snipers. Quand deux assaillants brandissent un drapeau blanc et qu'Ar-dalan Khasrawi, un autre personnage de «Peshmerga», s'approche pour recevoir leur reddition, c'est encore un piège, car les deux hommes font feu et le blessent très grièvement. Les ordres et les contre-ordres ■■■

Les djihadistes surgissent dans l'oliveraie, encerclent les peshmergas. Sept combattants kurdes sont touchés.

■■■ fusent. La confusion est totale. On ne sait si les véhicules doivent faire cercle ou, au contraire, se disperser. Et le fait, oui, est là : pendant les deux heures et demie que durera l'embuscade, pendant ces interminables minutes d'enfer sur terre où le commandant de l'unité ne cessera de réclamer le soutien des avions et où celui-ci ne cessera de lui être promis et promis encore, rien ne viendra. La brigade a été livrée à elle-même. Abandonnée des dieux, des hommes et des alliés. Et c'est à leur seule vaillance que les Kurdes doivent d'avoir triomphé des djihadistes et d'avoir fini – mais à quel prix ! – par libérer le village.

Œil noir. Deux heures plus tard, nous sommes chez le président Barzani, dans son camp de base des monts Zartik, en haut d'une route en lacets protégée par les forces spéciales américaines. C'est moi qui ai demandé à le voir. Mais il a, visiblement, des messages à faire passer. Oui, son armée, dans les villages arabes qu'elle reprend, se conduit de manière exemplaire. Non, celle-ci n'a pas l'intention, du moins pour le moment, d'entrer dans la ville même de Mossoul que les accords interalliés « réservent » à l'armée irakienne. Oui, il avait un plan pour le « jour d'après », et il déplore que ses partenaires, tout à leur hâte d'en finir avant les élections américaines, ne l'aient pas davantage écouté. Mais je lui trouve le visage fermé.

La brigade peshmerga a été livrée à elle-même. Abandonnée des dieux, des hommes et des alliés.

L'œil noir, sans sa malice habituelle. Les commandants et dignitaires, assis tout autour du hangar de fortune qui fait office de QG, n'ont pas l'air, eux non plus, exagérément euphoriques. Il répond à peine quand je lui parle du courage de ses soldats. Il se dérobe quand je lui demande s'il pense conjurée la menace d'un corridor chiite allant de Bagdad à la Syrie et à l'Iran via Mossoul dont j'avais cru comprendre, lors de notre entrevue de septembre, qu'elle était sa hantise. Et, quand Hertzog lui rapporte l'histoire de ces chrétiens qui n'ont confiance que dans le KRG, il se contente d'un laconique « *ce sera à eux de décider et à la communauté internationale de prendre ou non ses responsabilités* ». La vérité – je le saurai quelques heures plus tard, de la bouche de son principal conseiller – c'est qu'il a passé tout le temps de la bataille de Fazliya en communication avec l'ambassadeur américain en Irak à exiger un soutien aérien pour ses peshmergas. Et la raison de son humeur, pour ne pas dire de son courroux, c'est qu'il se sent, à cette heure, lâché par ses alliés – pas loin de considérer qu'il a rempli sa part du contrat et que la guerre, pour lui, est finie.

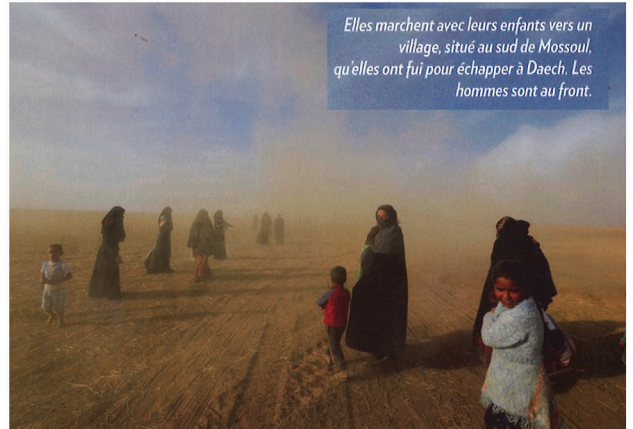
Car, de nouveau, pourquoi l'« air support » n'est-il pas venu à Fazliya ? Pourquoi, au mépris de toutes les

règles d'engagement, aucun appareil n'a-t-il décollé des bases d'Erbil et de Qayyarah ? Pourquoi, alors qu'un hélicoptère Apache venait, au même moment, non loin de là, de secourir un soldat américain blessé à mort, ne s'en est-il pas trouvé un autre pour prêter main-forte aux peshmergas pris au piège ? D'aucuns, à Washington et Paris, plaideront le raté tragique dans la chaîne de commandement. D'autres incrimineront le changement d'itinéraire, quand notre colonne a réalisé que la route était minée et qu'il fallait en tracer une autre. Mais ici, à Erbil, l'explication la plus autorisée est, hélas, moins reluisante. Nous sommes les meilleurs, disent les Kurdes. Nous voulions de victoire en victoire au moment où l'armée régulière irakienne reperdait deux des villages qu'elle avait repris la veille. Eh bien, nos alliés occidentaux ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils voulaient un succès équitablement partagé entre tous ses artisans – Kurdes, armée d'Irak à majorité chiite, milices sunnites destinées à rassurer les populations arabes de Mossoul. Et, dans ce savant équilibre qu'ils ont conçu, dans la distribution des rôles à préemptivement négociée avec, en particulier, Bagdad et ses parrains iraniens, dans le cadre, donc, de l'engagement qu'ont pris les Américains de ne pas laisser les peshmergas presser le pas et prendre un avantage qu'il faudrait, le moment venu, rétribuer au prix fort, c'est-à-dire au prix de l'indépendance du Kurdistan et de la « déstabilisation » supposée de l'Irak et de la région, il n'était pas forcément mauvais de voir notre colonne piétiner à Fazliya.

Dindon de nos farces ? L'explication est probablement trop simple. Mais je me souviens, après tout, d'un prédécesseur de Barack Obama envoyant le regretté Richard Holbrooke prévenir le président bosniaque Izetbegovic qu'il cesserait de bénéficier de la couverture aérienne américaine s'il persistait dans sa fâcheuse idée d'entrer dans Banja Luka. Nous nous souvenons tous de la peine qu'eut un certain général de Gaulle à obtenir d'un autre président américain le droit de faire entrer une division française libre dans Paris insurgé. Et il n'est peut-être pas absurde d'imaginer, alors, des capitales alliées enfermées dans leurs vieux schémas souverainistes et prêtes à tout, ou presque tout, pour complaire à telle puissance nouvellement réhabilitée (l'Iran), préserver telle pseudo-nation (l'Irak) et ne pas se trouver exagérément endettées vis-à-vis d'un peuple qui ne manquerait pas, à l'heure des règlements, de réclamer sa juste part des fruits de la victoire (ce malheureux peuple kurde qui n'en finit pas, depuis un siècle, d'être le dindon de nos farces). Si tel était le cas, si le grand jeu des chancelleries devait être celui-ci, si l'on persistait à demander aux peshmergas d'ouvrir les portes de Mossoul mais de ne surtout pas les franchir et si le retour des chrétiens dans la plaine de Ninive devait être suspendu, enfin, à ces arrangements misérables, alors la bataille serait bien mal engagée – et la défaite morale de Daech moins assurée qu'il n'y paraît ■

OBJECTIF MOSSOUL

Lentement mais sûrement. Lancée le 17 octobre par l'armée irakienne et les forces kurdes – appuyées par l'aviation occidentale –, l'offensive pour la reprise de Mossoul progresse maintenant sur trois fronts. La coalition se heurte aux 4 500 combattants de Daech qui défendent la capitale autoproclamée de l'État islamique. Les djihadistes ont déployé autour de la ville une considérable ceinture d'engins explosifs et de mines. A l'est, les troupes irakiennes et les peshmergas, soutenus par des conseillers occidentaux, ont opéré la plus forte poussée et pris plusieurs villages en dépit d'attaques à la voiture piégée. Dans le nord, qui concentre les troupes les plus nombreuses, l'assaut est mené sur deux axes par les Kurdes et les forces spéciales irakiennes, épaulées par les frappes aériennes et les barrages d'artillerie de la coalition. L'étau se resserre en vue d'un siège qui pourrait durer.



Elles marchent avec leurs enfants vers un village, situé au sud de Mossoul, qu'elles ont fui pour échapper à Daech. Les hommes sont au front.



Ce vieux paysan, porteur d'un drapeau blanc, va être contrôlé. Tous les civils sunnites sont regroupés et interrogés par les combattants kurdes sur le front de Naweran.

LA BATAILLE POUR ARRACHER LA DEUXIÈME VILLE D'IRAK À DAECH A COMMENCÉ

Naweran, le 20 octobre. En une semaine, la coalition a mené 32 raids et largué plus de 1 700 bombes.

PHOTO FRÉDÉRIC LAFARGUE



LES CIVILS SERVENT DE BOUCLERS HUMAINS ET S'ÉCHAPPENT AU COMPTE-GOUTTES. LES ATTAQUANTS SE PRÉPARENT À UN LONG COMBAT

Demain, il peut y avoir à vélo, à pied ou à cheval, 1 200 kilomètres de Mossoul. En juillet, les djihadistes ont mené les premiers raids de contrôle.



ROUTES MINÉES, VÉHICULES SUICIDES, MAISONS PIÉGÉES... L'ÉTAT ISLAMIQUE EST DÉCIDÉ À VENDRE CHER SA PEAU

La Syrie. Sur la route de Raqqa, septembre ou octobre, plusieurs voitures piégées ont explosé. Elles ont tué plusieurs soldats.



Des tranchées défensives protègent cette position avancée sur le front de Naweran, tenu par les zeravani, les forces armées du Kurdistan irakien.

« Avec eux il faut toujours attendre au plus... Les engins explosifs sont la arme favorite de Daech, contrairement aux forces militaires irakiennes qui attaquent Mossoul à la suite d'attentats détonants. Les routes d'accès à la ville et les habitations sont systématiquement truffées de pièges constitués autour de moyens de transport. Les forces spéciales américaines ont une certaine expérience de conseil dans les opérations, notamment dans ce qui est de la guerre asymétrique dont elles ont souvent été les cibles en Afghanistan et en Irak. Lorsque les islamistes mènent des attaques suicides contre les colonnes de la coalition, ces soldats doivent aussi faire aux médecins militaires. »

PHOTO ALVARO CARVALHO

LE DÉCALAGE EST VERTIGINEUX ENTRE LES FORCES SPÉCIALES, RIVÉES À LEUR POSTE, ET LES JEUNES PESHMERGAS QUI ENTAMENT UNE PARTIE DE DOMINOS SOUS LA MITRAILLE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE EN IRAK **FLORE OLIVE**

En première ligne, ce samedi 22 octobre, au petit jour, les hommes du colonel Mustafa Duski émergent de couvertures posées à même le sol. Certains ont dormi dans les blindés, protégés par un rempart de terre érigé la veille par les pelleuses. Ils sont une cinquantaine de Zeravani, les commandos kurdes, sur cette position. A moins de 400 mètres se trouve Derik, un hameau dont les maisons aux toits plats sont encore occupées par Daech. Le colonel Mustafa et le commandant Azad font chauffer l'eau pour le thé entre les rocailles. Il est 6h10. Des coups de feu tirés depuis les positions toutes proches les surprennent. Un camion piégé est sorti du hameau. Son explosion fait jaillir un mur de flammes d'une cinquantaine de mètres de haut. La veille, sur ce même front, il y a eu plus d'une vingtaine d'attaques-suicides. Même sous ces étendues de terre sèche, les djihadistes ont creusé des tunnels pour se protéger des frappes, s'y cacher et entreposer leur matériel. Partout, ils ont disposé des mines et engins explosifs improvisés. «Tu avances dans une zone déserte, censée être à peu près nettoyée, et là, d'un coup, tu te retrouves avec un mec devant toi, sorti de nulle part, comme surgi de terre», explique Azad. «Il nous faudra des mois pour reprendre Mossoul, soupire Saman. Quand tu penses au temps qu'il faut pour quelques petits villages!»

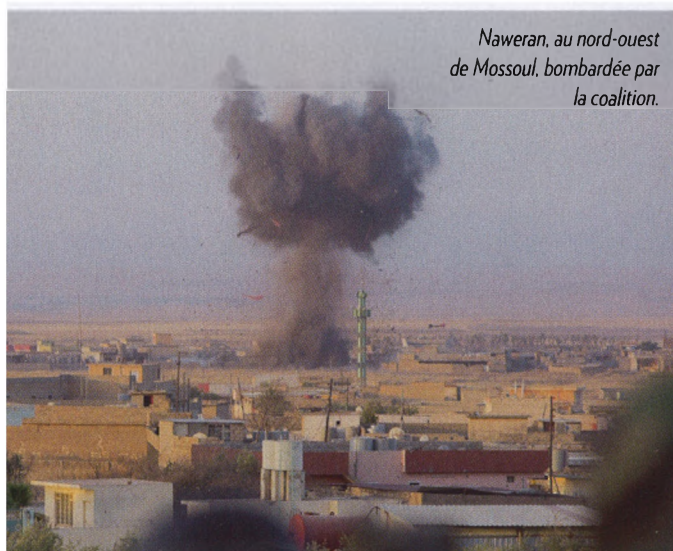
«Je vois deux types à pied qui brandissent quelque chose... Ouais mec, ils ont un truc dans les mains, peut-être un drapeau... Pas de bagages... Ils se dirigent vers l'ennemi, passent devant les oliviers en bordure du petit groupe de maisons... Tu les vois?» A plat ventre sur le remblai de terre sèche, un tireur d'élite des forces spéciales observe les déplacements à plus de 5 kilomètres. Au pied de la colline qui domine le village de Naweran, la plaine de Ninive s'étend à perte de vue. Une partie

des forces d'artillerie peshmergas a choisi ce promontoire pour s'y positionner. Elle cohabite avec quelques membres des forces spéciales de la coalition internationale. Les radios crépitent, on entend des coups de feu et les voix de ceux qui, quelques kilomètres plus loin, sont en première ligne. Les visages se ferment. Une mauvaise nouvelle vient de tomber: Nias, 25 ans, a été touché à la tête par un sniper. Père de deux enfants, il décèdera quelques heures plus tard.

Les peshmergas réclament des frappes aériennes sur un groupe de maisons en contrebas, mais sont incapables de dire combien d'hommes de Daech s'y trouvent. «Soyez plus précis, leur lance un soldat étranger. Les avions de la coalition sont de l'autre côté du front, on ne peut pas déclencher des frappes comme ça, pour un oui ou pour un non.» Le décalage est parfois vertigineux entre ces soldats des forces spéciales, rivés à leurs postes 24 heures sur 24, et les jeunes peshmergas capables d'entamer une partie de dominos dans leur casemate alors qu'on tire au fusil d'assaut au-dessus de leurs têtes.

Cette génération férue de nouvelles technologies, qui se plaît à faire des selfies sur les chars, est adepte de la «magic bullet theory», la «théorie de la balle magique»: les frappes aériennes de la coalition. Pourtant, il n'y a pas de remède miracle à la guerre contre Daech. Dans des hameaux déserts, une poignée d'hommes a suffi à freiner l'avancée des Kurdes durant presque trois jours, malgré une disproportion de forces et de moyens impressionnante.

Hétéroclite, cette armée kurde mêle des militaires de métier à des volontaires. Ils sont avocats, ouvriers, infirmiers, paysans, étudiants. Les plus anciens, trop âgés pour se battre, préparent la nourriture. Dans les fortins bâtis en urgence, ils racontent aux plus jeunes les purges du régime de Saddam, ces combats dont les chaînes de télévision ne cessent d'entretenir le mythe à coups de spots mêlant images d'archives et d'actualité, sur fond de



Naweran, au nord-ouest de Mossoul, bombardée par la coalition.



Le camp de réfugiés de Debaga, au sud-est de Mossoul, prêt pour accueillir les milliers de familles qui fuient la bataille.

chansons populaires vantant le courage des guerriers. Saman, 36 ans, a rejoint les peshmergas il y a quinze ans. Fils aîné d'une fratrie de dix enfants, il aurait pu choisir d'intégrer l'entreprise de travaux publics dirigée par son père, un des conseillers de Massoud Barzani, le président de la région autonome du Kurdistan irakien. Des amis haut placés ont proposé de lui obtenir un visa pour l'Europe, mais Saman veut se battre. « Les peshmergas... Je n'ai jamais eu que ça en tête. Je viens d'une famille riche, je n'ai aucune ambition financière. Ici, je gagne 500 dollars par mois. Mais il faut donner l'exemple. Je suis là pour défendre ma terre natale... Sans cette conviction, je ne resterais pas là à risquer ma vie et à manger de la poussière... »

La nuit vient de tomber, le ciel est clair. Un tir de mortier, depuis la colline où se trouvent les forces spéciales, déchire le silence. L'obus tombera 20 kilomètres plus loin, au sud-est, dans les faubourgs de Mossoul. Saman n'est allé qu'une seule fois dans la deuxième plus grande ville d'Irak. Traversée par le Tigre, la « perle de la haute Mésopotamie » a été assyrienne, chaldéenne, arabe, mongole, seldjoukide, perse et ottomane, avant d'être promise à la France par les accords de Sykes-Picot, en 1916. Deux ans plus tard, Clemenceau la cédait à l'Angleterre en échange d'un contrôle renforcé sur les zones syrienne et libanaise. La ville avait établi sa réputation sur ses « mousselines » de coton... C'était avant, quand chrétiens, yézidis, sunnites, chiites, membres des communautés arménienne, turkmène, assyrienne, kurde ou arabe pouvaient cohabiter en paix. Un paradis perdu.

Après l'intervention américaine en 2003 et la chute de Saddam, Mossoul est devenu le refuge des derniers membres du parti Baas, dont de nombreux officiers déçus de l'armée. De là, ils ont organisé la résistance, aux côtés des islamistes que soutenait la population sunnite locale, usée par les discriminations des dirigeants chiites. Pour beaucoup, la prise de pouvoir par Daech, le 29 juin 2014, a d'abord été synonyme de retour à l'ordre. Rares étaient ceux à imaginer qu'en plus de vivre sous la charia, il leur faudrait aussi subir un système de racket généralisé, sanctionné par des châtiments corporels et des exécutions sommaires. Sur son téléphone, Hazam, un peshmerga de 30 ans, étudiant en économie, montre les photos de ses amis originaires de la ville occupée. Tous ont fui il y a deux ans, mais ils sont restés en lien avec leurs proches. L'un est d'origine turkmène, un autre chiite, deux sont chrétiens. Sur son mollet, Hazam me montre son tatouage, une tête de loup tous crocs dehors. « Il paraît qu'à Mossoul ils te mettent de l'acide dessus pour l'enlever », dit-il. Dans la ville coupée du monde, le revenu journalier moyen par personne – 1 500 dinars – était égal au prix de 1 livre de tomates. Chaque mois, les habitants sont taxés de 50 000 dinars. Pour 1 ampère de courant électrique, il en coûte 7 000 dinars. Avec la perte de nombreuses raffineries, le prix de l'essence aussi a augmenté. La plupart des produits sont importés de Raqqa ; d'autres, notamment les vêtements, viennent de Turquie. Les médicaments manquent et l'accès à l'eau comme à l'électricité est rare. Les écoles sont fermées, une majorité des gens sans emploi. Seuls ceux qui collaborent activement avec Daech (20 % de la population selon certaines sources) vivaient convenablement. Combien seront-ils à résister lorsque le moment viendra ? Impossible à savoir. Il y a quinze jours, 58 personnes accusées d'avoir fomenté un complot pour faciliter la chute de la ville ont été exécutées. Les hommes de Daech contrôlent et fouillent les maisons à la recherche d'armes ou de documents suspects.



Frappe aérienne sur Naweran : la coalition veut reprendre toutes les localités qui entourent Mossoul avant l'assaut final.



Ce 20 octobre, une voiture piégée vient d'exploser près de cette colonne kurde.

Selon les autorités kurdes, près de 300 hommes du groupe djihadiste auraient déjà tenté de s'infiltrer parmi les réfugiés. Depuis le mois de septembre, ils sont 11 000 civils à avoir quitté la zone. Trois jours avant la grande offensive du 20 octobre, 550 familles des villages de Samalia et Najafia, aux portes de la ville, auraient été amenées de force à Mossoul, affirment les Nations unies. Ce qui pourrait laisser penser que l'organisa-

Il y a quinze jours, 58 personnes soupçonnées de faciliter la chute de Mossoul ont été exécutées

tion, en plus de les empêcher de fuir, compte les utiliser comme boucliers humains. Daech ne lâche rien et parvient même à mener des attaques simultanées hors des zones sous son contrôle. A Kirkouk, notamment, 100 hommes armés ont fait irruption : ils ont pris position dans une école, une mosquée et un hôtel avant d'investir les toits des immeubles. Ce lundi 24 octobre, alors que nous écrivions ces lignes, la situation y restait confuse. Une autre attaque djihadiste a été lancée à Routba, dans l'Al-Anbar, une zone prétendument « sécurisée », et une autre près du barrage de Mossoul. Ni Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne du pays avec ses 50 000 âmes, ni Bashiqa n'avaient été reprises. « Avec ces contre-attaques, notamment à Kirkouk, ils montrent leur maîtrise du combat de rue, explique Saman. Quand je pense à la vieille ville de Mossoul, à ses souterrains, ses ruelles... ça va être très long. Et ceux qui entreront en premier risquent de se faire massacrer. » ■

[@OliveFlore](#)